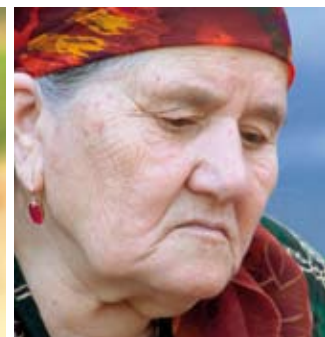




# Guide de l'utilisateur pour mesurer la fourniture de services de base sensibles à la dimension de genre



Guide de l'utilisateur pour mesurer la fourniture de services de base sensibles à la dimension de genre.  
© PNUD 2009 Tous droits réservés. Pour plus d'informations concernant le bon usage de ce document,  
contactez le Centre d'Oslo pour la gouvernance.

Photos de couverture © Adam Rogers/FENU sauf :

3ème ligne, 3ème photo ; 4ème ligne, 3ème et 5ème photos ; 5ème ligne, 1ère et 2ème photos : Shutterstock

3ème ligne, 2ème photo : Ruth Massey/PNUD

4ème ligne, 1ère photo : Jim Holmes/FENU

5ème ligne, 4ème photo : L. Taylor/HCR

Couverture et intérieur réalisés par Agendum See Design

Programme des Nations Unies pour le développement

Centre d'Oslo pour la gouvernance

Borgatta 2B

N-0650 Oslo, Norvège

[www.undp.org/oslocentre](http://www.undp.org/oslocentre)

[oslo.governance.centre@undp.org](mailto:oslo.governance.centre@undp.org)

PREMIERE ÉDITION

Première publication : août 2009

Traduction : Françoise Brodsky



# Guide de l'utilisateur pour mesurer la fourniture de services de base sensibles à la dimension de genre

**Auteurs :**

Lorraine Corner  
Sarah Repucci

**Éditrices :**

Noha El-Mikawy  
Lucie Slengesol Senftova

# Table des matières

Liste des encadrés V

Liste des diagrammes V

Liste des tableaux V

Acronymes VI

Avant-propos VII

Remerciements VIII

## Introduction : à quoi sert le présent guide ? 1

- A. Public visé par le guide 2
- B. Comment utiliser le guide 2

## Chapitre 1 : Questions et réponses sur la fourniture de services de base sensibles à la dimension de genre 3

- A. Qu'entend-on par services « de base » ? 4
- B. Pourquoi les services de base sont-ils importants pour les femmes ? 5
- C. Quels sont le rôle et les obligations des pouvoirs publics concernant la fourniture des services de base ? 5
- D. Quel est le rôle de la gouvernance dans la fourniture de services de base ? 6
  - 1. Rôle de la voix 8
  - 2. Rôle de la redevabilité 9
- E. Les prestations de services doivent-elles être sensibles aux dimensions de genre ? 10
- F. Pourquoi est-ce important d'effectuer des mesures ? 11
- G. Quel rôle jouent les données et les indicateurs dans la fourniture de services ? 11

## Chapitre 2 : Voix et expériences de terrain 15

- A. Voix de terrain 16
  - 1. Les femmes bénéficient moins des systèmes actuels de gouvernance que les hommes 16
  - 2. Il n'y a pas suffisamment d'indicateurs sexospécifiques ou d'indicateurs sur la fourniture de services de base 16
  - 3. Les tentatives de récolter des données sensibles à la dimension de genre sur le terrain rencontrent une certaine résistance 16
  - 4. Les nouveaux indicateurs de genre sont un point sensible pour les défenseurs de l'égalité des sexes 17
  - 5. On manque d'indicateurs sensibles à la dimension de genre pour les services de gouvernance 17
  - 6. Il est important que l'État procure des services de base aux femmes. 18
- B. Exemples de pratique 18
  - 1. Collecte de données sexospécifiques au Népal 18
  - 2. Fourniture des services publics de base en Chine 18
    - a) Contexte 20
    - b) Rôle de la gouvernance économique dans la fourniture de services publics de base 20
    - c) Secteur de l'éducation 20
    - d) Secteur de la santé 20
    - e) Comment ces changements au niveau de la gouvernance économique peuvent-ils avoir un impact différent sur les hommes et sur les femmes en termes d'accès aux services de base ? 21
    - f) Les données sont-elles réellement sensibles à la dimension de genre ? 21

### Chapitre 3 : Cas d'étude fictif 23

Indicateurs sexospécifiques dans une association nationale de femmes 24

1. Bureau de la directrice, département des statistiques, Conseil national des femmes 24
2. Deuxième jour au bureau 25
3. Deux mois plus tard, dans la province d'Anna 26

### Chapitre 4 : Recommandations 29

A. Liste récapitulative pour aider à la sélection d'indicateurs sensibles à la dimension de genre 30

B. Diagramme pour guider le choix des indicateurs dans le cas de la fourniture de services d'état civil pour l'enregistrement des naissances 36

### Chapitre 5 : Analyse d'outils de mesure choisis dans une perspective de genre 39

A. Questions clés 40

B. Bases de données et évaluations sexospécifiques 40

1. Indicateurs de genre 40
2. Indicateurs liés aux services 40
3. Recours aux indicateurs de genre 40
4. Sources 41
5. Pourquoi mesurer la fourniture de services de base ? 41

C. Bases de données et évaluations ayant trait à la gouvernance 41

1. Indicateurs de genre 41
2. Indicateurs de la gouvernance liés aux services 41
3. Pourquoi utiliser les indicateurs de gouvernance 41
4. Sources 41
5. Pourquoi mesurer la fourniture de services de base sensibles à la dimension de genre ? 41

D. Méthodes et cadres pour obtenir des données et des indicateurs 42

1. Outils de gouvernance liés à la redevabilité 42
  - a) Applications actuelles 42
  - b) Potentiel pour mesurer des prestations de services de base sensibles à la dimension de genre 42
2. Une approche multidimensionnelle de la pauvreté entraîne la création de nouveaux types d'indicateurs relatifs aux services 42
  - a) Situation actuelle 42
  - b) Potentiel pour mesurer la fourniture de services de base sensibles à la dimension de genre 43
3. Cadres et instruments économiques relatifs à la réforme du secteur public 43
  - a) Situation actuelle 43
  - b) Comment utiliser les données produites par les cadres et les instruments économiques 43
  - c) Potentiel pour mesurer des prestations de services de base sensibles à la dimension de genre 43
4. Enquêtes budget-temps 44
  - a) Méthodologies 44
  - b) Situation actuelle 44
  - c) Comment utiliser les données sur la gestion du temps 45
  - d) Potentiel pour mesurer la fourniture de services de base sensibles à la dimension de genre 45

- 5. Analyse budgétaire par la société civile et processus budgétaire participa 45
  - a) Approches et stratégies 45
  - b) Situation actuelle 45
  - c) Comment utiliser les analyses de la société civile et les processus budgétaires participatifs 45
  - d) Potentiel pour mesurer la fourniture de services de base sensibles à la dimension de genre 46
- 6. Élaboration d'un budget favorisant l'égalité des sexes 46
  - a) Approches et stratégies 46
  - b) Situation actuelle 46
  - c) Utilisations de la budgétisation liée au genre 46
  - d) Potentiel pour mesurer la fourniture de services de base sensibles à la dimension de genre 46

## **Chapitre 6 : Relevé des instruments de mesure dans une perspective de genre 49**

- A. Clés pour comprendre le relevé 50
- B. Batteries de données et évaluations liées au genre 52
- C. Batteries de données et évaluations liées à la gouvernance 73
- D. Méthodes et cadres pour obtenir des données 99

## **Annexe I Listes des outils par catégorie, nom et institution 117**

## **Annexe II Déclaration universelle des droits de l'homme 122**

## **Références 125**

## Liste des encadrés

- Encadré 1** L'eau et l'alimentation décrétés droits fondamentaux en Afrique du Sud 4
- Encadré 2** L'absence d'état civil ou d'un certificat de naissance bloque l'accès des enfants à l'éducation 5
- Encadré 3** Tous les OMD dépendent plus ou moins de la fourniture de services de base 5
- Encadré 4** Les services doivent être suffisants, tant en quantité qu'en qualité. 5
- Encadré 5** La Constitution indonésienne prévoit que les biens publics restent sous contrôle de l'État. 6
- Encadré 6** Ghana : les femmes n'avaient pas la possibilité de participer à la gouvernance 8
- Encadré 7** En 2000, les femmes ont participé activement au processus du dixième plan au Népal. 8
- Encadré 8** Aux Philippines, les allocations budgétaires sexospécifiques sont loin d'atteindre leur cible en dépit d'un appui politique important. 10
- Encadré 9** Les services de base peuvent nettement réduire le temps de travail des femmes. 10
- Encadré 10** Temps passé à aller chercher de l'eau et du bois, Afrique subsaharienne, par sexe 10
- Encadré 11** De nouvelles heures d'ouverture améliorent l'accès des femmes aux services sanitaires 11
- Encadré 12** Pour identifier correctement les problèmes, il faut des indicateurs orientés vers les processus. 11
- Encadré 13** Au Népal, des écoles rurales pour filles ont échoué à cause de l'absence de logements pour les institutrices. 12
- Encadré 14** Indicateurs potentiels pour un service d'état civil 12
- Encadré 15** La faible participation des femmes à la planification au niveau local leur barre l'accès aux services. 16
- Encadré 16** Des indicateurs de processus sont aussi nécessaires pour accroître la participation des femmes. 16
- Encadré 17** L'intégration du genre dans l'évaluation citoyenne des services de base rencontre une certaine résistance. 17
- Encadré 18** Le recensement de la population et de l'habitation au Népal en 2001 était explicitement sensible à la dimension de genre. 19
- Encadré 19** Les services publics de base sont définis en fonction de quatre critères de bien-être public 18
- Encadré 20** Une nouvelle politique vise l'égalité dans les services publics de base 20

## Liste des diagrammes

- Diagramme 1** Cadre de gouvernance pour la fourniture de services 7
- Diagramme 2** Rôle des indicateurs dans le cadre de fourniture de services 13
- Diagramme 3** Mortalité des moins de cinq ans dans les zones urbaines et rurales 22
- Diagramme 4** Taux de mortalité maternelle dans les zones urbaines et rurales 22
- Diagramme 5** Elaboration d'indicateurs pour la prestation de services d'état civil pour l'enregistrement des naissances 37
- Diagramme 6** Batteries d'indicateurs par catégorie et par sujet 116

## Liste des tableaux

- Tableau 1** Mortalité infantile, par sexe (pour 1000 naissances) 21
- Tableau 2** Ratio garçons/filles à la naissance 21
- Tableau 3** Relevé des outils de mesure dans une perspective participative et de genre 108
- Tableau 4** Relevé des outils de mesure dans une perspective de fourniture de services 114

## Acronymes

<b>APD</b>	Aide publique au développement	<b>GOFORGOLD</b>	Bonne gouvernance pour le développement local
<b>BAD</b>	Banque africaine de développement	<b>HEUNI</b>	Institut européen pour la prévention du crime et la lutte contre la délinquance
<b>BAsD</b>	Banque asiatique de développement	<b>ICATUS</b>	Classification internationale des activités pour établir des statistiques sur la gestion du temps
<b>BIT</b>	Bureau international du travail	<b>ICT</b>	Information, Communications, Technologie
<b>BNS</b>	Bureau national des statistiques	<b>IDA</b>	Association internationale de développement
<b>BTI</b>	Indice de transformation de Bertelsmann	<b>IDEA</b>	Institut international pour la démocratie et l'assistance électorale
<b>CAF</b>	Cadre d'autoévaluation des fonctions publiques	<b>IDASA</b>	Institut pour la démocratie en Afrique du Sud
<b>CEA</b>	Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique	<b>IDH</b>	Indice du développement humain
<b>CEDEF</b>	Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes	<b>IDLG</b>	Direction indépendante pour la gouvernance locale (Afghanistan)
<b>CENUE</b>	Commission économique des Nations Unies pour l'Europe	<b>IPF</b>	Indicateur de la participation des femmes
<b>CEPALC</b>	Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes	<b>ISDH</b>	Indicateur sexospécifique du développement humain
<b>CESAO</b>	Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale	<b>IVAWS</b>	International Violence against Women Survey (Enquête internationale sur la violence à l'égard des femmes)
<b>CESAP</b>	Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique	<b>LGPMS</b>	Système de gestion des performances de la gouvernance locale aux Philippines (Local Governance Performance Management System)
<b>CIET</b>	Community Information, Empowerment and Transparency (ONG)	<b>LSMS</b>	Étude de la mesure des niveaux de vie
<b>CIRI</b>	Base de données <i>Cingranelli-Richards</i> sur les droits de l'homme	<b>MICS</b>	Enquête en grappes à indicateurs multiples
<b>COG</b>	Centre d'Oslo pour la gouvernance	<b>OBI</b>	Indice du budget ouvert (Open Budget Index)
<b>CPIA</b>	Évaluation de la politique et des institutions nationales	<b>OCDE</b>	Organisation de coopération et de développement économiques
<b>CRDI</b>	Centre canadien de recherches pour le développement international	<b>ODI</b>	Overseas Development Institute
<b>DFID</b>	Ministère du Développement international du Royaume-Uni.	<b>OMC</b>	Organisation mondiale du commerce
<b>DIAL</b>	Développement, Institutions & Analyses de Long terme	<b>OMD</b>	Objectifs du Millénaire pour le développement
<b>DSRP</b>	Document de stratégie de réduction de la pauvreté	<b>OMS</b>	Organisation mondiale de la Santé
<b>EDS</b>	enquêtes démographiques et sanitaires	<b>ONG</b>	Organisation non gouvernementale
<b>EGI</b>	Electricity Governance Initiative (Initiative pour la gouvernance de l'électricité)	<b>ONU</b>	Organisation des Nations Unies
<b>EID</b>	Base de données Égalité Homme-Femme, Institutions et Développement	<b>ONUDC</b>	Office des Nations Unies contre la drogue et le crime
<b>ESDP</b>	Enquête de suivi des dépenses publiques	<b>OPHI</b>	Oxford Poverty and Human Development Initiative
<b>EQPS</b>	Enquête quantitative sur la prestation de services	<b>PBI</b>	Projet budgétaire international
<b>FEM</b>	Forum économique mondial	<b>PNUD</b>	Programme des Nations Unies pour le développement
<b>FMI</b>	Fonds monétaire international	<b>SCN</b>	Système de comptabilité nationale
<b>GEI</b>	Indice d'équité entre les sexes (Gender Equity Index)	<b>TUGI</b>	The Urban Governance Initiative
<b>GGI</b>	Indicateur mondial des écarts entre les sexes (Global Gender Gap Index)	<b>UIP</b>	Union interparlementaire
		<b>ULG</b>	Unité locale de gouvernance
		<b>UNICEF</b>	Fonds des Nations Unies pour l'enfance
		<b>UNIFEM</b>	Fonds de développement des Nations Unies pour la femme



## Avant-propos

Je suis heureux de vous présenter ce *Guide de l'utilisateur pour mesurer la fourniture de services de base sensibles à la dimension de genre*. Cette publication est le fruit d'une initiative de l'UNIFEM, du PNUD et de *Gender at Work* intitulée « Genre et gouvernance démocratique dans le cadre du développement », qui vise à améliorer la gouvernance au niveau de la fourniture des services de base destinés aux femmes.

Le genre, la gouvernance et les services de base sont inextricablement liés. Ce sont des piliers de la réduction de la pauvreté et de la croissance, lesquelles profitent à tout le monde. Or, bien qu'elle soit indispensable à la réalisation de tous les OMD, l'égalité des sexes (OMD 3) est l'objectif qui a le moins progressé, en particulier dans les domaines touchant à l'activité économique des femmes. De même, la plupart des retards dans la réalisation des OMD liés aux services sont causés par des déséquilibres entre les deux sexes, les femmes et les filles ne pouvant profiter de services vitaux.

Il est important de réaliser que si les réformes actuelles de la gouvernance ne favorisent pas toujours l'égalité des sexes, c'est qu'elles ne sont pas vraiment libres de tout préjugé sexiste. Ceci est en partie dû au fait que les objectifs, systèmes et services de gouvernance à tous les niveaux ont été définis, conçus et gérés par des hommes, lesquels sont les principaux décideurs. C'est pourquoi ils reflètent avant tout les priorités et perspectives masculines. Même lorsque ce sont les femmes qui sont ciblées, c'est largement dans le cadre d'hypothèses et préjugés masculins sur les besoins et situations de l'autre sexe.

En outre, ces interventions s'appuient sur des statistiques et autres sources d'information qui ne prennent pas explicitement en compte les différences entre femmes/filles et hommes/garçons. C'est pourquoi, même lorsqu'elles sont en mesure de participer aux décisions en matière de gouvernance, les femmes (et leurs homologues masculins) sont généralement handicapés par le manque de statistiques sensibles à la dimension de genre et d'informations exactes sur la situation et les besoins de leurs congénères, en particulier les femmes pauvres et désavantagées.

Dans le domaine de la gouvernance, les réformes sensibles à la dimension de genre s'attachent généralement à l'accès des femmes aux charges publiques. Il s'agit là d'un but insuffisant, même s'il est important. Le programme « Genre et gouvernance démocratique dans le cadre du développement » cherche donc à ne pas se limiter aux chiffres, mais à promouvoir des modifications institutionnelles pour la fourniture de services de base.

C'est suite à cette initiative que le Centre d'Oslo pour la gouvernance (COG) publie le présent *Guide de l'utilisateur pour mesurer la fourniture de services de base sensibles à la dimension de genre*. Ce guide s'inscrit dans le cadre de son Programme mondial d'évaluation de la gouvernance démocratique, qui défend l'appropriation nationale d'instruments de mesure pro-pauvres et sensibles à la dimension de genre pour la gouvernance. Ce guide doit être considéré comme un outil générique qui servira à cartographier et analyser la gouvernance des services de base à travers le prisme du genre. Il comprend des indicateurs et des instruments de mesure conçus par des agences multi- et bilatérales ou par leurs homologues nationales, et présente des initiati-

ves innovantes ayant récemment été mise en places dans les pays pour mesurer l'accès des femmes aux services publics.

Le présent guide s'adresse aux parties prenantes nationales, aux donateurs et aux acteurs internationaux concernés par les mesures et programmes de fourniture de services. Il a pour objectif d'améliorer les diverses façons de mesurer les prestations de services de base dans divers secteurs de la gouvernance. Son ambition première est de voir si les *processus* qui définissent, génèrent et permettent de fournir ces services sont sensibles aux différences que l'on constate entre les besoins et situations des femmes/filles et des hommes/garçons. Il s'attache aux processus de la gouvernance plutôt qu'à ses *résultats*, tant les premiers lui semblent être la clé de meilleures prestations de services de base.

Nous espérons qu'un guide tel que celui-ci constituera un outil utile et stimulant pour tous les décideurs, tant au niveau national qu'infra-national. Mais j'aimerais aussi insister sur le fait qu'il ne s'agit pas d'un schéma modèle, et que les informations qu'il contient ne constituent pas un remède magique.



Bjørn Førde,  
Directeur, Centre d'Oslo pour la gouvernance, PNUD

Les analyses et recommandations contenues dans le présent guide ne reflètent pas nécessairement le point de vue du Programme des Nations Unies pour le développement, de son Conseil d'administration ou de ses États membres, ni celui du Fonds de développement des Nations Unies pour la femme. Il s'agit d'une publication indépendante commandée par le PNUD et l'UNIFEM.

## Remerciements

Nous tenons à remercier nos partenaires de l'UNIFEM et de *Gender at Work*, ainsi que les équipes de pays du Maroc, du Tadjikistan et du Rwanda pour leurs précieuses contributions lors de la Conférence programmatique de New York en décembre 2008. Nous voudrions également saluer le gouvernement norvégien pour son soutien financier lors de la phase de lancement du programme « Genre et gouvernance démocratique », et le remercier d'avoir permis la publication de ce guide.

Le guide n'aurait pas vu le jour sans les commentaires constructifs et la coopération généreuse de certains collaborateurs, qui ont participé à des entretiens informels et à la révision du texte : Najwa Adra (consultante indépendante), Regina Birner (Institut international de recherche sur les politiques alimentaires), Alyson Brody (BRIDGE, Université du Sussex), Jozefina Cutura (Banque mondiale), Justina Demetriades (BRIDGE, Université du Sussex), Shireen Lateef (Banque asiatique de développement), Adam Masser (Ecole de droit Fordham), Valentine M. Moghadam (Université de Purdue), Espen Beer Prydz (Centre de développement de l'OCDE), Kalyani Menon-Sen (expert en genre), Monica Thornton (Vera Institute of Justice) et Anita Vandenbeld (iKNOW Politics). Nous sommes reconnaissants au Réseau sur l'égalité des sexes de l'OCDE, dont les suggestions nous ont été précieuses.

Nous tenons également à remercier les collègues du PNUD et de l'UNIFEM, les bureaux de pays, le personnel de projet ainsi que nos homologues nationaux pour leurs commentaires : Zineb Touimi-Benjelloun (UNIFEM, Maroc), Neus Bernabeu, (PNUD, El Salvador), Marie Laberge (PNUD, Centre d'Oslo pour la gouvernance), Joachim Nahem (PNUD, Centre d'Oslo pour la gouvernance), Ingvild Oia (PNUD, Centre d'Oslo pour la gouvernance), Lazima Onta-Bhatta (PNUD, Népal), Timothy Scott (siège du PNUD), Ivonne Urriola (PNUD, El Salvador) et Lee Waldorf (siège de l'UNIFEM). Ils nous ont aidés à produire un guide aussi pratique et utile que possible.

Nous tenons tout spécialement à remercier Kelly Corner pour son assistance éditoriale, grâce à laquelle le texte est plus agréable à lire et la pensée des auteurs se reflète précisément dans les diagrammes.



# Introduction

## Introduction : à quoi sert le présent guide ?

La fourniture de services de base sensibles à la dimension de genre est une des conditions sine qua non du développement. La réalisation des objectifs mondiaux actuels en matière de développement (Objectifs du Millénaire pour le développement ou OMD) ne sera possible que lorsque les femmes pourront y contribuer et en bénéficier dans la même mesure que les hommes. Cela veut dire qu'il faut garantir à celles-ci l'accès à des services qui leur permettent de développer et d'utiliser leurs capacités au maximum et qui appuient la réalisation pleine et entière de leurs droits humains.

Il existe trois types de services essentiels pour les femmes : ceux qu'on considère traditionnellement comme étayant les droits humains, tels que la santé et l'éducation ; ceux que l'on ne considère pas nécessairement comme des services de base mais qui, eux aussi, étayent les droits de la femme, tels que l'emploi et les services économiques ; et ceux qui constituent des piliers de la gouvernance, comme les services électoraux et autres services politiques\*, l'état civil, et les services juridiques, judiciaires et de police.

Les données et indicateurs sont des éléments essentiels de la gouvernance et constituent un outil important pour l'élaboration et la prestation de services efficaces et performants. Des indicateurs ventilés par sexe et sensibles à la dimension de genre sont cruciaux pour la fourniture de services qui reconnaissent et tiennent compte des différences inhérentes aux rôles, besoins et situations tant des hommes que des femmes. Ils sont également indispensables pour le suivi, l'évaluation et l'obligation redditionnelle.

Un système de gouvernance fonctionnel a lui aussi son importance pour la fourniture de services, et une gouvernance sensible à la dimension de genre est vitale pour des prestations de services qui tiennent compte des sexes. Une telle gouvernance veillera à ce que le système statistique fournisse des données et des indicateurs de qualité qui prennent en compte les dimensions de genre. Elle permettra aux femmes de faire entendre leur voix par le biais du processus politique et garantira une réaction adéquate du système politique. Elle veillera à ce que l'administration soit non seulement capable mais aussi encline à élaborer des programmes et services qui font la place aux femmes, qui répondent à leurs besoins et qui leur soient accessibles. Enfin, elle offrira un cadre au sein duquel des prestataires de services qualifiés et conscients de la dimension de genre offriront des services de base en tenant compte des disparités entre les sexes.

### A. Public visé par le guide

Le présent Guide de l'utilisateur pour mesurer la fourniture de services de base sensibles à la dimension de genre a pour objectif de contribuer à la formulation et à une utilisation plus efficace d'indicateurs faisant place aux femmes afin que les prestations de services qui leur sont destinées deviennent plus efficaces et plus performantes.

Ce guide s'adresse à un large éventail d'utilisateurs potentiels. Deux des principaux publics ciblés ont déjà recours à des statistiques et à des indicateurs sur le genre et les prestations de services. Il s'agit d'abord du personnel du PNUD et de l'UNIFEM, qui travaille avec ses homologues nationaux sur des données et indicateurs destinés à améliorer la fourniture des services, à en suivre et évaluer l'impact et à responsabiliser les pouvoirs publics et les prestataires de services. Ensuite, il y a les ministères, donateurs et agences internationales impliqués dans l'élaboration, le financement et la mise en œuvre de programmes de fourniture de services.

D'autres groupes importants, qui ont souvent été mal desservis par le passé, constituent également un lectorat potentiel important. Il s'agit des administrations locales, très souvent impliquées dans la fourniture de services, et des utilisateurs à qui ces services sont destinés, en particulier les femmes. Il est probable que ces deux groupes aient moins l'habitude de se servir de données et d'indicateurs et qu'ils aient besoin de renforcer leurs capacités dans ce domaine.

### B. Comment utiliser le guide

Le premier chapitre explique le contexte. Il répond à certaines questions de base :

1. Qu'entend-on par services « de base » ?
2. Pourquoi les services de base sont-ils importants pour les femmes ?
3. Quels sont le rôle et les obligations des pouvoirs publics concernant la fourniture de services de base ?
4. Quel est le rôle de la gouvernance dans la fourniture de services ?
5. La fourniture de services doit-elle être sensible à la dimension de genre ?
6. Pourquoi est-il important d'effectuer des mesures ?
7. Quel rôle jouent les données et les indicateurs dans la fourniture de services ?

On y trouvera également un cadre d'analyse du rôle de la gouvernance ainsi que des indicateurs pour les prestations de services de base faisant place aux femmes.

Le chapitre 2, « Voix et expériences de terrain », décrit des expériences vécues par les praticiens de la collecte et/ou de l'utilisation d'indicateurs pour la fourniture de services de base, et donne quelques exemples de bonne pratique.

Le chapitre 3, « Cas d'étude fictif », illustre comment on peut se servir d'indicateurs sensibles à la dimension de genre pour améliorer la qualité et la pertinence des services destinés aux femmes. Il présente le point de vue de divers intervenants occupant des postes administratifs, tant au niveau local que national. Il montre aussi comment quelques individus motivés peuvent se servir des indicateurs pour pousser d'autres personnes à modifier leur perceptions des questions de genre ou des différences entre les besoins et situations des hommes et des femmes ou des filles et des garçons.

Le chapitre 4, « Recommandations », présente des suggestions et propose des outils qui permettront aux utilisateurs de formuler des indicateurs adaptés à différents contextes.

Les chapitres 5 et 6 proposent un guide et un relevé des bases de données, évaluations et indicateurs existants. Ils mettent en lumière la pénurie généralisée d'indicateurs mesurant directement la fourniture de services, en particulier ceux destinés aux femmes. Les données, bases de données et indicateurs sexospécifiques (Section 6.B) ne concernent qu'indirectement la fourniture de services. Les évaluations, données et indicateurs de la gouvernance (Section 6.C) s'intéressent plus directement aux résultats des services. Même les évaluations de la gouvernance se préoccupent peu de la fourniture de services, particulièrement ceux destinés aux femmes. Un troisième ensemble de cadres et méthodes (Section 6.D) est présenté ici pour combler ces lacunes en se concentrant sur les processus aux niveaux national et infranational.

L'Annexe II fournit, à titre informatif, une copie de la Déclaration universelle des droits de l'homme.

\* Services requis pour le fonctionnement des institutions démocratiques, comme le parlement par exemple.



# Chapitre 1

*Questions et réponses sur la  
fourniture de services de base  
sensibles à la dimension de genre*

## Questions et réponses sur la fourniture de services de base sensibles à la dimension de genre

### A. Qu'entend-on par services « de base » ?

Toute définition des services de base prête à controverse, car jusqu'à récemment, il était difficile de se mettre d'accord sur les critères à adopter. S'il est généralement admis que les pouvoirs publics sont dans l'obligation de fournir certains services essentiels, il n'y a pas unanimité sur le type de services requis. Certains sont pratiquement toujours inclus, comme l'éducation et la santé, mais d'autres, comme la protection sociale, sont considérés comme des services « de base » par certaines agences ou gouvernements et non par d'autres. Ainsi, les Philippines ont une vision relativement large des services de base, définis comme procurant à chacun l'opportunité de mener une vie saine, épanouissante et productive, de gagner un salaire décent et d'apprendre de nouvelles aptitudes. En revanche, d'après le site Internet de la Banque mondiale, les services de base se limiteraient essentiellement à la santé – prise au sens large du terme pour inclure l'eau et l'assainissement – et à l'éducation. Pourtant, la Banque a commencé à se préoccuper des services sociaux suite à la crise financière asiatique. La Banque de développement asiatique adopte une approche plus large, incluant dans les services « de base » les prestations facilitant l'accès à l'information et aux marchés ainsi que la fourniture d'électricité<sup>1</sup>.

La législation internationale relative aux droits de l'homme sert de plus en plus de référence, car elle offre une base plus claire et plus solide pour définir les services de base que tout citoyen est légalement en droit d'attendre de l'État (Encadré 1). Certains de ces services font partie intégrante de la gouvernance. Il s'agit entre autres de ceux qui sont nécessaires à la conduite d'élections démocratiques ou au fonctionnement d'institutions démocratiques comme le parlement, des services juridiques, judiciaires et de police, et de l'état civil. La Déclaration universelle des droits de l'homme de 1948 établit une liste exhaustive des droits humains (Annexe II). Bien qu'elle n'ait aucune valeur contraignante, de nombreux juristes internationaux estiment qu'elle est devenue pour tous un élément constitutif de la législation coutumière internationale et « une obligation pour les membres de la communauté internationale » vis-à-vis de tout individu. La Déclaration a servi de base aux conventions internationales relatives aux droits civiques et politiques ou aux droits sociaux et économiques, ainsi qu'à de nombreux traités internationaux relatifs aux droits de l'homme qui, eux, sont juridiquement contraignants.

#### Encadré 1

##### L'eau et l'alimentation décrétés droits fondamentaux en Afrique du Sud

*La décision de la Haute Cour condamnant un réseau d'adduction d'eau prépayé à Soweto, l'un des plus importants townships d'Afrique du Sud, pourrait servir de précédent mondial pour le droit fondamental à l'eau.*

*Cinq habitants ont demandé à la Cour d'ordonner à la municipalité de fournir gratuitement au moins 50 litres d'eau par personne et par jour, soit le double de ce qu'ils recevaient, mais la quantité minimum recommandée par l'Organisation mondiale de la Santé.*

*« Il s'agit du droit fondamental d'accès à l'eau en quantité suffisante, et du droit à la dignité humaine », a déclaré le juge. La Charte des droits figurant dans la Constitution sud-africaine dit ceci : « Chacun a le droit d'avoir accès à l'eau et à la nourriture en quantité suffisante. »*

Source : <http://www.irinnews.org/Report.aspx?ReportId=78076>, 22 novembre 2008

Dès lors qu'ils ont adhéré à la Déclaration et aux instruments y relatifs, les États se trouvent dans l'obligation d'assurer la fourniture des services nécessaires à leurs citoyens pour qu'ils puissent jouir de leurs droits humains. Si l'on s'en tient à cette interprétation, les services juridiques, judiciaires et de police sont des services de base, car ils sont essentiels pour garantir le *droit à la vie, la liberté et la sûreté de [l]a personne, le droit à une égale protection de la loi et à une protection égale contre toute discrimination qui violerait la Déclaration [universelle des droits de l'homme], le droit à la présomption d'innocence jusqu'à ce que [l]a culpabilité ait été légalement établie au cours d'un procès public*, ainsi qu'un certain nombre d'autres droits et libertés. De même, le système électoral et tout système politique y relatif constituent des services de base en ce qu'ils sous-tendent le *droit dont dispose toute personne de prendre part à la direction des affaires publiques de son pays, soit directement, soit par l'intermédiaire de représentants librement choisis et le droit à accéder, dans des conditions d'égalité, aux fonctions publiques de son pays*.

L'emploi et le chômage, la sécurité et la protection sociales sont également des services de base, car ils soutiennent le *droit de toute personne au travail, au libre choix de son travail, à des conditions équitables et satisfaisantes de travail et à la protection contre le chômage et à un salaire égal pour un travail égal*.

Les services médicaux, sanitaires et sociaux sont également des services de base, car ils sont essentiels pour appuyer le *droit dont dispose toute personne à un niveau de vie suffisant pour assurer sa santé, son bien-être et ceux de sa famille, notamment pour l'alimentation, l'habillement, le logement, les soins médicaux ainsi que pour les services sociaux nécessaires, de même que le droit à la sécurité en cas de chômage, de maladie, d'invalidité, de veuvage, de vieillesse ou autres cas de perte de ses moyens de subsistance par suite de circonstances indépendantes de sa volonté*<sup>\*</sup>.

Pour définir les services de base en se fondant sur les droits humains, on devra aborder toute une série de questions qui sont rarement reprises dans la littérature sur les prestations de services. Une des conditions requises pour la réalisation de nombre de ces droits est la reconnaissance officielle de l'existence même d'un individu par l'état civil, avec des procédures comme le certificat de naissance, le *droit à une nationalité* et la citoyenneté. Dans beaucoup de pays, un certificat de naissance est nécessaire pour accéder à des services de base comme l'éducation et la santé (Encadré 2).

Comme ils doivent permettre à tous les citoyens de répondre à leurs besoins fondamentaux, les services de base doivent s'adresser dans la même mesure à tous les groupes sociaux, y compris aux femmes. Les besoins des hommes et des femmes sont souvent différents, et il en va de même pour l'accès aux services de base. Dans de nombreux pays, des droits que les hommes tiennent pour acquis sont encore refusés aux femmes, juridiquement et/ou dans la pratique, ce qui leur barre l'accès à certains services. La Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (CEDEF) et le Programme d'action de Beijing prennent acte de ce décalage et déclarent que les services relatifs à l'emploi, au crédit, au droit à la propriété ou à l'accès à l'héritage sont nécessaires pour que toute femmes puisse jouir

\* La Déclaration parle génériquement de l'individu au masculin (Déclaration des droits de l'Homme), ce qui reflète l'absence de sensibilisation aux questions de genre à l'époque où elle a été rédigée.

du droit à un niveau de vie suffisant pour assurer sa santé, son bien-être et ceux de sa famille, notamment pour l'alimentation, l'habillement, le logement, les soins médicaux ainsi que pour les services sociaux nécessaires.

Il est maintenant admis que la violence sexiste barre aussi l'accès à de nombreux services pour les femmes et les filles. Bien qu'il ne soit pas couvert directement par la Déclaration universelle, la CEDEF a établi le droit, pour une femme, d'être *affranchie de toute violence fondée sur le sexe* au titre de la Recommandation générale 19.<sup>2</sup> Celle-ci définit toute une gamme de services que les États parties sont tenus de fournir afin de venir en aide aux victimes, de suivre les cas de violence sexiste et d'éliminer celle-ci.

#### Encadré 2

##### L'absence d'état civil ou d'un certificat de naissance bloque l'accès des enfants à l'éducation

*Deux tiers des 50 millions d'enfants qui, dans le monde, ne sont pas enregistrés à la naissance, vivent en Asie.*

*Sans identité officielle, ils sont invisibles et se voient souvent refuser des droits fondamentaux comme la nationalité, les soins de santé ou l'éducation.*

*Ils sont aussi particulièrement vulnérables à l'exploitation, au trafic d'êtres humains, au travail des enfants, au mariage précoce ou à l'enrôlement forcé dans un groupe armé.*

Source : UNICEF, PLAN, « A Child's First Right », troisième Conférence régionale d'Asie sur l'enregistrement des naissances, Bangkok, Thaïlande, 6-9 janvier 2003, Introduction.

## B. Pourquoi les services de base sont-ils importants pour les femmes ?

La fourniture de services est particulièrement importante pour les femmes parce que leur rôle premier, en tant que mères, gardiennes du foyer et dispensatrices de soins, les rend plus dépendantes que les hommes vis-à-vis de services essentiels tels que les soins de santé, l'alimentation en eau, l'assainissement et l'éducation des enfants. Des services de base liés à la gouvernance, comme les services politiques, électoraux, judiciaires, de police ou d'état civil présentent également une importance stratégique pour les femmes dans leur quête d'égalité et la réalisation de leurs droits humains. Les indicateurs des OMD montrent qu'à l'heure actuelle, les autorités gouvernementales ne remplissent pas l'obligation qui est la leur de garantir la fourniture effective de tels services, en particulier aux femmes.

Les OMD ne sont pas seulement des objectifs de développement. Ils représentent également des valeurs humaines universellement reconnues, telles qu'énoncées dans la Déclaration universelle des droits de l'homme et dans d'autres instruments, conventions et traités relatifs aux droits de l'homme, y compris la CEDEF<sup>3</sup>. Cependant, du point de vue des droits humains, les OMD sont incomplets en tant qu'indicateurs du développement. Bien qu'ils comprennent des indicateurs pour nombre de services de base, ils ne couvrent pas tous ceux qui sont nécessaires pour assurer la pleine réalisation de ces droits. Ainsi, ils ne comprennent aucun indicateur sur la justice ou la sécurité, dont on reconnaît à présent l'importance pour la réalisation des droits de la femme (Encadré 3).

#### Encadré 3

##### Tous les OMD dépendent plus ou moins de la fourniture de services de base

*On ne peut atteindre la Cible 2 sans services éducatifs de base : D'ici à 2015, donner à tous les enfants, garçons et filles, partout dans le monde, les moyens d'achever un cycle complet d'études primaires. (Cible 2A)*

*La Cible 7 concerne l'accès aux services : Réduire de moitié, d'ici à 2015, le pourcentage de la population qui n'a pas d'accès à un approvisionnement en eau potable ni à des services d'assainissement de base. (Cible 7C)*

Source : Objectifs du Millénaire pour le développement – Rapport 2008 ([http://mdgs.un.org/unsd/mdg/Resources/Static/Products/Progress2008/MDG\\_Report\\_2008\\_fr.pdf](http://mdgs.un.org/unsd/mdg/Resources/Static/Products/Progress2008/MDG_Report_2008_fr.pdf))

## C. Quels sont le rôle et les obligations des pouvoirs publics concernant la fourniture des services de base ?

L'État a pour responsabilité de garantir la fourniture de tous les services nécessaires à la réalisation des droits de l'homme, en quantité et qualité suffisantes (Encadré 4). Il est également tenu de garantir à tous ses citoyens, y compris aux femmes, aux pauvres et aux minorités, un accès égal à ces services.

Aux plus bas niveaux de développement et pour des groupes de population spécifiques, la fourniture de services de base par les pouvoirs publics est indispensable à la réalisation des OMD. Les États doivent aussi assurer la fourniture de ces services afin de remplir leurs obligations en matière de droits de l'homme au titre des conventions internationales dont ils sont signataires, comme le Pacte international relatif aux droits civils et politiques, celui relatif aux droits sociaux et économiques et la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes. Ils doivent fournir eux-mêmes certains de ces services, qui constituent des éléments cruciaux de la gouvernance.

#### Encadré 4

##### Les services doivent être suffisants, tant en quantité qu'en qualité.

*L'indicateur de mortalité maternelle pour l'OMD 5 sur la santé maternelle révèle que dans beaucoup de pays, les prestations des services de santé génésique et maternelle sont trop peu nombreux et d'une qualité insuffisante.*

*Par exemple, de 1990 à 2006, les naissances en présence d'un personnel qualifié sont passées de 60 à 75 % en Asie occidentale. Or, la mortalité maternelle a peu décliné pendant la même période, puisqu'elle est passée d'environ 190 à 160 décès pour 100 000 naissances.*

Source : Objectifs du Millénaire pour le développement – Rapport 2008, p. 24. ([http://mdgs.un.org/unsd/mdg/Resources/Static/Products/Progress2008/MDG\\_Report\\_2008\\_fr.pdf](http://mdgs.un.org/unsd/mdg/Resources/Static/Products/Progress2008/MDG_Report_2008_fr.pdf))

Dans les pays en développement les plus pauvres, il est essentiel que ce soit les pouvoirs publics qui fournissent les services de base. Le secteur privé a peu de raisons de s'en charger étant donné le coût élevé des investissements et le faible niveau des revenus disponibles et de la demande réelle. La pauvreté est telle que d'importantes franges de la population ne peuvent se permettre de payer de tels services. Ainsi, sans l'intervention de l'État, il est peu probable que la majorité de la

population des pays les plus pauvres ait accès aux services de base.

Une fois que leurs revenus augmentent, des modalités alternatives passant par l'intervention du secteur privé ou de groupes communautaires deviennent possibles. Les pouvoirs publics jouent alors un rôle régulateur pour veiller à ce que les prestataires de services servent les besoins et respectent les droits de tous les citoyens. Car aux termes de la législation internationale relative aux droits de l'homme, c'est toujours à l'État qu'il incombe de veiller à ce que les besoins de tous soient satisfaits.

Depuis le début des années 1990, la privatisation des services est en augmentation et les frais sont de plus en plus souvent à charge de l'utilisateur – même dans les pays à faible revenu – sous la pression du Fonds monétaire international (FMI) et de la Banque mondiale, dont les programmes d'ajustement structurel et de réforme du secteur public forcent les gouvernements à réduire leur budget global. Les preuves s'accumulent que cette politique a eu un impact désastreux sur les femmes, surtout sur les ménages pauvres qui ne peuvent ou ne veulent pas payer ces coûts supplémentaires<sup>4</sup>. Dans certains cas, les femmes et les filles sont directement affectées car les honoraires et frais supportés par l'utilisateur réduisent leur accès à certains services comme la santé et l'éducation. Dans d'autres cas, les effets négatifs sont indirects : charge de travail plus lourde, manque de temps pour d'autres activités ou accès réduit à d'autres services.

Dans de tels cas, afin de remplir leurs obligations au titre de la législation internationale relative aux droits de l'homme, les pouvoirs publics doivent soit subventionner ces services pour des groupes particuliers comme les pauvres, soit continuer à les fournir directement à d'autres groupes, par exemple ceux qui vivent dans des endroits isolés ou dans les bidonvilles. Certains pays, comme l'Indonésie, ont inscrit dans leur Constitution le fait que les biens publics sont sous la responsabilité de l'État (Encadré 5).

#### Encadré 5

**La Constitution indonésienne prévoit que les biens publics restent sous contrôle de l'État.**

*Après la crise financière asiatique de 1997, un plan de sauvetage économique du FMI a forcé l'Indonésie à privatiser son secteur électrique.*

*Mais en décembre 2004, la Cour constitutionnelle indonésienne a annulé la Loi de réforme de l'électricité 20/2002, au motif que la Constitution indonésienne prévoit que les biens publics, dont l'électricité, restent sous le contrôle de l'État.*

Source : Development As Accountability, Accountability Innovators in Action, p. 28 [http://www.accountability21.net]

de façon professionnelle et indépendante. La gouvernance comporte aussi des mécanismes qui permettent aux citoyens de réclamer des comptes à leur gouvernement et à la fonction publique. Pour cela, ils disposent notamment des données ventilées par sexe et des indicateurs sensibles à la dimension de genre fournis par le bureau national des statistiques.

Une gouvernance faisant place aux femmes est obligatoire au titre de la CEDEF et du Programme d'action de Beijing, qu'une majorité d'États a ratifiés et/ou signés. Pour prendre en compte les sexes spécifiques, la gouvernance doit comprendre certains des éléments suivants, requis par la CEDEF : faire entendre la voix des femmes dans les prises de décision en favorisant une participation égale en politique et dans la fonction publique ; intégrer le principe de l'égalité des sexes dans les systèmes juridiques ; et créer des tribunaux et d'autres institutions publiques qui assurent la protection effective des femmes contre toute discrimination<sup>5</sup>. Une gouvernance sensible à la dimension de genre implique également la collecte et l'utilisation de données et d'indicateurs sexospécifiques pour le suivi et l'évaluation.

Une gouvernance soucieuse de l'équité entre les sexes est essentielle pour la fourniture de services faisant place aux femmes. Sans cela, les décisions sont trop souvent prises en se basant sur l'expérience des hommes et des garçons et ne tiennent pas pleinement compte des besoins des femmes et des filles. Du coup, il arrive que les services soient mal conçus, ne tiennent pas compte des barrières entravant l'accès des femmes ou aient des conséquences néfastes et imprévues pour les femmes et les filles.

Les services liés à la gouvernance sont d'une importance particulière pour les femmes car ils ouvrent la porte à un meilleur accès aux processus de décision, à la réalisation de leurs droits et à d'autres services. Le pouvoir judiciaire joue un rôle capital : en tant que dernier arbitre, il peut recevoir les plaintes déposées contre d'autres systèmes ayant des obligations redditionnelles, par exemple pour harcèlement sexuel par des fonctionnaires publics ou discrimination sexiste dans la fonction publique ou les processus électoraux<sup>6</sup>. La police, les services juridiques et le système judiciaire jouent un rôle crucial dans l'élimination de la violence sexiste, laquelle prive beaucoup de femmes de leurs droits humains et restreint leur accès aux services de base.

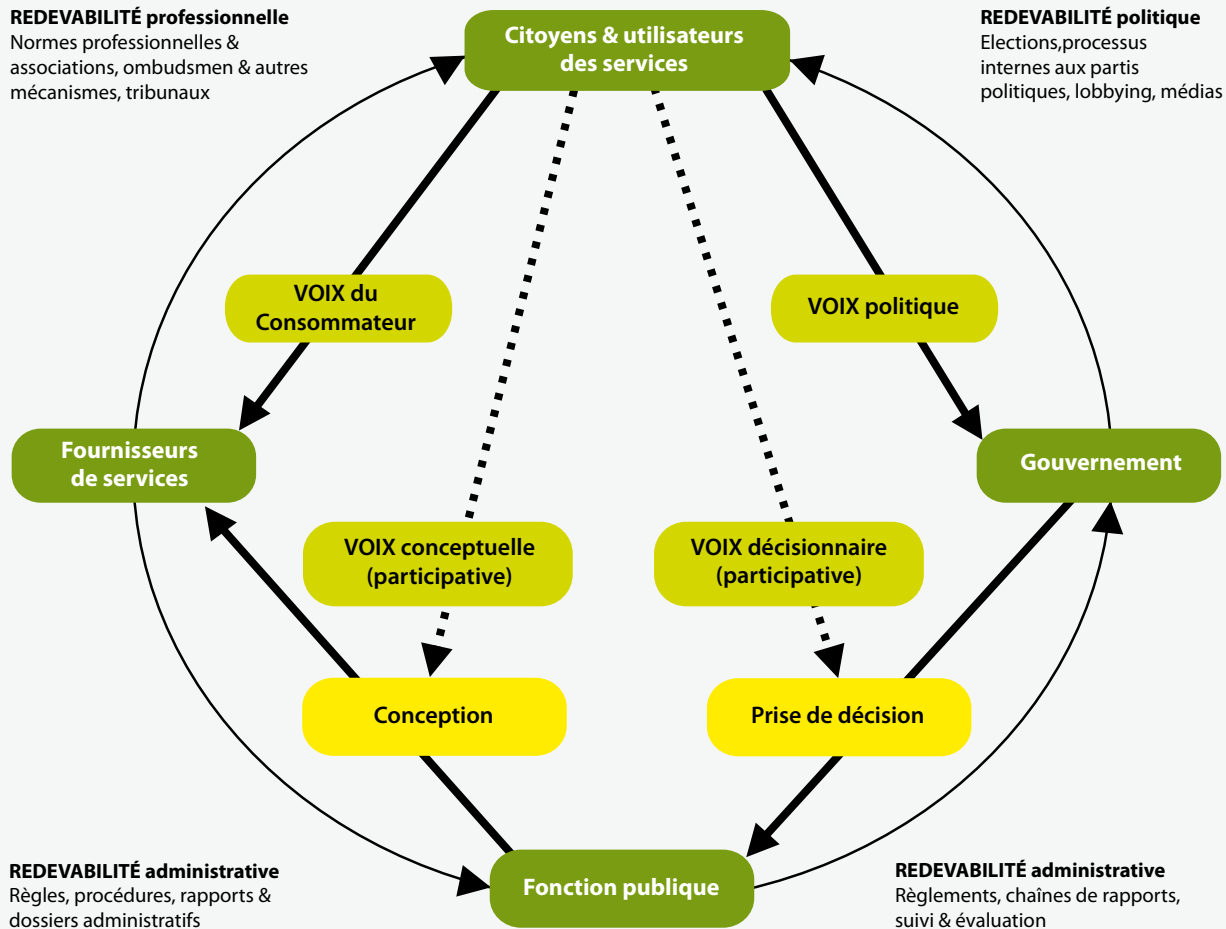
Dans un système de gouvernance démocratique, les deux éléments clés d'une fourniture de services efficace et performante pour les femmes et les hommes sont la redevabilité et la possibilité de faire entendre sa voix. La fourniture de services est le résultat d'un réseau complexe de relations et d'institutions qui encadre les deux éléments ci-dessus à différents niveaux et stades (Diagramme 1).

## D. Quel est le rôle de la gouvernance dans la fourniture de services de base ?

La gouvernance intervient dans la mise sur pied et la fourniture de tous les services de base. Elle permet à la population d'exprimer ses besoins par le biais du système politique et garantit une réponse adéquate de celui-ci. Elle fournit un cadre à la fonction publique et aux prestataires de services pour l'élaboration et la fourniture des services de base. Elle prête son concours au système statistique national qui, dans la plupart des pays, a pour mandat de fournir des données et des indicateurs



**Diagramme 1 : Cadre de gouvernance pour la fourniture de services**



Source : Banque mondiale 2003 et UNIFEM 2008 (adaptation)

La fourniture de services s'inscrit dans un cadre complexe d'événements impliquant quatre groupes d'acteurs.

Du côté de la demande, on trouve les citoyens – femmes, hommes et enfants – qui ont besoin d'un service. Ce besoin est communiqué aux décideurs par le biais des processus politiques, soit par les citoyens eux-mêmes, soit par des associations communautaires, des groupes de pression, des chercheurs, des prestataires de services ou la fonction publique elle-même.

Au niveau politique, le gouvernement, en général en consultation avec la fonction publique et d'autres groupes, a la responsa-

bilité de décider ou non de la fourniture du service, de sa nature et des ressources à lui consacrer.

Le gouvernement ordonne alors à la fonction publique de formuler et d'appliquer des programmes destinés à fournir le service en question selon les directives données et en fonction des ressources allouées.

Le service est ensuite fourni par des prestataires de service, enseignants, agents sanitaires, policiers ou juges.

## 1. Rôle de la voix

Dans leur quête de services de base sensibles à la dimension de genre, il est important que les femmes fassent clairement entendre leur voix. Nous entendons par là la capacité de communiquer son point de vue pour qu'il soit pris en compte dans les processus de gouvernance. Tous les citoyens, femmes comprises, ont le droit de faire entendre leur voix à tous les stades de la conception et de la mise en place d'un service.

En démocratie, **la voix politique** s'exprime lors des campagnes électorales et des scrutins locaux, régionaux ou nationaux, lorsqu'on présente soi-même aux élections et, en cas de victoire, lorsqu'on participe directement au processus décisionnel. Elle peut aussi s'exprimer à travers d'autres mécanismes, tels les associations communautaires, les médias ou les partis politiques.

Les femmes n'ont pas de voix politique pour une multitude de raisons, dont un niveau d'éducation moins poussé, un accès insuffisant à l'information, un manque d'expérience politique par rapport aux hommes, l'absence de modèles à suivre, un accès insuffisant aux réseaux financiers pour lever des fonds en vue d'une campagne politique et trop peu d'aide en ce qui concerne leurs responsabilités familiales. Nombre de ces raisons sont liées à l'accès restreint des femmes aux services de base. Dans la plupart des pays, les femmes sont moins actives que les hommes au sein des partis politiques, des médias ou autres processus politiques. Même au niveau communautaire, beaucoup de femmes, surtout parmi les pauvres, sont incapables d'assister à des réunions (Encadré 6).

### Encadré 6

#### Ghana : les femmes n'avaient pas la possibilité de participer à la gouvernance

*Au Ghana, l'enquête Afrobaromètre s'est intéressée à la participation aux réunions communautaires et aux « réunions avec d'autres pour parler d'un problème ». Les femmes ont été plus nombreuses que les hommes à répondre « non, mais je le ferais si j'en avais l'occasion. » (43 % contre 30 %).*

Source : Selormey, Edem, Joseph Asunka et Daniel Armah-Attoh, Summary of results, Round 3 Afrobarometer Survey in Ghana, 2005, p. 16.

La **voix décisionnaire** implique une participation de tous dans les décisions concernant les politiques d'orientation, la planification, la budgétisation et la programmation. Donateurs et pouvoirs publics commencent à comprendre que le droit de participer à la gouvernance de son pays a pour corollaire celui de prendre part à de telles décisions. Comme celles-ci requièrent souvent des connaissances techniques, cette voix peut s'exprimer indirectement par le biais de représentants élus, d'auditions publiques de commissions parlementaires, de groupes de pression féminins, des ONG ou des associations spécialisées comme celles qui s'occupent de l'intégration de la dimension du genre dans les budgets.

La participation publique directe par le biais de groupes cibles ou de techniques de diagnostic rural rapide et autres mécanismes participatifs se répand chez certains donateurs. Ainsi, la Banque mondiale exige un élément participatif dans sa stratégie de réduction de la pauvreté (Encadré 7). Dans certains pays, la participation des femmes est importante et bien organisée.

### Encadré 7

#### En 2000, les femmes ont participé activement au processus du dixième plan au Népal.

*Cinq consultations publiques ont été organisées, dont deux réservées exclusivement aux associations de femmes.*

*Environ 25 % des participants aux trois consultations générales étaient de sexe féminin.*

*« Les femmes ont participé activement tant aux discussions mixtes qu'à celles qui leur étaient réservées et ont exprimé avec force leurs opinions sur différentes questions sociales et économiques. »*

*Des discussions ont eu lieu en groupe suite à des exposés, et un questionnaire a permis aux participants d'ajouter des commentaires.*

*Les trois groupes mixtes ont réuni 112 participants et les deux groupes réservés aux femmes 94.*

Source : Nepal: Poverty Reduction Strategy Paper, Rapport pays du FMI n°03/305, septembre 2003, p. 6. [<http://www.imf.org/external/pubs/ft/scr/2003/cr03305.pdf>]

Malgré cela, les processus participatifs apparaissent parfois comme des gestes purement symboliques qui ont peu de chance de voir le point de vue et les priorités du public peser sur des décisions qui sont prises ailleurs. Certaines ONG estiment que les stratégies de réduction de la pauvreté ont leurs limites, car elles n'arrivent pas à faire inscrire les questions de genre et les problèmes spécifiquement féminins à l'agenda politique<sup>7</sup>.

La **voix conceptuelle** implique une participation publique à la conception du programme ou du projet qui suit la prise de décision. Sa valeur réside dans les connaissances et les informations que les communautés et les utilisateurs potentiels de ces services peuvent apporter au moment de l'élaboration du projet. Mais ce processus comporte également un aspect technique et exige souvent un niveau de compétences que le grand public et les femmes en général ne possèdent pas toujours. S'ils n'ont pas l'habitude des méthodes ou des formats utilisés pour présenter un programme ou un projet, les citoyens se laissent facilement intimider et ont des difficultés à communiquer leurs connaissances de façon à ces qu'elles soient pleinement intégrées à lors de la phase de conception. Une médiation par des ONG, des associations de femmes ou des représentants des instances locales, voire l'intervention d'un facilitateur, peut se révéler nécessaire pour que les connaissances des femmes ou de la communauté enrichissent le programme dès le stade de l'élaboration et de la conception. La volonté politique de ces groupes et leur capacité à rechercher sérieusement des réactions et opinions diverses sont, elles aussi, essentielles pour que les services de base répondent aux besoins des femmes de tous les groupes sociaux.

La **voix du consommateur** se retrouve dans les commentaires que les utilisateurs des services de base envoient aux prestataires ; elle constitue un élément important de la conception, mais aussi du suivi et de l'évaluation du projet. Les consommateurs peuvent donner leur avis et exprimer leur niveau de satisfaction de façon directe ou indirecte, par exemple en n'utilisant pas le service.

Cette voix peut se faire entendre à travers des associations de consommateurs ou être représentée dans les mécanismes de suivi et d'évaluation. Certains mécanismes d'évaluation comme les enquêtes sur les prestations de services, les rapports d'évaluation citoyenne ou les fiches d'évaluation des communautés (voir ci-dessous) font parfois appel à des enquêtes pilotes ou des questionnaires de sortie pour mesurer le niveau de satisfaction ou obtenir l'avis des consommateurs sur la qualité de service, mais ces dispositifs sont généralement mis en place de façon *ad hoc*.

La voix des femmes est souvent plus faible que celle des hommes à tous les niveaux, car elles n'ont ni le temps de participer à des mécanismes organisés, ni l'éducation, les compétences, l'expérience et la confiance en soi requises pour s'exprimer en public. Ainsi, dans beaucoup de sociétés, même si les femmes sont présentes lors des réunions publiques, elles ne peuvent faire entendre leur voix, car les normes de genre les empêchent de prendre la parole ou de se faire entendre, voire les deux.

## 2. Rôle de la redevabilité

La contrepartie de la voix, c'est la redevabilité. On entend par là les processus et mécanismes qui garantissent que les décideurs obéissent aux règles de la gouvernance. La redevabilité, ou obligation redditionnelle, est particulièrement importante, car elle permet de veiller à ce que les pouvoirs publics remplissent leurs engagements dans les domaines de l'égalité des sexes et de la réalisation des droits de la femme – que ce soit par eux-mêmes ou par l'intermédiaire de contractuels – en conformité avec la législation internationale. En ce qui concerne la gouvernance de la fourniture de services, les autorités, la fonction publique et les prestataires de services ont tous des obligations redditionnelles et devraient être sanctionnés s'ils ne s'acquittent pas de leurs responsabilités ou n'observent pas les normes adéquates.

Pour que l'obligation redditionnelle soit sensible à la dimension de genre, les décideurs doivent être tenus de répondre aux besoins et préoccupations des hommes comme des femmes. Cependant, la redevabilité est définie par les mesures que les décideurs ont l'autorisation de prendre. Les fonctionnaires publics ne peuvent être tenus pour responsables de la fourniture de services sensibles à la dimension de genre sans un mandat ou l'obligation expresse de promouvoir l'égalité des sexes et les droits de la femme.

La redevabilité revêt des formes différentes, et fait appel à des mécanismes ou parties différents à chaque étape de la fourniture de services. La **redevabilité politique** s'inscrit dans le système électoral et autres modalités politiques. Comme les élections sont peu fréquentes, les citoyens ont besoin de mécanismes alternatifs pour réclamer des comptes au gouvernement entre deux scrutins. Dans les systèmes démocratiques, le pouvoir exécutif rend compte au parlement. Dans les systèmes multipartites, l'opposition constitue un mécanisme d'obligation redditionnelle important. Les représentants locaux en constituent un autre : ils ont accès à une série de modalités au sein du parlement ou du parti, et les citoyens peuvent s'adresser à eux pour exprimer leurs doléances ou leurs préoccupations. Les médias, comme les émissions à micro ouvert, les lettres à l'éditeur, les pétitions et les groupes de pression sont d'autres mécanismes largement utilisés.

La **redevabilité administrative au niveau décisionnel** établit une relation entre le gouvernement et la fonction publique. Cette dernière est responsable devant le gouvernement de l'exécution des instructions que celui-ci lui donne. Cela se fait soit très ouvertement, avec la publication d'évaluations et de rapports annuels ou d'enquêtes parlementaires, soit confidentiellement selon des modalités internes. Dans ce cas, l'obligation qu'a la fonction publique de rendre compte aux citoyens tend à être indirecte, puisqu'elle passe par le gouvernement. Dans le système de Westminster, si une erreur grave est commise par un ministre, le ministre de tutelle peut être tenu d'en accepter la responsabilité, voire de démissionner. Pour que l'obligation redditionnelle soit sensible à la dimension de genre, la promotion de l'égalité des sexes doit être l'un des indicateurs de résultats permettant d'évaluer la fonction publique.

La **redevabilité administrative au niveau de la fourniture des services** établit une relation similaire entre la fonction publique et les prestataires de services, ces derniers étant tenus de se conformer aux règlements et procédures instaurés par la première. Les mécanismes d'obligation redditionnelle passent par les rapports et les données administratives que les prestataires de services sont tenus de fournir aux fonctionnaires. Là aussi, la redevabilité est indirecte. Pour qu'elle soit sensible à la dimension de genre, la promotion de l'égalité des sexes doit être l'un des indicateurs de résultats par lesquels on évalue les prestations de services.

Par contre, la **redevabilité professionnelle des prestataires de services envers les utilisateurs** constitue une relation directe. Les utilisateurs sont en droit d'attendre un certain niveau et une certaine qualité. S'ils en sont privés, une série de mécanismes leur permet de demander réparation. Certains d'entre eux sont fournis par la fonction publique, comme les ombudsmen ou les bureaux des réclamations et les mécanismes d'appel. Les normes et associations professionnelles constituent un mécanisme alternatif dans des domaines comme la pratique médicale.

Les femmes ont moins facilement accès à ces mécanismes que les hommes, et le mandat politique n'inclut pas toujours la promotion de l'égalité des sexes et des droits de la femme. Les mécanismes les plus puissants, comme les commissions parlementaires, sont moins accessibles aux femmes car elles sont peu nombreuses à se faire élire et moins nombreuses encore à accéder à des postes d'influence. Même lorsqu'ils ont pour mandat de favoriser l'égalité des sexes et l'intégration des questions de genre, le niveau d'engagement des politiciens est souvent faible. La rhétorique sur le genre va rarement de pair avec l'allocation des ressources correspondantes (Encadré 8), si bien que la mise en œuvre ne suit pas. L'absence de données ventilées par sexe et d'indicateurs sensibles à la dimension de genre empêche également de donner des preuves concrètes que les services de base n'atteignent pas les femmes ou ne répondent pas à leurs besoins réels.

**Encadré 8**

**Aux Philippines, les allocations budgétaires sexospécifiques sont loin d'atteindre leur cible en dépit d'un appui politique important.**

*Le gouvernement philippin a un budget Genre et développement de 5 % qui impose à chaque agence de consacrer au moins 5 % de son budget annuel à des activités favorisant la promotion des femmes.*

*En 1999, le gouvernement a introduit une politique budgétaire axée sur les performances qui réduisait d'au moins 5 % le budget des agences en infraction avec cette politique.*

*De 1995 à 1998, le nombre d'agences faisant rapport est passé de 19 à 69 (sur un total de 349), et les allocations aux femmes ont triplé.*

*Pourtant, en dépit de cette multiplication par trois, le budget Genre et développement ne dépassait toujours pas 1 %, soit bien moins que la cible de 5 %.*

Source : UNIFEM, Frequently Asked Questions about Gender Budgets: Examples Worldwide [http://www.unifem.org/gender\_issues/women\_poverty\_economics/gender\_budgets\_3.php]

**E. Les prestations de services doivent-elles être sensibles aux dimensions de genre ?**

L'État étant tenu de mettre tous les citoyens sur un même pied d'égalité concernant la fourniture de services, une approche sensible à la dimension de genre est essentielle. Or les femmes et les filles ont difficilement accès aux services de base, bien qu'elles en aient grandement besoin et qu'elles puissent en tirer d'énormes bénéfices (Encadré 9). Faute d'adopter une approche sensible au genre qui tienne compte des obstacles lors de la conception et de la fourniture de services de base, les femmes y auront inévitablement moins facilement accès. Diverses barrières d'ordre pratique ou culturel les empêchent souvent de bénéficier des services dont elles ont le plus besoin.

Les femmes ont plus souvent recours que les hommes à des services de base comme la santé, l'alimentation en eau, l'assainissement et l'électricité à cause de leurs différences biologiques et des rôles traditionnels dévolus à chacun des deux sexes. Leurs capacités reproductives et leur plus grande vulnérabilité face à des maladies comme le paludisme et le VIH font qu'elles ont davantage besoin des services de santé, en particulier des services de santé génésique. Les normes et stéréotypes sexistes veulent que ce soient les femmes qui transportent l'eau et le bois de chauffage, qui s'occupent des enfants, des malades et des personnes âgées et qui sont responsables des tâches ménagères et de la préparation des aliments.

**Encadré 9**

**Les services de base peuvent nettement réduire le temps de travail des femmes.**

*Un accès facile à de l'eau salubre réduit le temps consacré à aller chercher de l'eau ainsi que l'incidence des maladies.*

*De meilleurs services sanitaires réduisent le temps consacré aux malades.*

*De meilleurs transports améliorent l'accès aux services.*

*L'électrification permet de substituer des machines au travail manuel et de mieux répartir le travail au cours de la journée, ce qui permet aux filles d'étudier après avoir fini leurs tâches ménagères.*

Les femmes et les filles ont plus souvent besoin d'une éducation de base et de services sanitaires que les hommes et les garçons, car à l'heure actuelle, elles sont moins éduquées et ont plus de problèmes de santé. Elles ont également plus souvent besoin de services comme le microcrédit et les microentreprises pour pouvoir se procurer un revenu dans le secteur informel, car une éducation moins poussée et, dans beaucoup de cas, la discrimination sexiste limitent leur accès aux emplois du secteur formel. Dans beaucoup de cultures, les femmes ont aussi besoin de services de vulgarisation agricole, car elles sont les principales productrices de vivres.

Vu le temps nécessaire aux femmes pour remplir les rôles qui leur sont assignés (Encadré 10), le manque de disponibilité constitue souvent un obstacle majeur à l'accès aux services de base des femmes et des filles. D'autres obstacles commencent dès l'enfance, notamment les normes socioculturelles qui accordent moins de valeur aux filles qu'aux garçons. C'est pourquoi les familles donnent la priorité aux garçons dans le domaine de la santé et de l'éducation ou considèrent que l'éducation des filles est un gaspillage des ressources familiales. Autre obstacle : la nécessité pour les filles d'aider leur mère à aller chercher de l'eau et du bois de chauffage ou à s'occuper de leurs frères et sœurs, ce qui les empêche d'aller à l'école. L'absence de toilettes séparées (ou d'installations sanitaires) dans les écoles peut aussi être un obstacle à leur scolarisation une fois qu'elles ont atteint l'âge de la puberté. Lorsque les bâtiments scolaires ou autres installations sont trop éloignés du foyer, la peur de la violence sexiste empêche souvent les filles et les femmes d'avoir accès aux services.

**Encadré 10**

**Temps passé à aller chercher de l'eau et du bois, Afrique subsaharienne, par sexe (moyenne d'heures par an)**

	Chercher de l'eau		Ramasser du bois	
	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes
Bénin	337	97	140	30
Ghana	268	207	225	170
Afrique du Sud	49	18	37	18
Madagascar	195	49	49	164

Source : Kes, Aslihan et Hema Swaminathan, Gender and Time Poverty in Sub-Saharan Africa, Levy Institute 2005, p. 7.

Les barrières qui empêchent les femmes et les filles d'avoir accès aux services ne touchent pas autant les hommes ou les garçons, et elles sont rarement prises en compte dans la conception des programmes ou des installations. Si les programmes faisant place aux femmes commençaient par identifier les questions sexospécifiques pertinentes puis prenaient des mesures pour y répondre, un nombre beaucoup plus important de femmes et de filles bénéficieraient, avec leurs familles, des services de base. Ces modifications liées au genre pourraient comprendre des mesures simples, comme modifier les horaires ou l'emplacement des services (Encadré 11), veiller à engager plus de personnel féminin, prévoir des gardes d'enfants pour les enfants plus jeunes, soit à l'école<sup>8</sup> soit pendant les cours de formation destinés aux femmes, et prévoir des toilettes séparées dans les établissements scolaires.

Ces dernières années, les femmes ont vu se réduire très nettement leur accès aux services, à cause de nouvelles orientations qui confient les services de base au secteur privé ou en imputent les coûts à l'utilisateur. Les femmes ont très peu de moyens financiers et guère de

contrôle sur la répartition des revenus du ménage. C'est pourquoi tout coût supplémentaire restreint invariablement l'accès des membres féminins des familles pauvres. Ce changement d'orientation est dû en grande partie à la pression qu'exercent les institutions financières internationales – en particulier le FMI et la Banque mondiale – sur les gouvernements pour qu'ils réduisent leurs dépenses budgétaires, souvent sans tenir compte de l'impact social ou des conséquences sur l'égalité des sexes et les droits humains. Une approche sensible à la dimension de genre devrait d'abord s'inquiéter de savoir s'il vaudrait mieux ne pas privatiser certains services, et lorsque la privatisation se justifie, identifier et corriger les effets potentiellement négatifs sur les femmes, les filles et d'autres groupes comme les plus démunis.

#### Encadré 11

##### De nouvelles heures d'ouverture améliorent l'accès des femmes aux services sanitaires

*Le directeur d'une clinique rurale s'était aperçu que la majorité des clients étaient de sexe masculin, bien que la clinique ciblait les femmes.*

*Un visiteur lui a fait remarquer que les heures d'ouverture (11h à 15h) ne convenaient vraiment pas aux femmes ayant des enfants et des responsabilités ménagères.*

*La clinique a donc décidé de changer ses heures d'ouverture. Depuis, le nombre de visiteuses affiche une nette augmentation.*

Source : Communication personnelle, Farsidah Lubis

Une approche sensible à la dimension de genre est nécessaire pour la fourniture de services de base, car à l'heure actuelle, ceux-ci touchent trop peu les femmes et les filles ou ne répondent pas à leurs besoins. Les mécanismes régissant la conception et la fourniture de services ont tendance à viser les ménages sans se demander qui a accès aux services au sein du foyer. Comme leurs concepteurs sont souvent des hommes, leurs préconceptions reflètent plus généralement la situation des utilisateurs de sexe masculin. Bien qu'elles aient des besoins différents et subissent d'autres contraintes, les femmes sont peu impliquées dans les processus permettant de déterminer quels services seront fournis, à qui et comment. C'est pourquoi les femmes et les filles restent souvent hors du coup.

## F. Pourquoi est-ce important d'effectuer des mesures ?

Les mesures constituent un outil important pour améliorer la fourniture de services sensibles à la dimension de genre. Données et indicateurs permettent d'identifier tant les problèmes que les besoins et de déterminer des objectifs afin de résoudre des problèmes spécifiques (Encadré 12). Ainsi, une meilleure analyse de données ventilées par sexe et la formulation d'indicateurs sexospécifiques ont permis de mieux identifier les questions de genre et d'isoler les problèmes propres aux femmes et aux filles.

Les données et indicateurs peuvent donner des arguments persuasifs pour appuyer les activités de plaidoyer. Leur analyse peut aider les décideurs à élaborer des politiques, plans et programmes fondés sur des faits démontrés, destinés à résoudre de vrais problèmes et adaptés à la situation dans laquelle se trouvent réellement les bénéficiaires.

Les indicateurs sont aussi essentiels pour suivre les progrès par rapport aux objectifs. Lorsqu'ils ne s'appuient pas sur des données et ne sont pas évalués en fonction d'indicateurs précis, les politiques et programmes manquent trop souvent leurs objectifs et ne touchent les bénéficiaires voulus. Par exemple, l'absence de données ventilées par sexe pour évaluer le recours aux services destinés aux microentreprises empêche de voir que même si les femmes représentent la majorité des petits entrepreneurs dans de nombreux pays, la plupart des entreprises ayant recours à ces services sont dirigées par des hommes.

L'utilisation judicieuse d'indicateurs fait partie des mécanismes de bonne gouvernance, y compris la voix et la redevabilité<sup>9</sup>. C'est pourquoi ils doivent refléter les opinions de divers sous-groupes de citoyens, dont les femmes, et leur être largement accessibles, afin de leur permettre d'exprimer leur point de vue et de réclamer des comptes au gouvernement, aux fonctionnaires et aux prestataires de services.

#### Encadré 12

##### Pour identifier correctement les problèmes, il faut des indicateurs orientés vers les processus.

*Les indicateurs de sortie sur la scolarisation, les taux d'abandon scolaire, d'achèvement d'un cycle d'études ou d'absentéisme ventilés par sexe mettent en évidence certains des processus nécessaires pour arriver à 100 % d'alphabetisation de la population des 15-34 ans.*

*Le problème (et la solution) diffèrent si les enfants s'inscrivent à l'école puis abandonnent ou s'ils sont souvent absents, par opposition à une situation où ils ne sont même pas scolarisés.*

Source : Communication personnelle, Farsidah Lubis

## G. Quel rôle jouent les données et les indicateurs dans la fourniture de services ?

Les données et indicateurs interviennent de diverses façons dans la fourniture de services. Les indicateurs de résultats informent sur l'existence d'un problème et la nécessité de proposer un service pour y remédier. Ainsi, des recherches ont été lancées suite à des données reflétant le faible niveau de scolarisation des enfants des minorités dans un certain nombre de pays. Ces recherches ont révélé que souvent, ces jeunes n'ont pas été enregistrés à la naissance, n'ont pas de certificat de naissance et ne peuvent donc fournir les documents nécessaires pour s'inscrire à l'école. De telles informations peuvent être utiles aux défenseurs des minorités, qui peuvent réclamer des services d'état civil par la négociation politique et/ou dans les médias.

De même, des indicateurs sexospécifiques ventilés par sexe peuvent pointer l'inégalité entre les sexes et fournir des informations dont les défenseurs des droits des femmes peuvent se servir pour plaider en faveur de services qui répondent à leurs besoins spécifiques et soient dispensés par le biais de systèmes sensibles à la dimension de genre.

L'analyse des données et des indicateurs est vitale pour élaborer et mettre sur pied des systèmes de prestation de services efficaces et performants. Les indicateurs d'intrants et de processus peuvent donner une idée des mesures à prendre pour fournir un service du côté de l'offre ou pour y accéder du côté de la demande. Par exemple, du côté de la demande, l'utilisateur doit savoir si le service existe, s'il répond à ses besoins, s'il y a droit, et où et quand il peut l'obtenir. Il doit aussi

avoir le temps et les moyens d'y accéder, les fonds nécessaires pour en couvrir le coût éventuel, y compris le transport, et il doit être en mesure de communiquer avec le prestataire de services dans une langue commune aux deux. Du côté de l'offre, le système de fourniture de services doit anticiper chacune de ces conditions, afin de proposer un service qui sera réellement accessible. C'est pourquoi les prestataires ont besoin d'indicateurs, notamment pour savoir si l'utilisateur a les moyens d'accéder au service à un moment donné, s'il dispose d'un moyen de transport et peut en couvrir les coûts éventuels, s'il est en mesure de payer tout autre frais, s'il est capable de communiquer dans la ou les langues dans lesquelles le service est fourni.

Des analyses et des indicateurs sensibles à la dimension de genre sont particulièrement indiqués pour étudier les services destinés aux femmes et filles. Ils permettent souvent d'identifier d'éventuels blocages du côté de l'offre (Encadré 13) ou des obstacles imprévus du côté de la demande. Les indicateurs sont essentiels pour suivre et évaluer les prestations de services. Des indicateurs ventilés par sexe et sensibles à la dimension de genre révèlent si les femmes et les hommes ont accès aux services et en bénéficient de la même manière.

#### Encadré 13

##### **Au Népal, des écoles rurales pour filles ont échoué à cause de l'absence de logements pour les institutrices.**

*Des écoles pour filles où tout le personnel est féminin ont été créées au Népal pour accroître leur scolarisation dans les zones rurales isolées. Cependant, certaines de ces écoles sont restées vides à cause de l'absence de logements convenables pour les enseignantes.*

*À présent, des donateurs comme la BAsD prévoient systématiquement des logements pour les enseignantes pour ses projets d'écoles rurales destinées aux filles.*

Source : Banque asiatique de développement (BAsD), Nepal Secondary Education Support Project - Loan 1917, 20 sept. 2003 (<http://www.adb.org/Gender/loans/nep.asp>)

Chaque groupe repris dans le cadre de gouvernance pour les prestations de services fait appel à des données et à des indicateurs, mais leurs besoins sont différents et les indicateurs ne sont pas nécessairement les mêmes pour tous. Les citoyens – dont les femmes – peuvent se servir d'indicateurs pour demander que leurs besoins soient satisfaits et que des ressources leur soient allouées. Il s'agit plus souvent d'indicateurs de résultats, lesquels devraient être faciles à comprendre et à présenter. Une fois le service fourni, les citoyens ont besoin d'indicateurs d'extrants et de résultats qui mesurent les progrès accomplis et dans quelle mesure les besoins ont été satisfaits, afin que les politiciens, les pouvoirs publics et les prestataires de services puissent rendre compte de leur action.

Les indicateurs d'extrants ou de résultats confirment la validité des demandes des citoyens. Pour aider à établir des priorités entre des demandes concurrentes face à des moyens limités, les pouvoirs publics peuvent chiffrer au préalable les ressources financières, humaines et en infrastructure qui seront nécessaires pour chaque service, puis utiliser des indicateurs mesurant l'importance et l'étendue de la demande. Enfin, il faut recourir à des indicateurs d'extrants et de résultats pour confirmer que les ressources ont l'impact souhaité et montrer que les décideurs politiques et la fonction publique ont tenu leurs promesses et se sont acquittés de leurs obligations.

Pour concevoir et mettre en œuvre des programmes qui soient à la fois pertinents et accessibles, la fonction publique doit disposer d'indicateurs plus détaillés. Du côté de la demande, des renseignements géographiques, démographiques et socioéconomiques généraux sont nécessaires, ainsi que des détails sur tout ce qui fait spécifiquement obstacle à l'accès au service. Du côté de l'offre, il faudra disposer de données sur les coûts, le personnel nécessaire et d'autres besoins techniques et administratifs. Pour la fourniture de services faisant place aux femmes, on utilisera des données ventilées par sexe et sensibles à la dimension de genre sur les besoins et les conditions d'accès des femmes et des filles. Des indicateurs d'extrants, de résultats ou de performance sont nécessaires pour mesurer l'impact, faire rapport au gouvernement et montrer que la fonction publique s'est acquittée de ses obligations.

Les prestataires de services ont besoin d'indicateurs sur la demande semblables à ceux de la fonction publique, mais ils peuvent aussi en réclamer d'autres concernant plus particulièrement le service ou le lieu (Encadré 14). Les prestataires sont en général les premiers à recueillir des données administratives sur les services, car ils sont dans l'obligation de tenir à jour leurs dossiers administratifs, et les données qu'ils contiennent, dans le cadre de leur obligation redditionnelle.

Mais la collecte de données a un coût, tant en ressources qu'en temps. Il faut limiter ce qui constitue un fardeau pour les prestataires en se concentrant uniquement sur les données ayant un but précis et en faisant appel au maximum aux données et indicateurs existants. La qualité des données ne pourra que s'améliorer si les prestataires prennent conscience qu'elles permettent d'améliorer la qualité des services.

La collecte de données peut être limitée dans le temps. Par exemple, un service peut se mettre à recueillir des informations sur l'heure d'arrivée de chaque client (ventilées par sexe et autres variables socioéconomiques pertinentes) afin de déterminer quelles sont les heures d'ouverture qui conviennent le mieux à tel ou tel groupe d'utilisateurs. Une fois que les horaires sont fixés, ces données ne sont plus nécessaires et on peut cesser de les collecter.

#### Encadré 14

##### **Indicateurs potentiels pour les services d'état civil**

###### **Indicateurs de résultats :**

- Nombre de demandeurs enregistrés
- Pourcentage du groupe ciblé qui a été enregistré

###### **Indicateurs d'accès :**

- % d'alphabètes dans le groupe ciblé, par sexe
- % du groupe ciblé parlant la langue nationale, par sexe
- Nombre de fonctionnaires de l'état civil capables de parler la langue du groupe ciblé, par sexe

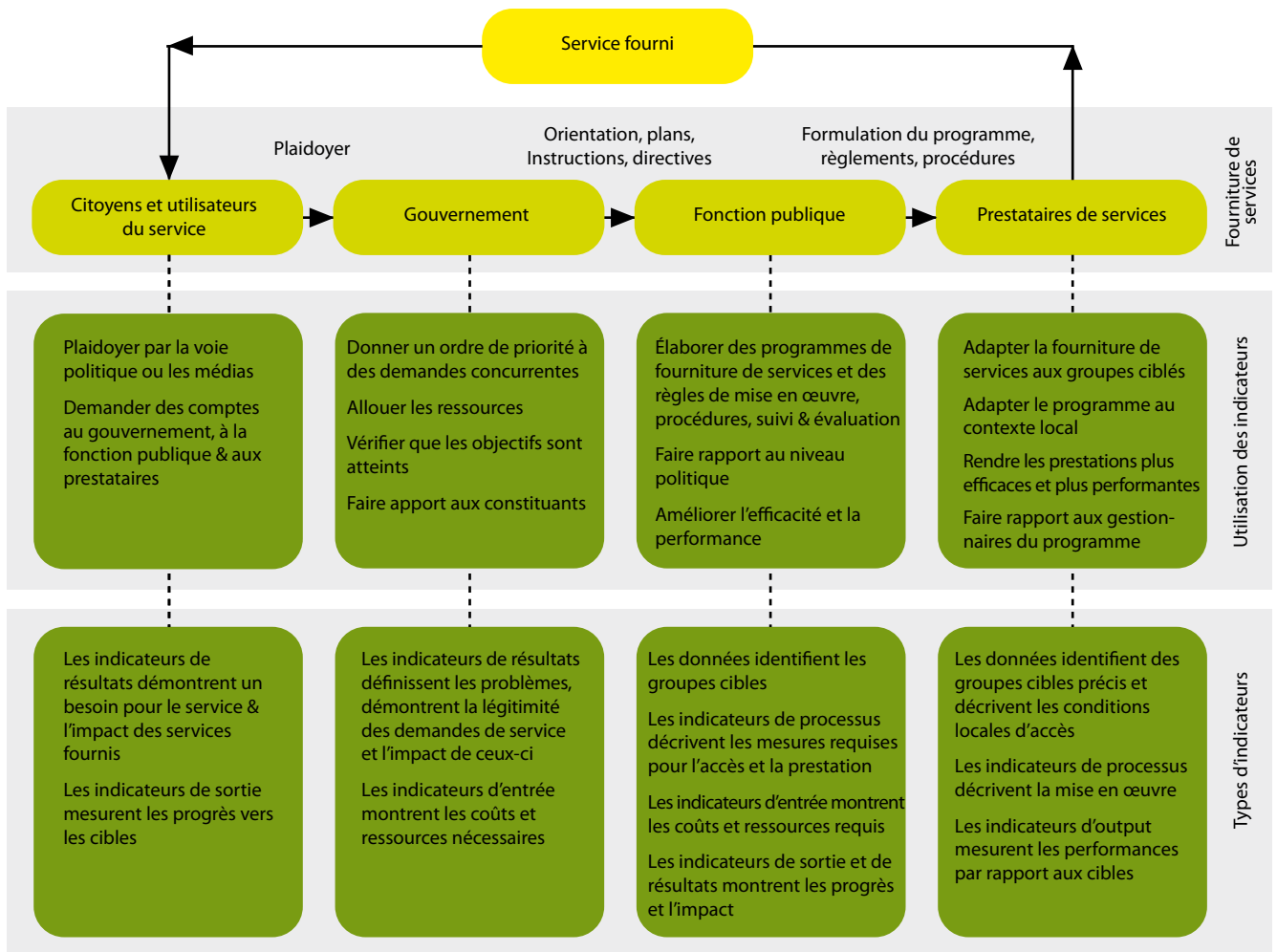
###### **Indicateurs de processus :**

- Nombre de demandeurs demandant des informations, par sexe
- % de demandeurs revenant pour soumettre un formulaire, par sexe
- Nombre de jours entre la soumission et la décision
- % de demandeurs dont l'enregistrement est accepté, par sexe

###### **Indicateurs de sortie :**

- Campagne de sensibilisation publique
- Désignation de fonctionnaires responsables de l'enregistrement des candidats
- Fonctionnaires ayant reçu une formation (par sexe)
- Conception du processus d'enregistrement et documentation

**Diagramme 2 : Rôle des indicateurs dans le cadre de fourniture de services**



NOTES

On trouvera la traduction française entre crochets des titres anglais dans les Références à la fin de ce guide.

1 Panggabean, Adrian T. P., *Expanding Access to Basic Services in Asia and the Pacific Region: Public-Private Partnerships for Poverty Reduction*, ERD Working Paper No. 87. ADB Expanding Access to Basic Services in Asia and the Pacific Region: Public-Private Partnerships for Poverty Reduction. Banque asiatique de développement, Manille, 2006

2 [<http://www.un.org/womenwatch/daw/cedaw/recommendations/recomm-fr.htm>]

3 ONU, Rapport sur les objectifs du Millénaire pour le développement 2008, New York, 2008, p. 3. [[http://mdgs.un.org/unsd/mdg/Resources/Static/Products/Progress2008/MDG\\_Report\\_2008\\_fr.pdf](http://mdgs.un.org/unsd/mdg/Resources/Static/Products/Progress2008/MDG_Report_2008_fr.pdf)]

4 Grossman, Anna, Nadia Johnson et Gretchen Sithu (éds), *Diverting the Flow: A Resource Guide to Gender, Rights and Water Privatization*, WEDO (Women's Environment and Development Organization), New York, 2003 [<http://www.cepis.ops-oms.org/bvsacd/milenio/medambwedo.pdf>]

5 [<http://www.un.org/womenwatch/daw/cedaw/index.html>].

6 UNIFEM, *Le Progrès des femmes à travers le monde 2008/2009*, « Qui est responsable envers les femmes ? – Genre & Redevabilité », Partie II OMD et Genre, New York, 2008. [[http://www.unifem.org/progress/2008/media/POWW08\\_Report\\_Full\\_Text\\_fr.pdf](http://www.unifem.org/progress/2008/media/POWW08_Report_Full_Text_fr.pdf)]

7 Voir *Why Gender Action No Longer Engages in PRSPs*. [<http://www.genderaction.org/engendering.html>].

8 Voir « A Meal and a Chance to Learn » in *The Washington Post*, 27 avril 2005 [<http://www.washingtonpost.com/wp-dyn/content/article/2005/04/27/AR2005042701927.html>]

9 PNUD, *Measuring Democratic Governance: A Framework for Selecting Pro-poor and Gender Sensitive Indicators*, Oslo Governance Centre, Oslo, 2006, p. 10.





# Chapitre 2

*Voix et expériences  
de terrain*



## Voix et expériences de terrain

### A. Voix de terrain

Le présent guide et le relevé qui suit ont bénéficié des avis de praticiens de terrain impliqués dans la collecte, la présentation ou l'utilisation d'indicateurs de services de base dans une perspective de genre. Un certain nombre de thèmes sont ressortis des entretiens informels et des contributions écrites de ces chercheurs et travailleurs de terrain, du personnel des agences de l'ONU ou des donateurs ainsi que des fonctionnaires gouvernementaux.

#### 1. Les femmes bénéficient moins des systèmes actuels de gouvernance que les hommes

Les femmes doivent surmonter bien plus de barrières que les hommes quand elles veulent accéder aux systèmes actuels de gouvernance. Relevons parmi les obstacles un niveau d'éducation plus bas, une exposition moindre à la vie politique et aux questions de fond, une faible participation aux processus de décision et de planification des instances locales et un faible niveau de représentation dans les organismes et institutions. Au-delà de ces obstacles, il y a des barrières bien plus rigides, en particulier l'impact de sociétés très patriarcales, les croyances traditionnelles sur la masculinité et la féminité qui empêchent les femmes de participer aux processus décisionnels à tous les niveaux, et l'absence d'accès à et de contrôle des ressources.

Pour surmonter ces obstacles, une participation féminine active et efficace requiert un quota de 33 % de femmes dans les processus de planification et de décision des administrations locales (Encadré 15).

#### Encadré 15

##### La faible participation des femmes à la planification au niveau local leur barre l'accès aux services

*Au Népal, les administrations locales sont tenues d'adopter une approche participative pour la préparation des plans annuels.*

*Femmes et hommes sont invités à participer et à énoncer leurs besoins prioritaires. Mais la participation des femmes se situe généralement en dessous de 20 %.*

*C'est pourquoi elles ne sont pas suffisamment entendues ni prises au sérieux. Les projets sélectionnés par les femmes ne sont pas considérés comme prioritaires.*

Source : Lazima Onta-Bhatta, spécialiste du genre et de l'inclusion sociale et chef d'équipe, Unité des politiques pro-pauvres et des moyens de subsistance durables, PNUD Népal.

#### 2. Il n'y a pas suffisamment d'indicateurs sexospécifiques ou d'indicateurs sur la fourniture de services de base

On constate un manque généralisé d'indicateurs sexospécifiques ou d'indicateurs de prestations de services dans les bases de données et les évaluations tant sur le genre que sur la gouvernance. Au Népal, des fiches de présence sont établies pour les réunions annuelles de planification ; ces fiches servent à calculer le pourcentage de femmes participant à l'élaboration du plan. Il existe également d'autres indicateurs :

- Nombre de membres d'organisations communautaires, par sexe et appartenance ethnique
- Position de leadership dans les organisations communautaires, par sexe

- Nombre de bénéficiaires de projets d'infrastructure communautaire, par sexe
- Proportion de bénéficiaires d'un prêt, par sexe
- Proportion de filles scolarisées par rapport aux garçons
- Nombre de personnes employées par des fonds locaux de développement, par sexe et appartenance ethnique
- Nombre de membres de la communauté formés comme spécialistes villageois, par sexe
- Activités productrices de revenus mises en place par des membres de la communauté, par sexe
- Nombre de participants aux visites d'orientation, par sexe

Mais des indicateurs plus sensibles à la dimension de genre seront parfois nécessaires si l'on veut mieux comprendre les éléments requis pour créer un environnement permettant une participation suffisante des femmes et pour que les projets et groupes féminins puissent s'améliorer et mieux contrôler l'accès des femmes aux services (Encadré 16).

#### Encadré 16

##### Des indicateurs de processus sont aussi nécessaires pour accroître la participation des femmes

*Les indicateurs qui traitent des obstacles pratiques que les femmes rencontrent et des mesures prises pour les surmonter devraient faciliter l'évaluation et le suivi en révélant que :*

- *Les heures et lieux de réunion peuvent ne pas convenir aux femmes*
- *Les femmes peuvent être plus enclines à prendre la parole et à exprimer leurs préoccupations dans des groupes exclusivement féminins*
- *Il vaut mieux que les groupes soient animés par des femmes pour permettre aux participantes de s'exprimer librement.*

Source : Lazima Onta-Bhatta, Spécialiste du genre et de l'inclusion sociale et chef d'équipe, Unité des politiques pro-pauvres et des moyens de subsistance durables, PNUD Népal.

L'absence d'indicateurs sexospécifiques représente un problème majeur pour ceux qui compilent et gèrent des bases de données internationales sur le genre. La plupart de celles-ci contiennent pratiquement toutes les mêmes indicateurs, car elles puisent dans l'ensemble limité de données comparables au niveau international fournies par les systèmes statistiques nationaux.

Un statisticien travaillant pour l'une de ces bases de données nous a expliqué les difficultés rencontrées par son institution en essayant d'inclure des indicateurs sociaux et institutionnels capables de mieux saisir les différences de statut et de droits des femmes. Les indicateurs sélectionnés n'étaient pas disponibles dans la plupart des pays étudiés. L'institution avait l'intention d'étendre ses séries chronologiques, mais elle a constaté que ce serait très difficile pour ce type d'indicateurs, car peu de pays les recueillaient et ceux qui disposaient de données chronologiques étaient encore moins nombreux.

#### 3. Les tentatives de récolter des données sensibles à la dimension de genre sur le terrain rencontrent une certaine résistance

K. nous a décrit la résistance à laquelle elle s'est heurtée en essayant d'intégrer une perspective de genre lors de la collecte de données pour une évaluation des bénéficiaires des services de base dans des zones

urbaines (Encadré 17). Le réseau comprenait des activistes chevronnés et un noyau de féministes qui s'occupaient depuis des années des questions d'urbanisme et de développement urbain. Les membres individuels comprenaient environ 25 % de féministes, mais parmi les groupes impliqués, il y avait peu d'associations de femmes et celles-ci n'avaient pas un point de vue prononcé sur l'égalité des sexes. Même si, historiquement, les femmes ont « réellement été la chair à canon des grands mouvements urbains comme les luttes contre les évictions », au Népal et dans le monde entier, la plupart des délégués d'associations étaient de sexe masculin.

### Encadré 17

#### L'intégration du genre dans l'évaluation citoyenne des services de base rencontre une certaine résistance

*Un questionnaire simple a été créé et distribué auprès d'un réseau informel d'une cinquantaine d'associations et d'individus qui devaient l'utiliser dans plusieurs villes du pays.*

*Il avait été conçu pour appréhender le coût des services de base, tant sur le plan financier qu'en termes de temps requis pour y accéder. Les indicateurs utilisés pour mesurer la qualité tenaient compte de préoccupations particulières aux femmes (par ex. préserver l'intimité et éviter les harcèlements dans les toilettes publiques, vie privée et sécurité pour les logements).*

*Pour que les femmes participent et fassent entendre leur voix dans la même mesure que les hommes, il a été suggéré que 25 % des répondants dans chaque catégorie sociale soient des femmes chefs de famille indépendantes et/ou constituant la principale source de revenus. En outre, pour certaines sections du questionnaire (par exemple sur l'eau et l'assainissement), on ne devait interroger que des femmes et des filles. Les discussions avec des groupes cibles devaient être organisées séparément pour les femmes travaillant comme domestiques, celles qui travaillaient à la maison, celles qui tenaient un petit commerce, les recycleuses de détritiques et les vendeuses de rue (tous les segments de la population où les femmes sont largement représentées).*

*« Les membres du réseau ont montré certaines réticences, voire une véritable résistance à ces idées : 'votre questionnaire est trop compliqué pour de simples militants.' 'Nos militantes sont sensibles à la dimension de genre et partageront déjà ce point de vue, elles n'ont pas besoin de questions particulières.' 'Cela veut dire que les hommes ne peuvent pas répondre à des questions concernant le ménage ?' »*

*« Le questionnaire final comprend beaucoup de 'questions sexospécifiques', mais il ne reflète pas une prise de conscience de la possibilité que les femmes risquent de ne pas répondre de la même façon que les hommes. »*

« Mais il y a des hommes qu'on applaudit parce qu'on les considère comme féministes (ce qu'ils sont, je suppose, à leur façon)... Formation au genre, dites-vous ? Il y a plein de types dans cette bande qui sont eux-mêmes formateurs aux questions de genre ! »

K. avait ses théories à elle sur la forte résistance que les « pro-féministes » de sexe masculin opposent à l'intégration du genre dans l'évaluation des bénéficiaires.

« [Cette résistance] a un côté paradoxal pour un certain nombre de raisons. La plus importante, c'est que ce sont des gens qui se trouvent du même côté de la barrière que vous et moi pour toutes les grandes questions politiques. Ce n'est pas l'ignorance des dimensions de genre qui fait que les hommes du mouvement urbain agissent ainsi. Je crois que c'est parce que la représentation et le leadership ont toujours été exclusivement masculins. Sans la moindre contestation féminine, jusqu'à très récemment. Les femmes sont présentes en grand nombre, bien évidemment. Je pense que c'est parce qu'il se rend compte que le type de questions soulevées risque de changer la nature et les termes du débat sur l'urbanisme que le leadership freine des quatre fers et se cramponne au terrain familier de l'expertise masculine. »

« Le problème est donc purement politique – à des niveaux différents, c'est la même dynamique, les mêmes jeux de pouvoir dans tous les mouvements. Je pense que si les mouvements de femmes s'étaient davantage mobilisés sur ces questions-là, cela aurait poussé plus d'associations féminines à devenir membres actifs et cela aurait augmenté les chances que de tels réseaux et mouvements soient mieux *genrés*. Mais je continue à me battre. »

#### 4. Les nouveaux indicateurs de genre sont un point sensible pour les défenseurs de l'égalité des sexes

L'expérience de terrain de K. révèle à quel point, même chez les défenseurs déclarés de l'égalité des sexes, le concept de genre reste une question sensible, tout comme l'idée que les femmes puissent avoir des intérêts, des besoins et des points de vue différents de ceux des hommes. Le statisticien qui travaillait à l'élaboration d'une base de données internationale sur les questions de genre s'est aperçu que même si les indicateurs d'entrée/sortie et de résultats qu'on trouve dans la plupart des bases de données internationales sur le genre sont bien acceptés à présent, les initiatives visant à créer de nouveaux indicateurs sont sujettes à controverses. Son institution était très consciente qu'elle devrait procéder avec lenteur et circonspection pour introduire les indicateurs les plus innovants sur les droits de la femme, car elle se rendait compte que ceux-ci risquaient d'être considérés comme représentant une perspective culturelle particulière plutôt qu'une évaluation objective du statut des femmes.

#### 5. On manque d'indicateurs sensibles à la dimension de genre pour les services de gouvernance

Un thème qui revient fréquemment, c'est le besoin d'indicateurs sensibles à la dimension de genre pour les services de gouvernance. Un employé d'une organisation internationale des droits de l'homme se plaignait de l'absence de tels indicateurs pour les services relevant de la justice et de la sécurité :

« La sécurité et la justice sont rarement pris en considération et ce n'est que depuis récemment que l'on voit les choses bouger. Il est essentiel de leur donner la même importance qu'à la santé, l'eau, etc. Nous devons tout le temps nous battre pour inclure des mesures sexospécifiques ou sensibles à la dimension de genre chaque fois que c'est possible. »

Une employée d'une agence internationale d'Amérique latine nous a décrit comment là-bas, les associations de femmes ont pris conscience qu'elles avaient besoin d'indicateurs pour les services de police relatifs aux femmes. Le Conseil central de coordination régionale pour les

questions de genre de la police centraméricaine, créé en 1998, rassemble tous les deux ans les unités spécialisées de chaque pays afin d'élaborer des stratégies visant à intégrer ces questions au sein des institutions policières et de répondre aux problèmes de violence sexiste.

« Il est devenu évident que la création de tels mécanismes s'impose, afin de veiller au respect des accords et de mesurer les progrès réels dans la prise en compte des questions d'égalité des sexes au sein de la police centraméricaine. »

Un projet est en cours pour créer des mécanismes d'évaluation et de suivi des engagements institutionnels pris lors de ces réunions.

L'employée a également relevé qu'on avait besoin d'indicateurs sur certains des obstacles à la participation politique des femmes. Elle citait en exemple la violence politique dont celles-ci sont victimes lorsqu'elles occupent l'espace public, les inégalités qui persistent entre les deux sexes pour ce qui est de la gestion du temps et le financement insuffisant des campagnes politiques menées par des femmes.

## 6. Il est important que l'État procure des services de base aux femmes.

Plusieurs praticiens ont insisté sur l'importance des services de gouvernance et de la fourniture de services de base par l'État – pour les femmes comme pour l'égalité des sexes. L'un d'eux a relevé avec inquiétude que la privatisation des services « élimine » le rôle et les responsabilités de l'État en matière de droits de l'homme, en particulier pour les femmes qui dépendent davantage des services de base et ont moins souvent les moyens de payer des services privatisés.

## B. Exemples de pratique

### 1. Collecte de données sexospécifiques au Népal

Le Recensement 2001 de la population et de l'habitation au Népal présente un modèle intéressant pour la compilation de statistiques sensibles à la dimension de genre.

Un programme global a été mis en place pendant près de deux ans pour analyser sous l'angle du genre le processus complet de collecte, d'analyse et de diffusion des données.

Le Recensement népalais de 2001 est l'une des rares bases de données qui puissent être décrites comme faisant explicitement place aux femmes. Il est l'aboutissement d'un processus délibéré et exhaustif résultant d'une étroite collaboration entre des associations de femmes, des spécialistes des questions de parité des sexes et le bureau national des statistiques, et vise à intégrer une perspective de genre à toutes les étapes du recensement.

Même s'il n'a pas atteint tous ses objectifs (il s'est avéré impossible de recruter assez de femmes pour remplir la moitié des postes de recenseurs et de superviseurs), tout a été fait pour incorporer les intérêts et préoccupations des femmes et intégrer une perspective de genre à tous les stades de la collecte et de la diffusion des données. (Encadré 18 →).

## 2. Fourniture des services publics de base en Chine\*

L'examen ci-dessous, portant sur des extraits d'un rapport récent sur le développement humain ayant pour objet la fourniture de services de base, s'attache à la gouvernance économique et à l'impact potentiellement différent que les grands changements qui ont affecté la fourniture de services en Chine de 1978 à 2008 ont pu avoir sur les hommes et les femmes. Il montre que même si elles ne peuvent être ventilées par sexe, des données comme l'origine des fonds peuvent avoir des implications différentes pour les femmes/filles et les hommes/garçons. Les lecteurs sont invités à consulter l'original, qu'ils trouveront sur Internet<sup>10</sup>.

Le Rapport sur le développement humain en Chine 2007/2008, intitulé *Accès pour tous : les services publics de base pour 1,3 milliard de personnes*, constitue une analyse approfondie de la fourniture de services de base. Il révèle combien les données et indicateurs sont précieux pour la formulation des politiques d'orientation, et montre l'impact de la gouvernance économique sur les capacités des pouvoirs publics à mettre celles-ci en œuvre. Cet indispensable ajout à la série de rapports nationaux sur le développement humain examine tout ce qui entre en compte dans la fourniture des services essentiels et fait des propositions pour améliorer la fourniture et l'accès aux services publics de base en Chine.

Bien que le rapport ne classe pas spécifiquement les services de gouvernance dans les services publics de base, la gouvernance économique y occupe une place centrale. Les services de gouvernance semblent répondre aux quatre critères de bien-être public utilisés pour définir les services de base (Encadré 19). L'impact de certains d'entre eux, comme l'état civil (*hukou* ou enregistrement des ménages), sur l'accès aux services est reconnu et examiné dans certaines sections du rapport, en particulier celles qui ont trait aux travailleurs ruraux migrant dans les villes.

### Encadré 19

#### Les services publics de base sont définis en fonction de quatre critères de bien-être public

*Centralité* : indispensable à la formation des capacités comme de la dignité humaine et de l'estime de soi

*Ampleur* : concerne chaque famille et chaque membre de la société

*Importance* : services les plus demandés et les plus attendus des pouvoirs publics

*Faisabilité* : bon marché et correspondant aux capacités économiques et administratives de l'État

*Source* : Rapport sur le développement humain en Chine 2007-2008, p. 29

Le rapport recense un certain nombre de lacunes dans la fourniture des services en Chine, y compris en termes de genre, et offre un éventail complet d'indicateurs ventilés par sexe.

\* Basé sur PNUD-Chine, *Access for all: Basic public services for 1.3 billion people*, Rapport sur le développement humain en Chine 2007-2008, Beijing, 2008.

**Encadré 18****Le recensement de la population et de l'habitation au Népal en 2001 était explicitement sensible à la dimension de genre****Séminaires d'orientation sur le genre**

- Pour les cadres du BNS, afin de les exposer aux concepts de genre et obtenir leur appui
- Pour les cadres moyens, afin d'arriver à un consensus et à un processus pour que le recensement soit pleinement sensible à la dimension de genre
- Pour le personnel du BNS, les médias, les pouvoirs publics et les agences de l'ONU, afin de mettre sur pied une campagne de sensibilisation

**Commissions techniques axées sur le genre**

- Comité pour la préparation du questionnaire et du manuel
- Groupe restreint sur les médias
- Comité de gestion du projet
- Comité de classification des occupations et industries

**Changements opérés**

- Nouvelle question sur le propriétaire du logement, des terres et du bétail, ventilée par sexe du propriétaire
- Intégration de la dimension de genre dans les manuels de formation
- Classification standard à quatre chiffres pour toutes les industries et occupations

**Formation du personnel pour le recensement**

- Experts des questions de genre formés aux méthodes de recensement pour renforcer la perspective de genre
- Références aux sexes masculin et féminin inversées pour bousculer les stéréotypes sexuels
- Références aux noms dans les exemples : les noms d'hommes sont devenus des noms de femmes
- Illustrations modifiées pour montrer des femmes dans le rôle d'enquêtrices ou de répondantes
- Élaboration de modules et de matériaux de formation sexospécifiques

**Recensement**

- Les femmes représentaient 21 % des agents recenseurs
- Les femmes représentaient 10 % des superviseurs

**Après le recensement**

- Dépouillement sous forme de tableaux ventilés par sexe, avec tableaux supplémentaires
- Normes 1993 du SCN et du BIT reflétant mieux les activités économiques des hommes et des femmes
- Une nouvelle classification à quatre chiffres donne une ventilation détaillée des femmes et des hommes dans toutes les occupations et industries

**Résultats sexospécifiques du recensement**

- 84 % des chefs de famille de sexe féminin et 11 % de sexe masculin étaient veufs, divorcés ou vivaient séparés de leur époux migrant.
- Les femmes chefs de famille avaient un taux de participation à la vie active supérieur aux autres femmes (70 % contre 49) mais moindre que le taux moyen des hommes (91 %)
- Avec la frontière de la production du SCN 1993, la participation des femmes à la main-d'œuvre est passée de 40 à 49 % (63 à 68 % pour les hommes).
- 7 % des femmes habituellement actives sur le plan économique consacrent le plus gros de leur temps à des tâches ménagères (moins de 0,5 % pour les hommes)
- Les campagnes de sensibilisation aux activités économiques des femmes ont eu peu d'impact sur les taux de participation rapportée ; le principal changement est attribuable à la définition de l'activité économique de 1993
- 44 % des femmes divorcées/séparées étaient sans enfants ; le ratio femmes divorcées/séparées n'ayant que des filles à celui des mêmes n'ayant que des garçons était supérieur à un, ce qui pourrait indiquer que l'absence d'enfants ou la préférence pour un fils pourraient être des causes de divorce ou de séparation
- De nouvelles questions sur les titres de propriété des femmes ont révélé que les femmes n'avaient de titres de propriété sur une maison que dans 5,5 % des ménages, sur les terres dans seulement 11 % d'entre eux et sur le bétail dans seulement 7 % d'entre eux
- Les femmes avaient plus souvent des titres de propriété dans les ménages dont elles étaient le chef ; le taux de ménages dirigés par une femme ayant des titres de propriété sur une maison, des terres ou du bétail était de 13, 20 et 9 % respectivement, contre 1, 9 et 7 % respectivement dans les ménages ayant un homme à leur tête.

Source : UNIFEM, Engendering the Nepal National Population and Housing Census 2001, Programme régional Asie-Pacifique sur la gouvernance économique genrée, préparé à partir de documents fournis par Mme Shavitri Singh ; révisé en avril 2004, non publié.

### a) Contexte

Le gouvernement chinois définit les services publics de base comme suit : soins de santé de base, éducation obligatoire, sécurité sociale de base et services liés à l'emploi. La Constitution prévoit l'accès à ces services en quantité et qualité suffisantes pour tous en Chine, quel que soit leur sexe. La fourniture équitable de services publics de base est également considérée comme un outil important pour que tous les citoyens bénéficient d'opportunités égales et pour garantir une société stable et harmonieuse.

Le gouvernement a adopté une nouvelle approche du développement qui met l'accent sur l'importance des services publics de base (Encadré 20). Il entend combiner la croissance et la fourniture équitable de certains services publics de base pour obtenir des améliorations durables dans le domaine du développement humain et favoriser le développement économique.

#### Encadré 20

##### Une nouvelle politique vise l'égalité dans les services publics de base

« Le développement équitable représente l'un des objectifs importants du développement humain en Chine à ce stade-ci. La péréquation des services publics de base est une décision politique importante visant à maintenir l'équité et la justice sociales et à construire une société harmonieuse. »

Gao Shangquan, président, Société chinoise de recherche pour la réforme du système économique.

Source : Rapport sur le développement humain en Chine 2007-2008, p. 1 (Préface)

La fourniture de tels services est considérée comme une stratégie importante dans le renforcement de l'équité et de la justice sociales.

Selon le rapport, améliorer l'accès aux services publics de base est nécessaire afin d'assurer une distribution plus équitable des revenus et de diminuer les écarts en termes de développement humain. Il s'intéresse particulièrement aux écarts ville/campagne, attribuables en partie à des différences d'accès aux services en question. À l'heure actuelle, ceux-ci sont plus accessibles et de meilleure qualité pour la population urbaine sédentaire, en particulier dans le secteur formel de l'emploi. Selon certaines estimations, près de 40 % du décalage actuel entre les revenus sont dus à une distribution inégale des dépenses consacrées aux services publics<sup>11</sup>.

### b) Rôle de la gouvernance économique dans la fourniture de services publics de base

Le rapport analyse en quoi la gouvernance économique et le système financier national contribuent aux inégalités actuelles dans la distribution des services publics de base.

La décentralisation constitue un problème majeur, la responsabilité des services publics étant passée des échelons supérieurs de l'administration aux instances inférieures, sans évaluation préalable des capacités financières de ces dernières. Les ressources financières sont souvent concentrées au niveau de la province et de la préfecture. Or à l'heure actuelle, ce sont les districts et les cantons qui sont tenus de fournir le plus gros des services publics ruraux. Cela a provoqué des pénuries gra-

ves et l'imposition généralisée de frais à la charge des utilisateurs par les écoles et les cliniques contraintes de financer ainsi leurs activités<sup>12</sup>.

La restructuration des entreprises et le démantèlement ou la privatisation de nombreuses entreprises d'État a exacerbé le problème car jusqu'à présent, c'étaient elles qui étaient tenues de financer les services de base pour leurs employés. Par conséquent, de plus en plus de collectivités se sont vues confier la responsabilité des pensions, de la santé publique de base et des soins médicaux pris en charge jusque-là par les entreprises. Cela a entraîné un appauvrissement de la qualité des services. À la fin de 2006, plus de 95 % des villes de préfecture, 88 % des districts municipaux et plus de 50 % des villes de districts fournissaient les services de santé communautaires. Cette responsabilité accrue n'a pas été compensée par un accroissement des ressources ou des capacités administratives, ce qui a contribué encore plus à l'imposition de frais et d'honoraires.

En 2001, il était devenu évident qu'il fallait réformer les services publics pour combattre des déséquilibres sociaux croissants. La crise du SRAS (syndrome respiratoire aigu sévère) en 2003 a révélé des faiblesses structurelles au niveau de la gouvernance de ces services. C'est pourquoi le gouvernement a augmenté les allocations financières aux services publics de base, en donnant la priorité aux zones rurales, aux régions sous-développées et aux groupes défavorisés et a essayé de réduire l'écart entre capacités fiscales et responsabilités administratives pour tout ce qui concerne la fourniture des services.

### c) Secteur de l'éducation

La réforme a retiré la responsabilité de l'éducation obligatoire aux cantons pour la confier aux districts, qui disposent de moyens financiers plus importants mais insuffisants pour assumer ces nouvelles obligations. En 2007, l'administration centrale a décidé de supprimer les frais d'éducation obligatoire dans toutes les zones rurales du pays et de payer les manuels scolaires et les frais de pension des élèves venant de familles rurales pauvres. En 2008, l'exonération des frais scolaires s'est étendue aux zones urbaines<sup>13</sup>.

Les moyens financiers sont insuffisants, et les dépenses publiques cumulées destinées à l'éducation obligatoire restent peu élevées par rapport aux normes internationales. Les frais illégaux de scolarité sont généralisés. Les ressources financières sont distribuées de façon inégale aux écoles. Certains groupes, en particulier les enfants de migrants vivant en ville, se voient systématiquement refuser l'accès aux écoles « clés » si les parents ne paient pas des frais supplémentaires.

### d) Secteur de la santé

Les dépenses totales de santé ont augmenté régulièrement de 1980 à 2006. La part des dépenses gouvernementales a diminué, passant de 36 % en 1980 à 15,5 % en 2000, pour remonter de façon marginale jusqu'à 18 % en 2006. Les dépenses sociales des employeurs et des organisations, qui étaient de 43 %, ont également diminué, puis sont remontées légèrement jusqu'à 33 % au cours de la même période. Les dépenses des ménages, elles, ont augmenté de façon spectaculaire, passant de 21 % en 1980 à un pic de 59 % en 2000, pour retomber à 49 % en 2006.

Même si les dépenses totales ont augmenté, les fonds ne proviennent plus des mêmes sources, ce qui influence le type de services proposés. Le nombre de cliniques pour enfants et de dispensaires

de canton ou de village a diminué avec régularité jusqu'en 2005 : en 1978, près de 98 % des villages avaient des dispensaires, contre seulement 78 % en 2003. En 2008, près de 93 % de la population rurale avait accès à l'eau potable, et 57 % des toilettes dans les zones rurales étaient hygiéniques<sup>14</sup>.

- Le ratio normal des sexes à la naissance est d'environ 106 ou 107 garçons pour 100 filles.
- La mortalité infantile est plus élevée chez les garçons que chez les filles.

#### e) Comment ces changements au niveau de la gouvernance économique peuvent-ils avoir un impact différent sur les hommes et sur les femmes en termes d'accès aux services de base ?

##### Secteur de l'éducation

Les femmes et les filles sont en général plus désavantagées par les frais et les coûts à charge de l'utilisateur, car elles ont des revenus moins élevés que les hommes et moins de contrôle sur les dépenses du ménage.

Pour ces raisons, les filles seront probablement les principales bénéficiaires des exemptions de frais de scolarité décidées par l'administration centrale en 2007 pour les zones rurales et étendues aux zones urbaines en 2008. Mais comme ces exemptions ne concernent que l'éducation obligatoire, il y a peu de chance qu'elles réduisent le fossé entre les sexes dans l'enseignement supérieur.

La préférence marquée pour les fils, surtout en Chine (Tableaux 1 et 2) explique souvent la réticence des ménages à payer les frais de scolarité pour les filles, surtout dans les familles pauvres et les zones rurales. Certaines filles risquent de ne pas recevoir d'éducation, mais dans le contexte chinois, il est plus vraisemblable qu'elles reçoivent une éducation de moins bonne qualité. Dans les familles de migrants, ce sont les filles qui sont le plus directement touchées, car ces enfants se voient souvent refuser l'accès aux écoles financées localement, dans la mesure où elles n'ont pas de *hukou* (certificat d'enregistrement des ménages).

##### Secteur de la santé

Pour les ruraux, un accès réduit aux soins de santé risque surtout de pénaliser les femmes, car elles ont plus souvent recours aux services sanitaires étant donné leur rôle reproducteur et leur vulnérabilité plus grande à certaines maladies. En l'absence de tels services, elles risquent de recourir à des alternatives moins efficaces. Les frais et coûts de certains médicaments ou interventions médicales pénalisent bien plus les femmes, car elles ont moins de moyens et exercent un contrôle limité sur les dépenses du ménage.

Tout changement dans l'origine des fonds affectés aux services de santé influence le type de service qui sera offert ; le financement des dispensaires villageois et des services pédiatriques était un fardeau trop lourd pour les cantons et les municipalités, ce qui a entraîné une diminution nette des possibilités d'accès à ces services. Ce sont les femmes qui auront le plus à pâtir de la disparition des cliniques locales ou des services pédiatriques.

En tant que principales utilisatrices des services d'alimentation en eau et d'assainissement domestique, ce sont les femmes qui bénéficieront le plus des améliorations annoncées dans ce domaine, d'autant plus que ces mesures entraîneront une diminution des taux de morbidité familiale.

La mortalité infantile est plus élevée chez les filles que chez les garçons. Cela pourrait être imputé à la préférence marquée pour les fils et au traitement différentiel (inférieur) accordé aux bébés de sexe féminin.

Des études montrent que la différence de mortalité est due presque entièrement au fait que les petites filles n'ont pas autant accès aux traitements médicaux que les garçons. Il n'y a pas de différences significatives entre filles et garçons en ce qui concerne les niveaux de nutrition dans la plus grande partie de la Chine. Comme la mortalité infantile est un facteur déterminant de l'espérance de vie à la naissance, on devrait constater des différences sexospécifiques dans ce domaine.

#### f) Les données sont-elles réellement sensibles à la dimension de genre ?

Une quantité impressionnante de données contenues dans le rapport sont ventilées par sexe, mais elles ne le sont pas toutes.

Par exemple, les diagrammes 3 et 4 montrent les taux de mortalité des moins de cinq ans dans les zones rurales et urbaines, mais ne fournissent pas de données ventilées par sexe. Or il est fort probable que celles-ci soient dissemblables et que la mortalité des moins de cinq ans présente des différences sexospécifiques systématiques entre les zones urbaines et rurales.

En général, on trouve des données ventilées par sexe dans les sections qui traitent spécifiquement des différences hommes/femmes. Dans le reste du rapport, les données ne sont pas ventilées par sexe.

**Tableau 1 . Taux de mortalité infantile par sexe (pour 1000 naissances)**

Indicateur	1990	2000
Filles	33,2	33,7
Garçons	28,5	23,9

Source : Rapport sur le développement humain en Chine 2007–2008, p. 140 (Annexe, Tableau 2)

**Tableau 2 . Ratio des sexes à la naissance**

1982	108,5
1987	110,9
1990	111,3
1995	115,6
2000	116,9
2005	118,9

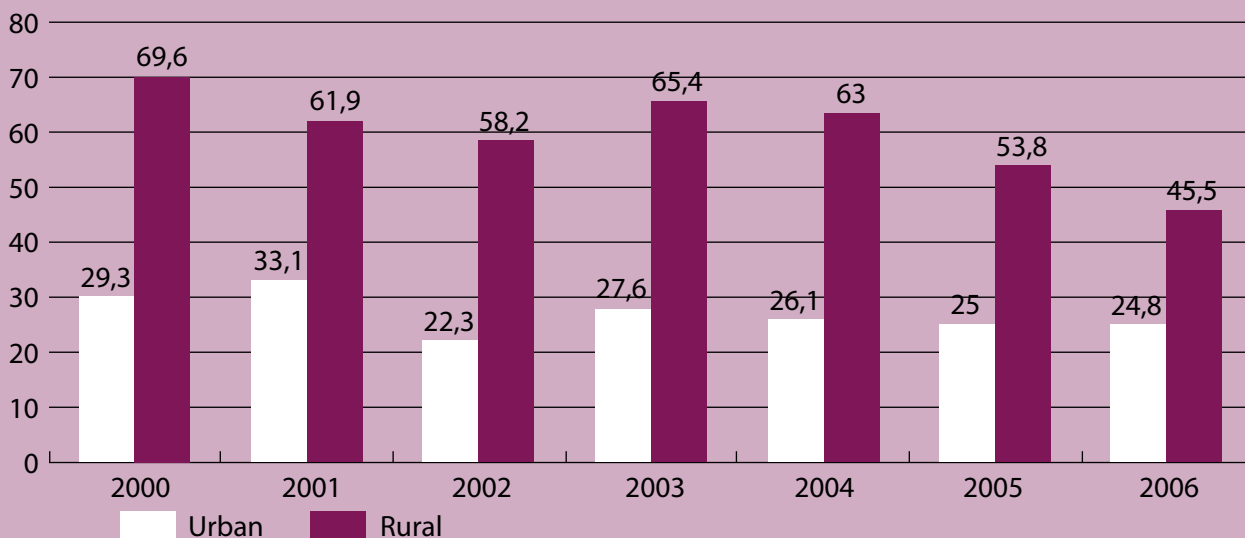
Source : Rapport sur le développement humain en Chine 2007–2008, p. 140 (Annexe, Tableau 2)

**Diagramme 3 : Mortalité des moins de cinq ans dans les zones urbaines et rurales, 2000–2005 (par 1 000 naissances vivantes)**



Source : Les données 2000–2004 proviennent de l'Annuaire statistique de la santé en Chine 2006 et les données de 2005 du Communiqué statistique sur le développement des initiatives de santé chinoises.

**Diagramme 4 : Taux de mortalité maternelle dans les zones urbaines et rurales, 2000–2005 (pour 100 000 naissances vivantes)**



Source : Annuaire statistique de la santé en Chine et Synthèse du développement du secteur de la santé en Chine 2003–2007

NOTES

On trouvera la traduction française entre crochets des titres anglais dans les Références à la fin de ce guide.

10 [<http://www.undp.org.cn/modules.php?op=modload&name=News&file=article&catid=18&topic=8&sid=4372&mode=nocomments&order=0&thold=0>]

11 PNUD-Chine, *Access for All: Basic Public Services for 1.3 billion People*, Rapport sur le développement humain en Chine, Beijing, 2008, p. 34.

12 Ibid., p. 38.

13 Ibid., p. 45.

14 Ibid., p. 49.





# Chapitre 3

*Cas d'étude fictif*

## Cas d'étude fictif

L'exemple ci-dessous montre comment on peut se servir des indicateurs de fourniture de services de base décrits dans les pages précédentes. Il s'agit d'une simulation fictive, mais qui s'inspire d'une situation réelle et d'une expérience de terrain personnelle. Elle reflète les idées échangées lors d'une séance de réflexion informelle avec le département statistiques d'une association nationale de défense des droits des femmes. Le personnel se trouvait confronté à la difficulté d'opérer avec des ressources limitées au sein d'un système décentralisé. Il voulait faire bouger les choses pour les femmes et les filles des régions les plus pauvres, qui se trouvent être aussi les plus éloignées de la capitale. Et il devait définir le rôle du département statistiques, qui se trouvait inévitablement en compétition avec un bureau national des statistiques relativement solide et ayant plus d'expertise et d'expérience dans le domaine des données sexospécifiques. Les personnages sont fictifs mais représentatifs de ceux qu'on rencontre dans les mécanismes nationaux de défense de la femme dans beaucoup de pays. Les difficultés évoquées sont, elles, bien réelles.

### **Indicateurs sexospécifiques dans une association nationale de femmes**

Cette simulation démontre comment une simple analyse assortie d'indicateurs comparatifs régionaux peut encourager les autorités locales à adopter une approche sensible à la dimension de genre pour la fourniture de services. Elle révèle le potentiel que recèlent les données et les indicateurs pour les associations féminines nationales cherchant à favoriser l'égalité des sexes et à améliorer la fourniture de services essentiels pour les femmes et les filles.

La simulation a été conçue pour être utilisée dans des formations à caractère participatif. Elle peut donner lieu à des jeux de rôle qui permettront de mieux comprendre les intérêts et positions des divers acteurs et montreront comment les motiver pour qu'ils revoient leur position. On pourra aussi y recourir pour améliorer les compétences en matière de plaidoyer et de négociation.

L'analyse de cas pourra aussi servir à imaginer de nouveaux exemples s'inspirant des expériences des participants eux-mêmes. Ceux-ci pourront explorer tous ensemble des stratégies alternatives qui permettraient d'obtenir un soutien plus large en faveur de l'utilisation d'indicateurs sensibles à la dimension de genre et de l'amélioration des prestations de services destinés aux femmes, et ceci en fonction de leur propre contexte culturel et institutionnel.

#### **1. Bureau de la directrice, département des statistiques, Conseil national des femmes**

Anna venait d'être nommée directrice du département des statistiques du Conseil national des femmes. Elle était très fière de son nouveau poste, mais ne savait pas très bien quoi en faire. Jeune et enthousiaste, avec en poche un doctorat tout frais, elle souhaitait avec passion œuvrer à l'égalité des sexes. Mais comment ?

Son assistant, M. Edy, ne se montrait pas très encourageant. « Rappelez-vous, Mme Anna, que les vrais spécialistes, c'est au bureau national des statistiques qu'on les trouve, lui assena-t-il. Avec Mme Susy, ils ont intégré la dimension de genre dans leurs statistiques les plus importantes et la plupart de leurs données sont ventilées par sexe. Ils ont même publié une brochure sur les statistiques hommes/femmes. »

Son autre assistante et amie, Deny, était plus optimiste, mais ses commentaires ne l'aidaient guère : « De toute façon, on a bien avancé avec les OMD – sauf sur la mortalité maternelle, mais c'est vraiment difficile à mesurer et encore plus difficile à résoudre.

– C'est vrai au niveau national, répondit Anna, mais dans certains districts et provinces, il y a des filles qui ne sont toujours pas scolarisées et qui ne reçoivent pas des soins convenables. Comment pouvons-nous les aider ? Certaines sont comme moi. Elles ont juste besoin d'un coup de pouce ! »

(Anna venait d'une famille démunie vivant dans l'une des provinces les plus pauvres.)

« J'ai eu de la chance parce que Mme Rini s'est rendu compte que j'étais bonne élève et que j'aimais apprendre. Elle a convaincu mes parents de me laisser continuer l'école, alors qu'ils voulaient que je reste à la maison pour aider Maman. Mme Rini m'a aidée à obtenir une bourse. Elle s'est même arrangée pour que je loge chez sa mère en ville, afin que je puisse aller au lycée et puis à l'université. Comment pouvons-nous aider d'autres filles comme moi ? »

Deny l'ignorait.

« Comment pouvons-nous atteindre des filles qui vivent dans de lointaines provinces alors que nous sommes coincées ici, dans la capitale ? demanda-t-elle. Nous n'avons pas de personnel là-bas, nous devons faire appel au bureau de planification locale.

– C'est vrai, renchérit M. Edy. Et ils ne seront pas très contents si on leur fait remarquer que les services qu'ils fournissent à ces filles ne sont pas très bons !

– Oh, répondit Deny, qui commençait à réfléchir de façon stratégique, tout dépend de la façon dont on s'y prend. Si on leur montre qu'ils ont un problème, mais qu'en même temps, on leur suggère de le résoudre avec eux, peut-être qu'ils accepteront.

– C'est vrai, reconnut Anna, d'une voix où l'espoir renaissait. Et si nous leur donnions l'occasion de gagner un concours national ?

– Que voulez-vous dire ? demanda M. Edy.

– Eh bien, je dispose d'un petit budget. Nous pourrions imprimer une brochure ou une affiche sur les différences sexospécifiques que révèlent les indicateurs de la santé et de l'éducation au niveau des provinces et des districts. On verrait ainsi qui s'en tire bien ou non. Puis on pourrait demander aux « bons élèves » s'ils sont d'accord de nous expliquer comment ils font. Ils tiennent manifestement le bon bout ! Ensuite, on leur demanderait s'ils sont prêts à aider ceux qui ont de mauvais résultats. Et pour finir, on attribuerait un prix national aux districts ou aux provinces qui auraient fait le plus de progrès l'année suivante. » Anna se laissait gagner par l'enthousiasme. « De cette façon, même ceux qui sont à la traîne auraient une chance de remporter le prix et d'obtenir des ressources supplémentaires pour résoudre leurs problèmes.

– Et si on donnait aussi un prix à la province ou au district qui aide le plus les « lanternes rouges » ? proposa Deny. Comme ça, tout le monde aurait des raisons de participer.

– D'accord, dit Anna. Mais je viens de me rappeler un truc que j'ai lu dans le dernier « Progrès des femmes à travers le monde » de l'UNIFEM, sur le fait de se faire entendre et de demander des comptes. Est-ce qu'il ne faudrait pas aussi impliquer les femmes et les filles des communautés concernées ? Est-ce qu'on pourrait collaborer avec le bureau de planification local pour qu'il mobilise ces communautés, afin de recenser les filles non scolarisées et de déterminer quelles mesures prendre pour qu'elles aillent à l'école ? Les planificateurs sont censés utiliser des méthodes participatives, mais ils ne savent pas bien comment s'y prendre, surtout avec les femmes. Nous pourrions les aider.

– Mince ! s'exclama Deny, en voilà une bonne idée ! Et on pourrait aussi offrir un prix à la communauté la plus active !

– Écoutez, dit M. Edy, si nous ciblons les communautés, nous devons réfléchir sérieusement au type de dépliant et d'indicateurs dont nous aurons besoin. Les tableaux publiés par le bureau des statistiques ne nous serviront à rien – peu de gens les comprennent.

– C'est vrai, reconnut Deny. Même les planificateurs ont parfois du mal à les lire. Mais je me rappelle avoir vu un dépliant sur les statistiques de l'UNIFEM en Indonésie, il y a longtemps. C'était à la conférence de Beijing, je crois. Il était plein de diagrammes et de dessins (je crois qu'on appelle ça des pictogrammes) qui étaient franchement faciles à comprendre. Et il y a une brochure suédoise intitulée « Hommes et femmes en Suède » avec des graphiques géniaux. Peut-être qu'on pourrait essayer de faire un truc de ce genre ?

– Je pense que le bureau national des statistiques pourra nous y aider, dit M. Edy. Il y a des gens là-bas qui sont très doués pour la création de graphiques par ordinateur. J'ai vu leurs présentations PowerPoint, même s'ils les utilisent rarement dans leurs publications. Je peux leur en parler. Ceci dit, continua-t-il avec un sourire moqueur, c'est quoi, cette idée de demander des comptes ? Et qu'est-ce que ça a à voir avec les statistiques et les indicateurs ? Je sais que les femmes ont souvent plein de choses à dire, mais d'habitude, elles n'utilisent pas des statistiques pour ça !

– Eh bien, expliqua Anna, il s'agit d'aider les femmes à utiliser les statistiques pour voir combien de filles sont scolarisées par rapport aux garçons, ou quelles sont les filles scolarisées ou non-scolarisées. Après, on essaye de comprendre pourquoi. Ensuite, on peut les aider à montrer ces indicateurs aux responsables de la planification et de l'enseignement public pour les convaincre, d'abord qu'il y a un problème, et ensuite que les femmes ont leur petite idée sur les causes et les solutions. C'est très difficile de convaincre quelqu'un, surtout un planificateur, si on ne dispose pas de faits concrets. Les données et indicateurs permettent aux femmes de mieux se faire entendre.

– D'accord, je veux bien, mais en quoi les comptables sont-ils concernés ? » M. Edy avait l'air perplexe.

« Oh, répondit Anna, ça n'a rien à voir avec les comptables ! Il faut que les décideurs – des gens comme nous ou comme les fonctionnaires

de l'éducation et de la planification – rendent compte de leur travail aux femmes et aux hommes. Nous recevons de l'argent de l'État – pas assez, mais quand même ! – et cet argent provient des impôts et des charges que paient les citoyens. Nous avons donc la responsabilité – l'obligation – de leur rendre compte de nos activités, pour leur montrer que les fonds ont été bien employés et que nous avons fait de notre mieux pour résoudre leurs problèmes.

– Oui, ajouta Deny, et c'est à ça que servent les statistiques et indicateurs. D'ailleurs, si nous arrivons à obtenir des taux de scolarisation plus élevés, moins d'abandons scolaires et moins d'absentéisme chez les filles dans les districts et les provinces qui jusqu'ici obtenaient de mauvais résultats dans le domaine de l'éducation des filles, les femmes pourront voir que nous faisons du bon travail. »

M. Edy n'avait pas l'air convaincu.

« Mais si nos résultats ne sont pas bons, objecta-t-il, nous n'avons pas intérêt à leur fournir des statistiques et indicateurs, parce qu'elles nous en feront porter la responsabilité.

– Très juste, sourit Deny. C'est bien pour ça que nous sommes censés autonomiser les femmes, pour qu'elles se mettent à exiger des indicateurs. Certains pays ont une législation sur la liberté d'information qui permet aux citoyens de réclamer ce type d'information et les tribunaux peuvent nous forcer à la donner, que cela nous plaise ou non.

– Hum, je ne suis pas sûr que l'idée me plaise, soupira M. Edy. Mais si votre plan marche, cela nous donnera bonne presse et on pourra peut-être obtenir plus d'argent de l'État. Et moi, j'obtiendrai une promotion. Ce n'est peut-être pas une si mauvaise idée d'aider les femmes à se servir de données et d'indicateurs pour réclamer des comptes.

– Eh bien, dit Anna, moi, je trouve l'idée excellente. J'aimerais aller en parler aux fonctionnaires de l'éducation et de la planification de ma province natale, pour voir s'ils aimeraient participer à un projet pilote. On verra d'abord si on peut les mettre en contact avec la province du nord, qui a de très bons niveaux de scolarisation chez les filles. Les conditions ne sont pas très différentes dans ces deux provinces, et je crois que ce qui se fait dans celle du nord pourrait très bien marcher dans la mienne. Est-ce que vous pouvez m'aider à rédiger une proposition ?

– Bien sûr, dit M. Edy.

– Mais oui », renchérit Deny.

Anna commençait à se sentir bien plus à l'aise dans ses nouvelles fonctions, et les trois amis se rendirent dans son bureau pour échanger des idées devant l'ordinateur.

## 2. Deuxième jour au bureau

Deny entra d'un air affairé, jeta son sac sur sa table et se précipita dans le bureau d'Anna, en s'arrêtant au passage pour entraîner M. Edy dans son sillage.

« Anna, j'ai cogité toute la nuit, et je trouve ton idée vraiment géniale. Mais je pense que nous allons devoir réfléchir sérieusement aux

indicateurs qu'on va mettre dans la brochure, et à leur présentation. Ça va nous prendre du temps. Peut-être qu'on devrait commencer par travailler avec deux provinces pilotes, pour voir comment ça marche ? »

Anna leva le nez de son travail et sourit.

« C'est sympa d'avoir des collaborateurs aussi enthousiastes. J'espère que tu as quand même réussi à dormir un peu ! Mais tu as raison et j'aimerais bien commencer assez vite, avant que notre enthousiasme s'évapore. Si nous organisons un petit voyage dans ma province natale ? J'ai de bons contacts là-bas, et je pense qu'au moins, ils nous écouteront. »

M. Edy avait l'air très content de lui.

« Moi, je n'en ai pas perdu le sommeil, mais en me rendant au travail ce matin, je me suis arrêté au Bureau national des statistiques et j'ai été voir mon copain Hari, à la section Graphiques. Il est prêt à nous aider pour la brochure. Il a plein de suggestions pour la présentation des indicateurs, avec des cartes en couleur pour toutes les provinces, et puis des diagrammes et quelques-uns de vos pictogrammes. Il m'a aussi donné une bonne idée : il a proposé de tester certains des graphiques sur notre public cible, les femmes et les fonctionnaires locaux. Il m'a dit qu'il pouvait facilement obtenir les statistiques de votre province et créer quelques diagrammes à titre d'essai. Ça lui prendrait deux ou trois jours. Qu'est-ce que vous en pensez ?

– Super ! s'exclama Anna en tendant la main vers le téléphone. C'est formidable, mais je pense que nous devrions appeler la patronne d'Hari pour lui demander son autorisation, qu'elle n'aille pas croire que nous lui piquons son personnel ! »

Elle prit son calendrier et le feuilleta tout en composant un numéro :

« Et si on se rendait dans ma province dans une quinzaine de jours ? »

### 3. Deux mois plus tard, dans la province d'Anna

Anna, Deny et M. Edy attendaient dans le bureau du directeur de l'agence de planification locale, M. Tomas. S'y trouvaient également M. Daniel, adjoint de M. Tomas, Mme Banu, directrice du bureau local du ministère de l'Éducation, et Mme Chandra, représentante d'un groupe communautaire de femmes. Anna, Deny et M. Edy avaient l'air légèrement inquiets, mais M. Tomas semblait très détendu dans son fauteuil. Du thé et des petits gâteaux étaient servis sur la table autour de laquelle ils étaient assis.

« Je vous en prie, fit M. Tomas avec un geste en direction des pâtisseries, profitez de notre hospitalité. C'est une spécialité locale, ils sont délicieux. »

Après une deuxième, puis une troisième invitation, ils avalèrent une gorgée de thé et prirent un gâteau.

Anna entama la conversation en remerciant poliment M. Tomas de prendre le temps de les recevoir et son équipe d'avoir organisé cette réunion, ainsi que les activités pilotes qu'ils avaient lancées dans la province.

« Mais vous n'avez pas à nous remercier, Mme Anna, nous sommes très heureux de travailler avec vous et vos collègues. Pour être honnête, lors de notre première rencontre il y a quelques semaines, votre projet ne m'avait pas paru très intéressant. Nous savons que nous avons du mal à scolariser les filles et surtout à obtenir qu'elles continuent l'école. Nous sommes même toujours un peu gênés lorsque le sujet est abordé lors de réunions nationales sur l'enseignement ou les OMD. »

Anna hocha la tête.

« Je ne pensais pas qu'une mission envoyée par la capitale (une de plus !) allait changer grand-chose, surtout quand vous vous êtes mise à parler de statistiques et d'indicateurs. Je me disais que ceux-ci allaient juste montrer ce qui n'allait pas, mais je ne voyais pas comment ils pourraient nous aider à améliorer les choses. »

Anna hocha de nouveau la tête et M. Edy parut encore plus mal à l'aise. Deny avala une gorgée de thé tout en se demandant s'il serait impoli de prendre un autre gâteau sans y être invitée.

« Cependant, continua M. Tomas, comme vous êtes originaire de notre province, je vous ai écoutée et j'ai trouvé certaines de vos idées intéressantes et assez originales. C'est pourquoi nous vous avons laissé organiser un atelier sur les indicateurs de l'éducation des filles avec des associations de femmes et un autre avec notre personnel. J'avais trop de travail pour y assister, bien entendu, même si j'ai fait les présentations lors de l'atelier destiné au personnel. Mais j'ai entendu des commentaires assez élogieux de la part de mes collaborateurs qui y ont participé, y compris M. Daniel ici présent, et puis si j'en crois mon épouse, les associations de femmes ont trouvé leur atelier très intéressant, elles aussi. »

« Quand M. Daniel a suggéré que je présente aussi l'atelier mixte qui réunissait les femmes et les fonctionnaires, j'ai marqué mon accord et j'ai prévu d'y passer quelques heures pour voir comment ça se déroulait. Et vous savez quoi ? J'ai été très surpris et très impressionné.

– Pourtant, interrompit M. Daniel, c'était l'atelier le plus difficile. Au début, nous ne savions pas quelle attitude adopter. Les femmes étaient intimidées et nous ne savions pas très bien sur quel pied danser. Nous n'avons pas l'habitude de discuter de sujets techniques comme les statistiques avec les femmes, vous savez. Mais la présentation des indicateurs, avec les cartes et les dessins, a éveillé l'intérêt général et on a essayé de comprendre ce qu'ils voulaient dire. »

« L'animatrice du Bureau des femmes nous a répartis dans des groupes mixtes (moitié fonctionnaires et moitié représentantes des femmes) qui devaient essayer de comprendre ce que les indicateurs pouvaient nous apprendre. Pour les fonctionnaires, ça n'avait rien de neuf, mais pour certaines femmes, c'était nouveau et nous avons pu leur expliquer. Puis l'animatrice nous a dit qu'il ne suffisait pas de connaître les faits, que nous devions à présent nous demander pourquoi tant de nos filles n'allaient pas à l'école régulièrement ou n'étaient pas du tout scolarisées. Elle a repris les questions que vous aviez posées au groupe cible, et puis ce fut à notre tour de nous sentir perplexes. Mais les femmes, elles, avaient plein d'idées et suggéraient des explications auxquelles nous n'avions jamais pensé.

– C'est malheureusement à ce moment-là que j'ai dû partir pour mon rendez-vous avec le gouverneur, interrompit M. Tomas en se redressant dans son fauteuil. J'aimerais entendre certaines de ces explications, M. Daniel.

– Eh bien, Monsieur, il semble que dans certains villages, les habitants élèvent du bétail pour le lait, mais ils ne possèdent pas de terres pour le faire paître. Ce sont les femmes et les filles qui vont couper l'herbe le long des routes pour nourrir les animaux, et cela prend beaucoup de temps, surtout à la saison sèche. Dans d'autres villages, les filles passent beaucoup de temps à aller chercher de l'eau parce qu'il n'y a pas de source d'eau potable à proximité.

– Mais nous avons pourtant installé des pompes à eau dans les villages, il y a quelques années, non ? » s'exclama M. Tomas.

Ce fut au tour de M. Daniel de prendre un air gêné.

« Oui, Monsieur, mais il semble que la plupart d'entre elles ne fonctionnent plus.

– Mais nous avons donné des cours d'entretien, non ?

– Oui, Monsieur, c'est vrai, mais nous avons formé des hommes, et il semble qu'ils soient trop occupés ou qu'ils ne veulent pas passer leur temps à réparer des pompes. Alors quand elles cassent, personne ne s'en occupe ! »

Mme Chandra, de l'association de femmes, leva la main. M. Tomas l'invita à parler d'un geste du menton.

« Excusez-moi, M. Tomas, M. Daniel, Mme Deny et les autres, je voudrais vous dire quelque chose. Nous avons constaté la même chose dans d'autres villages. Mais pour un des projets de l'UNIFEM, c'est aux femmes qu'on a appris à réparer au lieu des hommes, et dans ce village-là, les pompes fonctionnent encore aujourd'hui. Au début, les hommes riaient, parce qu'ils pensaient que les femmes seraient incapables de faire des réparations mécaniques, mais ils ne rient plus à présent. Et les femmes s'arrangent pour entretenir les pompes, parce que si elles cassent, ce sont elles qui en pâtissent.

– Hum, murmura M. Tomas. Intéressant ! Je n'y aurais pas pensé, mais c'est logique. D'ailleurs, à la maison, c'est ma femme qui s'occupe des réparations, parce que moi, je ne suis jamais là. »

Tout le monde sourit et l'atmosphère se détendit.

« Bon, qu'avons-nous appris d'autre à l'atelier, M. Daniel ?

– Plein de choses, Monsieur. Après qu'on eut dressé la liste de toutes les raisons pour lesquelles les filles ne fréquentent pas l'école, l'animatrice nous a répartis dans de nouveaux groupes et nous a demandé de réfléchir à des solutions pour chacun des problèmes que nous avons soulevés. Je dois avouer que ce sont les femmes qui avaient les meilleures idées, à mon humble avis. Elles font preuve d'un grand sens pratique. Puis nous avons dû proposer des indicateurs qui allaient nous aider à voir si nos solutions étaient bonnes et il a fallu réfléchir aux données

que nous allions devoir recueillir, qui allait s'en charger et comment. Nous avons tous trouvé cela assez difficile. »

Mme Banu, du ministère de l'Éducation, remua dans son fauteuil, attirant l'attention de M. Tomas.

« Les membres de votre personnel n'étaient pas les seuls à apprendre plein de choses, M. Tomas. Mes collaborateurs et moi, nous avons aussi beaucoup appris. Nous nous inquiétions depuis longtemps de nos mauvais résultats en ce qui concerne l'éducation des filles, parce que nous pensions que nous n'en faisons pas assez. Nous étions persuadés que c'était notre faute. Après avoir écouté ces femmes, nous avons compris qu'il y avait beaucoup de problèmes que nous ne pouvions pas résoudre nous-mêmes.

Bien entendu, il y a des choses que nous pouvons faire – par exemple, veiller à ce qu'il y ait des toilettes séparées pour les filles, imprimer de nouveaux manuels scolaires et livres de lecture qui donnent une vision plus positive de la femme et qui montrent des filles occupées à des tâches intéressantes, ou donner à nos enseignants une formation qui les sensibilise à la question du genre, etc.

Mais nous ne pouvons rien au fait que beaucoup de filles sont obligées de rester à la maison, car on a besoin d'elles pour les tâches que M. Daniel vient de décrire. Si nous voulons améliorer le taux de scolarisation des filles dans notre province, nous devons collaborer plus étroitement avec votre service – et peut-être aussi avec les secteurs qui s'occupent de l'entretien des routes, du transport ou de l'électricité.

Je ne pensais pas que l'électricité jouait un si grand rôle dans l'éducation, mais comme l'a fait remarquer l'une des femmes, si elles ont l'électricité à la maison, les filles peuvent faire leurs devoirs le soir, après avoir fini leurs tâches ménagères, et elles ne se retrouvent plus à la traîne en classe.

Et les femmes nous ont dit que si les routes sont réellement mauvaises, les filles n'aiment pas marcher dans la boue avec leurs longues jupes, parce qu'après, elles doivent les laver, alors que les garçons n'ont qu'à retrousser leur pantalon – et s'ils jouent dans la boue, comme font tous les garçons, c'est leurs sœurs qui doivent nettoyer leurs vêtements ! »

Tout le monde éclata de rire. Anna décida de profiter de l'occasion pour expliquer le projet national qu'elle était en train de mettre sur pied. Est-ce qu'ils aimeraient participer à un concours pour voir quelles provinces allaient faire le plus de progrès en un an, en termes de scolarisation des filles ? Est-ce qu'ils aimeraient avoir l'occasion d'apprendre comment se débrouillent d'autres provinces qui ont pu faire des progrès importants dans des circonstances similaires aux leurs ? Seraient-ils d'accord pour continuer à travailler avec des associations de femmes, des groupes communautaires et d'autres services afin de trouver les meilleurs moyens de donner une éducation aux filles ?

Tout en parlant, elle pouvait les voir hocher du bonnet. M. Tomas était enthousiaste.

« En fait, avec nos mauvais résultats, nous avons plus de chances progresser et de gagner le concours que les provinces qui s'en tirent mieux

que nous ! Il faudra travailler dur, bien entendu, et tous ensemble. Et ce serait utile qu'on se rende dans la province du nord pour voir ce qu'ils font là-bas. J'ai déjà entendu parler de certaines de leurs initiatives et je pense que nous pourrions les reproduire. Si c'est le cas, ce serait bien d'inviter certains de leurs fonctionnaires pour former notre personnel. Et si j'en crois mes oreilles, je pense que mes collaborateurs seraient heureux de coopérer plus étroitement avec les associations de femmes. Si leurs idées nous permettent de réussir, nous en profitons tous.

Mme Anna, je me demande si vous ne devriez pas publier des brochures sur les indicateurs statistiques d'autres secteurs – comme la santé ? Il me semble que cette approche peut être utile pour résoudre un tas de problèmes. »

Ravis, Anna, Deny et M. Edy échangèrent un sourire.

« Hum ! Je crois que vous avez raison et qu'il y a des questions très importantes pour les femmes dans le domaine de la santé, comme la mortalité maternelle, par exemple. Mais je viens d'arriver et j'ai beaucoup à apprendre, répondit Anna avec modestie. Commençons par l'éducation et peut-être qu'on pourra ajouter la santé l'an prochain. Il me reste encore beaucoup à faire pour réussir ce projet pilote. Nous allons nous rendre dans la province du nord la semaine prochaine et je vous contacterai après pour parler des étapes suivantes. »

Alors qu'Anna, Deny et M. Edy s'apprêtaient à monter dans l'avion qui devait les ramener dans la capitale, ce dernier se tourna vers sa directrice et lui dit timidement :

« Vous savez, Mme Anna, j'ai ressenti une certaine déception quand vous avez été nommée à la tête de notre département, parce que je vous trouvais trop jeune et je n'avais jamais travaillé pour une femme. Mais maintenant, je suis très content et j'ai très envie de travailler sur ce nouveau projet. Je me rends compte que les statistiques et indicateurs peuvent être des outils formidables pour toutes sortes de choses – comment vous appelez ça ? Voix ? Redevabilité ? – et pas seulement de façon négative, de sorte que les provinces et les districts se sentent gênés à cause de leurs mauvais résultats, mais aussi de façon positive pour les aider à s'améliorer. Je pense que nous allons avoir une année très fructueuse ! »

A photograph showing the backs of four women wearing black hijabs, sitting on a light-colored stone ledge. They are positioned against a wall with a warm-toned, marbled pattern. The woman on the right has a large black backpack and a pink bag slung over her shoulder. The overall mood is quiet and contemplative.

# Chapitre 4

*Recommandations*

## Recommandations

### A. Liste récapitulative pour aider à la sélection d'indicateurs sensibles à la dimension de genre

La liste récapitulative qui suit propose une série de questions simples qui pourront servir de guide pour une utilisation soucieuse du genre des indicateurs existants et l'élaboration d'indicateurs pour la fourniture de services de base qui fassent mieux place aux femmes.

Une brève description du problème soulevé par chaque question est suivie de suggestions sur les mesures à prendre et de conseils pratiques.

On trouvera également un exemple pratique.

#### Point 1. Les données sont-elles sensibles à la dimension de genre ?

Données existantes : la plupart des batteries de données actuelles ne sont ni définies ni collectées ni analysées en fonction des différences de rôles, d'intérêts ou de priorités entre les deux sexes.

Nouvelles batteries de données : si l'on collecte de nouvelles données, recourir à des méthodes sensibles à la dimension de genre pour la définition, la collecte et l'analyse de ces dernières.

#### Problème 1. La plupart des bases de données ne sont pas sensibles à la dimension de genre

Des indicateurs faisant place aux femmes s'appuient sur des données sensibles à la dimension de genre, mais la plupart du temps, celles-ci sont recueillies selon des méthodes élaborées avant qu'il n'y ait eu prise de conscience que les femmes et les hommes ont des rôles, des besoins et des priorités différents.

Dans la plupart des pays, les méthodes conventionnelles de collecte de données n'en tiennent donc pas suffisamment compte. Même quand les résultats sont ventilés par sexe, les données sous-jacentes ne reflètent pas les différences sexospécifiques. Par exemple :

- Beaucoup de pays continuent à utiliser l'approche « chef de famille » pour les interviews des ménages. Cela garantit que dans quasiment 70 % des cas, les répondants seront de sexe masculin.
- On tient pour acquis que les chefs de famille masculins répondent correctement au nom des femmes de la maisonnée. Pourtant, dans bien des cas, les hommes ne savent pas les mêmes choses que les femmes (et vice-versa).

#### Action

- Tenir compte dans l'analyse de l'absence de sensibilité au genre des données
- Chercher des sources alternatives qui prennent en compte les questions de genre, même si ce n'est pas leur but premier
- Inclure une sensibilisation aux questions de genre pour tous ceux qui sont impliqués, femmes et hommes.

#### Conseils (voir aussi exemple pratique 1)

Les enquêtes budget-temps, les études qualitatives et les évaluations participatives de la pauvreté qui incluent les femmes peuvent fournir des données indirectes sur les questions de genre relatives à la fourniture de services de base ou de gouvernance.

Cibler les cadres supérieurs pour les sensibiliser aux questions de genre, afin que la direction soutienne l'intégration d'une perspective de genre.

Veiller à une participation informée et soutenue des femmes, pour pouvoir recueillir leurs idées et leurs préoccupations propres.



*S'il y a collecte de nouvelles données, y intégrer une perspective de genre du début à la fin.*

Impliquer les femmes et les hommes dans :  
La définition des données

Quels sujets couvrir ?

Quelles sont les questions de genre, tant générales que spécifiques, pour chaque question ?

Quelles variables particulières y introduire, en quoi peuvent-elles différer pour les femmes et les hommes et comment seront-elles utilisées ?

Quelles questions vont produire des réponses valables et fiables en tenant compte d'éventuelles différences entre les sexes ?

Qui doit répondre aux questions ? Dans certains cas, le type de données – par exemple, la fécondité ou la santé des enfants – exige que les répondants soient de sexe féminin.

Si l'unité de collecte de données est le ménage, éviter d'utiliser le chef de famille comme répondant, car ce sera un homme dans la plupart des cas. Envisager plutôt d'interroger alternativement un doyen et une doyenne.

Impliquer les femmes et les hommes dans :  
La collecte des données

Viser un équilibre masculin/féminin chez les agents recenseurs et les superviseurs pour une question d'égalité des chances/droits de la femme, mais aussi parce que le sexe du recenseur et du superviseur peut avoir un effet sur la sensibilité aux questions de genre des données recueillies. S'il n'y a pas suffisamment de femmes qualifiées, envisager d'offrir des formations supplémentaires aux candidates, afin d'améliorer leur quota sans compromettre la qualité des données.

Réfléchir aux horaires et au nombre d'heures de travail des recenseurs et des superviseurs dans une perspective de genre, afin d'augmenter le pourcentage de femmes recrutées ou interrogées.

Prévoir une sensibilisation aux questions de genre pour les formateurs des recenseurs et des superviseurs.

Réfléchir aux horaires et aux lieux des formations dans une perspective de genre afin d'améliorer l'accès des femmes, tant pour les formatrices que pour les participantes.

Viser un équilibre hommes/femmes parmi les formateurs aux questions de genre et, si nécessaire, fournir à ceux-ci une formation supplémentaire sur les questions de fond de l'enquête pour que la formation soit pertinente et que les formateurs techniques respectent leur point de vue.

Incorporer dans la formation des recenseurs et des superviseurs une sensibilisation aux questions de genre par des formateurs des deux sexes.

Intégrer la vérification de la perspective de genre dans le suivi de la qualité des données au moment de leur collecte ; c'est particulièrement important pour identifier les préjugés sexistes ou la cécité aux questions de genre à un stade où on peut encore les corriger.

Dans l'idéal, la saisie des données se fera le jour même de leur collecte, et les fréquences ventilées par sexe devraient être calculées quotidiennement. Des séances régulières de compte-rendu avec les recenseurs sur les questions de genre peuvent s'avérer utiles.

### Point 2. L'analyse des données est-elle ventilée par sexe ?

Existe-t-il une ventilation par sexe ?

L'analyse de toutes les variables est-elle ventilée par sexe ?

### Problème 2. Souvent, les données ne sont pas analysées séparément pour les femmes et les hommes.

Souvent, les différences hommes/femmes ne sont ni recensées ni intégrées dans la conception ou la fourniture des services.

Par exemple, si on ne ventile pas les données sur l'éducation urbaine/rurale, on ne se rendra pas compte que les femmes constituent le plus large segment de la population rurale ayant peu d'éducation.

#### Action

- Ventiler par sexe toutes les données au niveau individuel.

#### Conseils

Les données au niveau individuel devraient être ventilées par sexe en tant que classification primaire et générale pour toutes les présentations et analyses.

Il ne suffit PAS de présenter seulement une ventilation par sexe des totaux. Toutes les analyses doivent être ventilées par sexe et présentées par sexe, sauf si l'analyse initiale montre clairement qu'il n'y a pas de différences significatives entre hommes et femmes.

Les différences de genre devraient être incorporées dans toutes les autres ventilations (groupe d'âge, rural/urbain, groupe ethnique etc.)

### Point 3. L'analyse des données est-elle sensible à la dimension de genre ?

Prend-on en considération les différences de rôles entre femmes et hommes ?

Prend-on en considération le rôle reproducteur de la femme ?

### Problème 3. Souvent, l'analyse des données ne tient pas compte des différences de rôles femmes/hommes.

Les analyses négligent souvent le sens différent que les données peuvent avoir pour les femmes et les hommes ainsi que l'impact de leur rôle biologique ou lié au genre sur leur accès aux services de base ou leur besoin d'y recourir.

#### Action

- Si les données ne peuvent être ventilées par sexe, les analyser en termes de différences entre femmes et hommes en fonction de leurs rôles sexospécifiques ou des différences biologiques

#### Conseils

Le temps peut avoir une signification différente pour les femmes et les hommes. Par exemple, les hommes peuvent avoir accès aux services le soir, après le travail alors que ce n'est pas le cas pour les femmes, qui doivent veiller sur les enfants ou d'autres membres de la famille et/ou pour qui les déplacements nocturnes peuvent être dangereux ou inacceptables d'un point de vue social.

Un espace donné peut aussi avoir des implications différentes selon le sexe. Par exemple, des informations placardées sur un panneau devant les bureaux de l'administration peuvent être accessibles aux hommes mais non aux femmes, car la tradition peut interdire à celles-ci de se réunir dans la rue devant un édifice public

#### Point 4. Y a-t-il un ensemble diversifié d'indicateurs d'intrants, de processus, d'extrants et de résultats concernant la fourniture de services dans la base de données ?

Sont-ils ventilés par sexe ?

Sont-ils sensibles à la dimension de genre ?

#### Problème 4. La plupart des bases de données liées au genre ne comprennent que des indicateurs d'extrants et de résultats.

On trouve facilement des indicateurs généraux de résultats pour la majorité des services de base, comme l'alphabétisme, la mortalité maternelle ou la participation à la vie active, et la plupart sont ventilés par sexe s'il y a lieu.

Cependant, pour plusieurs services de gouvernance essentiels, on n'obtient pas facilement des indicateurs d'extrants ventilés par sexe ou sensibles à la dimension de genre. Citons par exemple le pourcentage de femmes jouissant de tous les droits civiques et politiques et ayant reçu des papiers d'état civil ou le pourcentage de femmes victimes de violences domestiques qui reçoivent les services juridiques et de police appropriés.

Les indicateurs d'extrants sont rarement ventilés par sexe et les dimensions de genre des indicateurs liés aux infrastructures sont rares, elles aussi ; par exemple, un édifice a-t-il été conçu pour offrir un accès égal aux femmes et celles-ci ont-elles été embauchées dans la même proportion au moment de sa construction ?

Certaines évaluations des données de gouvernance contiennent des indicateurs subjectifs sur la qualité des prestations de services ou leur accessibilité.

#### Action

- Identifier les indicateurs d'extrants ou de résultats pour les prestations de services

#### Conseils

La plupart des indicateurs de résultats ayant trait aux services seront ventilés par sexe pour l'éducation, la santé et autres attributs individuels.

La plupart des indicateurs de résultats de services domestiques comme l'eau, l'assainissement ou l'électricité ne sont pas ventilés par sexe. Cependant, des questions comme « qui va chercher l'eau ou le bois de chauffage » peuvent fournir une perspective de genre, de même que les données sur l'emploi du temps.

Pour les enquêtes d'opinion, on peut ventiler les réponses en fonction du sexe du répondant ou du chef de famille.

#### Point 5. Sinon, envisager des sources alternatives pour les données et les indicateurs.

#### Problème 5. Des données et des indicateurs de processus sont nécessaires.

Les indicateurs de processus peuvent fournir des informations sur les obstacles à des prestations de services sensibles à la dimension de genre (du côté de l'offre) et à l'accès des femmes aux services (du côté de la demande).

#### Action 1

- Penser aux statistiques administratives
- D'autres enquêtes déjà conduites pourraient-elles fournir des données pertinentes ?

#### Conseils

Quels sont les ministères impliqués dans la fourniture de ce service ? Quelles sont les données qu'ils collectent systématiquement ? Quelle en sera la qualité ? Si elles sont de mauvaise qualité, voir avec le personnel qui les recueille s'il pourrait lui aussi s'en servir dans son travail, ce qui l'inciterait à en améliorer la qualité.

A-t-on procédé à des enquêtes démographiques et sanitaires (EDS), des enquêtes en grappes à indicateurs multiples (MICS) ou des études de la mesure des niveaux de vie (LSMS) ?

A-t-on fait une enquête budget-temps ?

A-t-on utilisé des outils d'analyse comme les enquêtes de suivi des dépenses publiques (ESDP) ou les enquêtes quantitatives sur la prestation de services (EQPS) ?

*Si l'on dispose des ressources nécessaires, envisager la collecte de données liées au processus.*

## Action 2

- Envisager la collecte primaire de données liées au processus

## Conseils

Des méthodes participatives peuvent inclure les prestataires comme les utilisateurs du service.

Les échantillons ne doivent pas être nécessairement importants pour obtenir des données « typiques » sur les processus.

Avec une sélection méticuleuse des utilisatrices ayant des besoins particuliers pour le type de service ou l'accès, on obtiendra les données et les indicateurs les plus utiles pour améliorer la sensibilité aux questions de genre des services de base et l'accès des femmes à ceux-ci.

## Action : élaborer un ensemble de questions clés pour guider la sélection des indicateurs de l'offre et de la demande

- Élaborer un jeu de questions clés pour l'offre

## Conseils

Par exemple :

Quel est le contexte juridique et de gouvernance du service ?

Responsabilité administrative – quelle est l'agence responsable ?

Ressources – l'agence a-t-elle le budget et le personnel nécessaires ?

Programme – l'agence a-t-elle un programme ? Si oui, quelles mesures faut-il prendre pour l'appliquer ?

Quelle est la culture des agences et prestataires de services à l'égard des femmes, des minorités et des pauvres ?

[préparer un diagramme – voir ci-dessous]

- Élaborer un jeu de questions clés pour la demande

Exemple :

Acteur – qui sont les utilisateurs principaux ou les personnes devant accéder au service ?

Sensibilisation – que savent-ils (et comment) du service, de l'éligibilité et du processus d'obtention du service ?

Accès physique – où les services sont-ils dispensés ? Comment font la plupart des femmes (ou des hommes) pour s'y rendre ?

Accès financier – quel est le coût moyen des déplacements requis ? Quel est le coût direct du service pour les utilisateurs ? Y a-t-il d'autres coûts (p. ex. pots-de-vin, visites supplémentaires pour vérifier comment le dossier progresse) ? La plupart des femmes seront-elles capables de s'acquitter de ces coûts ? Est-ce que les ménages seront aussi disposés à les payer pour les femmes/filles que pour les hommes/garçons ?

Accès temporel – quelles sont les heures d'ouverture – conviennent-elles aux principaux utilisateurs ? Combien de temps prennent les déplacements ? À quel moment de la journée ? La plupart pourront-ils entreprendre un tel déplacement ? Si les femmes/filles sont les principales utilisatrices, peuvent-elles faire le déplacement en toute sécurité ? Combien de temps faut-il pour obtenir le service ? Faut-il compter des coûts/des heures supplémentaires (p. ex. visites supplémentaires, frais non officiels ou pots de vin) ?

Accès culturel – les utilisateurs peuvent-ils communiquer facilement avec les prestataires ? Les services sont-ils disponibles dans les langues minoritaires ? Quelle est la culture de l'agence à l'égard des femmes, en particulier si elles sont pauvres ou appartiennent à une minorité ? Quelle est l'attitude des membres masculins des familles ou de la communauté auxquelles appartiennent les femmes ? Les femmes sont-elles encouragées à accéder au service en question ?

[préparer un diagramme – voir ci-dessous]

### Action 3 : En se basant sur les questions clés, créer un diagramme qui guide la sélection des indicateurs

- Créer un diagramme pour l'offre d'un service particulier (voir Diagramme 5 comme exemple).\*

#### Conseils

Identifier et relever chaque étape du processus, de l'allocation budgétaire à l'élaboration du programme, en passant par sa mise en œuvre jusqu'à la fourniture du service.

Étudier chaque étape dans une perspective de genre pour identifier le rôle éventuel des femmes (notamment au sein du gouvernement et de la fonction publique) et voir si une perspective féminine ou une implication des femmes seraient différentes de celles des hommes.

Recenser les indicateurs potentiels à des stades clés dans le diagramme de l'offre, en s'attachant particulièrement aux éventuels obstacles à des prestations de services efficaces et sensibles à la dimension de genre.

Recenser les sources de données potentielles pour chaque indicateur.

Recenser les processus pour la collecte et le suivi de chaque indicateur, notamment l'organisme responsable, le financement du suivi et de l'utilisation et les utilisateurs pour chaque indicateur.

Veiller à ce que les indicateurs soient ventilés par sexe quand c'est possible et qu'ils soient sensibles à la dimension de genre dans tous les cas.

- Créer un diagramme pour la demande d'un service particulier

Identifier et relever chaque étape de la formulation de la demande, du besoin à la connaissance du service et de la demande effective jusqu'à sa réception par l'utilisateur.

Étudier chaque étape dans une perspective de genre pour voir si l'accès pour les femmes/filles est différent que pour les hommes/garçons et si oui, comment.

Recenser les indicateurs potentiels à des stades clés sur le diagramme de la demande, en s'attachant particulièrement aux obstacles éventuels qui empêchent les femmes d'accéder au service.

Recenser les sources de données potentielles pour chaque indicateur.

Recenser les processus pour la collecte et le suivi de chaque indicateur, notamment l'organisme responsable, le financement du suivi et de l'utilisation ainsi que les utilisateurs pour chaque indicateur.

Veiller à ce que les indicateurs soient ventilés par sexe quand c'est possible et qu'ils soient sensibles à la dimension de genre dans tous les cas.

- Comparer les diagrammes de l'offre et de la demande afin d'identifier les conflits et/ou les synergies éventuels.

Envisager de créer des processus participatifs entre groupes représentatifs de fonctionnaires/prestataires et des utilisateurs des deux sexes pour étudier les diagrammes et les indicateurs.

Envisager comment améliorer l'efficacité, la performance et la sensibilité au genre des prestations de services.

\* Pour un autre exemple de diagramme, voir : PNUD, Measuring Democratic Governance: A Framework for Selecting Pro-poor and Gender Sensitive Indicators, Centre d'Oslo pour la gouvernance, 2006, Figure 1.

## Point 6. Les données et les résultats sont-ils disponibles et accessibles aux femmes ?

### Problème 6. Les femmes se voient souvent refuser involontairement l'accès aux données et/ou aux résultats.

La diffusion des données cible souvent les décideurs et les fonctionnaires gouvernementaux, qui sont en grande majorité des hommes.

Les données sur les services de base et les indicateurs d'accès sont des outils importants pour la voix et la redevabilité. Ils devraient être communiqués à la population civile pour servir les activités de plaidoyer ou pour justifier les demandes de reddition de comptes auprès de l'État et des prestataires de services. Les femmes ont des besoins spécifiques en matière de données et d'indicateurs de services. Cependant, un niveau d'éducation plus bas et des schémas différents d'accès et de recours aux médias peuvent limiter l'accès des femmes aux sources et méthodes habituelles de vulgarisation.

#### Action

- Identifier et cibler les utilisatrices potentielles dans le cadre des stratégies de vulgarisation

#### Conseils

Employer des stratégies de vulgarisation qui rendent les données et/ou les résultats également accessibles aux femmes et aux hommes. Par exemple, vérifier les lieux et les heures des présentations. Envisager l'effet potentiel que des niveaux d'éducation différents chez les femmes et les hommes peuvent avoir sur leur accès aux résultats. Si nécessaire, élaborer des façons moins formelles de présenter les données et résultats.

Élaborer des stratégies spécifiques pour diffuser les résultats dont les associations de femmes pourront se servir à des fins de plaidoyer, de lobbying ou de redevabilité.

Si nécessaire, offrir une formation sur les questions de fonds abordées dans l'étude aux associations féminines ou aux organisations nationales de femmes.

## B. Diagramme pour guider le choix des indicateurs dans le cas de la fourniture de services d'état civil pour l'enregistrement des naissances

Le diagramme 5 constitue un exemple simple de relevé des processus finaux nécessaires pour les services d'enregistrement des naissances.

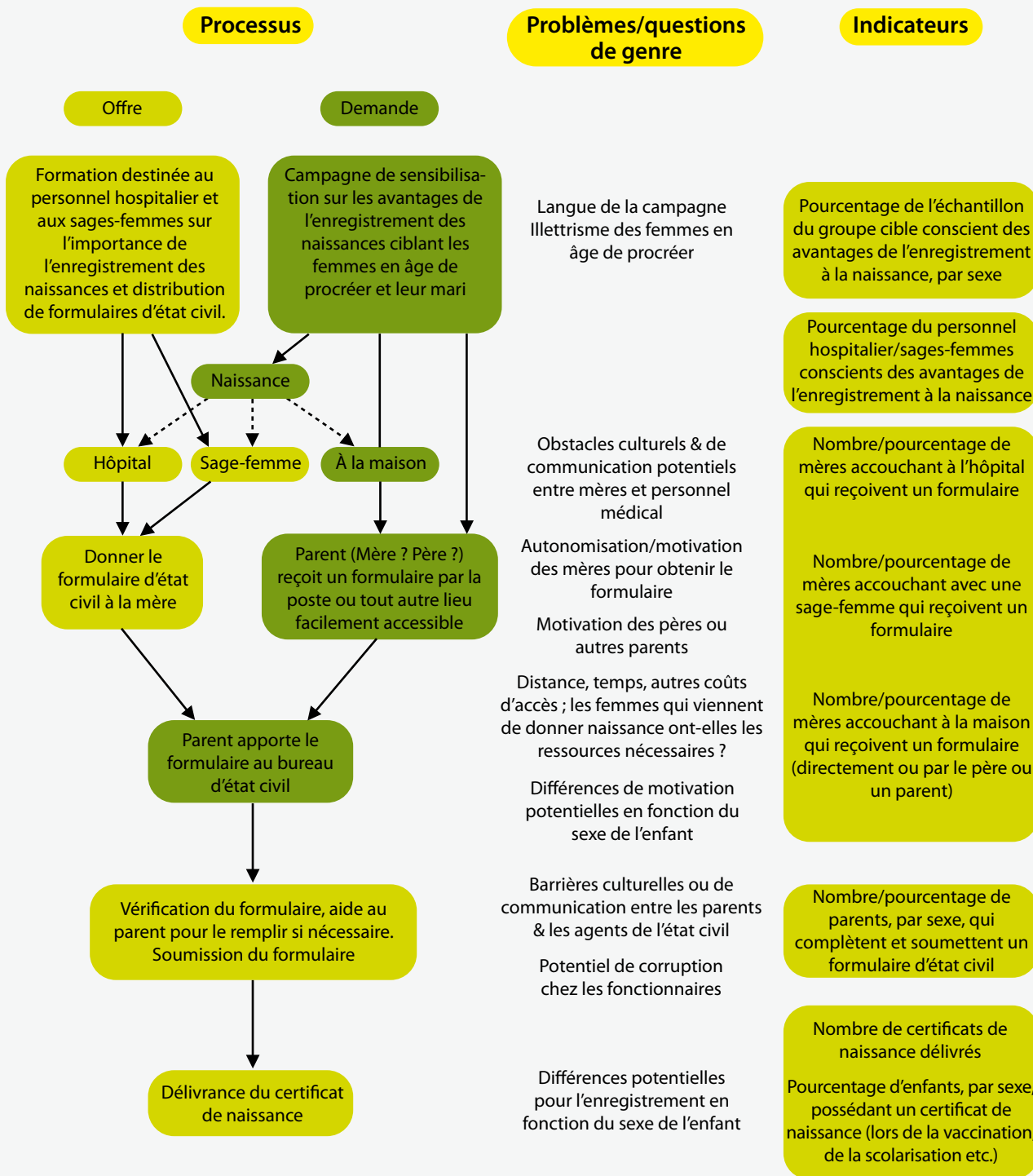
Des diagrammes plus détaillés de l'offre comme de la demande – adaptés aux zones tant urbaines que rurales et à différents sous-groupes de population – faciliteraient la création et la mise en œuvre d'un système d'enregistrement des naissances plus efficace, plus performant et sensible à la dimension de genre.

Par exemple, un diagramme détaillé de l'offre peut comprendre un budget, du personnel, une campagne de sensibilisation publique, la formulation et l'offre d'une formation pour le personnel prestataire, la création de formulaires, le recensement des points de distribution et la distribution de formulaires, ainsi que la formation (y compris aux questions de genre) du personnel chargé de l'enregistrement.

De même, un diagramme détaillé de la demande tiendra compte de façon plus élaborée des différents stades de la demande (entendre parler de l'enregistrement des naissances, en comprendre l'importance, connaître les conditions requises, savoir où obtenir les formulaires), fournira des détails sur les distances, les autres coûts financiers, sociaux et culturels de l'accès à ce service pour différents groupes de femmes et indiquera également dans quelle mesure des femmes qui viennent de donner naissance ont les ressources nécessaires pour suivre le processus jusqu'au bout.

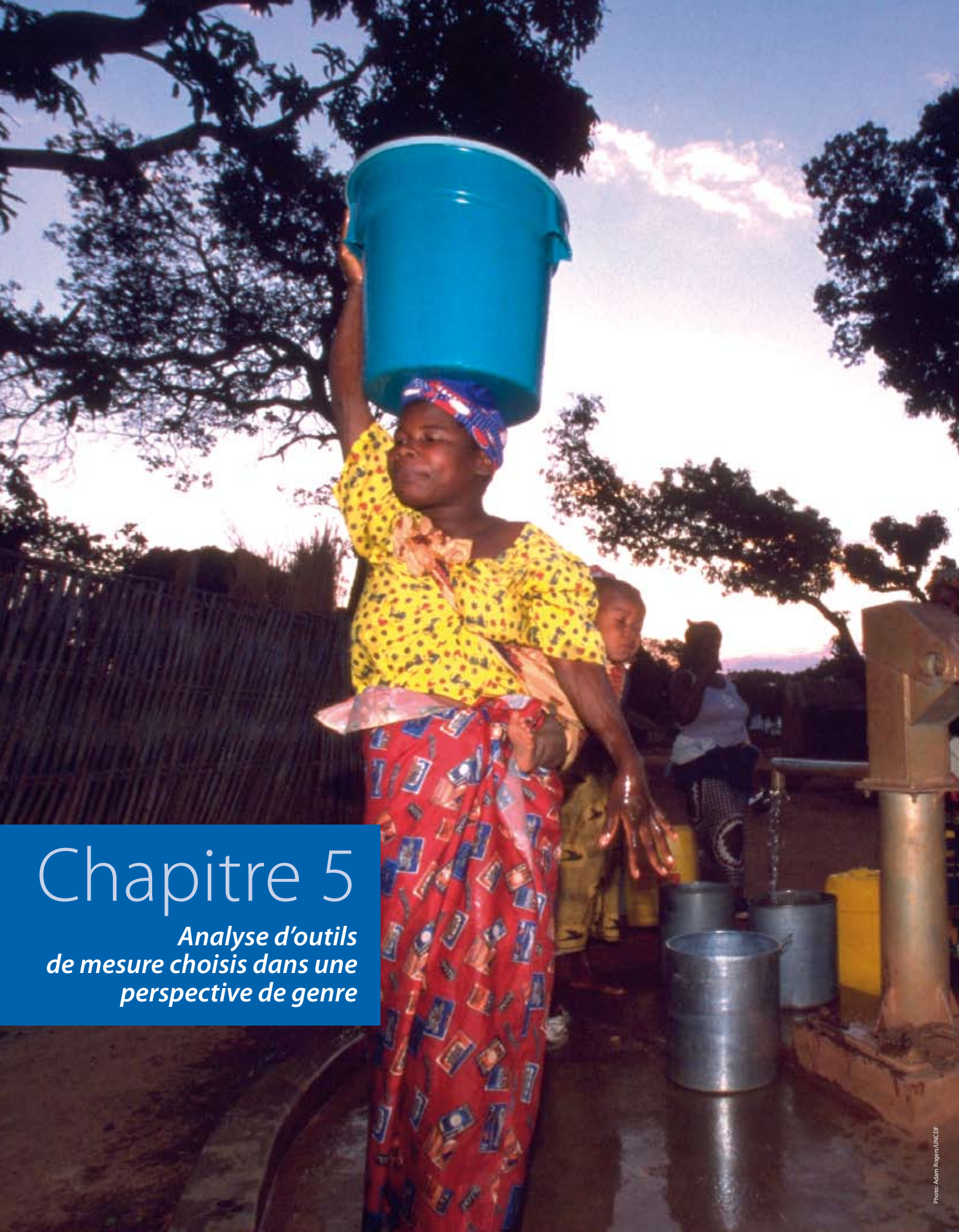
L'analyse des diagrammes détaillés de l'offre et de la demande permettra d'améliorer les prestations de services. Par exemple, si la majorité des femmes reçoivent au moins une visite prénatale ou font vacciner leurs enfants, le dispensaire local peut constituer le point de distribution le plus évident pour les formulaires d'enregistrement des naissances.

**Diagramme 5 : Élaboration d'indicateurs pour la prestation de services d'état civil pour l'enregistrement des naissances**









# Chapitre 5

*Analyse d'outils  
de mesure choisis dans une  
perspective de genre*

## Analyse d'outils de mesure choisis dans une perspective de genre

### A. Questions clés

Pour améliorer la fourniture de services publics destinés aux femmes et aux filles et assurer la réalisation de leurs droits humains, il faut répondre à quatre questions clés :

1. Dans quelle mesure les femmes et les filles peuvent-elles bénéficier des services disponibles ?
2. Quelles sont les femmes/filles qui en bénéficient et celles qui en sont exclues ?
3. Pourquoi certaines femmes/filles sont-elles exclues des services de base ?
  - Pas de demande ?
  - Pas d'accès ?
  - Pas d'offre ?
  - Offre insuffisante ?
  - Mécanismes inefficaces ou insuffisants pour la fourniture de services ?
  - Pas de voix ou de participation dans le processus de décision ?
  - Pas de redevabilité ?
  - Autres facteurs ?
4. Quels changements apporter pour que les prestataires de services de base soient plus sensibles à la dimension de genre, afin de répondre aux besoins des femmes et des filles et leur permettre d'accéder à ces services ?

Les données et les indicateurs peuvent apporter des réponses à la plupart de ces questions, tant sur le plan quantitatif que qualitatif. Les indicateurs constituent un moyen facile de présenter rapidement les données et de suivre leur évolution au cours du temps. Ils permettent d'identifier les politiques, les stratégies et les programmes qui fonctionnent.

À première vue, une vaste gamme d'indicateurs existe déjà sur le sujet. Cependant, comme nous le verrons dans les pages qui suivent, très peu d'entre eux sont sensibles à la dimension de genre ou s'attachent plus précisément à la fourniture de services de base ou à leur accès. Si on ne trouve pas de nouvelles approches pour la collecte de données, ces quatre questions clés resteront sans réponse, et les femmes et filles continueront d'être privées de services essentiels autant que de leurs droits humains.

Les pages qui suivent résumant les principales conclusions du relevé (chapitre 6) pour chacune des trois grandes catégories de données :

1. Bases de données et évaluations sexospécifiques
2. Bases de données et évaluations ayant trait à la gouvernance
3. Méthodes et cadres pour la création de nouvelles données et d'indicateurs visant à mesurer la fourniture de services de base.

### B. Bases de données et évaluations sexospécifiques

Le relevé des données et des évaluations sexospécifiques comprend :

1. les bases de données de l'ONU, qui sont largement organisées en fonction du suivi de la mise en œuvre des OMD ;
2. les bases de données de la Banque mondiale et de l'OCDE ;
3. des indicateurs composites sur l'égalité des sexes ou l'autonomisation des femmes conçus par le système des Nations Unies ou des groupes de recherche de la société civile.

#### 1. Indicateurs de genre

- La plupart des indicateurs repris dans ces bases de données sont inclus soit parce qu'ils sont ventilés par sexe (p.ex. ceux qui concernent l'éducation ou l'emploi), soit parce qu'ils concernent spécifiquement les femmes (p.ex. la mortalité maternelle), le sexe féminin (p.ex. les indicateurs sur les soins prénatals ou le recours à la contraception) ou les rôles sexospécifiques (p.ex. les indicateurs qui concernent la survie de l'enfant).
- Certaines bases de données, comme *Gender Info 2007* de l'ONU, comprennent des indicateurs généraux qui ne sont ni ventilés par sexe ni particulièrement liés aux femmes – p.ex. dette, aide publique au développement (APD), ou indicateurs de revenus.
- La plupart sont des indicateurs d'intrants/extrants (p.ex. scolarisation, nombre de visites prénatales, accouchements en présence de personnel qualifié) ou de résultats (p.ex. alphabétisation, mortalité maternelle, mortalité infantile).

#### 2. Indicateurs liés aux services

- Les bases de données sexospécifiques ne comportent pas d'indicateurs de fourniture de services. Quand elles en ont, ils mesurent les intrants/extrants des services de base dans les domaines de l'éducation, de la santé, de l'eau et de l'assainissement. Les indicateurs de santé et d'éducation sont généralement mesurés au niveau individuel et ventilés par sexe. L'alimentation en eau et l'assainissement sont mesurés au niveau du foyer. Ils peuvent être ventilés en fonction du sexe du chef de famille, mais ce n'est pas un indicateur très utile pour mesurer l'accès des femmes en général.
- La participation politique des femmes est souvent le seul indicateur des services de gouvernance. Celui-ci est tiré des données des systèmes électoraux ou du parlement national.
- Les indicateurs de la violence faite aux femmes ou des droits de la femme (dans la base de données de l'OCDE et les évaluations spécialisées) sont liés plus directement à la fourniture des services de gouvernance. Le droit, pour les femmes, de mener une vie affranchie de la violence sexuelle dépend des services de gouvernance assurés par la police et le système judiciaire, ainsi des services de prévention, de protection ou de conseils fournis par des ONG et des agences sociales. Les droits humains des femmes dépendent d'un large ensemble de services juridiques, judiciaires, politiques, législatifs, sociaux et économiques, ainsi que de services de police et d'état civil.

#### 3. Recours aux indicateurs de genre

- Surveiller les progrès d'un pays par rapport à ses objectifs de développement.
- Fournir des éléments qui permettront de réclamer des comptes aux États qui doivent s'acquitter de leurs engagements vis-à-vis d'objectifs internationaux comme les OMD ou de leurs obligations au titre d'instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme, tels que la CEDEF.
- Appuyer les activités de plaidoyer des associations de femmes et des défenseurs des droits de la femme.

#### 4. Sources

- Toutes les bases de données générales liées au genre puisent leurs données auprès des mêmes sources officielles, nationales ou internationales. La plupart des indicateurs s'appuient sur des données provenant de recensements nationaux ou d'enquêtes sur les ménages à grande échelle, généralement collectées par les bureaux nationaux des statistiques (BNS).
- On peut y ajouter les données des systèmes sectoriels de traitement de l'information, en particulier en matière de santé ou d'éducation.
- Des données internationales comparables sur la violence à l'égard des femmes sont disponibles dans un certain nombre de pays. Elles sont tirées d'une enquête sur un échantillon de femmes.
- Les données sur les droits de la femme sont disponibles pour un certain nombre de pays dans une seule région. Elles sont tirées d'enquêtes d'opinion menées par des spécialistes.

#### 5. Pourquoi mesurer la fourniture de services de base ?

- Le relevé montre que dans la plupart des pays, les statistiques officielles sont de peu d'utilité pour trouver des réponses aux questions clés formulées plus haut. Au mieux, elles donnent une réponse à la question clé n°1 : dans quelle mesure les femmes et les filles bénéficient-elles des services disponibles ?
- Étant donné qu'ils sont par nature complexes et agrégés, les indicateurs composites n'ont qu'une utilité limitée pour répondre aux questions clés. Ils servent surtout comme outil de plaidoyer.
- Les bases de données sexospécifiques des principales institutions internationales ne disposent pas encore de données et d'indicateurs de fourniture et d'accès aux services qui permettraient d'améliorer les prestations de services pour les femmes et les filles. Tant que de tels données et indicateurs ne seront pas largement disponibles, il sera impossible de répondre aux questions clés n°3 (Pourquoi certaines femmes/filles sont-elles exclues des services de base ?) et n°4 (Comment offrir des programmes plus sensibles à la dimension de genre ?).

### C. Bases de données et évaluations ayant trait à la gouvernance

Le relevé des bases de données et des évaluations relatives à la gouvernance comprend :

1. de vastes évaluations de la gouvernance aux niveaux régional et international, et des évaluations de la gouvernance par les donateurs souhaitant guider l'allocation de l'APD ;
2. des exemples d'évaluations de la gouvernance associés à un projet précis ;
3. des exemples de mécanismes d'évaluation de la gouvernance nationale ;
4. des évaluations, des bases de données ou des indicateurs pour des domaines particuliers de la gouvernance, comme la corruption, les droits de l'homme, les élections, l'état de droit, la budgétisation et les droits économiques ou du travail.

Seules les bases de données et les évaluations de la gouvernance qui comportent des indicateurs ayant trait aux services sont reprises dans le relevé. On y trouve également des indicateurs de genre ou des méthodes de collecte de données sensibles à la dimension de genre.

#### 1. Indicateurs de genre

- Certaines évaluations de la gouvernance sont sensibles à la dimen-

sion de genre et font participer des femmes de façon explicite, en tant qu'expertes et/ou répondantes.

- Certaines recueillent des données sur le sexe des répondants, mais elles ne s'en servent pas toutes pour produire des indicateurs ou des analyses ventilés par sexe ou sensibles à la dimension de genre.

#### 2. Indicateurs de la gouvernance liés aux services

- On trouvera des indicateurs de la gouvernance relatifs à la participation des femmes au processus de décision politique (et, par déduction, à celle des hommes) dans les bases de données sexospécifiques comme dans celles qui concernent la gouvernance en général.
- La fourniture de services est un gros problème de gouvernance dans les pays pauvres où les pouvoirs publics ne sont pas encore en mesure de procurer des services de base adéquats à la majeure partie de la population.
- Certaines évaluations de la gouvernance comprennent des indicateurs sur la perception des prestations de services soit par le public, soit par des spécialistes.
- D'autres comportent des indicateurs sur l'expérience vécue par les utilisateurs des services.
- Les évaluations relatives à des questions précises comme la corruption, les élections ou l'état de droit sont plus directement liées à la fourniture des services de gouvernance et incluent parfois des indicateurs sur la prestation de ces services.
- Certaines enquêtes sur la gouvernance (p.ex. les audits sociaux des prestations de services publics au Pakistan ou les fiches de rapport sur la bonne gouvernance urbaine) s'intéressent tout particulièrement aux prestations de services et donnent des indicateurs pour mesurer ceux-ci.

#### 3. Pourquoi utiliser les indicateurs de gouvernance

- Pour contrôler la qualité de la gouvernance, en particulier dans les pays en développement.
- Pour guider l'allocation de l'APD et les portefeuilles de prêt des institutions financières internationales.
- Pour que le secteur privé puisse prendre des décisions informées en matière commerciale ou d'investissements.
- Pour promouvoir et soutenir les améliorations dans le domaine de la gouvernance, dont la fourniture de services.

#### 4. Sources

- Les données sont généralement recueillies par des centres de recherche ou des équipes d'experts formées dans le but de mener l'enquête.
- Cependant, certaines des bases de données, comme l'Indice Ibrahim de la gouvernance en Afrique, reprennent des sources statistiques officielles semblables à celles des bases de données sexospécifiques.

#### 5. Pourquoi mesurer la fourniture de services de base sensibles à la dimension de genre ?

- La fourniture de services est reprise dans de nombreuses évaluations de la gouvernance. Cependant, les indicateurs qui s'y rapportent sont souvent trop généraux et insuffisamment ventilés (par sexe ou autre variable socio-économique) pour fournir des réponses utiles aux questions clés, que ce soit à cause de la taille de l'échantillon ou de la méthodologie utilisée.
- Si les évaluations de la gouvernance sont trop tributaires des enquêtes d'opinion, en particulier quand il s'agit de l'opinion d'experts, cela limite leur capacité à fournir aux quatre questions clés des

réponses qui permettront d'améliorer la fourniture de services sensibles à la dimension de genre ou l'accès des femmes et des filles.

- Les évaluations de la gouvernance qui tiennent compte des enjeux hommes/femmes et s'occupent de la fourniture de services comportent des indicateurs utiles, axés sur le processus, qui donnent des réponses aux quatre questions clés. Mais ces évaluations sont peu nombreuses.
- Dans la plupart des évaluations, l'analyse ne prend pas en considération les questions de genre, même lorsqu'il existe des indicateurs ventilés par sexe. Bien qu'elles indiquent que l'utilisation des services par les femmes/filles est la même, par bien des aspects, que pour les hommes/garçons, ces données révèlent des différences significatives dans des domaines précis qui n'ont pas encore été suffisamment explorés.
- Même limitées, les données ventilées par sexe qui sont disponibles n'ont pas encore été pleinement exploitées pour répondre aux questions clés concernant les services. Une analyse secondaire de certains des indicateurs existants s'avérerait utile.

## D. Méthodes et cadres pour obtenir des données et des indicateurs

Le relevé indique que certaines bases de données et évaluations sexospécifiques, par exemple sur la gouvernance, ne couvrent que de façon limitée la fourniture de services sensibles à la dimension de genre à tout niveau autre que celui des résultats.

Les données orientées sur le processus sont souvent absentes des domaines autres que l'éducation, alors que celles qui concernent l'éducation et les systèmes de gestion dans certains pays couvrent raisonnablement bien les processus scolaires (tels que la scolarisation, l'absentéisme, l'abandon, la progression et l'obtention du diplôme). Ces données sont généralement ventilées par sexe.

Dès lors, le relevé a été étendu pour inclure des cadres et méthodes de production de données orientées vers les processus provenant de diverses sources, à savoir :

1. Outils de gouvernance liés à la redevabilité
2. Approche multidimensionnelle de la pauvreté fournissant de nouveaux types d'indicateurs relatifs aux services
3. Cadres économiques et outils relatifs à la réforme du secteur public
4. Enquêtes budget-temps
5. Analyse budgétaire par la société civile et budgétisation participative
6. Budgétisation favorisant l'égalité des sexes

### 1. Outils de gouvernance liés à la redevabilité

Il s'agit de méthodes quantitatives ou qualitatives de collecte de données axées tout particulièrement sur la fourniture de services.

#### a) Applications actuelles

- L'approche quantitative utilise des échantillonnages aléatoires stratifiés d'individus qui ont eu recours aux services, afin de déterminer le vécu de différents groupes socioéconomiques et d'ajuster les normes parfois différentes que chaque groupe utilise pour juger la qualité, l'efficacité et la pertinence d'un service donné.
- L'approche qualitative utilise des groupes cibles communautaires pour évaluer la fourniture de services.

### b) Potentiel pour mesurer des prestations de services de base sensibles à la dimension de genre

- Même si ces méthodes, telles qu'elles sont appliquées à l'heure actuelle, ne tiennent pas compte de la dimension de genre, on peut facilement modifier les deux approches en recourant à des modalités de collecte de données qui tiennent compte des disparités entre les sexes, à une ventilation selon le sexe des données de l'enquête et à des groupes cibles séparés pour les femmes et les hommes.
- Pour autant que les échantillons soient suffisamment importants pour permettre une ventilation selon le sexe et les principales dimensions socioéconomiques de la différence, l'approche quantitative recèle un potentiel énorme pour répondre aux questions clés n°1 (dans quelle mesure les femmes et les filles peuvent-elles bénéficier des services disponibles ?) et 2 (quelles sont les femmes/filles qui en bénéficient et celles qui en sont exclues ?).
- L'approche quantitative se préoccupe essentiellement de la demande et des questions d'accès.
- Toutefois, les méthodes participatives se révéleront vraisemblablement plus utiles pour répondre aux questions clés 3 (Pourquoi certaines femmes/filles sont-elles exclues des services de base ?) et 4 (Que faut-il changer pour rendre les services de base plus sensibles à la dimension de genre afin de répondre aux besoins des femmes et des filles et leur permettre d'y accéder ?).
- Le grand avantage de la méthode qualitative, c'est son potentiel pour une participation active tant des utilisateurs que des prestataires de services, qui sauront par expérience pourquoi certaines femmes/filles ne bénéficient pas des services. Les prestataires peuvent recevoir des réactions immédiates. Utilisateurs et prestataires peuvent travailler ensemble pour identifier et résoudre les problèmes de la fourniture et de l'accès aux services.
- Une approche participative aux méthodes qualitatives permettrait de profiter des points de vue et des expériences tant des utilisateurs que des prestataires pour la question clé n°3 (Pourquoi certaines femmes/filles sont-elles exclues des services de base ?) et pourrait déboucher sur des solutions pratiques et originales à la question clé n°4 (Quels changements sont nécessaires pour garantir le même accès et les mêmes bénéfices à toutes les femmes/filles ?).

### 2. Une approche multidimensionnelle de la pauvreté entraîne la création de nouveaux types d'indicateurs relatifs aux services

Une approche multidimensionnelle des mesures de la pauvreté prend en compte des aspects qui sont très importants pour les populations démunies, mais que les indicateurs actuels ou la littérature sur le sujet n'abordent guère<sup>15</sup>.

#### a) Situation actuelle

- Ces « dimensions manquantes » de la pauvreté sont définies comme suit : qualité de l'emploi, autonomisation, sécurité physique, possibilité de circuler sans honte et bien-être psychologique et subjectif.
- De courts modules d'enquête pour chacune de ces dimensions produiront des indicateurs comparables au niveau international afin de mesurer les aspects instrumentaux et intrinsèquement dignes d'intérêt de la dimension ainsi que les modifications sur une période plus longue.
- Des modules préliminaires ont été créés pour la sécurité physique<sup>16</sup>, le bien-être psychologique et subjectif<sup>17</sup>, l'action et l'autonomisation<sup>18</sup>, la possibilité de circuler sans honte<sup>19</sup> et l'emploi<sup>20</sup>. Deux des indicateurs proposés pour la honte sont directement liés à certains

aspects de la fourniture de services.

- La prise en compte de la dimension de genre varie selon les modules. Celui sur l'emploi a besoin que tous les indicateurs soient ventilés par sexe<sup>21</sup>. Mais celui sur la sécurité suggère de couvrir la violence domestique dans les enquêtes sur la santé et propose un module sur la violence en général, axé sur les ménages, sans mentionner le sexe de la victime<sup>22</sup>.

### **b) Potentiel pour mesurer la fourniture de services de base sensibles à la dimension de genre**

- Cette nouvelle approche de la pauvreté peut permettre de reconnaître et de surmonter les obstacles majeurs qui empêchent les femmes et filles d'accéder aux services de base, alors que d'autres approches n'offrent pas cette possibilité. En prenant en compte les dimensions manquantes de la pauvreté, on devrait trouver des réponses différentes aux questions clés n°3 et 4 : pourquoi certaines femmes/filles sont-elles exclues des services de base et quels changements apporter pour rendre ceux-ci plus sensibles à la dimension de genre afin de répondre aux besoins des femmes/filles et leur permettre d'accéder à ces services ?
- Cette approche se préoccupe particulièrement de la demande et de l'accès aux services.
- Cependant, elle n'aura de valeur que si la collecte de données est à la fois sensible à la dimension de genre et ventilée par sexe.

## **3. Cadres et instruments économiques relatifs à la réforme du secteur public**

Un certain nombre de cadres et d'instruments économiques ont été créés pour la collecte de données depuis qu'on privilégie la gestion et la budgétisation basées sur la performance, la gestion de la qualité totale et le contrôle des dépenses publiques.

### **a) Situation actuelle**

Bien qu'ils soient orientés à la fois vers les services et les processus, ces cadres et instruments ne sont généralement pas sensibles à la dimension de genre et ne recueillent pas souvent des données ventilées par sexe.

*L'Enquête de suivi des dépenses publiques (ESDP)* est un outil diagnostique et de suivi conçu pour repérer les problèmes d'exécution budgétaire. Elle sert à diagnostiquer, dans des secteurs qui ont parmi leurs fonctions la fourniture de services, les problèmes de gestion des dépenses publiques, que ce soit la corruption, les décisions affectant les allocations, le respect des procédures administratives ou les obligations redditionnelles.

*L'Enquête quantitative sur la prestation de services (EQPS)* mesure avec quelle efficacité l'unité prestataire de services utilise les fonds qu'elle reçoit. Elle complète les enquêtes de suivi et les deux peuvent être combinées. Elle recueille des données sur les ressources (financières et humaines) et les services afin de mesurer l'efficacité des dépenses, la qualité du service et d'autres dimensions qualitatives de la prestation.

*L'analyse d'incidence sur les bénéficiaires* porte sur la part de bénéficiaires que chaque groupe tire d'une dépense publique donnée. Elle utilise les données d'enquêtes sur les ménages représentatives au plan national, surtout celles consacrées aux revenus et aux dépenses.

L'analyse d'incidence sur les bénéficiaires peut être combinée à *une analyse de la demande* afin de mesurer les effets des modifications ap-

portées aux services ou à la fourniture de services. On peut extraire les données dont on aura besoin d'une enquête standard sur les ménages, complétée par une enquête sur une communauté ou une institution qui fournira des données détaillées sur les caractéristiques des prestataires de services locaux.

*L'évaluation des bénéficiaires* constitue une approche plus large, à orientation sociale, qui intègre les priorités et commentaires des bénéficiaires dans le projet dès sa conception, puis pendant le suivi et l'évaluation. Elle utilise des interviews qualitatives ouvertes et emploie des équipes de recherche locales connaissant le contexte culturel et social, ainsi que des groupes cibles et des observations de participants qui permettent d'identifier certains problèmes qui ne ressortent pas lors des interviews.

### **b) Comment utiliser les données produites par les cadres et les instruments économiques**

Les données produites par ces instruments économiques sont surtout utilisées pour identifier et/ou résoudre les problèmes de bonne gouvernance dans des pays où celle-ci semble absente, ce qui constitue un obstacle majeur pour le développement et l'éradication de la pauvreté.

Les ESDP et EQPS sont associées à l'agenda de réforme du secteur public et au souhait exprimé par les donateurs et les agences internationales d'améliorer l'efficacité et les performances du secteur public, d'éliminer la corruption sous toutes ses formes et de veiller à ce que l'APD et les ressources publiques atteignent bien ceux auxquels elles sont destinées.

L'incidence sur les bénéficiaires peut être utilisée pour contrôler la répartition des bénéficiaires et l'accès aux services au sein de sous-groupes de population, alors que l'évaluation des bénéficiaires peut servir plus concrètement à pousser ceux-ci à intervenir dans la conception, le suivi et l'évaluation des programmes et projets, notamment ceux qui concernent la fourniture de services.

### **c) Potentiel pour mesurer des prestations de services de base sensibles à la dimension de genre**

#### *Données et indicateurs ESDP :*

- Ils ne sont pas faciles à ventiler par sexe et ne tiennent pas vraiment compte des disparités entre les sexes.
- Cependant, si leur formulation est sensible à la dimension de genre, indique le sexe des répondants et cherche à inclure les femmes et les hommes, et si l'analyse des résultats tient compte des sexes spécifiques, ils peuvent fournir des informations utiles sur l'accès des femmes aux services ainsi que des réponses aux questions clés n°3 et 4 du côté de l'offre.
- Les problèmes de gestion des dépenses publiques qui sont au cœur des ESDP constituent souvent des barrières importantes à la fourniture de services de base du côté de l'offre. Lorsqu'ils débouchent sur des frais ou honoraires non officiels à charge des utilisateurs, ils ont un impact négatif sur l'accès et les femmes et les filles seront les premières à en pâtir.

### Données et indicateurs EQPS :

Comme ils portent essentiellement sur l'unité prestataire de services située en première ligne (école, commissariat de police ou centre de soins de santé), ils présentent un défi pour l'analyse sexospécifique.

- L'unité de collecte de données étant une institution, une ventilation par sexe n'est pas toujours facile.
- La plupart des données ont malgré tout une dimension de genre et peuvent, elles aussi, fournir des réponses aux questions clés n°3 et 4 du point de vue de l'offre. Par exemple, les dépenses pour infrastructures scolaires qui ne prévoient pas des toilettes adéquates ou séparées pour les filles pubères auront un effet moins positif sur la scolarisation des filles que sur celle des garçons.

### Analyse d'incidence sur les bénéficiaires :

- Offre une analyse descriptive de la répartition réelle des dépenses publiques entre des sous-groupes de population qui peuvent inclure les femmes et les hommes, mais ne permet pas d'évaluer l'impact du changement. Elle offre des indicateurs d'intrants importants au niveau de la conception et des prestations de services, mais ne s'occupe pas de la demande.
- Cependant, en la combinant avec une *analyse de la demande*<sup>23</sup>, on peut examiner dans quelle mesure les dépenses publiques réduisent ou augmentent les inégalités entre les sexes et comment moduler les allocations budgétaires pour améliorer la parité entre les sexes.

L'évaluation des bénéficiaires peut servir directement à la collecte d'informations sexospécifiques.

- Elle est orientée vers le processus et se prête particulièrement bien à un repérage plus fin des questions de fourniture de services qui sont difficiles à repérer avec les approches quantitatives habituelles.
- Bien qu'elle ne concerne pas uniquement la fourniture de services, la Banque mondiale s'en est servie pour étudier les prestations dans les domaines de l'éducation, la santé, la vulgarisation agricole et la vulgarisation à l'intention des petites entreprises<sup>24</sup>.

Aux mains d'utilisateurs conscients des sexospécificités, elles peuvent toutes deux devenir des outils puissants pour obtenir des données et indicateurs sur la fourniture de services qui soient sensibles à la dimension de genre – en particulier du point de vue de l'offre, même si on peut aussi traiter des questions d'accès et de demande.

## 4. Enquêtes budget-temps

Le temps peut représenter une dimension importante de l'accès aux services à plusieurs points de vue, surtout pour les femmes et filles.

- Le nombre d'heures que les femmes passent à s'acquitter de leurs principales responsabilités ménagères, comme aller chercher de l'eau, peut constituer une barrière pour l'accès aux services.
- Les heures d'ouverture des services peuvent avoir un impact sur l'accès et constituer un obstacle si elles coïncident avec les heures de travail ou d'autres activités prioritaires ou non facultatives comme garder les enfants, les emmener ou aller les chercher à l'école.
- Le temps requis pour atteindre le point de fourniture des services, puis pour attendre et obtenir le service peut également réduire l'accès des femmes s'il y a un conflit avec d'autres activités.

### a) Méthodologies

Des méthodes comme l'agenda, l'observation ou l'interview sont généralement utilisées pour collecter les données sur l'emploi du temps. Pour chacune d'elles, on a recours à un ensemble standardisé de catégories pour classer l'emploi du temps.

Dans la méthode de l'agenda, les répondants complètent un schéma d'emploi du temps en notant leurs activités pour chaque période (en général 5 à 15 minutes) pendant toute la période de l'enquête. Il faut qu'au moins un membre du ménage puisse écrire et compter et que ceux qui enregistrent leurs activités aient une compréhension raisonnable du concept de temps et soient capables d'en mesurer la durée de manière suffisamment fiable.

Dans la méthode de l'observation, c'est un observateur qui enregistre les activités, ce qui implique une grosse consommation de ressources. Cette méthode pêche par la possibilité (probabilité ?) que la présence d'un observateur influence l'emploi du temps de la personne observée.

On peut également avoir recours aux interviews et, dans certaines enquêtes, celles-ci s'ajoutent à une autre méthode, généralement l'agenda, pour obtenir des informations générales sur le ménage et ses membres<sup>25</sup>.

Bien que les données soient souvent ventilées par sexe, l'analyse souffre du fait que les femmes et les hommes emploient leur temps de manière très différente. Les femmes sont plus nombreuses à faire couramment plusieurs tâches à la fois, et par conséquent, risquent plus souvent d'oublier de noter ce à quoi elles consacrent leur temps, comme la garde des enfants, puisqu'en général, elles le font en même temps que d'autres activités plus visibles.

Le temps peut également ne pas avoir la même signification pour les femmes et les hommes : aux Philippines, une étude a montré que les hommes notaient le fait de faire bouillir l'eau pour le café dans la catégorie « faire la cuisine », alors que la plupart des femmes ne relevaient même pas qu'elles faisaient du café, parce qu'elles étaient aussi attelées à d'autres tâches « plus importantes »<sup>26</sup>.

### b) Situation actuelle

Le Centre pour la recherche sur l'emploi du temps recense au moins 71 pays et territoires qui ont effectué des enquêtes budget-temps au cours du XXe siècle ou plus tard<sup>27</sup>. Les plus anciennes datent des années 1920 en Pologne et en Russie. La Division de statistique de l'ONU dispose d'une documentation sur des enquêtes plus récentes effectuées dans 31 pays<sup>28</sup>. L'association internationale d'études sur la gestion du temps publie un magazine officiel, *l'Electronic International Journal of Time Use Research (eIJTUR)*. On trouvera également des articles sur le sujet dans *Time & Society* de Sage.

Il existe un certain nombre de bases de données comparables au plan international sur la gestion du temps. Citons *European Data Centre for Work and Welfare, European Exposure Factors (ExpoFacts) Sourcebook* et *Household Research Database*. Même si la plupart des nations couvertes par ces études sont à revenu moyen ou élevé, un certain nombre de pays en développement ont également recours aux enquêtes budget-temps.

Ces enquêtes servent à améliorer les données sur le travail non rémunéré et à mesurer de façon plus précise la participation des femmes à la main-d'œuvre, en particulier dans le secteur informel. La quatrième

Conférence mondiale sur les femmes a appelé à créer des services et agences statistiques appropriés pour « élaborer une classification internationale des activités qui sera utilisée pour établir des statistiques des budgets-temps et qui tienne compte des différences entre les femmes et les hommes en matière de travail rémunéré et non rémunéré. » C'est pour répondre à cette demande que la Division de statistique de l'ONU est en train d'élaborer une classification internationale des activités visant à établir des statistiques sur la gestion du temps (ICATUS) afin d'améliorer les mesures du travail rémunéré et non rémunéré, surtout chez les femmes.

Une liste de diffusion sur les données concernant la gestion du temps vient d'être lancée et suscite énormément d'intérêt<sup>29</sup>.

Même si les enquêtes budget-temps n'ont pas pour objet principal la fourniture ou l'utilisation de services, elles contiennent souvent des données sur le sujet puisqu'il a un rapport avec la gestion du temps.

### c) Comment utiliser les données sur la gestion du temps

Les données sur la gestion du temps peuvent servir à :

- mesurer la contribution des femmes à l'économie, telle que définie par le Système de comptabilité nationale ;
- mesurer la valeur économique du travail non rémunéré des femmes ;
- rendre plus visible les rôles non rémunérés des femmes, notamment en tant que pourvoyeuses de soins, afin qu'on en tienne compte lors de la formulation des politiques et des prises de décision ;
- obtenir une idée plus exacte du taux de participation des femmes à la vie active dans des pays où des normes sociales fortes qui ne conçoivent les femmes que dans leurs rôles au sein de la famille et du ménage tendent à réduire artificiellement les taux pour les données recueillies de manière conventionnelle ;
- obtenir des données plus précises sur le secteur informel, et en particulier sur le rôle que les femmes y jouent.

### d) Potentiel pour mesurer la fourniture de services de base sensibles à la dimension de genre

La plupart des enquêtes budget-temps ne concernent pas directement la fourniture de services de base. Cependant, elles peuvent fournir des données sur des facteurs qui ont un impact direct sur celle-ci, voire des réponses aux questions clés n°3 et 4.

Le temps requis pour les déplacements et pour attendre et obtenir un service peut être un élément déterminant de l'accès aux services, et l'impact peut en être différent pour les femmes et les hommes. Un certain nombre d'enquêtes budget-temps on recueilli des données ventilées par sexe sur :

- le temps nécessaire pour arriver jusqu'au point de prestation des services et en revenir ;
- le temps passé à attendre les services ;
- le temps passé à recevoir les services.

Mais ces enquêtes n'ayant pour objet principal ni le genre ni la fourniture de services, ces données ont rarement été analysées. Une analyse d'enquêtes budget-temps contenant des données sur les services permettrait d'obtenir des informations utiles pour élaborer de nouvelles enquêtes budget-temps axées sur les services et sensibles à la dimension de genre.

- Une analyse de données sur l'emploi du temps tirées d'échantillons

de cas et de contrôle permettraient aussi d'évaluer les coûts et les bénéfices d'une amélioration des services pour les femmes, ou les bénéfices nets de certains services en particulier.

- Par exemple, on peut comparer l'emploi du temps des femmes qui ont accès à l'eau courante et de celles qui doivent aller chercher l'eau loin de chez elles.
- On peut aussi analyser l'impact de l'électricité sur la gestion du temps avec une étude cas-témoins.

## 5. Analyse budgétaire par la société civile et processus budgétaire participatif

Depuis les années 1990, des ONG et des associations communautaires de nombreux pays ont entrepris des analyses indépendantes des budgets nationaux ou locaux afin disposer d'éléments concrets pour leur travail de plaidoyer et leurs actions sur les questions de gouvernance. En dépit d'une certaine collaboration, le travail budgétaire de la société civile est souvent accompli hors des systèmes budgétaires nationaux ou locaux.

### a) Approches et stratégies

Quand on travaille avec la société civile, il est important de renforcer les capacités des groupes communautaires, dont les associations de femmes, afin qu'ils puissent procéder à des analyses budgétaires indépendantes à l'aide de statistiques et indicateurs sexospécifiques pour contrôler la façon dont les budgets nationaux et locaux sont appliqués. Ce genre de travail est souvent réalisé par des ONG ou des groupes de recherches universitaires qui, par la suite, diffusent largement leurs résultats.

Le développement des capacités, le plaidoyer et les groupes de pression constituent des stratégies importantes quand on travaille avec les pouvoirs publics, afin de prouver que l'implication de la société civile peut améliorer l'allocation des ressources.

Les groupes de la société civile tout comme les fonctionnaires gouvernementaux doivent participer à la création et à l'institutionnalisation de mécanismes qui encouragent le public à se sentir concerné par l'allocation des ressources.

### b) Situation actuelle

C'est dans les pays à revenu intermédiaire d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine que l'implication de la société civile dans le processus budgétaire est la plus forte. Elle se développe plus lentement dans les pays à faible revenu.

Selon une étude, au moins 300 villes dans le monde ont eu recours à un processus budgétaire participatif en 2004. Le Projet budgétaire international estimait qu'en 2005, une centaine d'organisations réparties dans 70 pays avaient participé au travail budgétaire de la société civile.

### c) Comment utiliser les analyses de la société civile et les processus budgétaires participatifs

Les résultats ont servi à :

- influencer les politiques et les résultats budgétaires, dont la fourniture de services, grâce à des recherches appliquées sur les finances publiques, une bonne vulgarisation et des activités de plaidoyer ;
- dénoncer la corruption et demander des comptes aux contrevenants
- demander des comptes aux élus ;

- militer pour modifier les priorités et les programmes gouvernementaux et améliorer les services ;
- promouvoir la démocratie et la bonne gouvernance en fournissant aux citoyens des informations sur les politiques des candidats aux élections et sur leurs réalisations.

#### **d) Potentiel pour mesurer la fourniture de services de base sensibles à la dimension de genre**

Le travail budgétaire de la société civile est proactif et vise à donner aux citoyens des deux sexes les moyens d'influencer directement l'allocation des ressources.

- Étant donné ses objectifs, il est demandeur de données et indicateurs.
- Mais comme ceux-ci ne sont généralement pas disponibles, les groupes budgétaires de la société civile sont souvent obligés d'obtenir eux-mêmes les données et les indicateurs dont ils ont besoin.
- Un principe de base du processus budgétaire participatif est l'inclusion des groupes minoritaires, vulnérables et exclus, dont les femmes.
- Cependant, les budgets des administrations locales sont organisés en fonction d'unités spatiales (quartiers, districts ou municipalités) généralement dominées par les élites traditionnelles (masculines).
- Des mécanismes spéciaux seront peut-être nécessaires pour permettre la participation réelle de groupes comme les minorités et les femmes.

Un certain nombre d'initiatives budgétaires de la société civile se sont attachées aux questions tant de genre que de services. Ainsi, un projet d'assistance technique de la Banque asiatique de développement concernant l'analyse des budgets par la société civile dans le Pacifique est né du manque d'accès aux services de base et de leur mauvaise qualité dans la région<sup>30</sup>. Les femmes faisaient partie des groupes ciblés, de même que les jeunes et les pauvres.

### **6. Élaboration d'un budget favorisant l'égalité des sexes**

Un budget favorisant l'égalité des sexes suit les mêmes principes que le travail budgétaire de la société civile, mais il essaie d'ajouter une dimension sexospécifique aux budgets locaux et nationaux par le biais de l'analyse des différences hommes-femmes et de la participation de femmes ou d'associations de femmes.

Un budget favorisant l'égalité des sexes prend en compte les effets différentiels directs et indirects des dépenses et des revenus gouvernementaux sur les femmes et les hommes. Il reconnaît que chaque sexe a des rôles, responsabilités et capacités différents, et par conséquent, des besoins, intérêts et priorités dissemblables, qu'il faut prendre en compte de façon équitable dans les budgets gouvernementaux à tous les niveaux. Le budget favorisant l'égalité des sexes devrait faire partie intégrante du processus budgétaire national.

L'analyse budgétaire est d'une importance particulière pour les femmes, car si les pouvoirs publics se révèlent incapables de remplir leurs engagements dans le domaine de l'égalité des sexes et de l'intégration des questions de genre, c'est souvent à cause de leur incapacité à leur allouer suffisamment de ressources budgétaires ou autres.

#### **a) Approches et stratégies**

S'il y a collaboration entre les systèmes budgétaires, les organisations nationales de défense des femmes et les spécialistes des questions de genre, une budgétisation favorisant l'égalité des sexes peut fournir des outils utiles pour améliorer le processus budgétaire. Là où les défenseurs de l'égalité hommes-femmes ont remporté le plus de succès, c'est quand ils ont pu prouver qu'ils pouvaient apporter une valeur ajoutée au système budgétaire national. Une budgétisation sensible à la dimension de genre est aussi orientée vers les résultats et permet d'améliorer la fourniture de services faisant place aux femmes, avec des bénéfices conséquents non seulement pour ces dernières, mais aussi pour leurs familles et leurs communautés.

Le site Internet sur l'élaboration de budgets favorisant l'égalité des sexes – fruit d'une collaboration entre l'UNIFEM, le Secrétariat du Commonwealth et le Centre de recherches pour le développement international du Canada (CRDI) – offre des outils utiles dans ce domaine, à savoir :

- une évaluation ventilée par sexe des bénéficiaires des services publics et des priorités budgétaires ;
- une analyse d'incidence sur les bénéfices des dépenses publiques, ventilée par sexe ;
- une évaluation sensible à la dimension de genre des orientations en matière de dépenses publiques par secteur ;
- un état des dépenses budgétaires sensible à la dimension de genre ;
- une analyse budgétaire ventilée par sexe de la gestion du temps<sup>31</sup>.

#### **b) Situation actuelle**

En 2006, il y avait près de 60 initiatives de budgétisation liée au genre dans le monde.

#### **c) Utilisations de la budgétisation liée au genre**

- Pour vérifier comment les budgets gouvernementaux affectent les femmes dans des économies où elles ont des activités non rémunérées ou de pourvoyeuses de soins. Bien que le travail non rémunéré crée une quantité importante de richesse, de bien-être et de croissance, sa contribution économique n'est pas encore reconnue dans le système financier classique. Pourtant, toute modification de l'économie rémunérée a inévitablement un impact sur l'économie non rémunérée – et vice versa. Cette omission des effets du travail non rémunéré des femmes ou de leur rôle en tant que pourvoyeuses de soins explique largement pourquoi les services de base qui leur sont destinés sont si mal conçus et si mal dispensés.
- Pour assurer la redevabilité envers les femmes. Si les pouvoirs publics s'acquittent si mal de leurs engagements envers les femmes et l'égalité des sexes, c'est en grande partie parce qu'ils ne leur allouent pas les ressources nécessaires.
- Pour permettre aux femmes de découvrir les liens (ou l'absence de liens) entre engagement politique et mise en œuvre pratique en passant par le processus budgétaire national et les décaissements.

#### **d) Potentiel pour mesurer la fourniture de services de base sensibles à la dimension de genre**

Les données et indicateurs ventilés par sexe sont essentiels à tout processus budgétaire lié au genre. Ils aideront non seulement les femmes à vérifier l'impact sexospécifique du budget, mais ils permettront aussi aux pouvoirs publics et aux agences budgétaires d'améliorer l'analyse de leurs politiques, dépenses et revenus et d'élaborer des programmes plus efficaces et performants.



La fourniture de services de base sensibles à la dimension de genre s'est avérée d'une importance primordiale dans les budgétisations favorisant l'égalité des sexes au niveau local, tant dans les pays en développement que dans les pays développés<sup>32</sup>.

Les prestations de services juridiques et de police, ainsi que de conseil et de protection pour lutter contre la violence à l'égard des femmes, ont été au centre du processus budgétaire lié au genre dans plusieurs pays.

---

#### NOTES

\* On trouvera la traduction française des titres anglais entre crochets dans les Références à la fin de ce volume.

15 [www.ophi.org.uk]

16 Diprose, Rachael, « Safety and Security: A Proposal for Internationally Comparable Indicators of Violence », OPHI Working Paper Series, University of Oxford, Oxford, 2008.

17 Samman, Emma, « Psychological and Subjective Well-being: A Proposal for Internationally Comparable Indicators », OPHI Working Paper Series, University of Oxford, Oxford, 2007.

18 Ibrahim, Solava et Sabina Alkire, « Agency & Empowerment: A Proposal for Internationally Comparable Indicators », OPHI Working Paper Series, University of Oxford, Oxford, 2007.

19 Zavaleta, Diego, « The Ability to Go About Without Shame: A Proposal for Internationally Comparable Indicators », OPHI Working Paper Series, University of Oxford, Oxford, 2007.

20 Ibrahim, Solava et Sabina Alkire. 2007, op. cit.

21 Ibid., p. 10.

22 Diprose, Rachael, op. cit, p. 85.

23 Glick, Peter, Rumki Saha et Stephen D. Younger, *Integrating Gender into Benefit Incidence and Demand Analysis*, Programme pour l'alimentation et la nutrition, Université Cornell, Ithaca, 2004, p. iii-iv.

24 Amelga, Misgana, *Identifying Gender Issues Using the Beneficiary Assessment Approach: A Guide for Practitioners*, Banque mondiale, Washington DC, 2003.

25 [http://www.abs.gov.au/AUSSTATS/abs@.nsf/Lookup/4153.0Explanatory%20Notes12006?OpenDocument]

26 Communication personnelle, Dr. Chona Echavez

27 <http://www.timeuse.org/information/studies/>

28 Australian Bureau of Statistics, *How Australians Use Their Time, 2006*, publication 4153.0, explanatory notes, 2006 [http://unstats.un.org/unsd/methods/timeuse/tusresource.htm]

29 PNUD Gendernet : Discussion en ligne sur le travail non rémunéré, le genre et l'économie consacrée aux soins. Phase 1 : Préparer le terrain ; Phase 2 : Données, analyse et méthodologie ; phase 3 : politiques et questions opérationnelles.

30 ADB, *Technical Assistance for Making Resource Allocation Pro-poor and Participatory in the Pacific*, juin 2004, p. 2 [http://www.adb.org/Documents/TACRs/REG/37670-REG-TCR.pdf]

31 [http://www.thecommonwealth.org/Internal/140824/33906/papers/]; [http://www.gender-budgets.org]

32 Voir par exemple : [http://www.lgiu.gov.uk/module1-detail.jsp?section=what\_we\_do\_lgiu&id=54]





# Chapitre 6

*Relevé des instruments  
de mesure dans une  
perspective de genre*

## A. Clés pour comprendre le relevé

Catégories choisies pour les batteries d'indicateurs	
<b>Batteries de données et d'évaluations liées au genre</b>	compilations primaires ou secondaires d'indicateurs entièrement liés au genre, dérivés d'enquêtes ou de faits nationaux et/ou internationaux, ou d'enquêtes menées auprès de spécialistes ou du public. Les indications liées au genre peuvent avoir trait, directement ou indirectement, à la gouvernance. Elles peuvent être aussi purement économiques ou techniques et moins liées à la gouvernance.
<b>Batteries de données et évaluations liées à la gouvernance</b>	indicateurs sans lien particulier avec le genre ; il peut s'agir de compilations primaires ou secondaires, dérivées d'enquêtes nationales/internationales, d'enquêtes menées auprès de spécialistes ou de parties prenantes, ou d'enquêtes d'opinion publique.
<b>Méthodes et cadres d'obtention des données</b>	une panoplie d'outils a été conçue pour guider la compilation primaire des indicateurs.

Toutes les batteries d'indicateurs comprennent les champs suivants, tels qu'expliqués ci-dessous\* :

### Nom de la source

Concepteur : l'individu ou l'organisation ayant produit la source

Accès Internet : site Internet présentant les indicateurs et comportant des liens vers les résultats accessibles et d'autres informations

<b>Objectif déclaré</b>	Objectif que la batterie finale d'indicateurs doit remplir, tel que défini par l'organisation qui l'a produite
<b>Couverture géographique</b>	Pays où elle a été utilisée jusqu'à présent
<b>Période couverte</b>	Fréquence et dernière publication, s'il y a lieu ; date de lancement
<b>Utilisateurs ciblés</b>	Qui l'organisation chargée de l'exécution cible-t-elle, et dans quel but (exemples d'utilisateurs ciblés : les organisations de la société civile qui ont besoin de preuves pour démontrer la nécessité d'une réforme, ou les réformateurs au sein des pouvoirs publics qui cherchent à donner la priorité à des domaines cruciaux pour les réformes)
<b>Type de données</b>	Description du type de données présentées ; s'agit-il d'une compilation primaire ou secondaire d'indicateurs, quelle est l'origine des indicateurs (p.ex. enquêtes nationales, enquêtes auprès du public ou de spécialistes), des informations qualitatives sont-elles incluses, etc. (exemple de type de données : compilation secondaire d'indicateurs dérivés d'enquêtes internationales)

<b>Champs d'analyses</b>	Combien d'indicateurs ont été générés, et comment l'organisation qui les produit les classe-t-elle ? S'ils sont tous liés au genre, ou qu'aucun ne l'est, on le notera ici. Si seuls certains indicateurs sont liés au genre, on en donnera des exemples	
<b>Exemples d'indicateurs</b>	<i>Pouvoir politique</i>	• Importance de la représentation et/ou participation aux processus gouvernementaux et prises de décision (p.ex. représentation parlementaire)
	<i>Pouvoir économique</i>	• Importance de la participation aux activités économiques nationales (p.ex. emploi ou participation à la vie active)
	<i>Fourniture de services</i>	• Évaluation des extrants de la fourniture de services, (p.ex. pourcentage de femmes recevant des soins prénatals)
	<i>Redevabilité, transparence et corruption</i>	• Importance de la redevabilité gouvernementale, de la transparence ou de la corruption (p.ex. audit indépendant des activités gouvernementales, publication des budgets gouvernementaux, pots de vin aux autorités, etc.)
	<i>Accès à la justice</i>	• Importance de l'accès de la population ciblée aux tribunaux et autres institutions judiciaires (p.ex. les pauvres ont-ils les moyens de se faire représenter en justice ?)
	<i>Police et sécurité</i>	• Évaluation des activités des forces de police et du maintien de la sécurité publique au sens large (p.ex. prévalence de la violence à l'égard des femmes, niveaux de criminalité, confiance dans les services de police)
	<i>Services administratifs</i>	• Évaluation des services proposés par l'État civil (p.ex. cartes d'identité, certificats de mariage, prêts en faveur des petites entreprises)

<b>Sources et collecte des données</b>	<i>Sources de données</i>	D'où viennent les données, quel est le type des données, qui les fournit ?
	<i>Personnes chargées de la collecte</i>	Qui recueille ou compile les données tirées des sources susmentionnées, en vue de les publier ?
<b>Sensibilité à la dimension de genre</b>	<i>Ventilées par sexe</i>	Les données sont-elles ventilées par sexe ?
	<i>Sexospécifiques</i>	Les données visent-elles spécifiquement les femmes ou les hommes ? (p.ex. indicateurs sur la main-d'œuvre féminine)
	<i>Implicitement genrées</i>	Les données concernent-elles plus particulièrement les femmes ou les hommes, même si elles ne font pas explicitement référence au sexe ou aux questions de genre ? (p.ex. indicateurs sur les soins prénatals, accès à des services destinés surtout aux femmes, comme l'eau, taux de mortalité néonatale, etc.)
	<i>Choisies par les femmes</i>	Les données ont-elles été choisies par des femmes et reflètent-elles les différences hommes/femmes au niveau des préférences et des priorités ? (p.ex. participation explicite des femmes dans la formulation des indicateurs)
	<i>Explicitement genrées</i>	Jugement général sur les efforts intentionnels qui ont été accomplis pour définir et collecter des données sensibles à la dimension de genre, notamment une gamme de données abordant systématiquement les quatre types de sensibilité au genre, afin de pouvoir répondre dans la même mesure aux besoins des femmes/filles et des hommes/garçons
<b>Nature participative du cycle d'évaluation de la gouvernance</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• <i>Participation au développement de la méthode</i> : les parties prenantes particulièrement intéressées aux résultats des indicateurs ont-elles été consultées au moment de la formulation de la méthode de départ ? (p.ex. groupes cibles avec le public, ou participation de représentants de groupes clés issus de la société civile)</li> <li>• <i>Participation à la collecte et à l'analyse des données</i> : rôle des principales parties prenantes dans la collecte de données (p.ex. groupes cibles où le public a été invité à examiner les données recueillies, ou informations primaires collectées auprès des parties prenantes sous forme d'enquêtes)</li> <li>• <i>Validation externe</i> : avant leur publication, les résultats ont-ils été examinés par quelqu'un d'autre que l'organisation chargée de l'exécution ou que les personnes ayant collecté les données ? (p.ex. examen par un comité consultatif)</li> <li>• <i>Accessibilité des résultats</i> : quelles données sont-elles rendues publiques et où peut-on les trouver ? (p.ex. publication sur le site web d'indicateurs composites, mais pas de données brutes)</li> <li>• <i>Contextualisation locale</i> : les données sont-elles définies localement, et donc avec des concepts propres au contexte local, ou bien sont-elles définies hors du pays au moyen de normes statistiques standard (p.ex. celles du BIT) ou par des organismes de sondage internationaux (p.ex. Gallup International), ce qui optimise la comparabilité ? (p.ex. cadre décidé au niveau central mais adapté à chaque pays où il est appliqué, ou méthode entièrement élaborée sur place)</li> <li>• <i>Lien avec les plans de développement</i> : les données sont-elles destinées tout particulièrement à un plan d'action, qu'il ait été conçu par l'organisation chargée de l'exécution ou d'autres parties prenantes ?</li> </ul>	

\* Le présent relevé est basé sur les informations recueillies sur le site Internet des individus ou des organisations qui en sont la source. Ces sites ont été consultés de septembre 2008 à janvier 2009.

## B. Batteries de données et évaluations liées au genre

### Indice de développement et des inégalités entre les sexes en Afrique

Commission économique pour l'Afrique des Nations Unies

Accès Internet : [http://www.uneca.org/acgs/Publications/AGDI\\_book\\_French\\_011005.pdf](http://www.uneca.org/acgs/Publications/AGDI_book_French_011005.pdf)

<b>Objectif déclaré</b>	Cartographier l'importance des inégalités hommes/femmes en Afrique et évaluer les performances des pouvoirs publics	
<b>Couverture géographique</b>	Afrique du Sud, Bénin, Burkina Faso, Cameroun, Égypte, Éthiopie, Ghana, Madagascar, Mozambique, Ouganda, Tanzanie, Tunisie	
<b>Période couverte</b>	Projet pilote, 2004	
<b>Utilisateurs ciblés</b>	Décideurs politiques, société civile et donateurs cherchant à intervenir dans les domaines présentant des faiblesses, surtout pour la planification du développement	
<b>Type de données</b>	Compilation primaire d'indicateurs dérivés d'enquêtes auprès des spécialistes ainsi que de calculs basés sur les données des enquêtes nationales	
<b>Champs d'analyses</b>	L'indice est divisé en deux parties : l'Indice de la condition féminine, qui s'articule autour de trois axes : pouvoir social, pouvoir économique et pouvoir politique ; et le Tableau de bord de la promotion de la femme africaine, qui s'appuie sur quatre piliers : droits de la femme (la CEDEF et le projet de Protocole des femmes relatif à la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples), pouvoir social (capacités), pouvoir économique (opportunités), pouvoir politique (capacité à influencer les prises de décision). Tous sont explicitement liés au genre	
<b>Exemples d'indicateurs</b>	<i>Pouvoir politique</i>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Parlementaires</li> <li>• Postes de cadre dans les syndicats</li> <li>• Appui à des quotas de femmes et à la discrimination positive</li> <li>• Démarche soucieuse d'équité entre les sexes dans tous les ministères</li> </ul>
	<i>Pouvoir économique</i>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Salaires dans le secteur formel</li> <li>• Revenus dans les entreprises informelles</li> <li>• Liberté de disposer de ses propres revenus</li> </ul>
	<i>Fourniture de services</i>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Taux de scolarisation</li> <li>• Aptitudes à lire et écrire</li> <li>• Mortalité maternelle</li> </ul>
	<i>Police et sécurité</i>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Violence domestique</li> <li>• Viol</li> <li>• Harcèlement sexuel</li> <li>• Traite des femmes</li> </ul>
<b>Sources et collecte des données</b>	<i>Sources de données</i>	Recherche documentaire comprenant toutes les données nationales, et interviews des pouvoirs publics
	<i>Personnes chargées de la collecte</i>	Organisations locales de recherche
<b>Sensibilité à la dimension de genre</b>	<i>Ventilées par sexe</i>	Oui, pour toutes les données pertinentes
	<i>Sexospécifiques</i>	Certaines données concernent spécifiquement les femmes
	<i>Implicitement genrées</i>	Certaines données, p.ex. le viol et les violences domestiques
	<i>Choisies par les femmes</i>	Les enquêtes auprès des spécialistes ne font pas explicitement place aux femmes mais les incluent
	<i>Explicitement genrées</i>	Partiellement ; un large éventail d'indicateurs ventilés par sexe abordent de nombreux sujets concernant les femmes, mais aucun processus au niveau local ne reflète les différences hommes/femmes dans la sélection et la collecte des indicateurs
<b>Nature participative du cycle d'évaluation de la gouvernance</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• <i>Participation à l'élaboration de la méthode</i> : implication d'une large gamme de parties prenantes, dont des statisticiens, des économistes, des spécialistes du genre et du développement et des praticiens du développement social</li> <li>• <i>Participation à la collecte et à l'analyse des données</i> : examen par les pouvoirs publics, les organisations de la société civile et des chercheurs afin de favoriser une large appropriation</li> <li>• <i>Validation externe</i> : examen par un groupe composé de statisticiens, d'économistes et de spécialistes du genre</li> <li>• <i>Accessibilité des conclusions</i> : la méthode est disponible sur Internet ; les résultats complets devaient être publiés en 2005, mais ils ne sont pas accessibles sur Internet</li> <li>• <i>Contextualisation locale</i> : aucune ; questionnaire standard dans tous les pays</li> <li>• <i>Lien avec les plans de développement</i> : aucun</li> </ul>	

## Indicateur de la participation des femmes (IPF)

PNUD

Accès Internet : [http://hdr.undp.org/fr/statistiques/indicateurs/isdh\\_ipf/](http://hdr.undp.org/fr/statistiques/indicateurs/isdh_ipf/)

<b>Objectif déclaré</b>	Renseigner sur la condition féminine
<b>Couverture géographique</b>	93 pays à travers le monde
<b>Période couverte</b>	Annuellement depuis 1995
<b>Utilisateurs ciblés</b>	Pouvoirs publics, société civile, donateurs etc., comme outil de plaidoyer et de surveillance pour l'analyse sexospécifique du développement humain et les débats d'orientation
<b>Type de données</b>	Compilation primaire d'indicateurs dérivés de calculs basés sur des données provenant d'enquêtes internationales

<b>Champs d'analyse</b>	Jusqu'à quel point les hommes et les femmes sont-ils en mesure de participer activement à la vie économique et politique et de prendre part au processus décisionnel ? L'IPF donne un résultat unique calculé à partir des éléments suivants : nombre de sièges parlementaires détenus par des femmes ; législateurs, hauts fonctionnaires et hauts cadres de sexe féminin ; femmes exerçant un emploi technique ou une profession libérale ; ratio entre le revenu estimé des femmes et des hommes
-------------------------	---

<b>Sources et collecte des données</b>	<i>Sources de données</i>	Statistiques de l'ONU, du BIT, de l'Union interparlementaire et de la Banque mondiale
	<i>Personnes chargées de la collecte</i>	Personnel du PNUD
<b>Sensibilité à la dimension de genre</b>	<i>Ventilées par sexe</i>	Non, mais les données qui les sous-tendent le sont
	<i>Sexospécifiques</i>	Oui
	<i>Implicitement genrées</i>	Non
	<i>Choisies par les femmes</i>	Non
	<i>Explicitement genrées</i>	Partiellement ; même s'il n'y a qu'un seul indicateur, celui-ci mesure bien la condition féminine ; cependant, aucun processus local ne reflète les différences hommes/femmes dans la sélection et la collecte de l'indicateur
<b>Nature participative du cycle d'évaluation de la gouvernance</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>• <i>Participation à l'élaboration de la méthode</i> : aucune</li><li>• <i>Participation à la collecte et à l'analyse des données</i> : aucune</li><li>• <i>Validation externe</i> : aucune</li><li>• <i>Accessibilité des conclusions</i> : les résultats et les données brutes sont tous disponibles sur un site Internet interactif</li><li>• <i>Contextualisation locale</i> : aucune</li><li>• <i>Lien avec les plans de développement</i> : aucun</li></ul>	

## Indice d'équité entre les sexes (Gender Equity Index, GEI)

Social Watch

Accès Internet : [http://www.socialwatch.org/en/avancesyRetrosesos/IEG\\_2008/index.htm](http://www.socialwatch.org/en/avancesyRetrosesos/IEG_2008/index.htm)

<b>Objectif déclaré</b>	Contribuer à la compréhension des inégalités hommes-femmes et surveiller la condition féminine et son évolution
<b>Couverture géographique</b>	157 pays
<b>Période couverte</b>	Depuis 2004 ; dernière publication : 2008
<b>Utilisateurs ciblés</b>	Non précisé.
<b>Type de données</b>	Compilation primaire d'indicateurs dérivés de calculs basés sur des données provenant d'enquêtes internationales

<b>Champs d'analyse</b>	Le fossé entre femmes et hommes dans trois dimensions, avec dix indicateurs au total. Ces trois dimensions sont l'autonomisation, l'activité économique et l'éducation. Toutes sont explicitement genrées.	
<b>Tous les indicateurs</b>	Pouvoir politique	<ul style="list-style-type: none"> <li>• % de femmes occupant des postes techniques</li> <li>• % de femmes occupant des postes de gestion ou au sein du gouvernement</li> <li>• % de femmes parlementaires</li> <li>• % de femmes occupant des postes ministériels</li> </ul>
	Pouvoir économique	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Écart entre les taux d'activité économique (taux féminin en % du taux masculin, 15 ans et plus)</li> <li>• Ratio des revenus du travail féminin par rapport au travail masculin</li> </ul>
	Fourniture de services	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Écart entre les taux d'alphabétisme</li> <li>• Écart entre les taux de scolarisation primaire</li> <li>• Écart entre les taux de scolarisation secondaire</li> <li>• Écart entre les taux d'inscription aux études supérieures</li> </ul>

<b>Sources et collecte de données</b>	<i>Sources des données</i>	Les données disponibles et comparables au plan international
	<i>Personnes chargées de la collecte</i>	Personnel de Social Watch
<b>Sensibilité à la dimension de genre</b>	<i>Ventilées par sexe</i>	Oui, pour toutes les données pertinentes
	<i>Sexospécifiques</i>	Beaucoup de données concernent les femmes
	<i>Implicitement genrées</i>	Aucune
	<i>Choisies par les femmes</i>	Aucune
	<i>Explicitement genrées</i>	Partiellement ; un nombre limité d'indicateurs couvre un certain nombre de sujets et présente un bon tableau des inégalités hommes-femmes, mais aucun processus local ne reflète les différences entre les sexes dans la sélection ou la collecte des indicateurs
<b>Nature participative du cycle d'évaluation de la gouvernance</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• <i>Participation à l'élaboration de la méthode</i> : aucune</li> <li>• <i>Participation à la collecte et à l'analyse des données</i> : aucune</li> <li>• <i>Validation externe</i> : aucune</li> <li>• <i>Accessibilité des conclusions</i> : tous les résultats des indicateurs sont disponibles sur le site Internet</li> <li>• <i>Contextualisation locale</i> : aucune</li> <li>• <i>Lien avec les plans de développement</i> : aucun</li> </ul>	



## Gender Info

Division des statistiques de l'ONU

Accès Internet : <http://unstats.un.org/unsd/demographic/products/genderinfo/default.htm>

<b>Objectif déclaré</b>	Éclairer les questions de genre avec des tableaux, graphiques et cartes sur mesure
<b>Couverture géographique</b>	Plus de 200 pays
<b>Période couverte</b>	Dernière publication : 2007
<b>Utilisateurs ciblés</b>	Pouvoirs publics, organisations internationales, organismes de plaidoyer, chercheurs et autres personnes ayant besoin de statistiques pour dans le cadre d'activités de planification, d'analyse, de plaidoyer et de sensibilisation
<b>Type de données</b>	Compilation secondaire d'indicateurs dérivés d'enquêtes nationales et internationales

<b>Champs d'analyse</b>	Plus de 250 indicateurs dans les domaines suivants : éducation, famille, santé et nutrition, population, vie publique et processus décisionnel, travail. Tous sont explicitement liés au genre.	
<b>Exemples d'indicateurs</b>	<i>Pouvoir politique</i>	<ul style="list-style-type: none"><li>• Sièges parlementaires à la Chambre basse ou Chambre unique, par sexe</li><li>• Sièges parlementaires à la Chambre haute ou au Sénat, par sexe</li><li>• Pourcentage de sièges parlementaires occupés par des femmes à la Chambre basse ou Chambre unique</li><li>• Pourcentage de sièges parlementaires occupés par des femmes à la Chambre haute ou au Sénat</li></ul>
	<i>Pouvoir économique</i>	<ul style="list-style-type: none"><li>• Ratio emploi/population par âge et par sexe</li><li>• Taux d'activité par âge et par sexe</li><li>• Pourcentage de personnes travaillant pour leur compte propre, par sexe</li><li>• Pourcentage de jeunes chômeurs par rapport au nombre total de chômeurs, par sexe</li></ul>
	<i>Fourniture de services</i>	<ul style="list-style-type: none"><li>• Éducation : scolarisation en primaire, par sexe ; taux brut de diplômés attendus dans l'enseignement primaire, par sexe ; indice de parité des sexes pour le taux d'alphabétisation</li><li>• Santé : couverture prénatale, taux de mortalité maternelle, taux de mortalité des moins de cinq ans, par sexe</li></ul>

<b>Sources et collecte des données</b>	<i>Sources des données</i>	Agences de l'ONU, bureaux nationaux des statistiques
	<i>Personnes chargées de la collecte</i>	Division de la statistique des Nations Unies en collaboration avec l'UNICEF et le Fonds des Nations Unies pour la population
<b>Sensibilité à la dimension de genre</b>	<i>Ventilées par sexe</i>	Oui, pour toutes les données pertinentes
	<i>Sexospécifiques</i>	Certaines données concernent les femmes
	<i>Implicitement générées</i>	Certaines données, p.ex. les soins prénatals
	<i>Choisies par les femmes</i>	Aucune
	<i>Explicitement générées</i>	Partiellement ; large gamme d'indicateurs ventilés par sexe abordant beaucoup de sujets pertinents pour les femmes, mais aucun processus local pour refléter les différences hommes-femmes dans la sélection et la collecte des indicateurs
<b>Nature participative du cycle d'évaluation de la gouvernance</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>• <i>Participation à l'élaboration de la méthode</i> : aucune</li><li>• <i>Participation à la collecte et à l'analyse des données</i> : aucune</li><li>• <i>Validation externe</i> : aucune</li><li>• <i>Accessibilité des conclusions</i> : toutes les données brutes sont disponibles sur un site Internet interactif</li><li>• <i>Contextualisation locale</i> : aucune</li><li>• <i>Lien avec les plans de développement</i> : aucun</li></ul>	

## Bibliothèque juridique sur le genre

Banque mondiale

Accès Internet : <http://www.doingbusiness.org/elibrarydata/elibrary.aspx?libID=1>

<b>Objectif déclaré</b>	Faciliter l'analyse comparative des législations, alimenter la recherche et contribuer aux réformes qui améliorent la pleine participation des femmes à la vie économique	
<b>Couverture géographique</b>	181 pays	
<b>Période couverte</b>	En cours ; ouverte en 2008	
<b>Utilisateurs ciblés</b>	Pouvoirs publics, société civile et chercheurs qui cherchent à se faire une meilleure idée du cadre juridique qui conditionne les possibilités, pour une femme, de faire des affaires	
<b>Type de données</b>	Compilation primaire de dispositions légales nationales dérivée d'informations nationales	
<b>Champs d'analyse</b>	Dispositions légales dans quatre catégories (égalité des sexes, droit de la famille et droits successoraux, droit du travail, restrictions), lesquelles comportent six catégories sur la réglementation des affaires (création d'entreprise, obtention de prêts, droits de la propriété, exécution des contrats, paiement des impôts et taxes, embauche de femmes). Toutes sont explicitement liées au genre.	
<b>Tous les indicateurs</b>	<i>Pouvoir économique</i>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Égalité des salaires</li> <li>• Embauche de femmes</li> </ul>
	<i>Accès à la justice</i>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Capacités juridiques</li> </ul>
	<i>Services administratifs</i>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Obtention de prêts</li> </ul>
<b>Sources et collecte des données</b>	<i>Sources des données</i>	Constitutions et autres dispositions juridiques, organisations de la société civile, sources officielles
	<i>Personnes chargées de la collecte</i>	Personnel de la division Doing Business de la Banque mondiale
<b>Sensibilité à la dimension de genre</b>	<i>Ventilées par sexe</i>	Néant
	<i>Sexospécifiques</i>	Beaucoup de données concernent les femmes
	<i>Implicitement genrées</i>	Certaines données, p.ex. les soins aux enfants
	<i>Choisies par les femmes</i>	Aucune
	<i>Explicitement genrées</i>	Partiellement ; large gamme de dispositions légales abordant beaucoup de sujets pertinents pour les femmes, mais aucun processus local pour refléter les différences hommes-femmes dans la sélection et la collecte des indicateurs
<b>Nature participative du cycle d'évaluation de la gouvernance</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• <i>Participation à l'élaboration de la méthode</i> : aucune</li> <li>• <i>Participation à la collecte et à l'analyse des données</i> : aucune</li> <li>• <i>Validation externe</i> : aucune</li> <li>• <i>Accessibilité des conclusions</i> : toutes les données sont disponibles sur un site Internet interactif</li> <li>• <i>Contextualisation locale</i> : aucune</li> <li>• <i>Lien avec les plans de développement</i> : aucun</li> </ul>	

## Indicateur sexospécifique du développement humain (ISDH)

PNUD

Accès Internet : [http://hdr.undp.org/fr/statistiques/indicateurs/isdh\\_ipf/](http://hdr.undp.org/fr/statistiques/indicateurs/isdh_ipf/)

<b>Objectif déclaré</b>	Éclairer la condition féminine
<b>Couverture géographique</b>	157 pays
<b>Période couverte</b>	Annuellement depuis 1995
<b>Utilisateurs ciblés</b>	Pouvoirs publics, société civile, donateurs etc., comme outil de plaidoyer et de surveillance pour l'analyse sexospécifique du développement humain et les débats d'orientation dans ce domaine
<b>Type de données</b>	Compilation primaire d'indicateurs dérivés de calculs basés sur des données provenant d'enquêtes internationales

<b>Champs d'analyse</b>	Inégalité des progrès accomplis par les hommes et les femmes. L'Indicateur offre un résultat unique calculé à partir des critères suivants : espérance de vie à la naissance, taux d'alphabétisation adulte, taux brut de scolarisation combiné pour l'enseignement primaire, secondaire et supérieur, revenu estimé du travail
-------------------------	---

<b>Sources et collecte des données</b>	<i>Sources de données</i>	Statistiques de l'ONU et de la Banque mondiale
	<i>Personnes chargées de la collecte</i>	Personnel du PNUD
<b>Sensibilité à la dimension de genre</b>	<i>Ventilées par sexe</i>	Non, mais les données qui les sous-tendent le sont
	<i>Sexospécifiques</i>	Oui
	<i>Implicitement genrées</i>	Non
	<i>Choisies par les femmes</i>	Non
	<i>Explicitement genrées</i>	Partiellement ; même s'il n'y a qu'un seul indicateur, celui-ci mesure bien la condition féminine ; cependant, aucun processus local ne reflète les différences hommes-femmes dans la sélection et la collecte des indicateurs
<b>Nature participative du cycle d'évaluation de la gouvernance</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>• <i>Participation à l'élaboration de la méthode</i> : aucune</li><li>• <i>Participation à la collecte et à l'analyse des données</i> : aucune</li><li>• <i>Validation externe</i> : aucune</li><li>• <i>Accessibilité des conclusions</i> : tous les résultats et données brutes sont disponibles sur un site Internet interactif</li><li>• <i>Contextualisation locale</i> : aucune</li><li>• <i>Lien avec les plans de développement</i> : aucun</li></ul>	

## Statistiques sur le genre

Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC)

Accès Internet : <http://www.eclac.org/estadisticas/bases/default.asp?idioma=IN>

<b>Objectif déclaré</b>	Analyser la réalité socioéconomique et appuyer divers processus de décision	
<b>Couverture géographique</b>	41 pays d'Amérique latine et des Caraïbes	
<b>Période couverte</b>	En cours	
<b>Utilisateurs ciblés</b>	Non spécifié	
<b>Type de données</b>	Compilation secondaire d'indicateurs dérivés d'enquêtes nationales	
<b>Champs d'analyse</b>	Plus de 100 indicateurs repris dans deux ensembles statistiques (général et Beijing). Les statistiques générales comprennent : les femmes et le pouvoir ou le processus de décision, genre et pauvreté, emploi etc. Les statistiques sur Beijing s'inspirent des questions abordées dans la Déclaration de Beijing. Toutes sont explicitement liées au genre.	
<b>Exemples d'indicateurs repris dans les statistiques générales</b>	<i>Pouvoir politique</i>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Pourcentage de sièges parlementaires occupés par des femmes</li> </ul>
	<i>Pouvoir économique</i>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Taux de participation à l'activité économique</li> <li>• Structure de la population urbaine active</li> <li>• Population urbaine employée dans des secteurs à basse productivité</li> </ul>
	<i>Fourniture de services</i>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Éducation : taux d'alphabétisation, scolarisation, années d'étude terminées, etc.</li> <li>• Santé sexuelle et reproductive : mortalité maternelle, accouchements en présence d'un personnel qualifié, prévalence de la contraception</li> </ul>
<b>Exemples d'indicateurs repris dans les statistiques Beijing</b>	<i>Pouvoir politique</i>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Femmes parlementaires</li> <li>• Ministres, par genre</li> <li>• Membres des collectivités locales, par genre</li> </ul>
	<i>Pouvoir économique</i>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Emploi total</li> <li>• Heures travaillées par occupation</li> <li>• Taux de participation dans l'économie</li> <li>• Pourcentage de femmes économiquement actives</li> </ul>
	<i>Fourniture de services</i>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Éducation : taux d'alphabétisation, scolarisation, années d'étude terminées, etc. (moins complet que les statistiques générales)</li> <li>• Santé sexuelle et reproductive : mortalité maternelle, accouchements en présence de personnel qualifié, prévalence de la contraception</li> <li>• Santé : espérance de vie, taux de mortalité infantile</li> </ul>
	<i>Redevabilité, transparence et corruption</i>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Nombre de femmes occupant des postes de direction dans les stations de télévision et les quotidiens nationaux par rapport au nombre total de postes de direction dans ces médias</li> </ul>
	<i>Police et sécurité</i>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Taux de violence sexuelle à l'égard des filles ayant une relation avec l'agresseur</li> <li>• Taux de violence sexuelle à l'égard des filles dont l'agresseur est aussi leur partenaire</li> <li>• Violence physique à l'égard des femmes, par âge et type d'agression</li> <li>• Violence affective à l'égard des femmes par un partenaire</li> <li>• Violence sexuelle à l'égard des femmes, en fonction de la relation avec l'agresseur</li> <li>• Féminicides</li> </ul>
<b>Sources et collecte des données</b>	<i>Sources de données</i>	Agences gouvernementales ou internationales, systématisées et documentées par la CEPALC
	<i>Personnes chargées de la collecte</i>	Personnel de la CEPALC
<b>Sensibilité à la dimension de genre</b>	<i>Ventilées par sexe</i>	Oui, pour toutes les données pertinentes
	<i>Sexospécifiques</i>	Beaucoup de données concernant les femmes
	<i>Implicitement générées</i>	Certaines données, p.ex. les accouchements en présence de personnel compétent
	<i>Choisies par les femmes</i>	Aucune
	<i>Explicitement générées</i>	Partiellement ; large gamme d'indicateurs ventilés par sexe abordant beaucoup de sujets pertinents pour les femmes, mais aucun processus local pour refléter les différences hommes-femmes dans la sélection et la collecte des indicateurs
<b>Nature participative du cycle d'évaluation de la gouvernance</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Participation à l'élaboration de la méthode : aucune</li> <li>• Participation à la collecte et à l'analyse des données : aucune</li> <li>• Validation externe : aucune</li> <li>• Accessibilité des conclusions : toutes les données sont disponibles sur un site web Internet</li> <li>• Contextualisation locale : aucune</li> <li>• Lien avec les plans de développement : aucun</li> </ul>	

## Statistiques sur le genre

Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale (CESAO)

Accès Internet : <http://esis.escwa.org.lb/>

<b>Objectif déclaré</b>	Gérer des bases de données tirées de sources nationales et internationales dans des domaines spécialisés de la statistique sociale
<b>Couverture géographique</b>	22 pays du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord
<b>Période couverte</b>	En cours
<b>Utilisateurs ciblés</b>	Non spécifiés
<b>Type de données</b>	Compilation secondaire d'indicateurs dérivés d'enquêtes nationales

<b>Champs d'analyse</b>	Sept indicateurs sur la participation politique des femmes	
<b>Exemples d'indicateurs</b>	<i>Pouvoir politique</i>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Nombre de sièges parlementaires occupés par des femmes</li> <li>• Nombre de femmes détenant un portefeuille ministériel</li> <li>• % de sièges occupés par des femmes à la Chambre haute</li> </ul>

<b>Sources et collecte des données</b>	<i>Sources de données</i>	Statistiques officielles
	<i>Personnes chargées de la collecte</i>	Personnel de la CESAO
<b>Sensibilité à la dimension de genre</b>	<i>Ventilées par sexe</i>	Néant
	<i>Sexospécifiques</i>	Toutes les données concernent uniquement les femmes
	<i>Implicitement genrées</i>	Aucune
	<i>Choisies par les femmes</i>	Aucune
	<i>Explicitement genrées</i>	Partiellement ; les indicateurs sont ventilés par sexe et concernent les femmes, mais ne représentent pas l'éventail de sujets qui pourraient être abordés dans ce contexte
<b>Nature participative du cycle d'évaluation de la gouvernance</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• <i>Participation à l'élaboration de la méthode</i> : aucune</li> <li>• <i>Participation à la collecte et à l'analyse des données</i> : aucune</li> <li>• <i>Validation externe</i> : aucune</li> <li>• <i>Accessibilité des conclusions</i> : toutes les données sont disponibles sur un site Internet interactif</li> <li>• <i>Contextualisation locale</i> : aucune</li> <li>• <i>Lien avec les plans de développement</i> : aucun</li> </ul>	

## Statistiques sur le genre

Commission économique des Nations Unies pour l'Europe (CENUE)

Accès Internet : <http://w3.unece.org/pxweb/database/stat/Gender.stat.asp>

<b>Objectif déclaré</b>	Fournir des statistiques pertinentes, actuelles et harmonisées pour l'analyse des politiques sensibles aux différences hommes-femmes dans tous les pays de la région couverte par la CENUE et offrir un cadre global sur les questions liées au genre, ainsi que des indicateurs statistiques qui guident les pays dans l'élaboration de leurs cadres nationaux
<b>Couverture géographique</b>	52 pays d'Europe, d'Asie centrale et d'Amérique du Nord
<b>Période couverte</b>	En cours
<b>Utilisateurs ciblés</b>	Non spécifié
<b>Type de données</b>	Compilation secondaire d'indicateurs dérivés d'enquêtes nationales

<b>Champs d'analyse</b>	Plus de 60 indicateurs sur des questions économiques et sociales concernant les femmes, dont le travail et l'économie, l'éducation, la vie publique et les processus décisionnels, la santé, la criminalité et la violence. Tous sont explicitement liés au genre.	
<b>Exemples d'indicateurs</b>	<i>Pouvoir politique</i>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Parlementaires</li> <li>• Ministres</li> <li>• Juges</li> <li>• Journalistes</li> <li>• Présidents d'université</li> </ul>
	<i>Pouvoir économique</i>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Main-d'œuvre</li> <li>• Emploi par activité</li> <li>• Taux d'emploi par âge</li> <li>• Chômage par âge</li> </ul>
	<i>Fourniture de services</i>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Éducation : scolarisation, diplôme obtenu, niveau d'études, domaine d'études, enseignants, apprentissage permanent</li> <li>• Santé : espérance de vie, mortalité infantile, fumeurs, niveau de l'indice de masse corporelle</li> </ul>
	<i>Police et sécurité</i>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Nombre de victimes de crimes</li> <li>• Nombre de personnes condamnées</li> <li>• Nombre de condamnations</li> <li>• Nombre d'hommes condamnés pour viol ou tentative de viol</li> <li>• Nombre de prisonniers</li> </ul>

<b>Sources et collecte des données</b>	<i>Sources de données</i>	Sources officielles, nationales et internationales
	<i>Personnes chargées de la collecte</i>	Personnel de la CENUE
<b>Sensibilité à la dimension de genre</b>	<i>Ventilées par sexe</i>	Oui, pour toutes les données
	<i>Sexospécifiques</i>	Aucune
	<i>Implicitement générées</i>	Certaines, p.ex. les condamnations pour viol
	<i>Choisies par les femmes</i>	Aucune
	<i>Explicitement générées</i>	Partiellement ; large gamme d'indicateurs ventilés par sexe abordant beaucoup de sujets pertinents pour les femmes, mais aucun processus local pour refléter les différences hommes-femmes dans la sélection et la collecte des indicateurs
<b>Nature participative du cycle d'évaluation de la gouvernance</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• <i>Participation à l'élaboration de la méthode</i> : aucune</li> <li>• <i>Participation à la collecte et à l'analyse des données</i> : aucune</li> <li>• <i>Validation externe</i> : aucune</li> <li>• <i>Accessibilité des conclusions</i> : toutes les données sont disponibles sur un site Internet interactif</li> <li>• <i>Contextualisation locale</i> : aucune</li> <li>• <i>Lien avec les plans de développement</i> : aucun</li> </ul>	

**GenderStats**

Banque mondiale

Accès Internet : <http://genderstats.worldbank.org>

<b>Objectif déclaré</b>	Base de données électronique pour les statistiques et indicateurs sensibles à la dimension de genre, conçue pour être d'utilisation facile et pilotée par menus	
<b>Couverture géographique</b>	203 pays	
<b>Période couverte</b>	En cours	
<b>Utilisateurs ciblés</b>	Non spécifié	
<b>Type de données</b>	Compilation secondaire d'indicateurs dérivés d'enquêtes nationales et internationales	
<b>Champs d'analyse</b>	Indicateurs sur la pauvreté (capacités et capital humain, opportunités, autonomisation, vulnérabilité), démographies de base, développement humain (éducation, santé et nutrition, dynamiques de population), mise en œuvre, participation politique. Tous sont explicitement liés au genre.	
<b>Tous les indicateurs pertinents</b>	<i>Pouvoir politique</i>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Femmes parlementaires</li> <li>Femmes ayant un portefeuille ministériel</li> <li>Femmes dans les collectivités locales</li> </ul>
	<i>Pouvoir économique</i>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Main-d'œuvre</li> <li>Statut professionnel</li> <li>Travailleurs familiaux contribuant à l'entreprise familiale</li> <li>Salaires féminins</li> <li>Taux de chômage</li> </ul>
	<i>Fourniture de services</i>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Éducation : dépenses publiques pour l'éducation, dépenses par élève, professeurs de sexe féminin, élèves de sexe féminin, taux brut de scolarisation, taux net de scolarisation, nombre d'enfants non scolarisés, progression jusqu'à la cinquième année primaire, taux d'achèvement du primaire, nombre d'années de scolarisation prévu, taux d'alphabétisation des jeunes</li> <li>Santé : espérance de vie à la naissance, dénutrition infantile – poids selon l'âge, taux de vaccination des enfants, taux de mortalité infantile, taux de mortalité maternelle, taux de fécondité des adolescentes, naissances en présence d'un personnel compétent, congé de maternité</li> </ul>
	<i>Police et sécurité</i>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Prévalence de la violence physique à l'égard des femmes exercée par un partenaire intime</li> </ul>
<b>Sources et collecte des données</b>	<i>Sources de données</i>	Statistiques nationales, bases de données des Nations Unies et enquêtes financées ou réalisées par la Banque mondiale
	<i>Personnes chargées de la collecte</i>	Personnel de la Banque mondiale
<b>Sensibilité à la dimension de genre</b>	<i>Ventilées par sexe</i>	Oui, quand elles sont disponibles
	<i>Sexospécifiques</i>	Certaines données concernent particulièrement les femmes
	<i>Implicitement genrées</i>	Quelques-unes, p.ex. les naissances en présence d'un personnel compétent
	<i>Choisies par les femmes</i>	Aucune
	<i>Explicitement genrées</i>	Partiellement ; large gamme d'indicateurs ventilés par sexe abordant beaucoup de sujets pertinents pour les femmes, mais aucun processus local pour refléter les différences hommes-femmes dans la sélection et la collecte des indicateurs
<b>Nature participative du cycle d'évaluation de la gouvernance</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Participation à l'élaboration de la méthode : aucune</li> <li>Participation à la collecte et à l'analyse des données : aucune</li> <li>Validation externe : aucune</li> <li>Accessibilité des conclusions : toutes les données sont disponibles sur un site Internet interactif</li> <li>Contextualisation locale : aucune</li> <li>Lien avec les plans de développement : aucun</li> </ul>	

## Base de données Égalité Homme-Femme, Institutions et Développement (EID)

OCDE

Accès Internet : [http://www.oecd.org/document/16/0,3343,fr\\_2649\\_33935\\_39362536\\_1\\_1\\_1\\_1,00.html](http://www.oecd.org/document/16/0,3343,fr_2649_33935_39362536_1_1_1_1,00.html)

<b>Objectif déclaré</b>	Offrir un outil pour les chercheurs et décideurs politiques afin d'identifier et d'analyser les obstacles au développement économique de la femme	
<b>Couverture géographique</b>	161 pays	
<b>Période couverte</b>	En cours ; lancée en 2006	
<b>Utilisateurs ciblés</b>	Chercheurs et décideurs s'intéressant au développement économique de la femme	
<b>Type de données</b>	Compilation secondaire d'indicateurs dérivés d'enquêtes internationales	
<b>Champs d'analyses</b>	60 indicateurs sur la discrimination sexiste	
<b>Exemples d'indicateurs</b>	<i>Pouvoir politique</i>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Femmes parlementaires</li> <li>Législateurs, hauts fonctionnaires et dirigeants de sexe féminin</li> <li>Année où les femmes ont reçu le droit de vote</li> </ul>
	<i>Pouvoir économique</i>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Accès des femmes à la terre</li> <li>Accès des femmes au crédit bancaire</li> <li>Emplois salariés non agricoles</li> </ul>
	<i>Fourniture de services</i>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Accouchements avec un personnel de santé qualifié (en % du total)</li> <li>Scolarisation primaire nette des filles</li> </ul>
	<i>Police et sécurité</i>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Mutilations génitales féminines</li> <li>Violence contre les femmes</li> <li>Femmes disparues</li> </ul>
<b>Sources et collecte des données</b>	<i>Sources de données</i>	Banque mondiale, BIT, OMS, indicateurs du PNUD, organisations de la société civile, donateurs
	<i>Personnes chargées de la collecte</i>	Personnel de l'OCDE
<b>Sensibilité à la dimension de genre</b>	<i>Ventilées par sexe</i>	Oui, pour presque toutes les données pertinentes
	<i>Sexospécifiques</i>	Beaucoup de données concernent les femmes
	<i>Implicitement générées</i>	Quelques données, p.ex. les accouchements en présence d'un personnel qualifié
	<i>Choisies par les femmes</i>	Aucune
	<i>Explicitement générées</i>	Partiellement ; large gamme d'indicateurs ventilés par sexe abordant beaucoup de sujets pertinents pour les femmes, mais aucun processus local pour refléter les différences hommes-femmes dans la sélection et la collecte des indicateurs
<b>Nature participative du cycle d'évaluation de la gouvernance</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li><i>Participation à l'élaboration de la méthode</i> : aucune</li> <li><i>Participation à la collecte et à l'analyse des données</i> : aucune</li> <li><i>Validation externe</i> : on compare les sources lorsque c'est possible</li> <li><i>Accessibilité des conclusions</i> : toutes les données sont disponibles sur un site Internet interactif</li> <li><i>Contextualisation locale</i> : aucune</li> <li><i>Lien avec les plans de développement</i> : aucun</li> </ul>	



## Indicateurs sur le genre, la pauvreté et l'environnement sur les pays africains

Banque africaine de développement (BAD)

Accès Internet : <http://www.afdb.org/fr/knowledge/statistics/>

<b>Objectif déclaré</b>	Fournir des informations sur les grandes tendances du développement relatives aux questions de genre et de pauvreté et à l'environnement	
<b>Couverture géographique</b>	53 pays africains	
<b>Période couverte</b>	Dernière publication en 2008	
<b>Utilisateurs ciblés</b>	Non spécifié	
<b>Type de données</b>	En majorité une compilation secondaire d'indicateurs dérivés d'enquêtes nationales et internationales ; quelques estimations statistiques primaires	
<b>Champs d'analyses</b>	Indicateurs sur les femmes, la pauvreté et l'environnement. Plus de 40 d'entre eux concernent les questions de genre.	
<b>Exemples d'indicateurs</b>	<i>Pouvoir politique</i>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Femmes parlementaires</li> <li>Femmes au gouvernement ou occupant des postes d'encadrement ou de direction</li> </ul>
	<i>Pouvoir économique</i>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Taux de participation à la main-d'œuvre</li> <li>Part des femmes dans la main-d'œuvre</li> </ul>
	<i>Fourniture de services</i>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Santé : femmes vivant avec le VIH/Sida, accouchements en présence d'un personnel de santé qualifié, taux de mortalité maternelle, espérance de vie</li> <li>Éducation : espérance de vie scolaire, taux d'inscription à l'école primaire, alphabétisation des adultes</li> </ul>
<b>Sources et collecte des données</b>	<i>Sources de données</i>	Sources internationales comme la Banque mondiale et les Nations Unies, sources obtenues des États membres régionaux et estimations réalisées par le département des statistiques de la BAD
	<i>Personnes chargées de la collecte</i>	Personnel de la BAD
<b>Sensibilité à la dimension de genre</b>	<i>Ventilées par sexe</i>	Oui, pour certains indicateurs
	<i>Sexospécifiques</i>	Certaines données concernent les femmes
	<i>Implicitement genrées</i>	Certaines données, p.ex. les accouchements en présence d'un personnel qualifié
	<i>Choisies par les femmes</i>	Aucune
	<i>Explicitement genrées</i>	Partiellement ; large gamme d'indicateurs sur les questions de genre, mais les indicateurs y ayant trait sont séparés des autres et aucun processus local ne reflète les différences hommes-femmes dans la sélection et la collecte des indicateurs
<b>Nature participative du cycle d'évaluation de la gouvernance</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Participation à l'élaboration de la méthode : aucune</li> <li>Participation à la collecte et à l'analyse des données : aucune</li> <li>Validation externe : on compare les sources lorsque c'est possible</li> <li>Accessibilité des conclusions : données publiées sur le site Internet</li> <li>Contextualisation locale : aucune</li> <li>Lien avec les plans de développement : aucun</li> </ul>	

## Base de données mondiale sur les quotas pour les femmes (Global Database of Quotas for Women)

IDEA (Institut international pour la démocratie et l'assistance électorale) et Université de Stockholm

Accès Internet : <http://www.quotaproject.org/>

<b>Objectif déclaré</b>	Produire des connaissances et des ressources comparatives sur l'application et l'impact de quotas électoraux
<b>Couverture géographique</b>	99 pays disposant de quotas à travers le monde
<b>Période couverte</b>	En cours depuis 2005
<b>Utilisateurs ciblés</b>	Chercheurs intéressés par l'utilisation des quotas électoraux et leurs conséquences
<b>Type de données</b>	Compilation primaire d'indicateurs et de données qualitatives dérivés de faits nationaux, et compilation secondaire dérivée d'enquêtes internationales.

<b>Champs d'analyses</b>	Informations sur les points suivants : quotas constitutionnels pour les parlements nationaux ; règlements sur les quotas dans la loi électorale, parlement national ; quotas constitutionnels ou législatifs, niveau sous-national ; quotas des partis politiques pour les candidats aux élections. Tous sont explicitement liés au genre.
--------------------------	--

<b>Sources et collecte des données</b>	<i>Sources de données</i>	Constitutions et lois électorales, sites Internet des parlements et des partis politiques, Union interparlementaire, bases de données internationales
	<i>Personnes chargées de la collecte</i>	Personnel de l'IDEA et de l'Université de Stockholm
<b>Sensibilité à la dimension de genre</b>	<i>Ventilées par sexe</i>	Non applicable
	<i>Sexospécifiques</i>	Tous concernent les femmes, puisqu'ils portent sur les quotas de femmes
	<i>Implicitement générées</i>	Aucune
	<i>Choisies par les femmes</i>	Aucune
	<i>Explicitement générées</i>	Partiellement ; bien qu'ils se limitent à un sujet bien particulier, les indicateurs traitent d'un point précis et nécessaire en ce qui concerne les femmes ; cependant, aucun processus local ne reflète les différences hommes-femmes dans la sélection et la collecte des indicateurs
<b>Nature participative du cycle d'évaluation de la gouvernance</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• <i>Participation à l'élaboration de la méthode</i> : aucune</li> <li>• <i>Participation à la collecte et à l'analyse des données</i> : aucune</li> <li>• <i>Validation externe</i> : sources vérifiées par l'IDEA</li> <li>• <i>Accessibilité des conclusions</i> : toutes les données sont sur le site web</li> <li>• <i>Contextualisation locale</i> : aucune</li> <li>• <i>Lien avec les plans de développement</i> : aucun</li> </ul>	

## Indicateur mondial des écarts entre les sexes (Global Gender Gap Index, GGI)

Forum économique mondial (FEM)

Accès Internet : <http://www.weforum.org/en/initiatives/gcp/Gender%20Gap/index.htm>

<b>Objectif déclaré</b>	Sensibiliser un public mondial aux défis posés par les fossés entre les sexes et aux opportunités que l'on crée en réduisant ceux-ci ; servir de catalyseur du changement en donnant aux décideurs politiques un aperçu des points forts et des faiblesses de leur pays par rapport à d'autres nations.
<b>Couverture géographique</b>	128 pays à travers le monde
<b>Période couverte</b>	Dernier en date : 2007 ; a commencé en 2006 mais en calculant rétrospectivement jusqu'en 2000.
<b>Utilisateurs ciblés</b>	Décideurs politiques voulant procéder à des réformes pour accroître l'égalité entre les sexes.
<b>Type de données</b>	Compilation primaire d'indicateurs dérivés de calculs basés sur des données provenant d'enquêtes internationales, combinée à des rapports qualitatifs.

<b>Champs d'analyses</b>	Quatre sous-indices, comprenant 14 indicateurs différents. Les sous-indices sont : participation et opportunités économiques, niveau d'éducation, autonomisation politique, santé et survie. Tous sont explicitement liés au genre.	
<b>Tous les indicateurs</b>	<i>Pouvoir politique</i>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Ratio : femmes occupant un siège au parlement par rapport aux hommes</li> <li>Ratio : femmes au niveau ministériel par rapport aux hommes</li> <li>Ratio : nombre d'années qu'une femme a passées à la tête de l'État (50 dernières années) par rapport aux hommes</li> <li>Ratio : femmes parlementaires, hauts fonctionnaires ou cadres par rapport aux hommes</li> </ul>
	<i>Pouvoir économique</i>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Ratio : participation des femmes à la vie active par rapport aux hommes</li> <li>Égalité des salaires entre hommes et femmes pour un emploi similaire</li> <li>Ratio : revenu estimé du travail des femmes par rapport aux hommes</li> <li>Ratio : femmes occupant des fonctions techniques ou professionnelles par rapport aux hommes</li> </ul>
	<i>Fourniture de services</i>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Ratio : espérance de vie en bonne santé pour les femmes, par rapport aux hommes</li> <li>Ratio des sexes à la naissance (converti en ratio hommes-femmes)</li> <li>Ratio : taux d'alphabétisation des femmes par rapport aux hommes</li> <li>Ratio : taux net de scolarisation des filles à l'école primaire par rapport aux garçons</li> <li>Ratio : taux net de scolarisation des filles à l'école secondaire par rapport aux garçons</li> <li>Ratio : taux net de scolarisation des filles dans l'enseignement supérieur par rapport aux garçons</li> </ul>

<b>Sources et collecte des données</b>	<i>Sources de données</i>	Sources internationales
	<i>Personnes chargées de la collecte</i>	Personnel du FEM
<b>Sensibilité à la dimension de genre</b>	<i>Ventilées par sexe</i>	Oui, les données sous-jacentes sont ventilées par sexe
	<i>Sexospécifiques</i>	Aucune
	<i>Implicitement genrées</i>	Aucune
	<i>Choisies par les femmes</i>	Aucune
	<i>Explicitement genrées</i>	Partiellement ; large gamme d'indicateurs ventilés par sexe abondant beaucoup de sujets pertinents pour les femmes, mais aucun processus local pour refléter les différences hommes-femmes dans la sélection et la collecte des indicateurs
<b>Nature participative du cycle d'évaluation de la gouvernance</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Participation à l'élaboration de la méthode : aucune</li> <li>Participation à la collecte et à l'analyse des données : aucune</li> <li>Validation externe : aucune</li> <li>Accessibilité des conclusions : le classement des quatre sous-indices et les données sous-jacentes sont disponibles sur le site Internet</li> <li>Contextualisation locale : aucune</li> <li>Lien avec les plans de développement : aucun</li> </ul>	

## Enquête internationale sur la violence contre les femmes

Institut européen pour la prévention du crime et la lutte contre la délinquance (HEUNI)

Accès Internet : <http://www.heuni.fi/12859.htm>

<b>Objectif déclaré</b>	Évaluer le niveau de victimisation des femmes dans un certain nombre de pays à travers le monde, sous une forme répétable, et offrir des contributions inédites à la formulation d'approches spécifiques en matière de justice pénale
<b>Couverture géographique</b>	Australie, Chine (Hongkong), Costa Rica, République tchèque, Danemark, Grèce, Italie, Mozambique, Pologne, Philippines et Suisse
<b>Période couverte</b>	Publié en 2007, pilote en 2001-2002
<b>Utilisateurs ciblés</b>	Médias, universitaires et décideurs, afin de lancer un débat public solidement ancré et d'agir sur les causes et les conséquences de la violence contre les femmes dans la société ainsi que sur l'assistance à ses victimes
<b>Type de données</b>	Compilation primaire d'indicateurs dérivés d'enquêtes d'opinion publique

<b>Champs d'analyses</b>	Enquête comparative internationale, avec interviews d'échantillons aléatoires de femmes sur leurs expériences avec la violence masculine. Questions sur la violence subie, sur ses conséquences et sur le contexte. Les détails comprennent des sujets comme les blessures éventuelles, la nécessité de recourir à des soins médicaux, les plaintes (ou l'absence de plainte) à la police, et comment les répondantes estiment que leur voix a été entendue.
--------------------------	--

<b>Sources et collecte des données</b>	<i>Sources de données</i>	Un échantillon représentatif, ainsi que des échantillons de groupes vulnérables comme les sans-abri ou les personnes vivant en institution, dans des foyers ou des centres d'accueil
	<i>Personnes chargées de la collecte</i>	Uniquement des enquêtrices formées ayant une connaissance préalable de questions liées à la violence à l'égard des femmes
<b>Sensibilité à la dimension de genre</b>	<i>Ventilées par sexe</i>	Néant
	<i>Sexospécifiques</i>	Toutes les données ne concernent que les femmes
	<i>Implicitement genrées</i>	Aucune
	<i>Choisies par les femmes</i>	Uniquement des enquêtrices de sexe féminin et des répondantes de sexe féminin
	<i>Explicitement genrées</i>	Partiellement ; bien qu'ils se limitent à un sujet bien particulier, les indicateurs traitent d'un point précis et nécessaire pour les femmes ; cependant, il n'y a aucun processus local pour refléter les différences hommes-femmes dans la sélection et la collecte des indicateurs
<b>Nature participative du cycle d'évaluation de la gouvernance</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• <i>Participation à l'élaboration de la méthode</i> : des spécialistes de 12 pays et des représentants d'organisations internationales ont participé au développement</li> <li>• <i>Participation à la collecte et à l'analyse des données</i> : les parties prenantes fournissent les données</li> <li>• <i>Validation externe</i> : examen par l'équipe du projet international comprenant du personnel de l'HEUNI, de l'ONUDC et de Statistiques Canada</li> <li>• <i>Accessibilité des conclusions</i> : les résultats sont archivés dans une base de données qui n'est pas accessible au grand public</li> <li>• <i>Contextualisation locale</i> : aucune</li> <li>• <i>Lien avec les plans de développement</i> : aucun</li> </ul>	

## Moniteur OMD

Nations Unies

Accès Internet : <http://www.un.org/french/millenniumgoals/gender.shtml>

<b>Objectif déclaré</b>	Montrer les progrès réalisés par les pays pour atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement (OMD)
<b>Couverture géographique</b>	130 pays
<b>Période couverte</b>	En cours
<b>Utilisateurs ciblés</b>	Décideurs, praticiens du développement, journalistes, étudiants et autres pour suivre les progrès, s'informer des problèmes et réussites de chaque pays et obtenir les dernières informations en date ; soutenir les organisations travaillant dans le cadre des OMD à travers le monde
<b>Type de données</b>	Compilation secondaire d'indicateurs dérivés d'enquêtes nationales ou de l'ONU, combinées à des rapports qualitatifs

<b>Champs d'analyses</b>	Plus de 40 indicateurs sur tous les objectifs du Millénaire pour le développement, classés par OMD	
<b>Exemples d'indicateurs</b>	<i>Pouvoir économique</i>	<ul style="list-style-type: none"><li>• Ratio emploi/population</li><li>• Pourcentage de la population occupée vivant avec moins d'un dollar par jour (en PPA)</li><li>• Proportion de travailleurs indépendants et de travailleurs familiaux dans la population occupée</li></ul>
	<i>Fourniture de services</i>	<ul style="list-style-type: none"><li>• Taux de scolarisation net dans l'enseignement primaire</li><li>• Taux d'alphabétisation des 15 à 24 ans (personnes des deux sexes)</li><li>• Proportion d'accouchements assistés par du personnel de santé qualifié</li><li>• Accès aux soins prénatals</li></ul>
<b>Tous les indicateurs liés au genre</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>• Ratio filles/garçons dans l'enseignement primaire, secondaire et supérieur</li><li>• Part des femmes dans les emplois salariés en dehors du secteur agricole</li><li>• Proportion de sièges occupés par des femmes dans les parlements nationaux [également pouvoir politique]</li></ul>	

<b>Sources et collecte des données</b>	<i>Sources de données</i>	Données actuelles de l'ONU tirées de la base de données officielle des indicateurs des OMD gérée par la Division des statistiques de l'ONU, les gouvernements nationaux et les bureaux de pays du PNUD
	<i>Personnes chargées de la collecte</i>	Personnel de l'ONU
<b>Sensibilité à la dimension de genre</b>	<i>Ventilées par sexe</i>	Seulement pour les taux d'alphabétisation et d'éducation
	<i>Sexospécifiques</i>	Certaines données concernent les femmes
	<i>Implicitement genrées</i>	Certaines données, p.ex. les accouchements en présence de personnel qualifié
	<i>Choisies par les femmes</i>	Aucune
	<i>Explicitement genrées</i>	Partiellement ; un certain intérêt pour les questions de genre, mais les indicateurs relatifs aux différences hommes-femmes sont séparés des autres et aucun processus local ne reflète les différences hommes-femmes dans la sélection et la collecte des indicateurs
<b>Nature participative du cycle d'évaluation de la gouvernance</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>• <i>Participation à l'élaboration de la méthode</i> : aucune</li><li>• <i>Participation à la collecte et à l'analyse des données</i> : les gouvernements nationaux fournissent des informations qualitatives.</li><li>• <i>Validation externe</i> : aucune</li><li>• <i>Accessibilité des conclusions</i> : données accessibles sur le site Internet</li><li>• <i>Contextualisation locale</i> : aucune</li><li>• <i>Lien avec les plans de développement</i> : lié aux initiatives mondiales visant à la réalisation des OMD</li></ul>	

## Statistiques hommes-femmes

Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique (CESAP)

Accès Internet : <http://www.unescap.org/stat/data/main/goalindicatorarea.aspx>

<b>Objectif déclaré</b>	Fournir des statistiques officielles objectives et indépendantes
<b>Couverture géographique</b>	58 pays d'Asie et du Pacifique
<b>Période couverte</b>	En cours
<b>Utilisateurs ciblés</b>	Non spécifié
<b>Type de données</b>	Compilation secondaire d'indicateurs dérivés d'enquêtes nationales

<b>Champs d'analyses</b>	Six indicateurs sur les questions économiques et politiques concernant les hommes et les femmes	
<b>Tous les indicateurs</b>	<i>Pouvoir politique</i>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Nombre de sièges dans les parlements nationaux</li> <li>• Nombre total de femmes parlementaires</li> </ul>
	<i>Pouvoir économique</i>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Employeurs, total</li> <li>• Emploi dans le secteur non agricole</li> <li>• Emploi total</li> <li>• Emploi salarié des femmes dans le secteur non agricole, en pourcentage de l'emploi total dans ce secteur</li> </ul>

<b>Sources et collecte des données</b>	<i>Sources de données</i>	Statistiques gouvernementales
	<i>Personnes chargées de la collecte</i>	Personnel de la CESAP
<b>Sensibilité à la dimension de genre</b>	<i>Ventilées par sexe</i>	Oui pour toutes les données pertinentes
	<i>Sexospécifiques</i>	Beaucoup de données concernent les femmes
	<i>Implicitement générées</i>	Aucune
	<i>Choisies par les femmes</i>	Aucune
	<i>Explicitement générées</i>	Partiellement ; les indicateurs sont ventilés et concernent les femmes, mais ils ne représentent pas la gamme de sujets qui devraient être couverts dans ce contexte
<b>Nature participative du cycle d'évaluation de la gouvernance</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• <i>Participation à l'élaboration de la méthode</i> : aucune</li> <li>• <i>Participation à la collecte et à l'analyse des données</i> : aucune</li> <li>• <i>Validation externe</i> : aucune</li> <li>• <i>Accessibilité des conclusions</i> : toutes les données sont accessibles sur un site web interactif</li> <li>• <i>Contextualisation locale</i> : aucune</li> <li>• <i>Lien avec les plans de développement</i> : aucun</li> </ul>	

## Le progrès des femmes à travers le monde

UNIFEM

Accès Internet : <http://www.unifem.org/progress/2008/index.html>

<b>Objectif déclaré</b>	Montrer, exemples à l'appui, comment les femmes réclament des comptes sur les mesures prises pour remplir les engagements des gouvernements nationaux, des systèmes judiciaires et répressifs, des employeurs et prestataires de services ainsi que des institutions internationales en faveur de la promotion de l'égalité des sexes et des droits de la femme
<b>Couverture géographique</b>	Monde entier
<b>Période couverte</b>	Publié en 2008
<b>Utilisateurs ciblés</b>	L'ensemble des individus qui, dans le monde, se sentent concernés par l'égalité des sexes et les droits de la femme
<b>Type de données</b>	Compilation secondaire d'indicateurs dérivés d'enquêtes internationales

<b>Champs d'analyses</b>	Statistiques dans cinq domaines : politique, services, marchés, justice, assistance et sécurité. Une quarantaine de graphiques permettent de présenter les statistiques. Toutes sont explicitement liées au genre.	
<b>Exemples d'indicateurs</b>	<i>Pouvoir politique</i>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Systèmes électoraux et quotas</li> <li>• Femmes parlementaires comparé au type de quota</li> </ul>
	<i>Pouvoir économique</i>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Statut des travailleurs</li> <li>• Écarts salariaux par secteur</li> <li>• Emploi par secteur</li> </ul>
	<i>Fourniture de services</i>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Risque de mortalité maternelle sur la durée de vie</li> <li>• Participation des femmes aux décisions concernant leur propre santé</li> </ul>
	<i>Accès à la justice</i>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Femmes juges à la Cour suprême</li> <li>• Corrélation entre environnement juridique habilitant et réalisation des droits de la femme</li> </ul>
	<i>Police et sécurité</i>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Législation sur le harcèlement sexuel et le viol conjugal</li> <li>• Présence des femmes dans les forces de police</li> </ul>

<b>Sources et collecte des données</b>	<i>Sources de données</i>	Sources de données internationales comme l'Union interparlementaire, l'OMS, la Banque mondiale, l'ONU et autres
	<i>Personnes chargées de la collecte</i>	Personnel de l'UNIFEM
<b>Sensibilité à la dimension de genre</b>	<i>Ventilées par sexe</i>	Oui, mais pas pour toutes les données pertinentes
	<i>Sexospécifiques</i>	Certaines données concernent les femmes
	<i>Implicitement genrées</i>	Certaines données, p.ex. le harcèlement sexuel
	<i>Choisies par les femmes</i>	Aucune
	<i>Explicitement genrées</i>	Partiellement ; large gamme d'indicateurs ventilés abordant beaucoup de sujets pertinents pour les femmes, mais aucun processus local pour refléter les différences hommes-femmes dans la sélection et la collecte des indicateurs
<b>Nature participative du cycle d'évaluation de la gouvernance</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• <i>Participation à l'élaboration de la méthode</i> : aucune</li> <li>• <i>Participation à la collecte et à l'analyse des données</i> : aucune</li> <li>• <i>Validation externe</i> : aucune</li> <li>• <i>Accessibilité des conclusions</i> : les calculs sont repris sous forme de graphiques sur le site Internet et dans un document publié</li> <li>• <i>Contextualisation locale</i> : aucune</li> <li>• <i>Lien avec les plans de développement</i> : lié aux initiatives mondiales visant à la réalisation des OMD</li> </ul>	

## Femmes dans les parlements nationaux

Union interparlementaire (UIP)

Accès Internet : <http://www.ipu.org/wmn-f/world.htm>

<b>Objectif déclaré</b>	Non précisé
<b>Couverture géographique</b>	188 pays
<b>Période couverte</b>	En cours, dernière mise à jour 2008
<b>Utilisateurs ciblés</b>	Non précisé
<b>Type de données</b>	Compilation primaire d'indicateurs dérivés de faits nationaux

<b>Champs d'analyses</b>	Nombre de sièges détenus par des femmes dans les Chambres haute et basse du parlement, en pourcentage
--------------------------	---

<b>Sources et collecte des données</b>	<i>Sources de données</i>	Parlements nationaux
	<i>Personnes chargées de la collecte</i>	Personnel de l'Union interparlementaire
<b>Sensibilité à la dimension de genre</b>	<i>Ventilées par sexe</i>	Non, quoiqu'on puisse calculer les données pour les hommes en partant du nombre total de sièges
	<i>Sexospécifiques</i>	Toutes les données concernent les femmes
	<i>Implicitement générées</i>	Aucune
	<i>Choisies par les femmes</i>	Aucune
	<i>Explicitement générées</i>	Partiellement ; bien qu'ils se limitent à un sujet bien particulier, les indicateurs traitent d'un point précis et nécessaire pour les femmes ; cependant, il n'y a aucun processus local pour refléter les différences hommes-femmes dans la sélection et la collecte des indicateurs
<b>Nature participative du cycle d'évaluation de la gouvernance</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• <i>Participation à l'élaboration de la méthode</i> : aucune</li> <li>• <i>Participation à la collecte et à l'analyse des données</i> : aucune</li> <li>• <i>Validation externe</i> : aucune</li> <li>• <i>Accessibilité des conclusions</i> : toutes les données sont disponibles sur le site Internet</li> <li>• <i>Contextualisation locale</i> : aucune</li> <li>• <i>Lien avec les plans de développement</i> : aucun</li> </ul>	



## Les droits des femmes au Moyen-Orient et en Afrique du Nord

Freedom House

Accès Internet : <http://www.freedomhouse.org/template.cfm?page=383&report=56>

<b>Objectif déclaré</b>	Mettre en lumière les droits et les libertés de la femme, ainsi que les obstacles rencontrés
<b>Couverture géographique</b>	16 pays et un territoire du Moyen Orient et d'Afrique du Nord
<b>Période couverte</b>	Publié en 2005
<b>Utilisateurs ciblés</b>	Défenseurs des droits de la femme, organisations de la société civile, médias au Moyen Orient et en Afrique du Nord et décideurs politiques dans les pays repris dans le rapport, qui œuvreront en faveur des droits de la femme
<b>Type de données</b>	Compilation primaire d'indicateurs dérivés d'enquêtes auprès des spécialistes, combinée à des rapports qualitatifs

<b>Champs d'analyses</b>	Cinq catégories, comprenant chacune neuf questions : non- discrimination et accès à la justice ; autonomie, sécurité et liberté de la personne ; droits économiques et égalité des chances ; droits politiques et voix civique ; droits sociaux et culturels. Toutes sont explicitement liées au genre.	
<b>Exemples d'indicateurs</b>	<i>Pouvoir politique</i>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Dans quelle mesure les femmes ont-elles le droit de participer à des élections compétitives et démocratiques, avec suffrage complet et égal ?</li> <li>• Dans quelle mesure les femmes sont-elles représentées dans les structures gouvernementales (exécutif) ?</li> <li>• Dans quelle mesure les femmes ont-elles la liberté de participer pleinement et sur un pied d'égalité aux débats sur la vie civique afin d'influencer les politiques et le processus décisionnel ?</li> </ul>
	<i>Pouvoir économique</i>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Dans quelle mesure les femmes ont-elles le droit de posséder des terres et des propriétés et d'en jouir pleinement et de façon indépendante ?</li> <li>• Dans quelle mesure les femmes jouissent-elles de la liberté de disposer pleinement et de façon indépendante de leurs revenus et de leurs biens ?</li> <li>• Dans quelle mesure les femmes ont-elles la liberté de conclure librement des affaires ou des contrats de type économique ou de pratiquer des activités à tous les niveaux ?</li> </ul>
	<i>Fourniture de services</i>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Dans quelle mesure les femmes ont-elles pleinement et également accès aux services de santé ?</li> <li>• Dans quelle mesure les femmes ont-elles librement accès à l'éducation à tous les niveaux et sont-elles protégées de la discrimination sexiste dans le système éducatif ?</li> </ul>
	<i>Redevabilité, transparence et corruption</i>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Dans quelle mesure les femmes peuvent-elles participer aux médias et en influencer le contenu, notamment concernant la présentation d'images de la femme ?</li> </ul>
	<i>Accès à la justice</i>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Dans quelle mesure les femmes ont-elles accès, sans discrimination, à la justice du pays, à tous les niveaux ?</li> <li>• Dans quelle mesure une femme adulte est-elle reconnue comme une personne à part entière aux yeux de la justice ?</li> </ul>
	<i>Police et sécurité</i>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Dans quelle mesure les femmes sont-elles à l'abri de la torture et de punitions cruelles, inhumaines et dégradantes ?</li> <li>• Dans quelle mesure les femmes bénéficient-elles d'une protection contre la violence familiale ?</li> </ul>

<b>Sources et collecte des données</b>	<i>Sources de données</i>	Recherche documentaire et consultations dans la région
	<i>Personnes chargées de la collecte</i>	Chercheurs universitaires et spécialistes des droits de la femme – locaux ou internationaux – ayant comme domaine d'expertise le pays ou la région

<b>Sensibilité à la dimension de genre</b>	<i>Ventilées par sexe</i>	Néant
	<i>Sexospécifiques</i>	Toutes les données concernent les femmes
	<i>Implicitement genrées</i>	Aucune
	<i>Choisies par les femmes</i>	Oui, tous les analystes sont de sexe féminin et la méthode a été élaborée par des femmes
	<i>Explicitement genrées</i>	Partiellement ; large gamme d'indicateurs ventilés abordant beaucoup de sujets pertinents pour les femmes, mais aucun processus local pour refléter les différences hommes-femmes dans la sélection et la collecte des indicateurs
<b>Nature participative du cycle d'évaluation de la gouvernance</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• <i>Participation à l'élaboration de la méthode</i> : contributions de spécialistes de l'Islam et des droits de l'homme, des questions juridiques, sociales et politiques, et des droits de la femme au Moyen Orient</li> <li>• <i>Participation à la collecte et à l'analyse des données</i> : consultation avec des militants des droits de la femme, des dirigeants de la société civile, des groupes militant pour les droits humains, des journalistes, des animateurs communautaires, des personnalités politiques, des dirigeants syndicaux et d'autres faiseurs d'opinion importants dans chaque pays ; groupes cibles avec le grand public en Egypte, au Koweït et au Maroc</li> <li>• <i>Validation externe</i> : examen par une équipe de conseillers académiques spécialisés dans les statistiques sociales, la politique au Moyen Orient et les questions liées aux droits de la femme</li> <li>• <i>Accessibilité des conclusions</i> : les classements dans chacun des cinq domaines sont publiés sur le site Internet et sous forme de livre ; pas de données brutes</li> <li>• <i>Contextualisation locale</i> : aucune</li> <li>• <i>Lien avec les plans de développement</i> : aucun</li> </ul>	

## C. Batteries de données et évaluations liées à la gouvernance

### Afrobaromètre

Institut pour la Démocratie d'Afrique du Sud (Institute for Democracy in South Africa, IDASA), Centre Ghanéen pour le Développement Démocratique (Center for Democratic Development, CDD-Ghana) et Institut pour la recherche empirique en économie politique

Accès Internet : <http://afrobarometer.org/>

<b>Objectif déclaré</b>	Obtenir des données scientifiques sur l'opinion publique en Afrique subsaharienne, renforcer les capacités institutionnelles de la recherche en Afrique et vulgariser les résultats de l'enquête et les appliquer
<b>Couverture géographique</b>	Plus de 15 pays d'Afrique subsaharienne
<b>Période couverte</b>	En cours ; première publication en 1999. La dernière devait être publiée fin 2008.
<b>Utilisateurs ciblés</b>	Large éventail de parties prenantes de divers secteurs intéressés par la gouvernance en Afrique
<b>Type de données</b>	Compilation primaire d'indicateurs dérivés d'enquêtes d'opinion publique

<b>Champs d'analyses</b>	Questions pour évaluer l'attitude des citoyens vis-à-vis de la gouvernance, du capital social, des conflits, de la criminalité et la participation, entre autres	
<b>Exemples d'indicateurs</b>	<i>Pouvoir politique</i>	<ul style="list-style-type: none"> <li>En ce qui concerne les élections nationales les plus récentes, quelle déclaration vous semble vraie ? [diverses options sur le comportement électoral]</li> <li>À votre avis, quelle est la probabilité qu'avec d'autres, vous puissiez obliger (a) votre conseiller municipal élu à écouter votre avis sur une question importante pour la communauté, (b) votre représentant à l'Assemblée nationale à écouter votre avis sur une question importante pour la communauté ?</li> </ul>
	<i>Pouvoir économique</i>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Avez-vous un emploi qui vous donne un revenu pécuniaire ? À plein temps ou à temps partiel ? Êtes-vous actuellement à la recherche d'un emploi (même si vous avez du travail) ?</li> </ul>
	<i>Fourniture de services</i>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Au cours de l'année écoulée, avez-vous jamais été privé, vous ou quelqu'un de votre famille : d'eau potable à usage domestique ? de médicaments ou de traitements médicaux ? Et si oui, à quelle fréquence ?</li> <li>À votre avis, quels sont les problèmes les plus importants auxquels le gouvernement devrait s'attaquer dans ce pays ? [suivi d'une liste des services de base]</li> </ul>
	<i>Redevabilité, transparence et corruption</i>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Dans quelle mesure faites-vous confiance aux personnalités ou services suivants, ou n'en avez-vous pas suffisamment entendu parler pour vous prononcer ? [liste de dirigeants politiques, justice, police]</li> <li>À votre avis, votre conseil local pratique-t-il bien ou mal les procédures suivantes ? [la liste comprend, p.ex. faire connaître le programme du Conseil aux gens ordinaires ; fournir des informations sur le budget du conseil aux citoyens ; consulter d'autres personnalités (dont des dirigeants traditionnels, civiques ou communautaires) avant de prendre une décision]</li> <li>Par le passé, à quelle fréquence (si jamais) avez-vous dû donner un pot-de-vin ou un cadeau ou rendre un service à des fonctionnaires gouvernementaux pour : (a) recevoir un document ou un permis ? (b) obtenir des services d'alimentation en eau ou d'assainissement ? (c) éviter un problème avec la police ?</li> </ul>
	<i>Police et sécurité</i>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Laquelle des déclarations suivantes se rapproche le plus de votre opinion personnelle : (a) dans votre pays, les femmes devraient avoir les mêmes droits et être traitées de la même manière que les hommes ; (b) les femmes ont toujours été assujetties aux lois et coutumes traditionnelles et devraient le rester.</li> <li>Laquelle des déclarations suivantes se rapproche le plus de votre opinion personnelle : (a) les femmes devraient avoir les mêmes chances que les hommes de se faire élire à un poste politique ; (b) les hommes font de meilleurs dirigeants politiques et c'est eux qu'il faut élire plutôt que des femmes.</li> </ul>

<b>Exemples d'indicateurs liés au genre</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Laquelle des déclarations suivantes se rapproche le plus de votre opinion personnelle :(a) dans votre pays, les femmes devraient avoir les mêmes droits et être traitées de la même manière que les hommes ; (b) les femmes ont toujours été assujetties aux lois et coutumes traditionnelles et devraient le rester.</li> <li>• Laquelle des déclarations suivantes se rapproche le plus de votre opinion personnelle :(a) les femmes devraient avoir les mêmes chances que les hommes de se faire élire à un poste politique ; (b) les hommes font de meilleurs dirigeants politiques et c'est eux qu'il faut élire plutôt que des femmes.</li> </ul>	
<b>Sources et collecte des données</b>	<i>Sources de données</i>	Échantillon représentatif de la population en âge de voter, stratifié pour couvrir tous les grands segments démographiques
	<i>Personnes chargées de la collecte</i>	Institutions nationales partenaires d'Afrobaromètre, dont des instituts universitaires, des groupes de recherche indépendants ou des entreprises de sondage d'opinion privées
<b>Sensibilité à la dimension de genre</b>	<i>Ventilées par sexe</i>	Certains pays ont recueilli des données sur le sexe de leurs répondants, mais pas de données ventilées par sexe
	<i>Sexospécifiques</i>	Certaines questions concernent uniquement les femmes
	<i>Implicitement genrées</i>	Oui, dans la mesure où les femmes sont les bénéficiaires principales de certains services de base
	<i>Choisies par les femmes</i>	Les questions doivent être posées de la même manière aux femmes et aux hommes, mais pas de participation spécifiquement féminine dans l'élaboration de la méthode
	<i>Explicitement genrées</i>	Partiellement ; un certain intérêt pour les questions de genre, mais les indicateurs n'ont pas été systématiquement ventilés et aucun processus local ne reflète les différences hommes-femmes dans la sélection et la collecte des indicateurs
<b>Nature participative du cycle d'évaluation de la gouvernance</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• <i>Participation à l'élaboration de la méthode</i> : aucune</li> <li>• <i>Participation à la collecte et à l'analyse des données</i> : données fournies par les parties prenantes</li> <li>• <i>Validation externe</i> : aucune</li> <li>• <i>Accessibilité des conclusions</i> : toutes les données brutes sont disponibles sur un site Internet interactif</li> <li>• <i>Contextualisation locale</i> : questionnaire standard pour tous les pays, mais adapté à chacun d'entre eux pour prendre en compte la nomenclature locale et des facteurs nationaux spécifiques, puis traduit dans les principales langues locales</li> <li>• <i>Lien avec les plans de développement</i> : aucun</li> </ul>	

## Indice de transformation de Bertelsmann (BTI)

Bertelsmann Stiftung

Accès Internet : <http://www.bertelsmann-transformation-index.de/11.0.html?&L=1>

<b>Objectif déclaré</b>	Plaider en faveur de réformes avec pour objectif une démocratie constitutionnelle et une économie de marché socialement responsable
<b>Couverture géographique</b>	125 pays à travers le monde
<b>Période couverte</b>	Depuis 2003, dernier en 2008
<b>Utilisateurs ciblés</b>	Acteurs publics et politiques s'intéressant aux réformes politiques et économiques
<b>Type de données</b>	Compilation primaire d'indicateurs dérivés d'enquêtes auprès des experts, combinée à des rapports qualitatifs

<b>Champs d'analyses</b>	Deux indices comprenant 17 critères, avec chacun 52 questions. Les deux indices sont l'indice du statut et l'indice de la gestion.	
<b>Exemples d'indicateurs</b>	<i>Pouvoir politique</i>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Dans quelle mesure les dirigeants sont-ils désignés par des élections générales libres et équitables ?</li> <li>Dans quelle mesure les dirigeants démocratiquement élus ont-ils effectivement le pouvoir de gouverner ?</li> </ul>
	<i>Pouvoir économique</i>	Dans quelle mesure des segments importants de la population sont-ils fondamentalement exclus de la société à cause d'une combinaison de pauvreté et d'inégalités (écarts de revenus, genre, éducation, religion, ethnie) ?
	<i>Fourniture de services</i>	Dans quelle mesure les pouvoirs publics utilisent-ils de manière efficace des ressources économiques et humaines disponibles ?
	<i>Redevabilité, transparence et corruption</i>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Dans quelle mesure les titulaires de charge qui abusent de leur position sont-ils pénalisés, sur le plan juridique ou politique ?</li> <li>Dans quelle mesure le gouvernement arrive-t-il à combattre la corruption ?</li> </ul>
	<i>Accès à la justice</i>	Dans quelle mesure les droits civiques sont-ils protégés et garantis et dans quelle mesure les citoyens peuvent-ils demander réparation en cas de violation de ces libertés ?
<b>Tous les indicateurs liés au genre</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Dans quelle mesure les femmes bénéficient-elles des mêmes droits et opportunités que les hommes en ce qui concerne leur participation à la vie sociale et politique ?</li> <li>L'allocation des ressources par les autorités politiques est-elle sensible à la dimension de genre ?</li> <li>Les autorités politiques ont-elles pour ambition de renforcer la voix politique des femmes et leur participation équitable dans les principaux organes décisionnels (exécutif, législatif, judiciaire) ?</li> <li>Les autorités politiques sont-elles arrivées à un consensus sur l'égalité des sexes en tant qu'objectif à long terme, par exemple par la sensibilisation du public aux questions de genre ?</li> </ul>	

<b>Sources et collecte des données</b>	<i>Sources de données</i>	Recherche documentaire
	<i>Personnes chargées de la collecte</i>	Un spécialiste local et un spécialiste international par pays
<b>Sensibilité à la dimension de genre</b>	<i>Ventilées par sexe</i>	Aucune
	<i>Sexospécifiques</i>	Quelques données concernent les femmes
	<i>Implicitement générées</i>	Aucune
	<i>Choisies par les femmes</i>	Aucune
	<i>Explicitement générées</i>	Partiellement ; un certain intérêt pour les questions de genre, mais les indicateurs liés au genre sont séparés des autres et aucun processus local ne reflète les différences hommes-femmes dans la sélection et la collecte des indicateurs
<b>Nature participative du cycle d'évaluation de la gouvernance</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li><i>Participation à l'élaboration de la méthode</i> : aucune</li> <li><i>Participation à la collecte et à l'analyse des données</i> : aucune</li> <li><i>Validation externe</i> : une seule révision anonyme pour chaque pays</li> <li><i>Accessibilité des conclusions</i> : toutes les données brutes plus les scores calculés sont disponibles sur le site Internet ; classements disponibles sous forme imprimée et sur CD</li> <li><i>Contextualisation locale</i> : aucune</li> <li><i>Lien avec les plans de développement</i> : aucun</li> </ul>	

## Base de données Cingranelli-Richards sur les droits de l'homme

CIRI

Accès Internet : <http://ciri.binghamton.edu/index.asp>

<b>Objectif déclaré</b>	Procurer des informations normatives sur le respect, par les pouvoirs publics, d'un large éventail de droits humains reconnus internationalement, pour tous les pays, quel que soit leur régime, dans toutes les régions du monde
<b>Couverture géographique</b>	195 pays
<b>Période couverte</b>	Annuellement de 1981 à 2006 ; dernière publication en 2008
<b>Utilisateurs ciblés</b>	Chercheurs universitaires et étudiants voulant tester des théories sur les causes et les conséquences des violations des droits de l'homme Décideurs politiques et analystes qui cherchent à estimer les effets sur les droits de l'homme d'une large gamme de changements institutionnels et de politiques publiques
<b>Type de données</b>	Compilation primaire d'indicateurs dérivés d'enquêtes auprès de spécialistes

<b>Champs d'analyses</b>	13 indicateurs sur les pratiques en matière de droits de l'homme	
<b>Exemples d'indicateurs</b>	<i>Pouvoir politique</i>	• Autodétermination électorale
	<i>Pouvoir économique</i>	• Droits des travailleurs
	<i>Police et sécurité</i>	• Assassinats extrajudiciaires • Disparitions • Torture
<b>Tous les indicateurs liés au genre</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Droits politiques des femmes</li> <li>• Droits économiques des femmes</li> <li>• Droits sociaux des femmes</li> </ul>	

<b>Sources et collecte des données</b>	<i>Sources de données</i>	Rapports sur les droits de l'homme du Département d'État américain et Amnesty International
	<i>Personnes chargées de la collecte</i>	Au moins deux codeurs qualifiés pour chaque variable dans chaque pays
<b>Sensibilité à la dimension de genre</b>	<i>Ventilées par sexe</i>	Aucune
	<i>Sexospécifiques</i>	Trois indicateurs concernent spécifiquement les femmes
	<i>Implicitement genrées</i>	Aucune
	<i>Choisies par les femmes</i>	Aucune
	<i>Explicitement genrées</i>	Partiellement ; un certain intérêt pour les questions de genre, mais les indicateurs liés au genre sont très limités et séparés des autres
<b>Nature participative du cycle d'évaluation de la gouvernance</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• <i>Participation à l'élaboration de la méthode</i> : aucune</li> <li>• <i>Participation à la collecte et à l'analyse des données</i> : aucune</li> <li>• <i>Validation externe</i> : aucune</li> <li>• <i>Accessibilité des conclusions</i> : toutes les données sont disponibles sur un site Internet interactif ; inscription gratuite exigée.</li> <li>• <i>Contextualisation locale</i> : aucune</li> <li>• <i>Lien avec les plans de développement</i> : aucun</li> </ul>	

## Analyse de la gouvernance des pays (Country Governance Analysis)

Ministère du développement international du Royaume-Uni (DFID)

Accès Internet : <http://www.dfid.gov.uk/pubs/files/how-to-cga.pdf>

<b>Objectif déclaré</b>	Mettre une analyse globale de la gouvernance et des conflits au cœur des processus de planification des pays, afin de mieux informer les stratégies et les décisions du DFID	
<b>Couverture géographique</b>	Mise en œuvre dans 19 pays, analyse terminée dans plus de 10 pays	
<b>Période couverte</b>	En cours ; lancé en 2007	
<b>Utilisateurs ciblés</b>	Le DFID, afin de comprendre le contexte et les tendances en matière de gouvernance, d'orienter les décisions sur les objectifs et les cibles des programmes d'aide et les choix et les palettes d'instruments destinés à l'aide, de mieux gérer les risques et d'informer l'analyse des progrès accomplis par les pouvoirs publics des pays partenaires	
<b>Type de données</b>	Compilation secondaire d'indicateurs dérivés d'enquêtes nationales, internationales ou de la société civile, combinée à des rapports qualitatifs avec analyse par des spécialistes	
<b>Champs d'analyses</b>	<p>15 critères en trois grappes :</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. capacités étatiques (stabilité/sécurité, capacités de gestion de la politique sociale/économique, efficacité des pouvoirs publics, mobilisation des revenus/gestion des finances publiques, conditions d'investissement, commerce et développement du secteur privé)</li> <li>2. redevabilité (libertés politiques/droits, transparence/médias, participation politique, état de droit/accès à la justice, société civile)</li> <li>3. réactivité (droits humains, politiques en faveur des pauvres, inégalités entre les sexes/discrimination, qualité du droit, corruption)</li> </ol>	
<b>Sources et collecte des données</b>	<i>Sources de données</i>	Un ensemble équilibré d'indicateurs sur la gouvernance en provenance du gouvernement, du DFID, d'autres donateurs, d'experts locaux et internationaux et de la société civile
	<i>Personnes chargées de la collecte</i>	Bureaux de pays du DFID
<b>Sensibilité à la dimension de genre</b>	<i>Ventilées par sexe</i>	Oui pour certains indicateurs en fonction de la source
	<i>Sexospécifiques</i>	Quelques données concernent spécifiquement les femmes
	<i>Implicitement genrées</i>	Possible, mais aucun exemple disponible
	<i>Choisies par les femmes</i>	Aucune
	<i>Explicitement genrées</i>	Partiellement ; un certain intérêt pour les questions de genre, mais les indicateurs liés au genre sont très limités et séparés des autres et aucun processus local ne reflète les différences hommes-femmes dans la sélection et la collecte des indicateurs
<b>Nature participative du cycle d'évaluation de la gouvernance</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• <i>Participation à l'élaboration de la méthode</i> : aucune</li> <li>• <i>Participation à la collecte et à l'analyse des données</i> : les consultations devraient inclure les collectivités locales, d'autres donateurs et la société civile</li> <li>• <i>Validation externe</i> : révision par le DFID</li> <li>• <i>Accessibilité des conclusions</i> : la plupart sont publiées en tout ou en partie sur Internet</li> <li>• <i>Contextualisation locale</i> : les bureaux de pays peuvent choisir quels indicateurs de gouvernance inclure, en s'appuyant sur des définitions centralisées</li> <li>• <i>Lien avec les plans de développement</i> : lié au soutien mis en œuvre par le DFID</li> </ul>	

## Évaluation de la politique et des institutions nationales (CPIA)

Banque mondiale

Accès Internet : Pour de plus amples informations, voir : <http://go.worldbank.org/74EDY81YU0>. Pour les résultats, voir :

<http://go.worldbank.org/FNMPLT86W0>

<b>Objectif déclaré</b>	Capturer la qualité des politiques et des arrangements institutionnels des pays éligibles au titre de l'Association internationale de développement (IDA), et les éléments clés dont le pays a le contrôle (non les résultats, qui sont influencés par des éléments échappant au contrôle du pays)
<b>Couverture géographique</b>	75 pays à faible revenu
<b>Période couverte</b>	Élaboré pour la première fois au milieu des années 1970 ; publié annuellement
<b>Utilisateurs ciblés</b>	La Banque mondiale, pour l'aider à déterminer la taille relative des prêts et dons accordés à des conditions préférentielles aux pays à faible revenu
<b>Type de données</b>	Compilation primaire d'indicateurs dérivés d'enquêtes auprès des experts

<b>Champs d'analyses</b>	16 critères regroupés en quatre catégories également pondérées : A. Gestion économique (1. gestion macroéconomique, 2. politique budgétaire, 3. politique de la dette) B. Politiques structurelles (4. commerce, 5. secteur financier, 6. réglementations commerciales) C. Politiques en faveur de l'inclusion sociale/équité (7. égalité des sexes, 8. équité dans l'utilisation des ressources publiques, 9 renforcement des ressources humaines, 10. protection sociale et travail, 11. politiques et institutions pour un environnement durable) D. Gestion et institutions du secteur public (12. droits à la propriété et gouvernance fondée sur des règles, 13. qualité de la gestion budgétaire et financière, 14. efficacité de la mobilisation des revenus, 15. qualité de l'administration publique, 16. transparence, redevabilité et corruption dans le secteur public)
<b>Exemples d'indicateurs liés au genre</b>  <i>Le critère 7, sur l'égalité des sexes, regroupe de nombreuses questions liées au genre, notamment la participation politique nationale. Par exemple, une note de 3 est attribuée en fonction des éléments décrits ci-contre :</i>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Différences significatives dans les ratios filles/garçons concernant l'obtention du diplôme primaire et l'inscription à l'école secondaire ; des fossés substantiels subsistent dans l'accès aux soins et au planning familial, surtout aux niveaux régionaux urbains/ruraux, et le taux de fécondité des adolescentes est élevé. Les lois et les politiques prévoient l'égalité des sexes dans l'enseignement, l'accès aux soins prénatals et obstétriques, et l'accès à des services de planning familial, mais elles sont peu respectées, car il n'existe aucun mécanisme pour les faire appliquer.</li> <li>• Il existe des disparités significatives entre les sexes en ce qui concerne la participation à la vie active, le régime foncier et les pratiques en matière de propriété et d'héritage. Des lois et des politiques consacrent officiellement l'égalité des sexes dans ces domaines, mais elles sont peu respectées, car il n'existe aucun mécanisme pour les faire appliquer.</li> <li>• La violence contre les femmes (notamment les mutilations génitales féminines, le trafic ou le harcèlement sexuel) est courante, mais est considérée comme un crime. La loi est peu suivie, cependant, car il n'existe aucun mécanisme pour la faire appliquer. Il existe des disparités importantes en ce qui concerne la participation politique au niveau national. Des lois et politiques prévoient l'égalité des sexes dans ce domaine, mais elles sont peu respectées, car il n'existe aucun mécanisme pour les faire appliquer.</li> </ul>

<b>Sources et collecte des données</b>	<i>Sources de données</i>	Observations et jugements fondés sur la connaissance du pays et les indicateurs publics disponibles
	<i>Personnes chargées de la collecte</i>	Équipes-pays de la Banque mondiale
<b>Sensibilité à la dimension de genre</b>	<i>Ventilées par sexe</i>	Aucune
	<i>Sexospécifiques</i>	Seul le critère 7 (égalité des sexes) concerne les femmes
	<i>Implicitement genrées</i>	Aucune
	<i>Choisies par les femmes</i>	Aucune
	<i>Explicitement genrées</i>	Partiellement ; un certain intérêt pour les questions de genre, mais les indicateurs liés au genre sont séparés des autres et aucun processus local ne reflète les différences hommes-femmes dans la sélection et la collecte des indicateurs
<b>Nature participative du cycle d'évaluation de la gouvernance</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• <i>Participation à l'élaboration de la méthode</i> : aucune</li> <li>• <i>Participation à la collecte et à l'analyse des données</i> : aucune</li> <li>• <i>Validation externe</i> : aucune</li> <li>• <i>Accessibilité des conclusions</i> : les classements pour chacun des 16 critères sont publiés sur le site Internet ; pas de données brutes</li> <li>• <i>Contextualisation locale</i> : aucune</li> <li>• <i>Lien avec les plans de développement</i> : lié aux activités de donateur de la Banque mondiale</li> </ul>	



## Enquêtes 1-2-3 (Pauvreté, Démocratie et Gouvernance)

Développement, Institutions & Analyses de Long terme (DIAL)

Accès Internet : [http://www.dial.prd.fr/dial\\_enquetes/dial\\_enquetes\\_modulegouvernance.htm](http://www.dial.prd.fr/dial_enquetes/dial_enquetes_modulegouvernance.htm)

<b>Objectif déclaré</b>	Permettre une évaluation quantitative de la gouvernance (ventilée en fonction du type d'institution) tant du point de vue des performances de l'appareil d'État que de la confiance des ménages dans les institutions publiques	
<b>Couverture géographique</b>	15 pays d'Afrique et d'Amérique latine	
<b>Période couverte</b>	Lancées en 2005	
<b>Utilisateurs ciblés</b>	Société civile et autres acteurs pour le suivi et l'évaluation des politiques publiques, comme celles qui améliorent l'efficacité ou réduisent la corruption	
<b>Type de données</b>	Compilation primaire d'indicateurs dérivés d'enquêtes d'opinion publique	
<b>Champs d'analyses</b>	Environ 60 indicateurs dans 3 modules : pauvreté, démocratie et gouvernance. Aucun n'est explicitement lié au genre.	
<b>Exemples d'indicateurs</b>	<i>Pouvoir économique</i>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Quelle est la situation financière actuelle du ménage ?</li> </ul>
	<i>Fourniture de services</i>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Les besoins minimum en eau de votre ménage sont-ils satisfaits ? En électricité ? En soins médicaux ?</li> <li>• Depuis l'année dernière, le fonctionnement des services publics suivants s'est-il [amélioré, maintenu, détérioré] ?</li> </ul>
	<i>Redevabilité, transparence et corruption</i>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Avez-vous confiance dans les institutions suivantes ? [Liste d'institutions publiques]</li> <li>• À votre avis, la corruption est-elle un problème majeur dans votre pays ?</li> <li>• Que pensez-vous de la transparence des politiques ou des réformes mises en place ?</li> </ul>
<b>Sources et collecte des données</b>	<i>Sources de données</i>	Échantillon représentatif des ménages, avec des membres des deux sexes
	<i>Personnes chargées de la collecte</i>	Institutions locales partenaires, dont les agences nationales de statistiques
<b>Sensibilité à la dimension de genre</b>	<i>Ventilées par sexe</i>	Oui, pour toutes les données
	<i>Sexospécifiques</i>	Aucune
	<i>Implicitement générées</i>	Quelques données, p.ex. le nombre de repas par jour pour vous et votre famille, l'accès à l'eau etc.
	<i>Choisies par les femmes</i>	Le questionnaire n'a pas été élaboré explicitement par des femmes, mais des femmes ont été interrogées
	<i>Explicitement générées</i>	Partiellement (indicateurs ventilés et concernant les femmes), mais pas suffisamment pour l'élaboration des indicateurs ni pour le choix d'indicateurs qui auraient pu mieux refléter les besoins des femmes
<b>Nature participative du cycle d'évaluation de la gouvernance</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• <i>Participation à l'élaboration de la méthode</i> : des chercheurs de DIAL ont élaboré une méthode générique qui a été adaptée par les institutions partenaires locales suite à un large processus de consultation, notamment avec la société civile locale</li> <li>• <i>Participation à la collecte et à l'analyse des données</i> : les parties prenantes fournissent les données</li> <li>• <i>Validation externe</i> : des superviseurs locaux examinent le processus</li> <li>• <i>Accessibilité des conclusions</i> : résultats publiés sous forme de rapport sur le site Internet, avec quelques conclusions sous forme de tableaux</li> <li>• <i>Contextualisation locale</i> : le questionnaire standard a été adapté au niveau national ; adaptation moins poussée en Afrique pour optimiser la comparabilité</li> <li>• <i>Lien avec les plans de développement</i> : aucun</li> </ul>	

## Étude diagnostique sur la gouvernance et la corruption au Burundi

Gouvernement du Burundi

Accès Internet : <http://burundi.news.free.fr/actualites/enquetebonnegouv.fr>

<b>Objectif déclaré</b>	Établir un diagnostic de l'étendue des faiblesses de la gouvernance ; recueillir les expériences et les opinions des citoyens sur les différents aspects de la gouvernance ; obtenir des points de référence permettant d'évaluer le niveau de succès des réformes à mettre en place dans le cadre d'une stratégie nationale visant à améliorer la gouvernance et à réduire la corruption, qui sera élaborée en tenant compte des résultats de l'enquête	
<b>Couverture géographique</b>	Burundi	
<b>Période couverte</b>	Publiée en 2008	
<b>Utilisateurs ciblés</b>	Le gouvernement, pour informer sa stratégie de bonne gouvernance D'autres acteurs qui cherchent à comprendre l'état de la gouvernance et de la corruption au Burundi	
<b>Type de données</b>	Compilation primaire d'indicateurs dérivés d'enquêtes menées auprès du public, des fonctionnaires, des travailleurs de la société civile et des entrepreneurs	
<b>Champs d'analyses</b>	Questions sur les perceptions publiques de la corruption dans les services publics. Aucune n'est explicitement liée au genre.	
<b>Exemples d'indicateurs</b>	<i>Fourniture de services</i>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Pots-de-vin à : régie d'électricité, régie des eaux, travailleurs de la santé</li> </ul>
	<i>Redevabilité, transparence et corruption</i>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Confiance dans les institutions publiques</li> <li>• Moyens d'accès à l'information</li> <li>• Pots-de-vin à : mairie, service des impôts. Institutions jugées les plus corrompues : parlement, tribunal du commerce, partis politiques, fisc, cour des comptes, gouvernement</li> </ul>
	<i>Accès à la justice</i>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Pots-de-vin à : employé du tribunal/juge. Institutions jugées les plus corrompues : justice officielle</li> </ul>
	<i>Police et sécurité</i>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Pots-de-vin à : police</li> <li>• Institutions jugées les plus corrompues : police</li> <li>• Types d'insécurité vécus</li> <li>• Victimes de crimes</li> </ul>
	<i>Services administratifs</i>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Pots-de-vin à : bureaux d'enregistrement des contrats, administration des documents, permis</li> </ul>
<b>Sources et collecte des données</b>	<i>Sources de données</i>	Citoyens de 18 ans et plus, fonctionnaires, travailleurs de la société civile et hommes/femmes d'affaires
	<i>Personnes chargées de la collecte</i>	Chercheurs employés par l'État
<b>Sensibilité à la dimension de genre</b>	<i>Ventilées par sexe</i>	Aucune
	<i>Sexospécifiques</i>	Aucune
	<i>Implicitement générées</i>	Oui, dans la mesure où les femmes sont touchées de façon disproportionnée par le fait qu'elles doivent payer des pots-de-vin pour les services de base
	<i>Choisies par les femmes</i>	Aucune
	<i>Explicitement générées</i>	Pas du tout : aucune tentative intentionnelle de collecter des données sensibles à la dimension de genre
<b>Nature participative du cycle d'évaluation de la gouvernance</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• <i>Participation à l'élaboration de la méthode</i> : aucune</li> <li>• <i>Participation à la collecte et à l'analyse des données</i> : les parties prenantes fournissent les données</li> <li>• <i>Validation externe</i> : tous les résultats sont vérifiés, une fois recueillis.</li> <li>• <i>Accessibilité des conclusions</i> : rapport disponible sur Internet, avec le total des réponses à chaque question, mais pas de données brutes.</li> <li>• <i>Contextualisation locale</i> : spécifique au Burundi</li> <li>• <i>Lien avec les plans de développement</i> : oui ; produit dans ce but par le gouvernement</li> </ul>	

## Liberté dans le monde (Freedom in the World)

Freedom House

Accès Internet : <http://www.freedomhouse.org/template.cfm?page=15>

<b>Objectif déclaré</b>	Suivre les tendances en matière de démocratie et les avancées ou reculs de la liberté dans le monde
<b>Couverture géographique</b>	193 pays et 15 territoires liés ou disputés
<b>Période couverte</b>	Annuellement depuis 1972
<b>Utilisateurs ciblés</b>	Décideurs politiques, médias, multinationales, défenseurs des droits humains et civiques cherchant des informations sur les libertés fondamentales
<b>Type de données</b>	Compilation primaire d'indicateurs dérivés d'enquêtes d'opinion publique, combinée à des rapports qualitatifs

<b>Champs d'analyses</b>	Deux domaines divisés en sous-domaines, avec un total de 25 indicateurs : droits politiques (processus électoral, pluralisme et participation politiques, fonctionnement de l'État) et libertés civiles (liberté d'expression et de croyance, droits d'association et d'organisation, état de droit, autonomie personnelle et droits individuels)	
<b>Exemples d'indicateurs</b>	<i>Pouvoir politique</i>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Le chef de gouvernement ou tout autre détenteur de l'autorité nationale est-il élu au cours d'un scrutin libre et équitable ?</li> <li>Le cadre et les lois du système électoral sont-ils équitables ?</li> </ul>
	<i>Pouvoir économique</i>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Y a-t-il égalité des chances et absence d'exploitation économique ?</li> </ul>
	<i>Redevabilité, transparence et corruption</i>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Le gouvernement doit-il rendre compte à l'électorat entre les élections, et opère-t-il de façon ouverte et transparente ?</li> <li>Y a-t-il des médias libres et indépendants et d'autres formes d'expression culturelle ?</li> <li>Le gouvernement n'est-il pas sujet à une corruption généralisée ?</li> </ul>
	<i>Accès à la justice</i>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Y a-t-il un pouvoir judiciaire indépendant ?</li> <li>La législation, les politiques et les pratiques garantissent-elles l'égalité de traitement à tous les segments de la population ?</li> </ul>
	<i>Police et sécurité</i>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Y a-t-il une protection contre la terreur politique, les emprisonnements injustifiés, l'exil ou la torture, que ce soit par des groupes qui appuient le système ou y sont opposés ?</li> <li>Est-on à l'abri de la guerre et des rébellions ?</li> </ul>
<b>Tous les indicateurs liés au genre</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>La législation, les politiques et les pratiques garantissent-elles l'égalité de traitement à tous les segments de la population ?</li> <li>Y a-t-il des libertés sociales personnelles, dont l'égalité des sexes, le choix de l'époux/épouse et la taille de la famille ?</li> </ul>	

<b>Sources et collecte des données</b>	<i>Sources de données</i>	Rapports sur les nouvelles nationales et étrangères, analyses universitaires, organisations non gouvernementales, think tanks, contacts professionnels individuels et visites dans la région
	<i>Personnes chargées de la collecte</i>	Analystes internationaux
<b>Sensibilité à la dimension de genre</b>	<i>Ventilées par sexe</i>	Aucune
	<i>Sexospécifiques</i>	Un indicateur concerne spécifiquement les femmes
	<i>Implicitement genrées</i>	Un indicateur
	<i>Choisies par les femmes</i>	Aucune
	<i>Explicitement genrées</i>	Partiellement ; un certain intérêt pour les questions de genre, mais les indicateurs relatifs aux différences hommes-femmes sont très limités et séparés des autres
<b>Nature participative du cycle d'évaluation de la gouvernance</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li><i>Participation à l'élaboration de la méthode</i> : aucune</li> <li><i>Participation à la collecte et à l'analyse des données</i> : aucune</li> <li><i>Validation externe</i> : révision par des consultants universitaires ayant une expertise dans chacune des régions</li> <li><i>Accessibilité des conclusions</i> : classements pour les domaines et sous-domaines publiés sur le site Internet et sous forme de livre ; pas de données brutes</li> <li><i>Contextualisation locale</i> : aucune</li> <li><i>Lien avec les plans de développement</i> : utilisé dans les calculs pour le décaissement des fonds du Millenium Challenge Account</li> </ul>	

## Baromètre mondial de la corruption

Transparency International (TI)

Accès Internet : [http://www.transparency.org/policy\\_research/surveys\\_indices/gcb](http://www.transparency.org/policy_research/surveys_indices/gcb)

<b>Objectif déclaré</b>	Évaluer où et comment les gens ordinaires ressentent l'impact de la corruption
<b>Couverture géographique</b>	60 pays
<b>Période couverte</b>	Annuellement depuis 2003
<b>Utilisateurs ciblés</b>	Non spécifié
<b>Type de données</b>	Compilation primaire d'indicateurs dérivés d'enquêtes d'opinion publique

<b>Champs d'analyses</b>	Expérience publique de la corruption, avec avis sur son impact dans divers secteurs. Quatre grandes questions au total. Aucune n'est explicitement liée au genre.
<b>Résumé de toutes les questions</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>• Dans quelle mesure avez-vous l'impression que les catégories suivantes sont touchées par la corruption dans votre pays ? [système éducatif, services médicaux, services d'utilité publique, médias, parlement, partis politiques, fisc, système juridique, armée, police, état civil et délivrance de permis]</li><li>• Au cours des 12 derniers mois, avez-vous – vous ou quelqu'un de votre foyer – payé un pot-de-vin sous quelque forme que ce soit à chacune des institutions/organisations suivantes avec lesquelles vous avez eu un contact ? Si oui, quel en était le montant ? [système éducatif, services médicaux, téléphone, eau, électricité, gaz, fisc, pouvoir judiciaire, système juridique, police, état-civil et délivrance de permis]</li><li>• Vous attendez-vous à ce que le niveau de corruption évolue dans ce pays au cours des trois prochaines années ?</li><li>• Comment évalueriez-vous les actions du gouvernement en place en matière de lutte contre la corruption ?</li></ul>

<b>Sources et collecte des données</b>	<i>Sources de données</i>	Échantillon représentatif de la population générale
	<i>Personnes chargées de la collecte</i>	Gallup International ou organismes de sondage locaux pour le compte de TI
<b>Sensibilité à la dimension de genre</b>	<i>Ventilées par sexe</i>	Seulement pour le paiement éventuel de pots-de-vin
	<i>Sexospécifiques</i>	Aucune
	<i>Implicitement genrées</i>	Oui, dans la mesure où la corruption dans les services de base touche les femmes de façon disproportionnée
	<i>Choisies par les femmes</i>	Aucune
	<i>Explicitement genrées</i>	Pas du tout ; la collecte de données sensibles à la dimension de genre s'est faite de façon incidente, avec ventilation limitée, et les questions n'ont pas été posées de la même manière aux hommes et aux femmes
<b>Nature participative du cycle d'évaluation de la gouvernance</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>• <i>Participation à l'élaboration de la méthode</i> : aucune</li><li>• <i>Participation à la collecte et à l'analyse des données</i> : les parties prenantes fournissent les données.</li><li>• <i>Validation externe</i> : aucune</li><li>• <i>Accessibilité des conclusions</i> : réponses agrégées par pays disponibles sur le site Internet</li><li>• <i>Contextualisation locale</i> : aucune</li><li>• <i>Lien avec les plans de développement</i> : aucun</li></ul>	

## Bonne gouvernance pour le développement local – GOFORGOLD

Direction indépendante pour la gouvernance locale, Afghanistan (IDLG)

Accès Internet : Pas encore lancé. Pour de plus amples informations, contacter [info@ands.gov.af](mailto:info@ands.gov.af).

Voir aussi la mention dans le UNDP Users' Guide on Measuring Decentralisation and Local Governance

(Guide d'utilisation du PNUD sur la façon de mesurer la décentralisation et la Gouvernance locale), [www.undp.org/oslocentre](http://www.undp.org/oslocentre)

<b>Objectif déclaré</b>	Donner un aperçu de la gouvernance au niveau sous-national, et plus particulièrement permettre de suivre la situation de la gouvernance dans les provinces, districts, municipalités et villages par rapport à des critères et des indicateurs de gouvernance	
<b>Couverture géographique</b>	Instances infranationales en Afghanistan	
<b>Période couverte</b>	En cours d'élaboration	
<b>Utilisateurs ciblés</b>	<p>Autorités nationales, afin d'évaluer les prestations des instances infranationales, d'améliorer l'allocation des ressources et de justifier les budgets ou les services ministériels, dans l'objectif de disposer d'une base pour l'aide stratégique aux instances infranationales et d'identifier la bonne gouvernance locale et les pratiques de développement durable</p> <p>Provinces, districts et municipalités, afin d'indiquer les domaines où les collectivités locales ont fait des progrès et ceux où un appui et des améliorations sont nécessaires, de démontrer leur responsabilisation aux citoyens et de communiquer sur les réalisations à l'intention des citoyens et des autorités centrales</p> <p>Partenaires de développement et donateurs, afin d'obtenir des critères informatifs sur les prestations des instances infranationales et sur les initiatives de renforcement des capacités, et de mieux cibler l'assistance aux instances infranationales</p>	
<b>Type de données</b>	Compilation primaire d'indicateurs dérivés d'enquêtes menées auprès d'experts, ainsi que de calculs basés sur les données provenant des enquêtes nationales	
<b>Champs d'analyses</b>	25 indicateurs regroupés selon sept principes : représentation, participation, redevabilité, transparence, efficacité, sécurité et équité	
<b>Exemples d'indicateurs</b>	<i>Pouvoir politique</i>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Conseils élus</li> <li>• Chefs de village/maires élus</li> <li>• Existence de groupes civiques</li> <li>• Capacité des citoyens à prendre part aux décisions</li> </ul>
	<i>Fourniture de services</i>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Total du budget infranational et des dépenses</li> <li>• Prévisibilité des transferts dans le budget des collectivités locales</li> <li>• Publication des normes de fourniture de services</li> </ul>
	<i>Redevabilité, transparence et corruption</i>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Audit indépendant</li> <li>• Codes de conduite</li> <li>• Droit à l'information</li> <li>• Examen public du budget et des états financiers</li> <li>• Politique anti-corruption</li> </ul>
	<i>Police et sécurité</i>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Résolution des conflits</li> <li>• Protection contre la criminalité et la violence</li> <li>• Frontières territoriales</li> <li>• Sécurité du régime foncier et de l'occupation des sols</li> </ul>
<b>Exemples d'indicateurs liés au genre</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Participation électorale par sexe</li> <li>• Conseillères municipales</li> <li>• Forums publics pour femmes, jeunes et handicapés</li> <li>• Discrimination positive en faveur des femmes</li> </ul>	

<b>Sources et collecte des données</b>	<i>Sources de données</i>	Statistiques gouvernementales et données administratives
	<i>Personnes chargées de la collecte</i>	Personnel de l'IDLG
<b>Sensibilité à la dimension de genre</b>	<i>Ventilées par sexe</i>	Oui, si possible, p.ex. participation électorale, nombre de fonctionnaires, résolution des conflits, protection contre la criminalité et la violence, sécurité du régime foncier et de l'occupation des sols
	<i>Sexospécifiques</i>	Certaines données concernent les femmes
	<i>Implicitement générées</i>	Aucune
	<i>Choisies par les femmes</i>	Aucune
	<i>Explicitement générées</i>	Partiellement ; tous les indicateurs pertinents sont ventilés par sexe et des indicateurs spécifiquement liés au genre traitent des lacunes, mais aucun processus local ne reflète les différences hommes-femmes dans la sélection et la collecte des indicateurs
<b>Nature participative du cycle d'évaluation de la gouvernance</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• <i>Participation à l'élaboration de la méthode</i> : aucune précisée</li> <li>• <i>Participation à la collecte et à l'analyse des données</i> : les données seront collectées avec l'appui des représentants municipaux, des organisations de la société civile, de représentants du secteur privé et du secteur informel</li> <li>• <i>Validation externe</i> : les données seront en principe vérifiées par des fonctionnaires municipaux, des organisations de la société civile et des communautés locales</li> <li>• <i>Accessibilité des conclusions</i> : toutes les données seront publiées</li> <li>• <i>Contextualisation locale</i> : indicateur destiné à l'Afghanistan, version locale de l'indicateur de la gouvernance urbaine (voir mention séparée)</li> <li>• <i>Lien avec les plans de développement</i> : non spécifié</li> </ul>	

## Bulletins sur la bonne gouvernance urbaine

PNUD-TUGI (The Urban Governance Initiative)

Accès Internet : <http://www.serd.ait.ac.th/ump/html/books/card/Overview/Overview.htm>.

Voir aussi la mention dans le UNDP Users' Guide on Measuring Decentralisation and Local Governance

(Guide d'utilisation du PNUD sur la façon de mesurer la décentralisation et la Gouvernance locale), [www.undp.org/oslocentre](http://www.undp.org/oslocentre).

<b>Objectif déclaré</b>	<p>Évaluer les prestations des régimes politiques et administratifs d'une ville, notamment les mécanismes, institutions et procédures utilisés pour combattre les problèmes auxquelles elle se heurte, l'efficacité de leurs interventions face à ces problèmes et le degré de participation démocratique dans la gouvernance locale</p> <p>Comprendre et apprécier la nécessité d'une bonne gouvernance ainsi que de méthodologies et d'indicateurs utiles à l'autoévaluation</p> <p>Promouvoir une participation, une rapidité de réaction et une redevabilité accrues</p>	
<b>Couverture géographique</b>	Plus de 22 villes de la région Asie-Pacifique. Exemples : Colombo (Sri Lanka), Cebu, (Philippines), Butwal, (Népal).	
<b>Période couverte</b>	Initiative lancée en 1999 et achevée en 2004	
<b>Utilisateurs ciblés</b>	<p>Autorités locales, en particulier les maires, gouverneurs et administrateurs de la ville</p> <p>Associations régionales de villes et de municipalités et instituts de recherche et de formation spécialisés dans ce domaine</p> <p>Membres concernés de la société civile</p> <p>Institutions concernées de l'administration centrale et du secteur privé</p> <p>Agences de développement internationales</p>	
<b>Type de données</b>	Compilation primaire d'indicateurs dérivés d'enquêtes auprès des parties prenantes	
<b>Champs d'analyses</b>	Chaque numéro couvre neuf caractéristiques fondamentales de la bonne gouvernance : participation, état de droit, transparence, réactivité, orientation vers le consensus, équité, efficacité et performance, redevabilité, vision stratégique. Les numéros peuvent couvrir les sujets suivants : travail/création d'emplois, collecte et évacuation des déchets solides, pauvreté urbaine, abris et logement, eau et assainissement, transports publics et circulation, services de santé, genre et développement. Les personnes chargées de la mise en œuvre décident des numéros et indicateurs à utiliser.	
<b>Exemples généraux d'indicateurs</b>	<i>Pouvoir politique</i>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Participation de la société civile et des ONG aux programmes municipaux</li> </ul>
	<i>Pouvoir économique</i>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Programmes et politiques de l'administration locale favorisant la participation de la société civile et du secteur privé dans le domaine du travail et de la création d'emplois</li> <li>Ampleur des activités de la société civile et du secteur privé visant à augmenter les opportunités d'emploi dans la ville</li> <li>Mécanisme pour impliquer le secteur informel dans les décisions</li> </ul>
	<i>Fourniture de services</i>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Égalité d'accès aux soins de santé primaire, à l'éducation, à l'assainissement et aux infrastructures de base</li> <li>Recours à des techniques et instruments de gestion modernes pour l'administration municipale</li> <li>Accès public à l'éducation de base, aux soins de santé primaires, à l'eau potable, à des moyens d'assainissement adéquats et aux services de voirie</li> </ul>
	<i>Redevabilité, transparence et corruption</i>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Degré auquel les plaintes et réclamations sont prises en compte par l'administration municipale</li> <li>Transparence dans l'élaboration du budget, des dépenses et des revenus</li> <li>Accès des communautés à l'information et aux procédures</li> <li>Situation des collectivités locales et du partenariat société civile/secteur privé dans la lutte contre la corruption</li> </ul>
	<i>Police et sécurité</i>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Vigilance et action contre la criminalité et la violence dans la ville</li> </ul>
<b>Exemples d'indicateurs liés au genre</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Politiques et programmes des collectivités locales visant à encourager la participation de tous les citoyens sans considération d'âge, de sexe, de langue, de condition économique ou de religion</li> <li>Représentation des femmes dans l'administration municipale</li> <li>Tendances en matière de crimes et de violence contre les femmes dans la ville</li> <li>Transparence dans l'attribution des projets et des contrats sans discrimination sexuelle</li> </ul>	

<b>Sources et collecte des données</b>	<i>Sources de données</i>	Le même nombre de répondants pour chaque groupe de parties prenantes recensées
	<i>Personnes chargées de la collecte</i>	Organisations de la société civile
<b>Sensibilité à la dimension de genre</b>	<i>Ventilées par sexe</i>	Oui, dans certains cas, p.ex. Cebu (Philippines)
	<i>Sexospécifiques</i>	Certaines données concernent les femmes
	<i>Implicitement générées</i>	Certaines données, p.ex. les politiques qui encouragent la participation et la fourniture de services
	<i>Choisies par les femmes</i>	Aucune
	<i>Explicitement générées</i>	Partiellement ; les indicateurs ne sont pas systématiquement ventilés, les indicateurs liés au genre sont séparés des autres et aucun de processus local ne reflète les différences hommes-femmes dans la sélection et la collecte des indicateurs
<b>Nature participative du cycle d'évaluation de la gouvernance</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• <i>Participation à l'élaboration de la méthode</i> : implication des principaux groupes de parties prenantes dans la formulation des indicateurs</li> <li>• <i>Participation à la collecte et à l'analyse des données</i> : les fonctionnaires municipaux sont consultés, les répondants sont les parties prenantes</li> <li>• <i>Validation externe</i> : aucune</li> <li>• <i>Accessibilité des conclusions</i> : les données ne sont pas encore disponibles</li> <li>• <i>Contextualisation locale</i> : oui, initiative entièrement adaptée au contexte local</li> <li>• <i>Lien avec les plans de développement</i> : aucun</li> </ul>	



## Indice Ibrahim de la gouvernance en Afrique

Fondation Mo Ibrahim

Accès Internet : <http://www.moibrahimfoundation.org/french/the-prize.asp>

<b>Objectif déclaré</b>	Répondre à la nécessité de trouver une méthode globale, objective et quantifiable pour mesurer la qualité de la gouvernance en Afrique subsaharienne	
<b>Couverture géographique</b>	48 pays d'Afrique subsaharienne	
<b>Période couverte</b>	Annuellement depuis 2007	
<b>Utilisateurs ciblés</b>	Société civile et citoyens pour réclamer des comptes aux gouvernements	
<b>Type de données</b>	Compilation primaire d'indicateurs dérivés d'enquêtes nationales et internationales	
<b>Champs d'analyses</b>	Six catégories, avec 57 critères. Les six catégories sont : sécurité, état de droit, transparence et corruption, participation et droits humains, opportunités économiques durables, et développement humain.	
<b>Exemples d'indicateurs</b>	<i>Pouvoir politique</i>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Élection libre et équitable de l'exécutif</li> <li>• Participation de l'opposition à l'élection de l'exécutif</li> </ul>
	<i>Pouvoir économique</i>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• PIB par habitant</li> <li>• Croissance économique</li> </ul>
	<i>Fourniture de services</i>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Espérance de vie</li> <li>• Scolarisation</li> </ul>
	<i>Redevabilité, transparence et corruption</i>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Indice de la liberté de presse</li> <li>• Corruption dans la fonction publique</li> </ul>
	<i>Accès à la justice</i>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Indépendance judiciaire</li> </ul>
	<i>Police et sécurité</i>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Crimes violents (homicides)</li> </ul>
<b>Tous les indicateurs liés au genre</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Droits économiques des femmes</li> <li>• Droits politiques des femmes</li> <li>• Droits sociaux des femmes</li> </ul>	
<b>Sources et collecte des données</b>	<i>Sources de données</i>	Ressources internationales, comme la Banque mondiale, l'UNESCO et l'OMS, et sources nationales en provenance des bureaux des statistiques et des ministères
	<i>Personnes chargées de la collecte</i>	Personnel de l'École Kennedy (Université Harvard), et chercheurs et instituts de recherches dans les pays concernés
<b>Sensibilité à la dimension de genre</b>	<i>Ventilées par sexe</i>	Aucune
	<i>Sexospécifiques</i>	Certaines données concernent les femmes
	<i>Implicitement générées</i>	Aucune
	<i>Choisies par les femmes</i>	Aucune
	<i>Explicitement générées</i>	Partiellement ; un certain intérêt pour les questions de genre, mais les indicateurs relatifs aux différences hommes-femmes sont séparés des autres et aucun processus local ne reflète ces différences dans la sélection et la collecte des indicateurs
<b>Nature participative du cycle d'évaluation de la gouvernance</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• <i>Participation à l'élaboration de la méthode</i> : aucune</li> <li>• <i>Participation à la collecte et à l'analyse des données</i> : aucune</li> <li>• <i>Validation externe</i> : aucune</li> <li>• <i>Accessibilité des conclusions</i> : toutes les données sont disponibles sur le site Internet</li> <li>• <i>Contextualisation locale</i> : aucune</li> <li>• <i>Lien avec les plans de développement</i> : aucun, mais déterminant pour l'attribution du Prix Mo Ibrahim d'excellence en matière de leadership en Afrique</li> </ul>	

## Indice de liberté économique

Heritage Foundation et Wall Street Journal

Accès Internet : <http://www.heritage.org/Index/>

<b>Objectif déclaré</b>	Formuler une façon empirique et systématique de mesurer la liberté économique dans tous les pays du monde	
<b>Couverture géographique</b>	162 pays	
<b>Période couverte</b>	Annuellement depuis 1994	
<b>Utilisateurs ciblés</b>	Décideurs politiques chargés des réformes économiques Investisseurs cherchant des informations sur certains pays	
<b>Type de données</b>	Compilation primaire d'indicateurs dérivés d'enquêtes auprès d'experts ainsi que de calculs tirés de données provenant d'enquêtes internationales	
<b>Champs d'analyses</b>	Dix libertés économiques : liberté d'entreprise, liberté du commerce, liberté fiscale, taille du gouvernement, liberté monétaire, liberté d'investir, liberté financière, droits de propriété, droit d'être à l'abri de la corruption, liberté du travail. Aucune n'est explicitement liée au genre.	
<b>Exemples d'indicateurs</b>	<i>Pouvoir économique</i>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Une note maximum pour les droits de propriété indique que « la propriété privée est garantie par l'État. Les tribunaux font appliquer les contrats avec efficacité et rapidité. Le système judiciaire punit ceux qui confisquent une propriété privée de façon illégale. Il n'y a ni corruption ni expropriation ».</li> <li>• La liberté du travail est calculée sur la base du rapport Doing Business de la Banque mondiale.</li> </ul>
	<i>Redevabilité, transparence et corruption</i>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Le droit d'être à l'abri de la corruption est calculé à partir de l'indice des perceptions de la corruption de Transparency International.</li> </ul>
	<i>Services administratifs</i>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Une note maximum pour la liberté financière indique que « le crédit est alloué aux termes du marché [...] Les banques sont libres d'offrir des bons compétitifs, de faire crédit et d'accepter des dépôts, ainsi que d'effectuer des opérations dans des devises étrangères ».</li> </ul>
<b>Sources et collecte des données</b>	<i>Sources de données</i>	Ressources internationales, comme la Banque mondiale et d'autres banques de développement, le FMI, l'Economist Intelligence Unit, l'OMC, les agences d'investissement et autres autorités gouvernementales
	<i>Personnes chargées de la collecte</i>	Personnel de l'Heritage Foundation
<b>Sensibilité à la dimension de genre</b>	<i>Ventilées par sexe</i>	Aucune
	<i>Sexospécifiques</i>	Aucune
	<i>Implicitement genrées</i>	Aucune
	<i>Choisies par les femmes</i>	Aucune
	<i>Explicitement genrées</i>	Pas du tout ; aucune tentative intentionnelle de collecter des données sensibles à la dimension de genre
<b>Nature participative du cycle d'évaluation de la gouvernance</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• <i>Participation à l'élaboration de la méthode</i> : aucune</li> <li>• <i>Participation à la collecte et à l'analyse des données</i> : aucune</li> <li>• <i>Validation externe</i> : aucune</li> <li>• <i>Accessibilité des conclusions</i> : les notes attribuées pour chaque liberté sont publiées sur le site Internet et sous forme de livre</li> <li>• <i>Contextualisation locale</i> : aucune</li> <li>• <i>Lien avec les plans de développement</i> : aucun</li> </ul>	

## Indicateurs de mesure de l'état de droit

Vera Institute for Justice et Altus Global Alliance

Accès Internet : [http://www.vera.org/publication\\_pdf/481\\_891.pdf](http://www.vera.org/publication_pdf/481_891.pdf)

<b>Objectif déclaré</b>	Évaluer dans quelle mesure tous les individus, surtout ceux qui sont pauvres ou marginalisés, bénéficient de l'état de droit
<b>Couverture géographique</b>	Villes au Chili, en Inde, au Nigeria et aux États-Unis
<b>Période couverte</b>	Projet pilote lancé en 2008
<b>Utilisateurs ciblés</b>	Décideurs politiques locaux, professionnels de la justice et membres de la société civile, pour guider des réformes tangibles au niveau local
<b>Type de données</b>	Compilation primaire d'indicateurs et données qualitatives dérivés d'enquêtes auprès d'experts et d'enquêtes d'opinion publique, de faits nationaux et d'études

<b>Champs d'analyses</b>	13 principes fondamentaux comprenant un total de 60 indicateurs, dont la transparence, la police, le pouvoir judiciaire et les systèmes judiciaires non étatiques	
<b>Exemples d'indicateurs</b>	<i>Redevabilité, transparence et corruption</i>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Opinions sur l'efficacité des mécanismes de redevabilité</li> <li>L'opinion publique considère que les procédures législatives sont transparentes</li> <li>Pourcentage de l'opinion publique qui pense recevoir en temps voulu les services d'utilité publique comme l'électricité ou autres sans avoir à payer de pots-de-vin</li> <li>Perceptions publiques de la corruption au sein de la police</li> </ul>
	<i>Accès à la justice</i>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Nombre de juges par habitant, régions riches/pauvres</li> </ul>
	<i>Police et sécurité</i>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Arrêts et fouilles par la police, ventilés par groupes culturels clés</li> <li>Opinions d'experts sur le recours aux arrestations comme instrument d'oppression ou pour en tirer un avantage politique</li> </ul>
<b>Exemples d'indicateurs liés au genre</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Existence de procédures spéciales pour l'audition d'affaires de violence sexiste</li> <li>Proportion de femmes ayant recours aux services publics par rapport aux services non étatiques</li> <li>Proportion de femmes par rapport aux hommes qui croient que la police réagirait si elles rapportaient un crime</li> <li>Opinions d'experts sur les viols sous-déclarés</li> </ul>	

<b>Sources et collecte des données</b>	<i>Sources de données</i>	Enquêtes d'opinion publique ou auprès d'experts, données administratives, documents et législation, rapports de tiers, cas d'étude/observation
	<i>Personnes chargées de la collecte</i>	Chercheurs de quatre organisations à but non lucratif basées dans les pays concernés.
<b>Sensibilité à la dimension de genre</b>	<i>Ventilées par sexe</i>	Oui, pour les indicateurs liés au genre
	<i>Sexospécifiques</i>	Certaines données concernent les femmes
	<i>Implicitement genrées</i>	Certaines données, p.ex. les viols sous-déclarés
	<i>Choisies par les femmes</i>	Aucune
	<i>Explicitement genrées</i>	Partiellement ; même s'ils ont trait à des sujets précis et ne sont pas tous sexospécifiques, les indicateurs concernent les femmes et certains, liés au genre, révèlent des lacunes ; mais aucun processus local ne reflète les différences hommes-femmes dans la sélection et la collecte des indicateurs
<b>Nature participative du cycle d'évaluation de la gouvernance</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Participation à l'élaboration de la méthode : aucune</li> <li>Participation à la collecte et à l'analyse des données : quelques enquêtes d'opinion</li> <li>Validation externe : aucune</li> <li>Accessibilité des conclusions : toutes les données sont consultables sur le site Internet</li> <li>Contextualisation locale : variations dans le choix des données en fonction de chaque indicateur, mais les indicateurs ont été définis de façon centralisée</li> <li>Lien avec les plans de développement : aucun</li> </ul>	

## Indice d'intégrité

Global Integrity

Accès Internet : <http://report.globalintegrity.org/globalIndex.cfm>

<b>Objectif déclaré</b>	Évaluer l'existence, l'efficacité et l'accès des citoyens aux principaux mécanismes anti-corruption nationaux dans un large éventail de pays
<b>Couverture géographique</b>	55 pays à travers le monde
<b>Période couverte</b>	Première publication en 2004, annuellement depuis 2006
<b>Utilisateurs ciblés</b>	Tous les donateurs, pouvoirs publics, activistes locaux et investisseurs, afin d'établir des priorités pour les défis relatifs à la gouvernance et élaborer des feuilles de route pour les réformes
<b>Type de données</b>	Compilation primaire d'indicateurs dérivés d'enquêtes auprès d'experts, combinée à des rapports qualitatifs

<b>Champs d'analyses</b>	Six grandes catégories de gouvernance : société civile, information publique et médias ; élections ; obligations redditionnelles de l'État ; administration et fonction publique ; surveillance et réglementation ; anti-corruption et état de droit. Ces catégories comprennent plus de 300 indicateurs.	
<b>Exemples d'indicateurs</b>	<i>Pouvoir politique</i>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Le suffrage universel et égal pour tous les adultes est garanti par la loi à tous les citoyens.</li> <li>En pratique, tous les citoyens adultes peuvent voter.</li> <li>En pratique, tous les citoyens peuvent être candidats à une fonction politique</li> </ul>
	<i>Redevabilité, transparence et corruption</i>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Les citoyens ont-ils le droit de poursuivre l'État pour violation de leurs droits civiques ?</li> <li>Le pouvoir judiciaire a légalement le droit d'examiner les actions de l'exécutif.</li> <li>La liberté des médias est garantie par la loi.</li> <li>La loi garantit-elle aux citoyens un droit d'accès à l'information ?</li> <li>En pratique, le processus budgétaire national se déroule dans la transparence au stade du débat (c.à.d. avant approbation finale).</li> </ul>
	<i>Accès à la justice</i>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Si quelqu'un est inculqué au pénal, l'État est légalement tenu de lui fournir un conseil juridique s'il n'a pas les moyens de se payer un avocat.</li> <li>En pratique, tous les citoyens ont accès aux tribunaux, quelle que soit leur situation géographique.</li> </ul>
<b>Indicateurs liés au genre</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>En pratique, les femmes ont pleinement accès au système judiciaire.</li> </ul>	

<b>Sources et collecte des données</b>	<i>Sources de données</i>	Rapports dans les médias, rapports universitaires ou de police, information gouvernementale, organisations internationales, interviews
	<i>Personnes chargées de la collecte</i>	Chercheurs indépendants, la plupart dans le pays concerné.
<b>Sensibilité à la dimension de genre</b>	<i>Ventilées par sexe</i>	Aucune
	<i>Sexospécifiques</i>	Un indicateur concerne les femmes
	<i>Implicitement genrées</i>	Aucune
	<i>Choisies par les femmes</i>	Aucune
	<i>Explicitement genrées</i>	Partiellement ; un certain intérêt pour les questions de genre, mais les indicateurs relatifs aux différences hommes-femmes sont très limités et séparés des autres
<b>Nature participative du cycle d'évaluation de la gouvernance</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li><i>Participation à l'élaboration de la méthode</i> : aucune</li> <li><i>Participation à la collecte et à l'analyse des données</i> : interviews</li> <li><i>Validation externe</i> : trois à cinq personnes par pays</li> <li><i>Accessibilité des conclusions</i> : tous les classements et les données brutes sont sur le site Internet</li> <li><i>Contextualisation locale</i> : aucune</li> <li><i>Lien avec les plans de développement</i> : sert de référence pour le fonds du Millenium Challenge Account</li> </ul>	

## Baromètre de la gouvernance locale

Alliance pour l'impact

Accès Internet : [http://www.impactalliance.org/ev\\_fr.php?ID=12698\\_201&ID2=DO\\_TOPIC](http://www.impactalliance.org/ev_fr.php?ID=12698_201&ID2=DO_TOPIC).

Voir aussi la mention dans le UNDP Users' Guide on Measuring Decentralisation and Local Governance

(Guide d'utilisation du PNUD sur la façon de mesurer la décentralisation et la Gouvernance locale), [www.undp.org/oslocentre](http://www.undp.org/oslocentre).

<b>Objectif déclaré</b>	Fournir une façon de déterminer quelles capacités les autorités gouvernantes doivent renforcer pour atteindre les normes requises pour une bonne gouvernance.
<b>Couverture géographique</b>	Plus de huit pays d'Amérique latine et d'Afrique
<b>Période couverte</b>	Depuis 2006
<b>Utilisateurs ciblés</b>	Autorités locales, pour recenser et rectifier les carences
<b>Type de données</b>	Compilation primaire d'indicateurs dérivés d'enquêtes menées auprès d'experts

<b>Champs d'analyses</b>	Cinq thèmes : efficacité, état de droit, redevabilité, participation et engagement civique, équité. Cette dernière comprend l'existence d'une charte ou d'un cadre juridique reconnaissant les droits de tous les citoyens, l'égalité d'accès aux services de base, l'égalité des chances pour le pouvoir, les ressources et les moyens de subsistance. Chaque pays élabore ses propres indicateurs en fonction de ces thèmes.	
<b>Exemples d'indicateurs pour l'Équateur</b>	<i>Pouvoir politique</i>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Dans notre canton, il y a suffisamment d'espace de communication entre les acteurs</li> <li>Dans notre canton, il y a des mécanismes permettant d'inclure l'opinion des citoyens dans le processus de décision gouvernemental</li> <li>Les citoyens exercent activement leurs droits dans notre canton</li> </ul>
	<i>Pouvoir économique</i>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Dans notre canton, il y a de la place pour la participation à l'évaluation du Plan cantonal de développement</li> </ul>
	<i>Fourniture de services</i>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Les ressources dépensées dans notre canton servent les besoins spécifiques de chaque groupe de population</li> <li>Les habitants de notre canton demandent des services publics de qualité</li> <li>Le travail des instances municipales, des organisations de la société civile et des institutions permet à la population de bénéficier de services de santé de qualité</li> </ul>
	<i>Redevabilité, transparence et corruption</i>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Notre municipalité atteint correctement les résultats anticipés</li> <li>Nos dépenses municipales sont conformes au budget</li> <li>Notre canton a des médias pluralistes qui présentent les points de vue de la population et de l'administration locale</li> <li>Dans notre canton, des informations véridiques sur la gestion gouvernementale sont disponibles</li> </ul>
<b>Exemple d'indicateur lié au genre</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Les ressources dépensées dans notre canton tiennent compte de l'égalité des sexes</li> </ul>	

<b>Sources et collecte des données</b>	<i>Sources de données</i>	Recherche documentaire, interviews et consultations citoyennes
	<i>Personnes chargées de la collecte</i>	Organisations locales issues de la société civile
<b>Sensibilité à la dimension de genre</b>	<i>Ventilées par sexe</i>	Aucune jusqu'à présent, mais pourraient être conçues ainsi
	<i>Sexospécifiques</i>	Certaines données concernent les femmes
	<i>Implicitement générées</i>	Oui, dans la mesure où certains services de base bénéficient de façon disproportionnée aux femmes.
	<i>Choisies par les femmes</i>	Pas précisément, mais pourrait se faire
	<i>Explicitement générées</i>	Partiellement ; les indicateurs liés au genre sont très limités et séparés des autres
<b>Nature participative du cycle d'évaluation de la gouvernance</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li><i>Participation à l'élaboration de la méthode</i> : représentants de la fonction publique, de la société civile et du secteur privé impliqués dans le recensement des indicateurs locaux</li> <li><i>Participation à la collecte et à l'analyse des données</i> : représentants de la fonction publique, de la société civile et du secteur privé impliqués dans l'interprétation et l'analyse des résultats</li> <li><i>Validation externe</i> : aucune</li> <li><i>Accessibilité des conclusions</i> : données disponibles sur le site Internet</li> <li><i>Contextualisation locale</i> : Oui, entièrement adapté au contexte local</li> <li><i>Lien avec les plans de développement</i> : possible, si les parties prenantes gouvernementales sont concernées</li> </ul>	

## Système de gestion des performances de la gouvernance locale (Local Governance Performance Management System, LGPMS)

Ministère de l'intérieur et des Collectivités locales, Philippines

Accès Internet : <http://blgs.gov.ph/lgpms/>.

Voir aussi la mention dans le UNDP Users' Guide on Measuring Decentralisation and Local Governance

(Guide d'utilisation du PNUD sur la façon de mesurer la décentralisation et la Gouvernance locale), [www.undp.org/oslocentre](http://www.undp.org/oslocentre).

<b>Objectif déclaré</b>	Permettre aux collectivités provinciales et municipales de déterminer leurs capacités et leurs limites pour la fourniture de services publics essentiels
<b>Couverture géographique</b>	Philippines
<b>Période couverte</b>	En cours ; lancé en 2004
<b>Utilisateurs ciblés</b>	Collectivités locales souhaitant évaluer leurs prestations de fourniture de services Parties prenantes concernées cherchant des informations sur les prestations de services
<b>Type de données</b>	Compilation primaire d'indicateurs dérivés d'enquêtes menées auprès d'experts

<b>Champs d'analyses</b>	Cinq domaines de performance, comprenant 17 types de services comportant eux-mêmes 111 indicateurs. Les cinq domaines de performances sont : gouvernance, administration, services sociaux, développement économique et gestion environnementale	
<b>Exemples d'indicateurs</b>	<i>Pouvoir politique</i>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Présence de mécanismes d'information permettant aux citoyens d'exprimer leur opinion sur les prestations de services</li> </ul>
	<i>Pouvoir économique</i>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Efficacité du Conseil pour la création de petites et moyennes entreprises</li> <li>Pourcentage d'emplois nouveaux créés grâce à un investissement du secteur privé suite aux activités de promotion de l'emploi par l'Unité locale de gouvernance (ULG)</li> </ul>
	<i>Fourniture de services</i>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Efficacité du Conseil sanitaire local</li> <li>Qualité des programmes de logements sociaux</li> <li>Efficacité dans la mise en œuvre du Programme de protection des femmes et des enfants</li> </ul>
	<i>Redevabilité, transparence et corruption</i>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Accessibilité des informations sur les plans de l'ULG, ses réalisations et ses manifestations spéciales</li> <li>Qualité du système de contrôle interne</li> </ul>
	<i>Police et sécurité</i>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Incidence des crimes graves</li> <li>Incidence des délits</li> </ul>
<b>Exemple d'indicateurs liés au genre</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Cibles du plan Genre et développement</li> <li>Financement du plan Genre et développement</li> <li>Sensibilité à la dimension de genre des politiques sur les ressources humaines</li> </ul>	

<b>Sources et collecte des données</b>	<i>Sources de données</i>	Recherche documentaire, interviews avec des fonctionnaires gouvernementaux
	<i>Personnes chargées de la collecte</i>	Équipes de fonctionnaires de l'administration locale
<b>Sensibilité à la dimension de genre</b>	<i>Ventilées par sexe</i>	Aucune
	<i>Sexospécifiques</i>	Certaines données concernent les femmes
	<i>Implicitement genrées</i>	Oui, dans la mesure où les femmes sont les bénéficiaires principales de certains services de base
	<i>Choisies par les femmes</i>	Aucune
	<i>Explicitement genrées</i>	Partiellement ; un certain intérêt pour les questions de genre, mais les indicateurs relatifs aux différences hommes-femmes sont séparés des autres et aucun processus local ne reflète les différences hommes-femmes dans la sélection et la collecte des indicateurs
<b>Nature participative du cycle d'évaluation de la gouvernance</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li><i>Participation à l'élaboration de la méthode</i> : des acteurs gouvernementaux de différents secteurs étaient impliqués</li> <li><i>Participation à la collecte et à l'analyse des données</i> : consultation d'un large éventail d'acteurs gouvernementaux</li> <li><i>Validation externe</i> : aucune</li> <li><i>Accessibilité des conclusions</i> : toutes les données brutes sont disponibles sur un site Internet interactif</li> <li><i>Contextualisation locale</i> : spécifique aux Philippines</li> <li><i>Lien avec les plans de développement</i> : pas explicitement, mais appliqué par les pouvoirs publics pour les pouvoirs publics</li> </ul>	

## Indice du budget ouvert (Open Budget Index, OBI)

International Budget Project (Projet budgétaire international)

Accès Internet : <http://www.openbudgetindex.org/>

<b>Objectif déclaré</b>	Mettre à la disposition des citoyens, législateurs et activistes de la société civile des informations pratiques et complètes qui serviront à évaluer les engagements des pouvoirs publics en termes de transparence budgétaire et d'obligation redditionnelle dans 59 pays
<b>Couverture géographique</b>	59 pays à travers le monde
<b>Période couverte</b>	Publié en 2006
<b>Utilisateurs ciblés</b>	Pouvoirs publics, société civile et donateurs cherchant à identifier les réformes budgétaires nécessaires
<b>Type de données</b>	Compilation primaire d'indicateurs dérivés d'enquêtes menées auprès d'experts spécialisés dans les faits nationaux

<b>Champs d'analyses</b>	Trois sections comprenant 122 questions au total, plus quatre tableaux couvrant les méthodes de vulgarisation des documents budgétaires. Les trois sections sont : disponibilité des documents budgétaires, propositions budgétaires de l'exécutif, processus budgétaire. Toutes les questions ont trait à la transparence budgétaire. Aucune n'est explicitement liée au genre.	
<b>Exemples d'indicateurs</b>	<i>Redevabilité, transparence et corruption</i>	<ul style="list-style-type: none"><li>• Le budget de l'exécutif, ou tout autre document justificatif, donne-t-il des informations sur les politiques (tant les propositions que les engagements pris) qui, au moins au cours de l'exercice budgétaire visé, devraient profiter directement aux populations les plus démunies du pays ?</li><li>• Le budget de l'exécutif, ou tout autre document justificatif, donne-t-il des informations sur les fonds extrabudgétaires, au moins pour l'exercice budgétaire visé ?</li><li>• Le budget de l'exécutif, ou tout autre document justificatif, explique-t-il les liens entre la proposition de budget et les orientations explicites du gouvernement, par unité administrative (ou catégorie fonctionnelle), pour l'exercice budgétaire visé ?</li></ul>

<b>Sources et collecte des données</b>	<i>Sources de données</i>	Informations publiées par les autorités centrales, dont la documentation budgétaire, la législation ou autres documents publics, les déclarations publiques par des responsables gouvernementaux et les interviews en tête à tête avec des agents de l'État ou d'autres parties ayant connaissance des dossiers
	<i>Personnes chargées de la collecte</i>	Organisations locales universitaires ou non gouvernementales
<b>Sensibilité à la dimension de genre</b>	<i>Ventilées par sexe</i>	Aucune
	<i>Sexospécifiques</i>	Aucune
	<i>Implicitement genrées</i>	Aucune
	<i>Choisies par les femmes</i>	Aucune
	<i>Explicitement genrées</i>	Pas du tout : aucune tentative intentionnelle de collecter des données sensibles à la dimension de genre
<b>Nature participative du cycle d'évaluation de la gouvernance</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>• <i>Participation à l'élaboration de la méthode</i> : large consultation de la société civile, de spécialistes de la gestion des dépenses publiques et autres acteurs</li><li>• <i>Participation à la collecte et à l'analyse des données</i> : interviews avec des fonctionnaires</li><li>• <i>Validation externe</i> : par le personnel du Projet budgétaire international et deux réviseurs anonymes</li><li>• <i>Accessibilité des conclusions</i> : toutes les données sont disponibles sur un site Internet, par pays</li><li>• <i>Contextualisation locale</i> : aucune ; même questionnaire standard pour tous les pays</li><li>• <i>Lien avec les plans de développement</i> : aucun</li></ul>	

## Audits sociaux des prestations de services publics au Pakistan

CIET International

Accès Internet : <http://www.ciet.org/en/documents/projects/200621012547.asp>.

Voir aussi la mention dans le UNDP Users' Guide on Measuring Decentralisation and Local Governance

(Guide d'utilisation du PNUD sur la façon de mesurer la décentralisation et la Gouvernance locale), [www.undp.org/oslocentre](http://www.undp.org/oslocentre).

<b>Objectif déclaré</b>	Répondre aux questions sur la décentralisation, afin de savoir si elle fonctionne et dans quelles circonstances, et d'offrir des suggestions à propos des problèmes soulevés pour en tirer le maximum de bénéfices	
<b>Couverture géographique</b>	Pakistan	
<b>Période couverte</b>	Deux éditions : 2001/2002 et 2004/2005	
<b>Utilisateurs ciblés</b>	Bureau national de la reconstruction, pour les débats d'orientation et les mesures liées à la décentralisation Société civile locale et organismes gouvernementaux cherchant à améliorer les services publics	
<b>Type de données</b>	Compilation primaire d'indicateurs dérivés d'enquêtes d'opinion publique et quelques avis de fonctionnaires	
<b>Champs d'analyses</b>	Questions sur les services publics, l'administration locale et la participation communautaire. Les questions concernant les services publics portent sur la perception, l'utilisation et l'expérience des services suivants : approvisionnement en eau, services sanitaires, éducation, services de police et tribunaux. Pas de questions spécifiquement liées au genre.	
<b>Exemples d'indicateurs</b>	<i>Fourniture de services</i>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Satisfaction concernant la voirie et les services d'assainissement publics</li> <li>• Accès à l'approvisionnement en eau assuré par l'État</li> <li>• Satisfaction vis-à-vis des services de santé publics</li> <li>• Scolarisation</li> </ul>
	<i>Redevabilité, transparence et corruption</i>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Paiement des médicaments dans les institutions publiques</li> <li>• Fréquences des réclamations concernant la corruption dans les services institutionnels</li> </ul>
	<i>Accès à la justice</i>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Conviction vis-à-vis du rôle d'assistance des tribunaux</li> <li>• Contacts avec les tribunaux</li> <li>• Satisfaction concernant le contact avec les tribunaux</li> <li>• Recours à des mécanismes judiciaires alternatifs</li> </ul>
	<i>Police et sécurité</i>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Satisfaction concernant le contact avec la police, le cas échéant</li> </ul>
<b>Sources et collecte des données</b>	<i>Sources de données</i>	Données qualitatives et quantitatives tirées des supports suivants : questionnaires auprès des ménages, questionnaires sur le profil communautaire, recherche documentaire sur les données administratives, interviews des représentants élus et de prestataires de services, discussions avec des groupes cibles.
	<i>Personnes chargées de la collecte</i>	Équipes de terrain recrutées et formées par le CIET ; cadres du CIET
<b>Sensibilité à la dimension de genre</b>	<i>Ventilées par sexe</i>	Oui, pour presque toutes les questions
	<i>Sexospécifiques</i>	Aucune
	<i>Implicitement genrées</i>	Oui, dans la mesure où les femmes sont les bénéficiaires principales de certains services de base.
	<i>Choisies par les femmes</i>	La moitié des répondants étaient de sexe féminin, et les données ont été analysées en tenant spécifiquement compte des différences de genre ; dans le premier exercice, deux séries de discussions axées sur le genre ont été conduites avec des groupes cibles ; pas de participation féminine explicite dans l'élaboration de la méthode.
	<i>Explicitement genrées</i>	Complètement ; même si la participation à l'élaboration des indicateurs pourrait être améliorée, tous les indicateurs appropriés sont ventilés, les mêmes questions sont posées aux hommes et aux femmes et les groupes cibles sont basés sur le genre.
<b>Nature participative du cycle d'évaluation de la gouvernance</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• <i>Participation à l'élaboration de la méthode</i> : aucune</li> <li>• <i>Participation à la collecte et à l'analyse des données</i> : les conclusions sont débattues avec les communautés ; ensuite, les prestataires de services, les planificateurs et les représentants des communautés conviennent ensemble des solutions et les mettent en place conjointement.</li> <li>• <i>Validation externe</i> : examen et validation par le CIET</li> <li>• <i>Accessibilité des conclusions</i> : certains résultats sont publiés et analysés dans un document disponible sur Internet.</li> <li>• <i>Contextualisation locale</i> : le questionnaire concerne uniquement le Pakistan, mais il est le même dans toutes les régions du pays.</li> <li>• <i>Lien avec les plans de développement</i> : dans certains cas, au niveau des collectivités locales</li> </ul>	



## Indicateur de la gouvernance urbaine

ONU-Habitat

Accès Internet : <http://www.unhabitat.org/content.asp?typeid=19&catid=25&cid=2167>

<b>Objectif déclaré</b>	Aider les villes et les pays à surveiller la qualité de la gouvernance urbaine
<b>Couverture géographique</b>	Projet piloté dans 24 villes à travers le monde ; autres applications dans des villes du Zimbabwe, de Somalie, de Mongolie et du Kosovo
<b>Période couverte</b>	En cours depuis son lancement officiel en 2005
<b>Utilisateurs ciblés</b>	Acteurs locaux cherchant à améliorer la qualité de la gouvernance urbaine
<b>Type de données</b>	Compilation primaire d'indicateurs dérivés d'un questionnaire d'autoévaluation ainsi que de calculs basés sur des données tirées d'enquêtes nationales

<b>Champs d'analyses</b>	Quatre principes de bonne gouvernance urbaine comprenant 25 indicateurs. Les quatre principes sont : efficacité, équité, participation et redevabilité.	
<b>Exemples d'indicateurs</b>	<i>Pouvoir politique</i>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Conseil élu</li> <li>• Sélection d'un maire</li> <li>• Participation électorale</li> </ul>
	<i>Fourniture de services</i>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Charte des citoyens : droit à des services de base accessibles</li> <li>• Politique de prix favorable aux pauvres concernant l'eau</li> </ul>
	<i>Redevabilité, transparence et corruption</i>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Contrôle par des niveaux plus élevés de gouvernement</li> <li>• Codes de conduite</li> <li>• Audit indépendant à intervalles réguliers</li> </ul>
<b>Tous les indicateurs liés au genre</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Pourcentage de conseillères municipales</li> <li>• Pourcentage de femmes occupant des positions clés</li> </ul>	

<b>Sources et collecte des données</b>	<i>Sources de données</i>	Données publiques : statistiques et règlements municipaux et nationaux ; données administratives disponibles sur la population, les budgets et les procédures
	<i>Personnes chargées de la collecte</i>	Parties prenantes, dont des acteurs urbains clés
<b>Sensibilité à la dimension de genre</b>	<i>Disaggregated by sex</i>	Aucune
	<i>Sexospécifiques</i>	Deux indicateurs concernant spécifiquement les femmes
	<i>Implicitement genrées</i>	Oui, dans la mesure où les femmes sont les bénéficiaires principales de certains services de base.
	<i>Choisies par les femmes</i>	Aucune
	<i>Explicitement genrées</i>	Partiellement : un certain intérêt pour les questions de genre, mais les indicateurs relatifs aux différences hommes-femmes sont très limités et séparés des autres.
<b>Nature participative du cycle d'évaluation de la gouvernance</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• <i>Participation à l'élaboration de la méthode</i> : PNUD, Banque mondiale et Transparency International impliqués dans le développement, leçons tirées des projets pilotes, réunions des parties prenantes par la suite</li> <li>• <i>Participation à la collecte et à l'analyse des données</i> : collecte participative et évaluation avec les partenaires locaux</li> <li>• <i>Validation externe</i> : aucune</li> <li>• <i>Accessibilité des conclusions</i> : résultats des pilotes publiés sur le site Internet ; l'accessibilité des autres résultats dépend de l'organisation chargée de l'exécution</li> <li>• <i>Contextualisation locale</i> : aucune</li> <li>• <i>Lien avec les plans de développement</i> : pas de façon explicite, mais les parties prenantes gouvernementales sont impliquées dans la diffusion</li> </ul>	

## Évaluation mondiale de la gouvernance (World Governance Assessment)

Overseas Development Institute (ODI)

Accès Internet : [http://www.odi.org.uk/wga\\_governance/](http://www.odi.org.uk/wga_governance/)

<b>Objectif déclaré</b>	Améliorer l'évaluation et l'analyse de la gouvernance en fournissant des données fiables, valables et comparables sur les principales questions de gouvernance
<b>Couverture géographique</b>	10 pays à travers le monde
<b>Période couverte</b>	Première publication en 2002, deuxième en 2007
<b>Utilisateurs ciblés</b>	Citoyens, groupes de la société civile et ceux qui souhaiteraient investir ou fournir une aide au développement dans un pays
<b>Type de données</b>	Compilation primaire d'indicateurs dérivés d'enquêtes auprès d'experts

<b>Champs d'analyses</b>	30 indicateurs pour six dimensions définies de la gouvernance : société civile, société politique, gouvernement, administration, société économique, pouvoir judiciaire. Aucun n'est explicitement lié au genre.	
<b>Exemples d'indicateurs</b>	<i>Pouvoir politique</i>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Comment les différents groupes sociaux sont-ils représentés dans le pouvoir législatif ?</li> <li>• Dans quelle mesure les orientations politiques reflètent-elles honnêtement les préférences publiques ?</li> <li>• Dans quelle mesure les femmes jouent-elles un rôle dans le gouvernement du pays ?</li> </ul>
	<i>Fourniture de services</i>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Dans quelle mesure y a-t-il égalité des chances pour tous les citoyens dans les services publics ?</li> </ul>
	<i>Redevabilité, transparence et corruption</i>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Dans quelle mesure les législateurs doivent-ils rendre compte au public ?</li> <li>• Dans quelle mesure les fonctionnaires doivent-ils rendre compte de leurs décisions et actions ?</li> <li>• Dans quelle mesure y a-t-il liberté de la presse ?</li> <li>• Dans quelle mesure le gouvernement livre-t-il des informations exactes à la population ?</li> </ul>
	<i>Accès à la justice</i>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Dans quelle mesure les citoyens sont-ils tous égaux devant la justice ?</li> </ul>
	<i>Police et sécurité</i>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Dans quelle mesure les pouvoirs publics favorisent-ils la sécurité personnelle des citoyens ?</li> </ul>

<b>Sources et collecte des données</b>	<i>Sources de données</i>	70 répondants par pays, appartenant à 10 groupes : gouvernement, secteur commercial, organisations non gouvernementales, parlement, professions juridiques, organisations internationales, fonction publique, monde universitaire, associations religieuses, médias
	<i>Personnes chargées de la collecte</i>	Coordonnateurs au sein du pays
<b>Sensibilité à la dimension de genre</b>	<i>Ventilées par sexe</i>	Aucune
	<i>Sexospécifiques</i>	Aucune
	<i>Implicitement générées</i>	Oui, dans la mesure où les femmes sont les bénéficiaires principales de certains services de base
	<i>Choisies par les femmes</i>	Aucune
	<i>Explicitement générées</i>	Pas du tout : aucune tentative intentionnelle de collecter des données sensibles à la dimension de genre
<b>Nature participative du cycle d'évaluation de la gouvernance</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• <i>Participation à l'élaboration de la méthode</i> : aucune</li> <li>• <i>Participation à la collecte et à l'analyse des données</i> : les parties prenantes fournissent les données</li> <li>• <i>Validation externe</i> : résultats comparés aux données d'autres sources pour en vérifier la validité</li> <li>• <i>Accessibilité des conclusions</i> : toutes les données sont disponibles sur le site Internet et sous forme de livre</li> <li>• <i>Contextualisation locale</i> : aucune</li> <li>• <i>Lien avec les plans de développement</i> : aucun</li> </ul>	

## Indicateurs mondiaux de la gouvernance (Governance Matters)

Institut de la Banque mondiale

Accès Internet : <http://info.worldbank.org/governance/wgi/index.asp>

<b>Objectif déclaré</b>	Évaluer la gouvernance, considérée comme le socle fondamental du développement économique
<b>Couverture géographique</b>	212 pays et territoires
<b>Période couverte</b>	Première mise en œuvre en 1996 ; annuellement depuis 2002
<b>Utilisateurs ciblés</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Décideurs politiques et groupes de la société civile, pour évaluer les problèmes de gouvernance et surveiller les réformes</li> <li>• Chercheurs étudiant les causes et conséquences de la bonne gouvernance</li> </ul>
<b>Type de données</b>	Compilation primaire d'indicateurs dérivés de calculs basés sur des données provenant d'enquêtes internationales

<b>Champs d'analyses</b>	Plusieurs centaines de variables individuelles mesurant la perception de la gouvernance dans les domaines suivants : voix et redevabilité, stabilité politique et absence de violence, efficacité des pouvoirs publics, qualité réglementaire, état de droit, contrôle de la corruption. Aucune n'est spécifiquement liée au genre.	
<b>Exemples d'indicateurs</b>	<i>Pouvoir politique</i>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Élections libres et équitables</li> <li>• Participation politique</li> <li>• Liberté de participation politique</li> </ul>
	<i>Fourniture de services</i>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Politiques pour améliorer l'efficacité du secteur public</li> <li>• D'après votre expérience, quel est le degré de difficulté pour obtenir des services ménagers ?</li> <li>• Efficacité des ressources</li> <li>• Satisfaction vis-à-vis du système éducatif</li> </ul>
	<i>Redevabilité, transparence et corruption</i>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Durcissement du régime</li> <li>• Obligation redditionnelle des agents de l'État</li> <li>• Transparence/corruption</li> <li>• En général, le gouvernement informe les entreprises de façon claire et transparente des nouvelles mesures affectant leur secteur</li> <li>• Les journaux peuvent publier des articles de leur choix sans crainte de censure ou de représailles</li> <li>• Fréquence de la corruption dans les institutions publiques</li> </ul>
	<i>Accès à la justice</i>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• À quelle fréquence la caractéristique suivante est-elle associée au système des tribunaux : équitable</li> <li>• Fonctionnement du système judiciaire</li> <li>• La justice n'est pas administrée de manière équitable dans la société</li> </ul>
	<i>Police et sécurité</i>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Au cours de l'année écoulée, à quelle fréquence avez-vous, ou un membre de votre famille, été attaqué ?</li> <li>• Pertes et coût de la criminalité : une augmentation d'un point sur une échelle de la criminalité allant de 0 à 10 pendant une période de douze mois</li> <li>• Confiance dans les forces de police</li> </ul>

<b>Sources et collecte des données</b>	<i>Sources de données</i>	35 sources différentes de données élaborées par 32 organisations différentes dans le monde entier
	<i>Personnes chargées de la collecte</i>	Personnel de l'Institut de la Banque mondiale
<b>Sensibilité à la dimension de genre</b>	<i>Ventilées par sexe</i>	Aucune
	<i>Sexospécifiques</i>	Aucune
	<i>Implicitement genrées</i>	Oui, dans la mesure où les femmes sont les bénéficiaires principales de certains services de base
	<i>Choisies par les femmes</i>	Aucune
	<i>Explicitement genrées</i>	Pas du tout : aucune tentative intentionnelle de collecter des données sensibles à la dimension de genre
<b>Nature participative du cycle d'évaluation de la gouvernance</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Participation à l'élaboration de la méthode : aucune</li> <li>• Participation à la collecte et à l'analyse des données : aucune</li> <li>• Validation externe : aucune</li> <li>• Accessibilité des conclusions : les résultats agrégés et certaines données sous-jacentes sont disponibles sur le site Internet et sous forme de publication</li> <li>• Contextualisation locale : aucune</li> <li>• Lien avec les plans de développement : utilisé pour le calcul des décaissements du Millenium Challenge Account</li> </ul>	

## World Values Survey (Étude des valeurs au niveau mondial)

World Values Survey Association

Accès Internet : <http://www.worldvaluessurvey.org/>

<b>Objectif déclaré</b>	Tenir les sociologues, les décideurs et l'opinion publique au courant des changements en cours et de leurs conséquences, et contribuer à une meilleure compréhension de l'impact de ces changements sur la vie sociale, économique et politique	
<b>Couverture géographique</b>	Plus de 80 pays à travers le monde	
<b>Période couverte</b>	En cours ; les enquêtes sont lancées « par vagues », et ne sont pas publiées la même année pour tous les pays ; premier lancement en 1981, dernière enquête lancée en 2005 et terminée dans certains pays en 2008.	
<b>Utilisateurs ciblés</b>	Sociologues, décideurs et opinion publique, pour une meilleure compréhension des changements sociaux	
<b>Type de données</b>	Compilation primaire d'indicateurs dérivés d'enquêtes d'opinion publique	
<b>Champs d'analyses</b>	Plus de 200 questions visant à évaluer l'attitude des citoyens et leurs perceptions dans les domaines suivants : vie, environnement, travail, famille, politique et société, religion et morale et identité nationale	
<b>Exemples d'indicateurs</b>	<i>Pouvoir politique</i>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Le pays est-il gouverné de façon démocratique aujourd'hui ? [1 signifie « pas du tout » et 10 « complètement »]</li> </ul>
	<i>Pouvoir économique</i>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Je voudrais vous poser une question sur ce qui, personnellement, vous paraîtrait le plus important si vous cherchiez un emploi. Voici quelques exemples de critères que beaucoup de gens prennent en considération par rapport à leur travail. Que vous soyez ou non à la recherche d'un emploi, lequel placeriez-vous personnellement en premier lieu si vous cherchiez du travail ? [un bon salaire pour ne pas avoir de soucis d'argent, un emploi sûr sans crainte de fermeture ou de chômage, travailler avec des gens avec qui vous vous entendez bien, faire un travail important qui vous donne l'impression d'être utile]</li> <li>Imaginez deux secrétaires ayant le même âge et faisant pratiquement le même travail. L'une découvre que l'autre gagne nettement plus qu'elle. Mais celle qui est mieux payée est plus rapide, plus efficace et plus fiable. À votre avis, est-il juste ou non qu'une secrétaire soit mieux payée que l'autre ?</li> </ul>
	<i>Fourniture de services</i>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Je vais vous lire une liste de problèmes environnementaux auxquels beaucoup de communautés sont confrontées. Veuillez me donner le degré de gravité de chacun d'entre eux dans votre communauté, selon vous. Est-il très grave, assez grave, pas très grave ou pas grave du tout ? [mauvaise qualité de l'eau, mauvaise qualité de l'air, mauvaise qualité de la voirie et de l'assainissement]</li> </ul>
<b>Exemples d'indicateurs liés au genre</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Dans l'ensemble, les hommes font de meilleurs dirigeants politiques que les femmes [répondre d'accord ou pas d'accord]</li> <li>Lorsque les emplois sont rares, le droit d'avoir un travail devrait aller aux hommes plus qu'aux femmes [d'accord, pas d'accord, sans opinion]</li> <li>Être femme au foyer est tout aussi satisfaisant qu'exercer un emploi salarié [répondre d'accord ou pas d'accord]</li> </ul>	
<b>Sources et collecte des données</b>	<i>Sources de données</i>	Échantillons représentatifs de l'opinion publique nationale
	<i>Personnes chargées de la collecte</i>	Réseau de sociologues de grandes universités du monde entier
<b>Sensibilité à la dimension de genre</b>	<i>Ventilées par sexe</i>	Oui, pour toutes les questions
	<i>Sexospécifiques</i>	Certaines questions concernent les femmes
	<i>Implicitement générées</i>	Certaines questions, p.ex. à propos des enfants (sentiment de responsabilité, imagination, foi religieuse etc.)
	<i>Choisies par les femmes</i>	Les questions doivent être posées également aux hommes et aux femmes, mais pas de participation féminine explicite dans l'élaboration de la méthode
	<i>Explicitement générées</i>	Partiellement ; un large éventail d'indicateurs ventilés aborde de nombreux de sujets concernant les femmes, mais aucun processus ne reflète les différences hommes-femmes dans la sélection et la collecte des indicateurs
<b>Nature participative du cycle d'évaluation de la gouvernance</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li><i>Participation à l'élaboration de la méthode</i> : aucune</li> <li><i>Participation à la collecte et à l'analyse des données</i> : les parties prenantes fournissent les données</li> <li><i>Validation externe</i> : enquêtes coordonnées par un comité directeur représentant toutes les régions du monde</li> <li><i>Accessibilité des conclusions</i> : toutes les données brutes sont accessibles sur un site Internet interactif</li> <li><i>Contextualisation locale</i> : questionnaire standard pour tous les pays, avec certaines questions particulières pour les pays de l'OCDE/non-OCDE ; les réponses possibles sont adaptées au contexte local et traduites dans les langues locales, et des questions peuvent être rajoutées en fonction du contexte</li> <li><i>Lien avec les plans de développement</i> : aucun</li> </ul>	

## D. Méthodes et cadres pour obtenir des données

### Analyse d'incidence des bénéfiques et de demande (Benefit Incidence and Demand Analysis)

Cornell University

Accès Internet : [www.cfnpp.cornell.edu/images/wp167.pdf](http://www.cfnpp.cornell.edu/images/wp167.pdf)

<b>Objectif déclaré</b>	Étudier dans quelle mesure les dépenses publiques atténuent ou exacerbent les inégalités entre les sexes et comment modifier les allocations actuelles des dépenses publiques pour améliorer l'équité hommes-femmes
<b>Couverture géographique</b>	La méthode a été appliquée dans une série de pays, notamment : Bulgarie, Ghana, Ouganda, Pakistan, Vietnam, Pérou, Mauritanie et Madagascar
<b>Période couverte</b>	Publié en 2004
<b>Utilisateurs ciblés</b>	Décideurs et parties prenantes qui se préoccupent des inégalités hommes-femmes dans la société
<b>Type de données</b>	Compilation primaire d'indicateurs dérivés d'enquêtes d'opinion publique

<b>Champs d'analyses</b>	Plus de 15 indicateurs évaluant la part de bénéfiques que les filles/garçons tirent des services publics et l'impact de formes spécifiques de dépenses publiques par genre. Chaque indicateur est limité à un ou deux pays.	
<b>Exemples d'indicateurs</b>	<i>Fourniture de services</i>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Part des bénéfiques que tirent les filles/garçons de l'école publique</li> <li>Part des bénéfiques que tirent les filles/garçons des consultations sanitaires</li> <li>Part des bénéfiques que tirent les filles/garçons des taux de vaccination</li> <li>Impact des niveaux d'honoraires dans les dispensaires</li> <li>Impact de l'arrivée d'enseignants plus qualifiés dans les écoles primaires</li> <li>Impact des investissements dans les infrastructures d'eau</li> </ul>

<b>Sources et collecte des données</b>	<i>Sources de données</i>	Enquêtes existantes d'opinion publique ou sur les installations
	<i>Personnes chargées de la collecte</i>	Des organismes de sondage indépendants procurent les données aux chercheurs de Cornell à des fins d'analyse
<b>Sensibilité à la dimension de genre</b>	<i>Ventilées par sexe</i>	Oui, pour toutes les données
	<i>Sexospécifiques</i>	Certaines données concernent les femmes
	<i>Implicitement genrées</i>	Certaines données, p.ex. l'impact des infrastructures d'eau
	<i>Choisies par les femmes</i>	Aucune
	<i>Explicitement genrées</i>	Partiellement ; un large éventail d'indicateurs ventilés aborde de nombreux sujets concernant les femmes, mais aucun processus ne reflète les différences hommes-femmes dans la sélection et la collecte des indicateurs
<b>Nature participative du cycle d'évaluation de la gouvernance</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li><i>Participation à l'élaboration de la méthode</i> : aucune</li> <li><i>Participation à la collecte et à l'analyse des données</i> : les parties prenantes fournissent les données.</li> <li><i>Validation externe</i> : aucune</li> <li><i>Accessibilité des conclusions</i> : tous les résultats sont publiés</li> <li><i>Contextualisation locale</i> : aucune</li> <li><i>Lien avec les plans de développement</i> : aucun</li> </ul>	

## Rapports d'évaluation citoyenne (Citizen Report Cards)

Centre des affaires publiques, Bangalore, Inde

Accès Internet : <http://www.pacindia.org/issues/research>.

La boîte à outils pour le rapport d'évaluation citoyenne est disponible sur <http://www.citizenreportcard.com>.

Voir aussi la mention dans le UNDP Users' Guide on Measuring Decentralisation and Local Governance

(Guide d'utilisation du PNUD sur la façon de mesurer la décentralisation et la Gouvernance locale), [www.undp.org/oslocentre](http://www.undp.org/oslocentre).

<b>Objectif déclaré</b>	Fournir systématiquement aux agences publiques les commentaires d'utilisateurs des services publics
<b>Couverture géographique</b>	La méthode a été appliquée dans une série de pays, notamment : Philippines, Pakistan, Inde, Brésil, Ukraine. De petites organisations ayant peu ou pas de contact avec le Centre des Affaires publiques sont souvent à l'origine de ces initiatives.
<b>Période couverte</b>	Appliqué pour la première fois en 1993, avec un cours d'autoformation sur Internet lancé en 2006-2007
<b>Utilisateurs ciblés</b>	Communautés, organisations de la société civile ou collectivités locales cherchant à collaborer avec les prestataires de services pour améliorer la fourniture des services publics
<b>Type de données</b>	Compilation primaire d'indicateurs dérivés d'enquêtes d'opinion publique

<b>Champs d'analyses</b>	Perceptions des utilisateurs sur la qualité, l'efficacité et la pertinence des services publics, agrégées pour créer un « rapport d'évaluation » mesurant les performances des principaux prestataires de services de la ville	
<b>Exemples d'indicateurs pour Bangalore</b>	<i>Fourniture de services</i>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Satisfaction générale du public (par agence)</li> <li>• Degré de la satisfaction publique par rapport au comportement du personnel, à la qualité du service, aux informations fournies</li> <li>• Coût des investissements compensatoires réalisés par les citoyens</li> </ul>
	<i>Redevabilité, transparence et corruption</i>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Vitesse à laquelle l'argent est effectivement versé</li> </ul>
<b>Exemple d'indicateur lié au genre à Bangalore</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Satisfaction par rapport aux maternités</li> </ul>	

<b>Sources et collecte des données</b>	<i>Sources de données</i>	Échantillons de ménages, en fonction du but et de la population visée
	<i>Personnes chargées de la collecte</i>	Travailleurs de la société civile ayant suivi une formation ou organismes de sondage locaux
<b>Sensibilité à la dimension de genre</b>	<i>Ventilées par sexe</i>	Oui, dans certains cas, p.ex. à Shakti (Inde)
	<i>Sexospécifiques</i>	Certaines questions concernent les femmes
	<i>Implicitement générées</i>	Oui, dans la mesure où les femmes sont les bénéficiaires principales de certains services de base
	<i>Choisies par les femmes</i>	Possible, mais pas de manière consistante jusqu'à présent
	<i>Explicitement générées</i>	Partiellement ; un certain intérêt pour les questions de genre et la ventilation, mais les questions devraient être posées également aux hommes et aux femmes
<b>Nature participative du cycle d'évaluation de la gouvernance</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• <i>Participation à l'élaboration de la méthode</i> : il est recommandé d'avoir des discussions avec des groupes cibles, composés de citoyens de la population visée, au moment de l'élaboration, ainsi que des réunions avec les prestataires de services</li> <li>• <i>Participation à la collecte et à l'analyse des données</i> : les parties prenantes fournissent les données</li> <li>• <i>Validation externe</i> : des vérifications ont lieu pour garantir la collecte de données fiables et exactes.</li> <li>• <i>Accessibilité des conclusions</i> : les résultats sont publiés sur des sites Internet, souvent uniquement dans la langue locale, et les données brutes sont rarement disponibles</li> <li>• <i>Contextualisation locale</i> : oui, entièrement adapté au contexte local</li> <li>• <i>Lien avec les plans de développement</i> : généralement non</li> </ul>	

## Cadre d'autoévaluation des fonctions publiques (CAF)

Institut européen d'administration publique

Accès Internet : <http://www.eipa.eu/en/topics/show/&tid=191>

<b>Objectif déclaré</b>	Aider les organisations du secteur public en Europe à utiliser des techniques de gestion de bonne qualité pour améliorer leurs performances	
<b>Couverture géographique</b>	La méthode a été appliquée dans 39 pays, principalement dans l'Union européenne et les pays voisins	
<b>Période couverte</b>	Lancé en 2000	
<b>Utilisateurs ciblés</b>	Institutions nationales, régionales ou locales du secteur public ou départements du secteur public, pour contribuer aux programmes de réforme ou cibler les améliorations	
<b>Type de données</b>	Compilation primaire d'indicateurs dérivés d'un questionnaire d'autoévaluation	
<b>Champs d'analyses</b>	Deux critères divisés en sous-critères : critères de moyens (leadership, stratégie, personnel, partenariats et ressources, processus) et critères de résultats (résultats auprès du client/citoyen, auprès du personnel, auprès de la société, résultats des performances clés)	
<b>Exemples d'indicateurs</b>	<i>Fourniture de services</i>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Formuler et fournir des services et des produits orientés vers le client/citoyen</li> <li>Évaluation chiffrée de la satisfaction du client/citoyen</li> <li>Indicateurs de mesures orientés vers le client/citoyen</li> </ul>
<b>Exemples d'indicateurs liés au genre</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Tenir compte des aspects diversité et genre</li> <li>Introduction de systèmes innovants pour la planification du budget et des coûts, y compris des budgets faisant place aux femmes</li> </ul>	
<b>Sources et collecte des données</b>	<i>Sources de données</i>	Connaissances des participants et expérience du travail avec l'organisation
	<i>Personnes chargées de la collecte</i>	Groupe représentatif au sein de l'organisation
<b>Sensibilité à la dimension de genre</b>	<i>Ventilées par sexe</i>	Aucune
	<i>Sexospécifiques</i>	Certaines questions concernent les femmes
	<i>Implicitement générées</i>	Possible, si le service concerné affecte les femmes de façon disproportionnée.
	<i>Choisies par les femmes</i>	Aucune
	<i>Explicitement générées</i>	Partiellement ; un certain intérêt pour les questions de genre, mais les indicateurs liés au genre sont séparés des autres et aucun processus local ne reflète les différences hommes-femmes dans la sélection et la collecte des indicateurs
<b>Nature participative du cycle d'évaluation de la gouvernance</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li><i>Participation à l'élaboration de la méthode</i> : il est recommandé de procéder à une large consultation avec la direction et les parties prenantes internes et externes s'il y a lieu</li> <li><i>Participation à la collecte et à l'analyse des données</i> : les parties prenantes fournissent les données.</li> <li><i>Validation externe</i> : aucune</li> <li><i>Accessibilité des conclusions</i> : ne sont pas mises à la disposition du public</li> <li><i>Contextualisation locale</i> : une adaptation au contexte local est recommandée, mais les éléments de base restent les mêmes</li> <li><i>Lien avec les plans de développement</i> : généralement oui</li> </ul>	

## Boîte à outils de l'Initiative pour la gouvernance de l'électricité (Electricity Governance Initiative [EGI] Toolkit)

World Resources Institute, Groupe énergétique Prayas, Institut national des finances et des politiques publiques (Inde)

Accès Internet : <http://electricitygovernance.wri.org/publications/electricity-governance-toolkit>

<b>Objectif déclaré</b>	Évaluer et promouvoir la bonne gouvernance dans le secteur de l'électricité
<b>Couverture géographique</b>	Évaluations pilotes en Inde, en Indonésie, aux Philippines et en Thaïlande
<b>Période couverte</b>	Boîte à outils actuelle lancée en 2007 ; pilotes mis en place de janvier 2005 à mars 2006
<b>Utilisateurs ciblés</b>	Coalitions nationales de la société civile, en vue de dialoguer avec les responsables gouvernementaux et de plaider pour formaliser l'accès à l'information et à la participation
<b>Type de données</b>	Compilation primaire d'indicateurs avec des explications qualitatives, dérivés d'opinions d'experts et de praticiens

<b>Champs d'analyses</b>	Un ensemble de 64 indicateurs concernant les quatre éléments de base de la bonne gouvernance (participation publique, transparence, redevabilité et capacité), et la mesure dans laquelle ces préceptes sont mis en pratique dans les politiques et les règlements du secteur de l'électricité	
<b>Exemples d'indicateurs</b>	<i>Pouvoir politique</i>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Participation publique à la formulation de politiques visant à réduire les impacts environnementaux</li> </ul>
	<i>Redevabilité, transparence et corruption</i>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Capacités de la commission législative</li> <li>Efficacité de la commission législative sur l'électricité</li> <li>Clarté et transparence du mandat environnemental de l'exécutif</li> <li>Transparence et redevabilité dans la conception et la distribution des subventions</li> </ul>
<b>Exemples d'indicateurs liés au genre</b> [Les explications entre crochets sont tirées des directives de l'EGI]	<ul style="list-style-type: none"> <li>Clarté et transparence du mandat social de l'exécutif [notamment la coopération avec d'autres agences en charge des questions de genre]</li> <li>Capacités des organes de surveillance à évaluer les questions sociales [notamment l'existence de systèmes de collaboration avec l'agence en charge des questions de genre]</li> <li>Capacités des organisations de la société civile [notamment des preuves que les organisations de la société civile s'intéressant à la gouvernance de l'électricité soutiennent des organisations citoyennes comme les associations de femmes]</li> </ul>	

<b>Sources et collecte des données</b>	<i>Sources de données</i>	Recherche documentaire et interviews avec les autorités
	<i>Personnes chargées de la collecte</i>	Coalitions nationales et équipes pluridisciplinaires possédant un expertise dans des domaines comme l'économie, les questions environnementales, le bien-être social
<b>Sensibilité à la dimension de genre</b>	<i>Ventilées par sexe</i>	Aucune
	<i>Sexospécifiques</i>	Aucune
	<i>Implicitement générées</i>	Quelques données, p.ex. indicateurs sur les questions sociales
	<i>Choisies par les femmes</i>	Aucune
	<i>Explicitement générées</i>	Partiellement ; un certain intérêt pour les questions de genre, mais les indicateurs liés au genre sont très limités
<b>Nature participative du cycle d'évaluation de la gouvernance</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li><i>Participation à l'élaboration de la méthode</i> : plus de 40 praticiens et experts de la société civile, experts du secteur de l'électricité et autres</li> <li><i>Participation à la collecte et à l'analyse des données</i> : large coalition d'activistes et autres acteurs, mais pas de participation publique</li> <li><i>Validation externe</i> : un groupe consultatif comprenant des responsables gouvernementaux de ce secteur, des experts du secteur et des chercheurs universitaires révise l'évaluation finale avant publication</li> <li><i>Accessibilité des conclusions</i> : les rapports complets des évaluations pilotes sont publiés sur un site Internet</li> <li><i>Contextualisation locale</i> : les équipes nationales s'attachent à des questions et des cas en fonction de leurs priorités, mais certains indicateurs « prioritaires » ne peuvent être modifiés</li> <li><i>Lien avec les plans de développement</i> : une stratégie d'information et de vulgarisation fondée sur l'évaluation terminée est en cours.</li> </ul>	



## Engendering Budgets: A Practitioners' Guide to Understanding and Implementing Gender-Responsive Budgets (Rendre les budgets sexospécifiques : Guide pratique pour comprendre et appliquer des budgets favorisant l'égalité des sexes)

Secrétariat du Commonwealth

Accès Internet : le guide est disponible sur [http://www.thecommonwealth.org/shared\\_asp\\_files/uploadedfiles/%7BFBF59912-40C3-47A6-89C2-F3E5A0EA9B74%7D\\_Engendering%20Budgets%20final%20doc.pdf](http://www.thecommonwealth.org/shared_asp_files/uploadedfiles/%7BFBF59912-40C3-47A6-89C2-F3E5A0EA9B74%7D_Engendering%20Budgets%20final%20doc.pdf).

On trouvera du matériel supplémentaire sur le site de la Budgétisation favorisant l'égalité des sexes (<http://www.gender-budgets.org>), une initiative conjointe du Fonds de développement des Nations Unies pour la femme (UNIFEM), du Secrétariat du Commonwealth et du Centre canadien de recherches pour le développement international (CRDI)

<b>Objectif déclaré</b>	Permettre aux praticiens de formuler des budgets favorisant l'égalité des sexes et adaptés aux conditions locales, et évaluer la sensibilité à la dimension de genre des budgets existants	
<b>Couverture géographique</b>	Plus de 60 pays ont mis en place des budgets favorisant l'égalité des sexes	
<b>Période couverte</b>	Première publication du guide en 2003	
<b>Utilisateurs ciblés</b>	Fonctionnaires gouvernementaux en charge du budget	
<b>Type de données</b>	Compilation primaire d'informations budgétaires	
<b>Champs d'analyses</b>	Pas d'indicateurs spécifiques, mais des informations sur la façon d'obtenir et d'analyser des données sur la fourniture de services et la redevabilité, y compris le suivi. Tous les indicateurs qui en découlent seraient liés au genre.	
<b>Sources et collecte des données</b>	<i>Sources de données</i>	Données officielles
	<i>Personnes chargées de la collecte</i>	Agents de l'État, souvent des bureaux nationaux des statistiques
<b>Sensibilité à la dimension de genre</b>	<i>Ventilées par sexe</i>	Oui, pour toutes les données pertinentes
	<i>Sexospécifiques</i>	Toutes les données concernent spécifiquement les femmes
	<i>Implicitement générées</i>	Quelques données, p.ex. égalité des chances dans le secteur public
	<i>Choisies par les femmes</i>	Les femmes participent en principe à la conception et à la fourniture de données
	<i>Explicitement générées</i>	Entièrement : si les règles sont bien suivies, tous les indicateurs pertinents sont ventilés, et tant les hommes que les femmes sont impliqués dans la fourniture et la conception des données
<b>Nature participative du cycle d'évaluation de la gouvernance</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• <i>Participation à l'élaboration de la méthode</i> : différents acteurs sont impliqués en fonction du pays, dont la société civile, les organisations de développement, les universitaires et les citoyens ordinaires</li> <li>• <i>Participation à la collecte et à l'analyse des données</i> : les parties prenantes peuvent être impliquées dans la collecte de données, surtout la société civile.</li> <li>• <i>Validation externe</i> : néant</li> <li>• <i>Accessibilité des conclusions</i> : dépend du pays</li> <li>• <i>Contextualisation locale</i> : oui, entièrement adapté au contexte local</li> <li>• <i>Lien avec les plans de développement</i> : en général oui</li> </ul>	

## Les dimensions manquantes de la pauvreté (Missing Dimensions of Poverty)

Oxford Poverty and Human Development Initiative (OPHI)

Accès Internet : <http://www.ophi.org.uk/subindex.php?id=research2>

<b>Objectif déclaré</b>	Identifier et encourager la collecte de données pour un petit ensemble d'indicateurs sur les dimensions « manquantes » du développement humain qui ont souvent de l'importance pour les populations pauvres
<b>Couverture géographique</b>	Projets pilotes prévus : Bolivie, Bhoutan, Chili, Mexique et Philippines
<b>Période couverte</b>	Projets pilotes en cours à la fin 2008
<b>Utilisateurs ciblés</b>	Défenseurs des pauvres et ceux qui cherchent à améliorer la situation des plus démunis
<b>Type de données</b>	Compilation primaire d'indicateurs dérivés d'enquêtes d'opinion publique

<b>Champs d'analyses</b>	Plus de 100 questions sur l'emploi, l'autonomisation, la sécurité physique, la capacité de circuler sans honte et le sens et la valeur	
<b>Exemples d'indicateurs</b>	<i>Pouvoir économique</i>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Combien gagnez-vous net pour une période régulière donnée ?</li> <li>• Étant donné le nombre total d'heures que vous avez travaillé la semaine dernière, aimeriez-vous travailler moins, au prix d'une diminution de salaire ?</li> <li>• Dans quelle mesure avez-vous l'impression d'avoir des chances de progresser et de vous améliorer au travail ?</li> </ul>
	<i>Police et sécurité</i>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• À l'ordinaire, qui prend les décisions pour vous protéger de la violence ?</li> <li>• Au cours de l'année écoulée, est-ce que quelqu'un est entré sans permission dans votre maison, appartement ou logement et vous a volé ou essayé de vous voler quelque chose ?</li> <li>• En dehors des incidents précédents, avez-vous été attaqué, vous ou un membre de votre famille (frappé, giflé, poussé, frappé à coups de pied ou à coups de poing), sans aucune arme, à l'intérieur ou à l'extérieur de la maison, au cours des cinq dernières années ?</li> </ul>
<b>Exemples d'indicateurs liés au genre</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Avez-vous droit à un congé de maternité ?</li> <li>• Avez-vous été traité d'une façon qui vous a paru motivée par des préjugés [les réponses possibles comprennent le genre]</li> </ul>	

<b>Sources et collecte des données</b>	<i>Sources de données</i>	Données quantitatives provenant de 2000 ménages par pays
	<i>Personnes chargées de la collecte</i>	Tout chercheur qualifié pour mener une enquête représentative
<b>Sensibilité à la dimension de genre</b>	<i>Ventilées par sexe</i>	Pas encore déterminé, mais devrait être possible
	<i>Sexospécifiques</i>	Oui, pour certaines questions
	<i>Implicitement genrées</i>	Oui, car beaucoup de questions sont posées tant au chef de famille qu'à l'épouse pour déterminer si les réponses sont différentes, p.ex. pouvoir de décision
	<i>Choisies par les femmes</i>	Les répondants sont autant les chefs de famille que leurs épouses
	<i>Explicitement genrées</i>	Partiellement ; les indicateurs sont ventilés et certains concernent les femmes, mais ils ne représentent pas l'éventail de sujets qui seraient pertinents dans ce contexte et ne sont pas demandés également aux hommes et aux femmes
<b>Nature participative du cycle d'évaluation de la gouvernance</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• <i>Participation à l'élaboration de la méthode</i> : aucune</li> <li>• <i>Participation à la collecte et à l'analyse des données</i> : pas spécifié mais possible</li> <li>• <i>Validation externe</i> : aucune</li> <li>• <i>Accessibilité des conclusions</i> : pas spécifié, mais les résultats doivent être communiqués à l'OPHI</li> <li>• <i>Contextualisation locale</i> : questionnaire standard pour être comparable au niveau international</li> <li>• <i>Lien avec les plans de développement</i> : aucun</li> </ul>	

## Enquêtes de suivi des dépenses publiques (ESDP)

Banque mondiale

Pour un aperçu, [http://siteresources.worldbank.org/INTPSIA/Resources/490023-1121114603600/14942\\_29\\_Tool\\_PETS.pdf](http://siteresources.worldbank.org/INTPSIA/Resources/490023-1121114603600/14942_29_Tool_PETS.pdf) ou

<http://go.worldbank.org/1KIMS4I3K0>

Pour une description détaillée, voir [http://povlibrary.worldbank.org/files/12933\\_chapter9.pdf](http://povlibrary.worldbank.org/files/12933_chapter9.pdf)

<b>Objectif déclaré</b>	Suivre l'impact des dépenses publiques sur la croissance et/ou les résultats sociaux	
<b>Couverture géographique</b>	La méthode a été appliquée dans un certain nombre de pays : Albanie, Cambodge, Ghana, Géorgie, Honduras, Macédoine, Ouganda, Pérou, Rwanda, Sénégal, Tanzanie, Tchad, Timor-Leste	
<b>Période couverte</b>	Première publication en 1996	
<b>Utilisateurs ciblés</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Pouvoirs publics cherchant à diagnostiquer les problèmes de gestion financière</li> <li>• Réformateurs cherchant à identifier les goulets d'étranglement et à suggérer des canaux alternatifs pour les fonds</li> <li>• Activistes de la société civile et médias cherchant des données empiriques sur les prises de décision institutionnelles, les structures de pouvoir au sein des organisations et l'efficacité des coûts</li> </ul>	
<b>Type de données</b>	Compilation primaire d'indicateurs dérivés d'enquêtes menées auprès de prestataires et de bénéficiaires de services	
<b>Champs d'analyses</b>	Même si chaque ESDP est conçue en fonction du pays, six éléments centraux ont été recensés pour tous les questionnaires : caractéristiques de l'installation, intrants, extrants, qualité, financement, mécanismes institutionnels et obligation redevable. Des enquêtes ont été menées dans les secteurs de la santé et de l'éducation.	
<b>Exemples d'indicateurs</b>	<i>Fourniture de services</i>	<p><i>Enquête auprès des enseignants :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Nombre total d'enseignants</li> <li>• Savez-vous quand le district reçoit des fonds ?</li> <li>• Quel est le minimum que vous devez dépenser en matériel pédagogique ?</li> </ul> <p><i>Enquête auprès des responsables de l'éducation au niveau du district :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Le district a-t-il reçu la somme correcte du ministère des Finances ?</li> <li>• Combien y a-t-il de visites d'inspection annuelles pour contrôler la responsabilité financière ?</li> </ul>
<b>Exemples d'indicateurs liés au genre</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Nombre total d'élèves de sexe féminin au début/à la fin de l'année</li> <li>• Fréquence des reçus pour les distributions alimentaires aux enfants, femmes enceintes ou allaitantes (évaluation des bénéficiaires pour ces groupes cibles)</li> </ul>	
<b>Sources et collecte des données</b>	<i>Sources de données</i>	Dossiers des prestataires de services et interviews avec la direction, le personnel et les bénéficiaires
	<i>Personnes chargées de la collecte</i>	Personnel formé aux techniques d'enquête, de préférence local
<b>Sensibilité à la dimension de genre</b>	<i>Ventilées par sexe</i>	Oui, dans de rares cas, p.ex. le nombre de filles scolarisées
	<i>Sexospécifiques</i>	Certaines questions concernent les femmes (filles)
	<i>Implicitement genrées</i>	Certaines données, comme l'évaluation des aliments donnés aux enfants ou aux femmes enceintes ou allaitantes
	<i>Choisies par les femmes</i>	Aucune à ce jour
	<i>Explicitement genrées</i>	Partiellement ; un certain intérêt pour les questions de genre, mais les indicateurs relatifs aux différences hommes-femmes sont très limités et devraient être plus ventilés
<b>Nature participative du cycle d'évaluation de la gouvernance</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• <i>Participation à l'élaboration de la méthode</i> : des parties prenantes clés, dont les agences gouvernementales, les donateurs et les organisations de la société civile, sont impliquées dans la conception</li> <li>• <i>Participation à la collecte et à l'analyse des données</i> : les parties prenantes fournissent les données</li> <li>• <i>Validation externe</i> : les données sont triangulées pour validation par différentes sources</li> <li>• <i>Accessibilité des conclusions</i> : pour certaines enquêtes, les données complètes sont sur le site Internet, pour d'autres, on ne trouve que certains résultats</li> <li>• <i>Contextualisation locale</i> : oui, entièrement adapté au contexte local</li> <li>• <i>Lien avec les plans de développement</i> : aucun</li> </ul>	

## Enquêtes quantitatives sur la prestation de services (EQPS)

Banque mondiale

[http://siteresources.worldbank.org/INTEMPowerment/Resources/14939\\_30\\_Tool\\_QSDS.pdf](http://siteresources.worldbank.org/INTEMPowerment/Resources/14939_30_Tool_QSDS.pdf) ou <http://go.worldbank.org/1KIMS4I3K0>.

Pour une description détaillée, voir [http://povlibrary.worldbank.org/files/12933\\_chapter9.pdf](http://povlibrary.worldbank.org/files/12933_chapter9.pdf)

<b>Objectif déclaré</b>	Évaluer l'efficacité des dépenses publiques et des mesures incitatives, ainsi que de diverses dimensions de la fourniture de services dans les organisations prestataires, surtout en première ligne	
<b>Couverture géographique</b>	Méthode appliquée dans sept pays, principalement en Afrique	
<b>Période couverte</b>	Première publication en 2000	
<b>Utilisateurs ciblés</b>	Pouvoirs publics cherchant à améliorer la fourniture de services Chercheurs souhaitant obtenir des données empiriques sur les prestataires de services pour évaluer les capacités de mise en œuvre des pouvoirs publics et l'analyse des dépenses publiques	
<b>Type de données</b>	Compilation primaire d'indicateurs dérivés d'enquêtes menées auprès de prestataires de services et de bénéficiaires de services	
<b>Champs d'analyses</b>	Même si chaque EQPS est conçue en fonction du pays, six éléments centraux ont été recensés pour tous les questionnaires : caractéristiques de l'installation, intrants, extrants, qualité, financement, mécanismes institutionnels et obligation redditionnelle. Des enquêtes ont été menées dans les secteurs de la santé et de l'éducation. Il n'y a pas d'exemple à ce jour de questions explicitement liées au genre.	
<b>Exemples d'indicateurs</b>	<i>Fourniture de services</i>	<p><i>Enquête auprès des patients :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Avez-vous réglé des honoraires ?</li> <li>• Pensez-vous que les honoraires payés aujourd'hui auraient été différents de ceux que vous auriez payés si vous étiez venus un autre jour ?</li> <li>• Avez-vous reçu des médicaments aujourd'hui ?</li> </ul> <p><i>Enquête auprès des enseignants :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Avez-vous reçu un certificat primaire dans le cadre de votre formation d'enseignant ?</li> <li>• Combien d'élèves avez-vous en cinquième année du primaire ?</li> </ul> <p><i>Enquête auprès des ménages sur l'éducation :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Votre enfant sait-il écrire une lettre ?</li> <li>• Comment jugeriez-vous la qualité de l'enseignement dispensé par le professeur de votre enfant ?</li> </ul>
<b>Sources et collecte des données</b>	<i>Sources de données</i>	Dossiers des prestataires de services et interviews avec la direction, le personnel et les bénéficiaires
	<i>Personnes chargées de la collecte</i>	Personnel formé aux techniques d'enquête, de préférence local
<b>Sensibilité à la dimension de genre</b>	<i>Ventilées par sexe</i>	Aucune à ce jour
	<i>Sexospécifiques</i>	Aucune à ce jour
	<i>Implicitement générées</i>	Aucune à ce jour ; même si les enquêtes couvrent la santé et l'éducation, elles n'abordent pas les questions qui concernent le plus les femmes
	<i>Choisies par les femmes</i>	Aucune à ce jour
	<i>Explicitement générées</i>	Pas du tout ; aucune tentative intentionnelle de collecter des données sensibles à la dimension de genre
<b>Nature participative du cycle d'évaluation de la gouvernance</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• <i>Participation à l'élaboration de la méthode</i> : des parties prenantes clés, dont les agences gouvernementales, les donateurs et les organisations de la société civile, sont impliquées dans la conception</li> <li>• <i>Participation à la collecte et à l'analyse des données</i> : les parties prenantes fournissent les données</li> <li>• <i>Validation externe</i> : les données sont triangulées pour validation par différentes sources</li> <li>• <i>Accessibilité des conclusions</i> : pour certaines enquêtes, les données complètes sont sur le site Internet ; pour d'autres, on ne trouve que certains résultats</li> <li>• <i>Contextualisation locale</i> : oui, entièrement adapté au contexte local</li> <li>• <i>Lien avec les plans de développement</i> : aucun</li> </ul>	

## Études budget-temps

Centre for Time Use Research

Accès Internet : See <http://www.timeuse.org/information/studies/>

<b>Objectif déclaré</b>	Non spécifié
<b>Couverture géographique</b>	Plus de 75 pays dans le monde
<b>Période couverte</b>	Premières applications dès les années 1800. À une époque plus récente, ces études ont été utilisées périodiquement dans certains pays.
<b>Utilisateurs ciblés</b>	Responsables gouvernementaux décidant des orientations politiques
<b>Type de données</b>	Enquêtes auprès d'échantillons de population

<b>Champs d'analyses</b>	Enquêtes sur la façon dont des répondants sélectionnés de façon aléatoire, représentatifs un échantillon de la population, passent quotidiennement leur temps. Chaque enquête est différente.	
<b>Exemples d'indicateurs</b>	<i>Pouvoir économique</i>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Au cours des sept derniers jours, avez-vous effectué un travail rémunéré ou générant un profit ?</li> <li>• Êtes-vous généralement payé pour les heures supplémentaires ou recevez-vous des pourboires ou des commissions à votre emploi principal ?</li> </ul>
<b>Exemple d'indicateur lié au genre aux États-Unis</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Est-ce qu'à un moment quelconque de la journée d'hier, [votre enfant] était sous votre garde ?</li> </ul>	

<b>Sources et collecte des données</b>	<i>Sources de données</i>	Échantillon de ménages, variable selon l'objectif et la population visée
	<i>Personnes chargées de la collecte</i>	Agences nationales des statistiques ou organismes de sondage locaux
<b>Sensibilité à la dimension de genre</b>	<i>Ventilées par sexe</i>	Possible ; oui dans la plupart des cas récents
	<i>Sexospécifiques</i>	En général non
	<i>Implicitement genrées</i>	Oui, p.ex. questions sur la garde des enfants
	<i>Choisies par les femmes</i>	Possible, mais pas systématiquement à ce jour
	<i>Explicitement genrées</i>	Partiellement ; un certain intérêt pour les problèmes liés au genre, et les questions sont posées également aux hommes et aux femmes ; mais pas appliqué systématiquement dans le but de rassembler des informations sur les femmes
<b>Nature participative du cycle d'évaluation de la gouvernance</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• <i>Participation à l'élaboration de la méthode</i> : non dans la plupart des cas</li> <li>• <i>Participation à la collecte et à l'analyse des données</i> : données fournies par des répondants sélectionnés de façon aléatoire</li> <li>• <i>Validation externe</i> : non dans la plupart des cas</li> <li>• <i>Accessibilité des conclusions</i> : les résultats sont publiés sur des sites Internet, souvent uniquement dans la langue locale ; les données brutes sont rarement disponibles</li> <li>• <i>Contextualisation locale</i> : oui, entièrement adapté au contexte local</li> <li>• <i>Lien avec les plans de développement</i> : dans certains cas</li> </ul>	

### Tableau 3 Relevé des outils de mesure dans une perspective participative et de genre

Le présent tableau est basé sur les informations recueillies sur le site Internet des individus ou organisations sources. Ces sites ont été consultés de septembre 2008 à janvier 2009.

#### Gender-related Datasets and Assessments

Nom	Sensibilité à la dimension de genre				
	Ventilé par sexe	Sexospécifique	Implicitement genré	Choisi par les femmes	Explicitement genré
Indice de développement et des inégalités entre les sexes en Afrique	toutes les données pertinentes	quelques données	quelques données	Les enquêtes auprès des spécialistes ne font pas explicitement place aux femmes mais les incluent	partiellement
Indicateur de la participation des femmes (IPF)	données sous-jacentes	oui	non	non	partiellement
Indice d'équité entre les sexes (GEI)	toutes les données pertinentes	nombreuses données	aucune	aucune	partiellement
Bibliothèque juridique sur le genre	toutes les données pertinentes	quelques données	quelques données	aucune	partiellement
Gender Info	toutes les données pertinentes	quelques données	quelques données	aucune	partiellement
Indicateur sexospécifique du développement humain (ISDH)	données sous-jacentes	oui	non	non	partiellement
Statistiques sur le genre	toutes les données pertinentes	nombreuses données	aucune	aucune	partiellement
Statistiques sur le genre	aucune	toutes les données	aucune	aucune	partiellement
Statistiques sur le genre	toutes les données	aucune	quelques-unes	aucune	partiellement
GenderStats	si possible	quelques données	quelques données	aucune	partiellement
Base de données Égalité Homme-Femme, Institutions et Développement	presque toutes les données pertinentes	nombreuses données	quelques données	aucune	partiellement
Indicateurs sur le genre, la pauvreté et l'environnement sur les pays africains	quelques indicateurs	quelques données	quelques données	aucune	partiellement
Base de données mondiales sur les quotas pour les femmes	aucune	tous les indicateurs	aucune	aucune	partiellement
Indicateur mondial des écarts entre les sexes (GGI)	données sous-jacentes	aucune	aucune	aucune	partiellement
Enquête internationale sur la violence contre les femmes	aucune	toutes les données	aucune	enquêtrices et répondantes toutes de sexe féminin	partiellement
Moniteur OMD	seulement pour les taux d'alphabétisation et d'éducation	quelques données	quelques données	aucune	partiellement
Statistiques hommes-femmes	toutes les données pertinentes	nombreuses données	quelques données	aucune	partiellement
Le progrès des femmes à travers le monde	pas pour toutes les données pertinentes	quelques données	quelques données	aucune	partiellement
Femmes dans les parlements nationaux	peut se calculer	toutes les données	aucune	aucune	partiellement
Les droits des femmes au Moyen Orient et en Afrique du Nord	aucune	toutes les données	aucune	dans la mesure où les femmes sont les principales bénéficiaires de certains services de base	partiellement

●● tous ●● la plupart ●● certains ●● peu ○○ non

### Nature participative

Participation à l'élaboration de la méthode	Participation à la collecte et à l'analyse des données	Validation extérieure	Accessibilité des résultats	Contextualisation locale	Lien avec plans de développement
oui	examen par les pouvoirs publics, organisations de la société civile et chercheurs	oui	néant	uniquement données nationales mais questionnaire standard dans tous les pays	aucune
aucune	aucune	aucune	tous les résultats et données	aucune	aucune
aucune	aucune	aucune	résultats de tous les indicateurs	aucune	aucune
aucune	aucune	aucune	toutes les données	aucune	aucune
aucune	aucune	aucune	toutes les données	les données locales sont collectées puis systématisées	aucune
aucune	aucune	aucune	tous les résultats et données	aucune	aucune
aucune	aucune	aucune	toutes les données	données locales	aucune
aucune	aucune	aucune	toutes les données	données locales	aucune
aucune	aucune	aucune	toutes les données	données locales recueillies et systématisées	aucune
aucune	aucune	aucune	toutes les données	données locales	aucune
aucune	aucune	oui	toutes les données	aucune	aucune
aucune	aucune	aucune	toutes les données	quelques données locales	aucune
aucune	aucune	oui	toutes les données	sources spécifiques au pays incluses dans chaque tableau national	aucune
aucune	aucune	aucune	toutes les données	aucune	aucune
oui	les parties prenantes fournissent les données	oui	pas accessible au public	aucune	aucune
aucune	Les autorités nationales fournissent des informations qualitatives	aucune	toutes les données	données locales collectées et systématisées	lié aux initiatives mondiales visant à la réalisation des OMD
aucune	aucune	aucune	toutes les données	données locales collectées et systématisées	aucune
aucune	aucune	aucune	quelques données	aucune	lié aux initiatives mondiales visant à la réalisation des OMD
aucune	aucune	aucune	toutes les données	aucune	aucune
oui	consultation avec un large éventail d'acteurs, groupes cibles en Egypte, au Koweït et au Maroc	oui	résultats publiés, mais pas les données brutes	aucune	aucune

## Batteries de données et évaluations liées à la gouvernance

Sensibilité à la dimension de genre					
Nom	Ventilé par sexe	Sexospécifique	Implicitement genré	Choisi par les femmes	Explicitement genré
Afrobaromètre	possible, mais aucune jusqu'à présent	quelques questions	dans la mesure où les femmes sont les principales bénéficiaires de certains services de base	les questions doivent être posées de la même manière aux femmes et aux hommes	partiellement
Indice de transformation de Bertelsmann	aucune	quelques données	aucune	aucune	partiellement
Base de données CIRI sur les droits de l'homme	aucune	3 indicateurs are gender specific	aucune	aucune	partiellement
Analyse de la gouvernance des pays	quelques indicateurs	quelques données	aucune	aucune	partiellement
CPIA	aucune	seulement le critère 7	aucune	aucune	partiellement
Enquêtes 1-2-3	toutes les données pertinentes	aucune	quelques données	quelques répondantes de sexe féminin	partiellement
Étude diagnostique sur la gouvernance et la corruption	aucune	aucune	dans la mesure où les femmes sont touchées de façon disproportionnée car elles doivent payer des pots-de-vin pour les services de base	aucune	pas du tout
Liberté dans le monde	aucune	1 indicateur	1 indicateur	aucune	partiellement
Baromètre mondial de la corruption	seulement pour les pots-de-vin éventuels	aucune	dans la mesure où les femmes sont touchées de façon disproportionnée par la corruption dans les services de base	aucune	pas du tout
GOFORGOLD	si possible	quelques données	aucune	aucune	partiellement
Bulletins sur la bonne gouvernance urbaine	dans certains cas	quelques données	quelques données	aucune	partiellement
Indice Ibrahim	aucune	quelques données	aucune	aucune	partiellement
Indice de liberté économique	aucune	aucune	aucune	aucune	pas du tout
Indicateurs de mesure de l'état de droit	pour les indicateurs liés au genre	quelques données	quelques données	aucune	partiellement
Indice d'intégrité	aucune	1 indicateur concerne les femmes	aucune	aucune	partiellement
Système de gestion des performances de la gouvernance locale	aucune	quelques données	dans la mesure où les femmes sont les principales bénéficiaires de certains services de base	aucune	partiellement
Local Governance Performance Management System	aucune	quelques données	dans la mesure où les femmes sont les principales bénéficiaires de certains services de base	aucune	partiellement
Indice du budget ouvert (OBI)	aucune	aucune	aucune	aucune	pas du tout



●● tous ●● la plupart ●● certains ●● peu ○○ non

### Nature participative

Participation à l'élaboration de la méthode	Participation à la collecte et à l'analyse des données	Validation extérieure	Accessibilité des résultats	Contextualisation locale	Lien avec plans de développement
aucune	les parties prenantes fournissent les données	aucune	toutes les données	questionnaire standard pour tous les pays mais rendu "indigène" dans chaque pays	aucune
aucune	aucune	oui	toutes les données	aucune	aucune
aucune	aucune	aucune	toutes les données	aucune	aucune
aucune	les consultations devraient inclure les collectivités locales, autres donateurs et société civile	oui	la plupart sont publiées en tout ou partie sur l'Internet	les bureaux de pays peuvent choisir leurs indicateurs	lié au soutien du DFID
aucune	aucune	aucune	résultats, pas de données brutes	aucune	lié à l'activité de donateur de la Banque mondiale
participation uniquement pour l'adaptation	les parties prenantes fournissent les données	oui	rapport disponible, pas de données brutes	questionnaire standard adapté au niveau national	aucune
aucune	les parties prenantes fournissent les données	oui	rapport disponible, pas de données brutes	propre au Burundi	produit dans ce but par le gouvernement
aucune	aucune	oui	résultats, pas de données brutes	aucune	aucune
aucune	les parties prenantes fournissent les données	aucune	réponses agrégées par pays	aucune	aucune
aucune	les données seront collectées avec l'aide des parties prenantes	oui	toutes les données seront publiées	propre à l'Afghanistan	aucune
oui	les fonctionnaires municipaux sont consultés, les répondants sont les parties prenantes	aucune	données non disponibles	entièrement adapté au contexte	aucune
aucune	aucune	aucune	toutes les données	quelques données locales, mais les données internationales sont favorisées pour comparabilité	aucune
aucune	aucune	aucune	une note par liberté	aucune	aucune
aucune	quelques enquêtes d'opinion	aucune	toutes les données	variation dans le choix des données pour chaque indicateur	aucune
aucune	peut être consulté au cours d'interviews	oui	tous les résultats et données	aucune	aucune
oui	représentants de la fonction publique, de la société civile et du secteur privé impliqués dans l'interprétation et l'analyse des résultats	aucune	toutes les données	entièrement adapté au contexte local	possible, si les parties prenantes gouvernementales sont impliquées
oui	consultation d'un large éventail de parties prenantes gouvernementales	aucune	toutes les données disponibles	propre aux Philippines	aucune
oui	interviews avec les pouvoirs publics	oui	toutes les données	aucune	aucune

## Batteries de données et évaluations liées à la gouvernance (cont.)

Nom	Sensibilité à la dimension de genre				
	Ventilé par sexe	Sexospécifique	Implicite ment genré	Choisi par les femmes	Explicitement genré
Audits sociaux des prestations de services publics au Pakistan	presque toutes les questions	aucune	dans la mesure où les femmes sont les principales bénéficiaires de certains services de base	dans la mesure où les femmes sont les principales bénéficiaires de certains services de base. La moitié des répondants étaient de sexe féminin, et les données ont été analysées en tenant spécifiquement compte des différences de genre; dans le premier exercice, deux séries de discussions axées sur le genre ont été conduites avec des groupes cibles	complètement
Indicateur de la gouvernance urbaine	aucune	2 indicateurs	dans la mesure où les femmes sont les principales bénéficiaires de certains services de base	aucune	partiellement
Évaluation mondiale de la gouvernance	aucune	aucune	dans la mesure où les femmes sont les principales bénéficiaires de certains services de base	aucune	pas du tout
Indicateurs mondiaux de la gouvernance	aucune	aucune	dans la mesure où les femmes sont les principales bénéficiaires de certains services de base	aucune	pas du tout
World Values Survey	toutes les données	quelques questions	quelques questions	les questions doivent être posées de la même manière aux femmes et aux hommes	partiellement

## Méthodes et cadres pour obtenir des données

Nom	Sensibilité à la dimension de genre				
	Ventilé par sexe	Sexospécifique	Implicite ment genré	Choisi par les femmes	Explicitement genré
Analyse d'incidence des bénéficiaires et de demande	toutes les données	quelques données	quelques données	aucune	partiellement
Rapports d'évaluation citoyenne	dans certains cas, p.ex. à Shakti, Inde	quelques questions	dans la mesure où les femmes sont les principales bénéficiaires de certains services de base	possible, mais pas systématique	partiellement
Cadre d'autoévaluation des fonctions publiques (CAF)	aucune	quelques données	si le service en question touche les femmes de façon disproportionnée	aucune	partiellement
Initiative pour la gouvernance de l'électricité	aucune	aucune	quelques données	aucune	partiellement
Engendering Budgets	toutes les données pertinentes	toutes les données	quelques données	femmes impliquées dans la conception et l'obtention des données	complètement
Dimensions manquantes de la pauvreté	possible	quelques questions	quelques questions	répondants des deux sexes	partiellement
ESDP	dans de rares cas	quelques questions	quelques données	aucune	partiellement
EQPS	aucune	aucune	aucune	aucune	pas du tout
Études budget-temps	dans la plupart des cas	généralement non	quelques données	possible, mais pas systématique	partiellement

●● tous ●● la plupart ●● certains ●● peu ○○ non

### Nature participative

Participation à l'élaboration de la méthode	Participation à la collecte et à l'analyse des données	Validation extérieure	Accessibilité des résultats	Contextualisation locale	Lien avec plans de développement
aucune	Les résultats sont débattus avec les communautés et des solutions sont trouvées et mises en œuvre conjointement	oui	certains résultats	questionnaire propre au Pakistan, mais standard dans toutes les régions	dans certains cas, au niveau de la collectivité locale
oui	collecte et évaluation participative avec les partenaires locaux	aucune	résultats pilotes publiés sur le site Internet ; autres résultats selon l'organisation chargée de l'exécution	aucune	aucune
aucune	les parties prenantes fournissent les données	oui	toutes les données	aucune	aucune
aucune	aucune	aucune	résultats agrégés et quelques données sous-jacentes	aucune	aucune
aucune	les parties prenantes fournissent les données	oui	toutes les données	quelques éléments standard et une partie d'adaptation	aucune

### Nature participative

Participation à l'élaboration de la méthode	Participation à la collecte et à l'analyse des données	Validation extérieure	Accessibilité des résultats	Contextualisation locale	Lien avec plans de développement
aucune	les parties prenantes fournissent les données	aucune	tous les résultats sont publiés	différentes enquêtes dans différents pays	aucune
oui	les parties prenantes fournissent les données	oui	Les résultats sont publiés sur des sites Internet, souvent uniquement dans la langue locale, et les données brutes sont rarement disponibles	entièrement adapté au contexte local	aucune
oui	les parties prenantes fournissent les données	aucune	pas accessible au public	adaptation recommandée avec maintien d'éléments de base	généralement oui
divers experts, mais pas le public	large coalition d'activistes mais pas le public	oui	publication de tous les résultats	quelques éléments standard et une partie d'adaptation	stratégie en cours
oui	possible	néant	selon le pays	entièrement adapté au contexte local	généralement oui
aucune	aucune	aucune	pas encore décidé	aucune	aucune
oui	les parties prenantes fournissent les données	oui	Pour certaines enquêtes, les données complètes sont sur le site Internet, pour d'autres, on ne trouve que certains résultats	entièrement adapté au contexte local	aucune
oui	les parties prenantes fournissent les données	oui	Pour certaines enquêtes, les données complètes sont sur le site Internet ; pour d'autres, on ne trouve que certains résultats	entièrement adapté au contexte local	aucune
aucune dans la plupart des cas	les parties prenantes fournissent les données	aucune dans la plupart des cas	conclusions publiées sur les sites Internet, souvent uniquement dans la langue locale, et les données brutes sont rarement disponibles	entièrement adapté au contexte local	dans certains cas

## Tableau 4 : Relevé des outils de mesure dans une perspective de fourniture de services

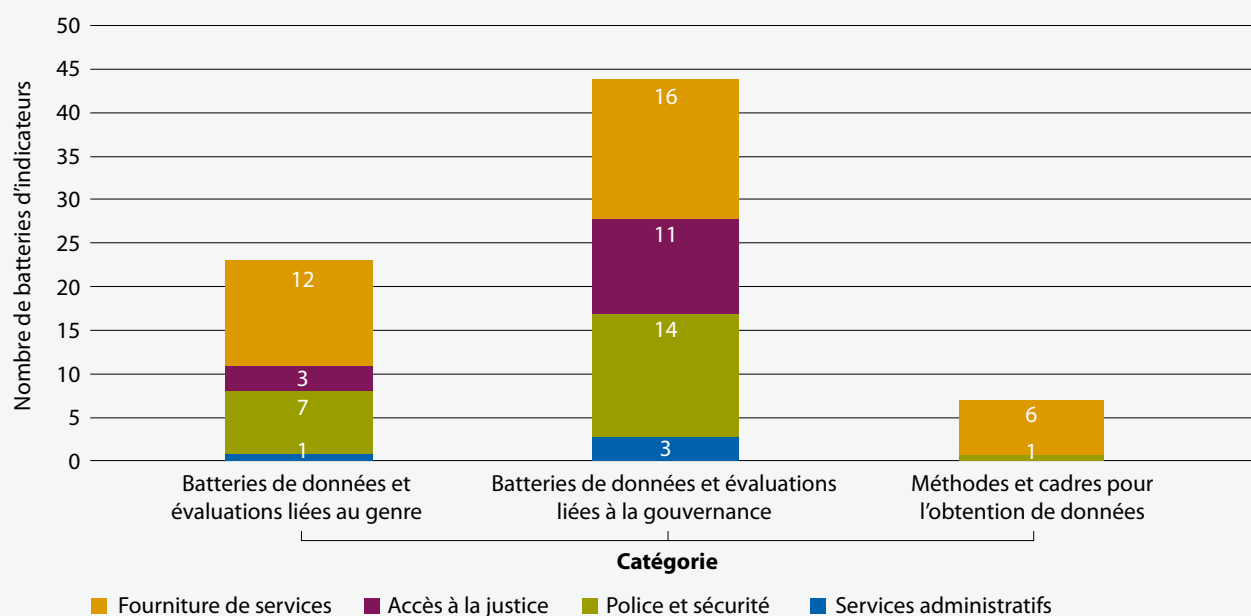
Le présent tableau est basé sur les informations recueillies sur le site Internet des individus ou organisations sources. Ces sites ont été consultés de septembre 2008 à janvier 2009.

Catégorie	Nom de l'outil	Organisation	Domaines concernés par les indicateurs			
			fourniture de services	accès à la justice	police et sécurité	services administratifs
Batteries de données et évaluations liées au genre	Indice de développement et des inégalités entre les sexes en Afrique	Commission économique pour l'Afrique	√		√	
	Indicateur de la participation des femmes (IPF)	PNUD				
	Indice d'équité entre les sexes (GEI)	Social Watch	√			
	Bibliothèque juridique sur le genre	Banque mondiale		√		√
	Gender Info	Division des statistiques de l'ONU	√			
	Indicateur sexospécifique du développement humain (ISDH)	PNUD				
	Statistiques sur le genre	CEPALC	√		√	
	Statistiques sur le genre	CESAO				
	Statistiques sur le genre	CENUE	√		√	
	GenderStats	Banque mondiale	√		√	
	Base de données Égalité Homme-Femme, Institutions et Développement	OCDE	√		√	
	Indicateurs sur le genre, la pauvreté et l'environnement sur les pays africains	Banque africaine de développement	√			
	Base de données mondiales sur les quotas pour les femmes	IDEA et université de Stockholm				
	Indicateur mondiale des écarts entre les sexes (GGI)	Forum économique mondial	√			
	Enquête internationale sur la violence contre les femmes	Institut européen pour la prévention du crime et la lutte contre la délinquance				
	Moniteur OMD	ONU	√			
	Statistiques hommes-femmes	CESAP				
	Progrès des femmes à travers le monde	UNIFEM	√	√	√	
	Femmes dans les parlements nationaux	UIP				
	Les droits des femmes au Moyen-Orient et en Afrique du Nord	Freedom House	√	√	√	

Catégorie	Nom de l'outil	Organisation	Domaines concernés par les indicateurs			
			fourniture de services	accès à la justice	police et sécurité	services administratifs
Batteries de données et évaluations liées à la gouvernance	Afrobaromètre	Initiative conjointe	√		√	
	Indice de transformation de Bertelsmann	Bertelsmann Stiftung	√	√		
	Base de données CIRI sur les droits de l'homme	CIRI			√	
	Analyse de la gouvernance des pays	DfID		√		
	Évaluation de la politique et des institutions nationales (CPIA)	Banque mondiale	√		√	
	Enquêtes 1-2-3	DIAL	√			
	Étude diagnostique sur la gouvernance et la corruption	Gouvernement du Burundi	√	√	√	√
	Liberté dans le monde (Freedom in the World)	Freedom House		√	√	
	Baromètre mondial de la corruption	Transparency International	√	√	√	√
	GOFORGOLD	IDLG	√		√	
	Bulletins sur la bonne gouvernance urbaine	PNUD-TUGI	√		√	
	Indice Ibrahim	Fondation Mo Ibrahim	√	√	√	
	Indice de liberté économique	Heritage Foundation et Wall Street Journal				√
	Indicateurs de mesure de l'état de droit	Vera Institute for Justice		√	√	
	Indice d'intégrité	Global Integrity		√		
	Baromètre de la gouvernance locale	Alliance pour l'impact	√			
	Système de gestion des performances de la gouvernance locale	Gouvernement des Philippines	√		√	
	Indice du budget ouvert (OBI)	International Budget Project				
	Audits sciaux des prestations de services publics	CIET International	√	√	√	
	Indicateur de la gouvernance urbaine	ONU-Habitat	√			
	Évaluation mondiale de la gouvernance	ODI	√	√	√	
	Indicateurs mondiaux de la gouvernance	Banque mondiale	√	√	√	
	World Values Survey	World Values Survey Association	√			

Catégorie	Nom de l'outil	Organisation	Domaines concernés par les indicateurs			
			fourniture de services	accès à la justice	police et sécurité	services administratifs
Méthodes et cadres pour obtenir des données	Analyse d'incidence des bénéfices et de demande	Cornell University	√			
	Rapports d'évaluation citoyenne	Centre des Affaires publiques	√			
	Cadre d'autoévaluation des fonctions publiques (CAF)	Institut européen d'administration publique	√			
	Initiative pour la gouvernance de l'électricité	EGI				
	Engendering Budgets	Secrétariat du Commonwealth	√			
	Dimensions manquantes de la pauvreté	OPHI			√	
	ESDP	Banque mondiale	√			
	EQPS	Banque mondiale	√			
	Études budget-temps	Centre for Time Use Research				

**Diagramme 6 : Batteries d'indicateurs par catégorie et par domaine**



## Annexe I : Listes des outils par catégorie, nom et institution

### 1. LISTE DES OUTILS PAR CATÉGORIE

#### BATTERIES DE DONNÉES ET ÉVALUATIONS LIÉES AU GENRE

##### Indicateur de développement et des inégalités entre les sexes en Afrique 52

COMMISSION ECONOMIQUE DE L'ONU POUR L'AFRIQUE

##### Indicateur de la participation des femmes (IPF) 53

PNUD

##### Indice d'équité entre les sexes 54

Social Watch

##### Gender Info 55

Division des statistiques de l'ONU

##### Bibliothèque juridique sur le genre 56

Banque mondiale

##### Indicateur sexospécifique du développement humain (ISDH) 57

PNUD

##### Statistiques sur le genre 58

Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC)

##### Statistiques sur le genre 59

Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale (CESAO)

##### Statistiques sur le genre 60

Commission économique des Nations Unies pour l'Europe (CENUE)

##### GenderStats 61

Banque mondiale

##### Base de données Égalité Homme-Femme, Institutions et Développement (EID) 62

OCDE

##### Indicateurs sur le genre, la pauvreté et l'environnement sur les pays africains 63

Banque africaine de développement (BAD)

##### Base de données mondiale sur les quotas pour les femmes (Global Database of Quotas for Women) 64

IDEA et université de Stockholm

##### Indicateur mondial des écarts entre les sexes (Global Gender Gap Index, GGI) 65

Forum économique mondial

##### Enquête internationale sur la violence contre les femmes 66

Institut européen pour la prévention du crime et la lutte contre la délinquance (HEUNI)

##### Moniteur OMD 67

Nations Unies

##### Statistiques hommes-femmes 68

Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique (CESAP)

##### Le progrès des femmes à travers le monde 69

UNIFEM

##### Femmes dans les parlements nationaux 70

Union interparlementaire

##### Les droits des femmes au Moyen-Orient et en Afrique du Nord 71

Freedom House

#### BATTERIES DE DONNÉES ET ÉVALUATIONS LIÉES À LA GOUVERNANCE

##### Afrobaromètre 73

Institut pour la Démocratie d'Afrique du Sud (Institute for Democracy in South Africa [Idasa]), Centre Ghanéen pour le Développement Démocratique (Center for Democratic Development [CDD-Ghana]) et Institut pour la recherche empirique en économie politique

##### Indice de transformation de Bertelsmann 75

Bertelsmann Stiftung

##### Base de données Cingranelli-Richards sur les droits de l'homme 76

CIRI

##### Analyse de la gouvernance des pays (Country Governance Analysis) 77

Ministère du développement international du R.-U.

##### Évaluation de la politique et des institutions nationales (CPIA) 78

Banque mondiale

##### Enquêtes 1-2-3 (Pauvreté, Démocratie et Gouvernance) 79

Développement, Institutions & Analyses de Long Terme (DIAL)

##### Étude Diagnostique sur la Gouvernance et la Corruption au Burundi 80

Gouvernement du Burundi

##### Liberté dans le monde (Freedom in the World) 81

Freedom House

##### Baromètre mondial de la corruption 82

Transparency International

##### Bonne gouvernance pour le développement local – GOFORGOLD 83

Direction indépendante pour la gouvernance locale (IDLG), Afghanistan

##### Bulletins sur la bonne gouvernance urbaine 85

PNUD-TUGI (The Urban Governance Initiative)

##### Indice Ibrahim de la gouvernance en Afrique 87

Fondation Mo Ibrahim

**Indice de liberté économique 88**

Heritage Foundation et Wall Street Journal

**Indicateurs de mesure de l'état de droit 89**

Vera Institute for Justice et Altus Global Alliance

**Indice d'intégrité 90**

Global Integrity

**Baromètre de la gouvernance locale 91**

Alliance pour l'impact

**Systèmes de gestion des performances de la gouvernance locale (Local Governance Performance Management System, LGPMS) 92**

Ministère de l'intérieur et des Collectivités locales, Philippines

**Indice de budget ouvert (Open Budget Index, OBI) 93**

International Budget Project (Projet budgétaire international)

**Audits sociaux des prestations de services publics au Pakistan 94**

CIET International

**Indicateur de la gouvernance urbaine 95**

ONU-Habitat

**Évaluation mondiale de la gouvernance**

**(World Governance Assessment) 96**

Overseas Development Institute (ODI)

**Indicateurs mondiaux de la gouvernance (Governance Matters) 97**

Institut de la Banque mondiale

**World Values Survey (Étude des valeurs au niveau mondial) 98**

World Values Survey Association

---

**MÉTHODES ET CADRES POUR OBTENIR DES DONNÉES**

**Analyse d'incidence des bénéfiques et de demande**

**(Benefit Incidence and Demand Analysis) 99**

Cornell University

**Rapports d'évaluation citoyenne (Citizen Report Cards) 100**

Centre des affaires publiques, Bangalore, Inde

**Cadre d'Auto-évaluation des Fonctions publiques (CAF) 101**

Institut européen d'administration publique

**Boîte à outils de l'initiative pour la gouvernance de l'électricité**

**(Electricity Governance Initiative Toolkit) 102**

World Resources Institute, Groupe énergétique Prayas, Institut national des Finances et politiques publiques (Inde)

**Engendering Budgets: A Practitioners' Guide to Understanding and Implementing Gender-Responsive Budgets**

**(Rendre les budgets sexospécifiques : Guide pratique pour comprendre et appliquer des budgets favorisant l'égalité des sexes) 103**

Secrétariat du Commonwealth

**Dimensions manquantes de la pauvreté**

**(Missing Dimensions of Poverty) 104**

Oxford Poverty and Human Development Initiative (OPHI)

**Enquêtes sur le suivi des dépenses publiques (ESDP) 105**

Banque mondiale

**Enquêtes quantitatives sur les prestations de service (EQPS) 106**

Banque mondiale

**Études budget-temps 107**

Centre for Time Use Research

**2. LISTE ALPHABÉTIQUE DES OUTILS**

**Afrobaromètre 73**

Institut pour la Démocratie d'Afrique du Sud (Institute for Democracy in South Africa [Idasa]), Centre Ghanéen pour le Développement Démocratique (Center for Democratic Development [CDD-Ghana]) et Institut pour la recherche empirique en économie politique

**Analyse de la gouvernance des pays**

**(Country Governance Analysis) 77**

Ministère du développement international du R.-U.

**Analyse d'incidence des bénéfiques et de demande**

**(Benefit Incidence and Demand Analysis) 99**

Cornell University

**Audits sociaux des prestations de services publics au Pakistan 94**

CIET International

**Baromètre de la gouvernance locale 91**

Alliance pour l'impact

**Baromètre mondial de la corruption**

**(Global Corruption Barometer) 82**

Transparency International

**Base de données Cingranelli-Richards sur les droits de l'homme 76**

CIRI

**Base de données Égalité Homme-Femme,**

**Institutions et Développement (EID) 62**

OCDE

**Base de données mondiale sur les quotas pour les femmes**

**(Global Database of Quotas for Women) 64**

IDEA et université de Stockholm

**Bibliothèque juridique sur le genre 56**

Banque mondiale

**Boîte à outils de l'initiative pour la gouvernance de l'électricité**

**(Electricity Governance Initiative Toolkit) 102**

World Resources Institute, Groupe énergétique Prayas, Institut national des Finances et politiques publiques (Inde)



- Bonne gouvernance pour le développement local – GOFORGOLD 83**  
Direction indépendante pour la gouvernance locale (IDLG), Afghanistan
- Bulletins sur la bonne gouvernance urbaine 85**  
PNUD-TUGI (The Urban Governance Initiative)
- Cadre d'autoévaluation des fonctions publiques (CAF) 101**  
Institut européen d'administration publique
- Dimensions manquantes de la pauvreté (Missing Dimensions of Poverty) 104**  
Oxford Poverty and Human Development Initiative (OPHI)
- Engendering Budgets: A Practitioners' Guide to Understanding and Implementing Gender-Responsive Budgets (Rendre les budgets sexospécifiques : Guide pratique pour comprendre et appliquer des budgets favorisant l'égalité des sexes) 103**  
Secrétariat du Commonwealth
- Enquête internationale sur la violence contre les femmes 66**  
Institut européen pour la prévention du crime et la lutte contre la délinquance (HEUNI)
- Enquêtes 1-2-3 (Pauvreté, Démocratie et Gouvernance) 79**  
Développement, Institutions & Analyses de Long Terme (DIAL)
- Enquêtes quantitatives sur les prestations de service (EQPS) 106**  
Banque mondiale
- Enquêtes sur le suivi des dépenses publiques (ESDP) 105**  
Banque mondiale
- Étude diagnostique sur la gouvernance et la corruption au Burundi 80**  
Gouvernement du Burundi
- Études budget-temps 107**  
Centre for Time Use Research
- Évaluation de la politique et des institutions nationales (CPIA) 78**  
Banque mondiale
- Évaluation mondiale de la gouvernance (World Governance Assessment) 96**  
Overseas Development Institute (ODI)
- Femmes dans les parlements nationaux 70**  
Union interparlementaire
- Gender Info 55**  
Division des statistiques de l'ONU
- GenderStats 61**  
Banque mondiale
- Indicateur de la gouvernance urbaine 95**  
ONU-Habitat
- Indicateur de la participation des femmes (IPF) 53**  
PNUD
- Indicateurs de mesure de l'état de droit 89**  
Vera Institute for Justice et Altus Global Alliance
- Indicateur mondial des écarts entre les sexes (Global Gender Gap Index, GGI) 65**  
Forum économique mondial
- Indicateur sexospécifique du développement 57**  
PNUD
- Indicateurs mondiaux de la gouvernance (Governance Matters) 97**  
Institut de la Banque mondiale
- Indicateurs sur le genre, la pauvreté et l'environnement sur les pays africains 63**  
Banque africaine de développement (BAD)
- Indice de budget ouvert (Open Budget Index, OBI) 93**  
International Budget Project (Projet budgétaire international)
- Indice de développement et des inégalités entre les sexes en Afrique 52**  
Commission économique pour l'Afrique
- Indice de liberté économique 88**  
Heritage Foundation et Wall Street Journal
- Indice d'équité entre les sexes (Gender Equity Index, GEI) 54**  
Social Watch
- Indice de transformation de Bertelsmann 75**  
Bertelsmann Stiftung
- Indice d'intégrité 90**  
Global Integrity
- Indice Ibrahim de la gouvernance en Afrique 87**  
Fondation Mo Ibrahim
- Le progrès des femmes à travers le monde 69**  
UNIFEM
- Les droits des femmes au Moyen-Orient et en Afrique du Nord 71**  
Freedom House
- Liberté dans le monde (Freedom in the World) 81**  
Freedom House
- Moniteur OMD 67**  
Nations Unies
- Rapports d'évaluation citoyenne (Citizen Report Cards) 100**  
Centre des affaires publiques, Bangalore, Inde

**Statistiques hommes-femmes 68**

Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique (CESAP)

**Statistiques sur le genre 60**

Commission économique des Nations Unies pour l'Europe (CENUE)

**Statistiques sur le genre 59**

Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale (CESAO)

**Statistiques sur le genre 58**

Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC)

**Systèmes de gestion des performances de la gouvernance locale (Local Governance Performance Management System, LGPMS) 92**

Ministère de l'intérieur et des collectivités locales, Philippines

**World Values Survey (Étude des valeurs au niveau mondial) 98**

World Values Survey Association

3. LISTE DES OUTILS PAR INSTITUTION

**Alliance pour l'impact**

Baromètre de la gouvernance locale 91

**Banque africaine de développement (BAD)**

Indicateurs sur le genre, la pauvreté et l'environnement sur les pays africains 63

**Banque mondiale**

Bibliothèque juridique sur le genre 56  
Enquêtes quantitatives sur les prestations de service (EQPS) 106  
Enquêtes sur le suivi des dépenses publiques (ESDP) 105  
Évaluation de la politique et des institutions nationales (CPIA) 78  
GenderStats 61

**Bertelsmann Stiftung**

Indice de transformation de Bertelsmann 75

**Centre des affaires publiques, Bangalore, Inde**

Rapports d'évaluation citoyenne (Citizen Report Cards) 100

**Centre for Time Use Research**

Études budget-temps 107

**CIET International**

Audits sociaux des prestations de services publics au Pakistan 94

**CIRI**

Base de données Cingranelli-Richards sur les droits de l'homme 76

**Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique**

Indicateur de développement et des inégalités entre les sexes en Afrique 52

**Commission économique des Nations Unies pour l'Europe (CENUE)**

Statistiques sur le genre 60

**Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique (CESAP)**

Statistiques hommes-femmes 68

**Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale (CESAO)**

Statistiques sur le genre 59

**Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC)**

Statistiques sur le genre 58

**Cornell University**

Analyse de l'incidence des bénéfices et de la demande (Benefit Incidence and Demand Analysis) 99

**Développement, Institutions & Analyses de Long Terme (DIAL)**

Enquêtes 1-2-3 (Pauvreté, Démocratie et Gouvernance) 79

**Direction indépendante pour la gouvernance locale (IDLG), Afghanistan**

Bonne gouvernance pour le développement local – GOFORGOLD 83

**Division des statistiques de l'ONU**

Gender Info 55

**Fondation Mo Ibrahim**

Indice Ibrahim de la gouvernance en Afrique 87

**Forum économique mondial**

Indicateur mondial des écarts entre les sexes (Global Gender Gap Index, GGI) 65

**Freedom House**

Droits des femmes au Moyen-Orient et en Afrique du Nord 71  
Liberté dans le monde (Freedom in the World) 81

**Global Integrity**

Indice d'intégrité 90

**Gouvernement du Burundi**

Étude diagnostique sur la gouvernance et la corruption au Burundi 80

**Heritage Foundation et Wall Street Journal**

Indice de liberté économique 88

**IDEA et Université de Stockholm**

Base de données mondiale sur les quotas pour les femmes (Global Database of Quotas for Women) 64

**International Budget Project (Projet budgétaire international)**

Indice de budget ouvert (Open Budget Index, OBI) 93

**Institut de la Banque mondiale**

Indicateurs mondiaux de la gouvernance (Governance Matters) 97

**Institut européen d'administration publique**

Cadre d'autoévaluation des fonctions publiques (CAF) 101

**Institut européen pour la prévention du crime et la lutte contre la délinquance (HEUNI)**

Enquête internationale sur la violence contre les femmes 66

**Institut pour la Démocratie d’Afrique du Sud (Institute for Democracy in South Africa [Idasa]), Centre Ghanéen pour le Développement Démocratique (Center for Democratic Development [CDD-Ghana]) et Institut pour la recherche empirique en économie politique**  
Afrobaromètre 73

**Ministère de l’Intérieur et des Collectivités locales, Philippines**  
Systèmes de gestion des performances de la gouvernance locale  
(Local Governance Performance Management System, LGPMS) 92

**Ministère du développement international du Royaume-Uni (DFID)**  
Analyse de la gouvernance des pays (Country Governance Analysis) 77

**Nations Unies**  
Moniteur OMD 67

**OCDE**  
Base de données Égalité Homme-Femme,  
Institutions et Développement (EID) 62

**ONU-Habitat**  
Indicateur de la gouvernance urbaine 95

**Overseas Development Institute (ODI)**  
Évaluation mondiale de la gouvernance  
(World Governance Assessment) 96

**Oxford Poverty and Human Development Initiative (OPHI)**  
Dimensions manquantes de la pauvreté  
(Missing Dimensions of Poverty) 104

**PNUD**  
Indicateur de la participation des femmes (IPF) 53  
Indicateur sexospécifique du développement 57

**PNUD-TUGI (The Urban Governance Initiative)**  
Bulletins sur la bonne gouvernance urbaine 85

**Secrétariat du Commonwealth**  
Engendering Budgets: A Practitioners’ Guide to Understanding and  
Implementing Gender-Responsive Budgets (Rendre les budgets sexos-  
pécifiques : Guide pratique pour comprendre et appliquer des budgets  
favorisant l’égalité des sexes) 103

**Social Watch**  
Indice d’équité entre les sexes (Gender Equity Index, GEI) 54

**Transparency International**  
Baromètre mondial de la corruption 82

**UNIFEM**  
Le Progrès des femmes à travers le monde 69

**Union interparlementaire**  
Femmes dans les parlements nationaux 70

**Vera Institute for Justice et Altus Global Alliance**  
Indicateurs de mesure de l’état de droit 89

**World Resources Institute, Groupe énergétique Prayas, Institut national des Finances et politiques publiques (Inde)**  
Boîte à outils de l’initiative pour la gouvernance de l’électricité  
(Electricity Governance Initiative Toolkit) 102

**World Values Survey Association**  
World Values Survey (Étude des valeurs au niveau mondial) 98

## Annexe II : Déclaration universelle des droits de l'homme

Adoptée et proclamée le 10 décembre 1948 par la résolution 217 A (III) de l'Assemblée générale.

Le 10 décembre 1948, les 58 États membres qui constituaient alors l'Assemblée générale ont adopté et proclamé la Déclaration universelle des droits de l'homme que nous reproduisons ci-dessous. Après cette mesure historique, l'Assemblée exhorta tous les États membres à publier le texte de la Déclaration et à faire en sorte qu'elle soit « diffusée, affichée, lue et expliquée principalement dans les écoles et les autres institutions éducatives sans distinction fondée sur le statut politique des pays ou des territoires. »

### PRÉAMBULE

**Considérant** que la reconnaissance de la dignité inhérente à tous les membres de la famille humaine et de leurs droits égaux et inaliénables constitue le fondement de la liberté, de la justice et de la paix dans le monde,

**Considérant** que la méconnaissance et le mépris des droits de l'Homme ont conduit à des actes de barbarie qui révoltent la conscience de l'humanité et que l'avènement d'un monde où les êtres humains seront libres de parler et de croire, libérés de la terreur et de la misère, a été proclamé comme la plus haute aspiration de l'homme,

**Considérant** qu'il est essentiel que les droits de l'Homme soient protégés par un régime de droit pour que l'homme ne soit pas contraint, en suprême recours, à la révolte contre la tyrannie et l'oppression,

**Considérant** qu'il est essentiel d'encourager le développement de relations amicales entre nations,

**Considérant** que dans la Charte, les peuples des Nations unies ont proclamé à nouveau leur foi dans les droits fondamentaux de l'Homme, dans la dignité et le respect de la personne humaine, dans l'égalité des droits des hommes et des femmes et qu'ils se sont déclarés résolus à favoriser le progrès social et à instaurer de meilleures conditions de vie dans une liberté plus grande,

**Considérant** que les États membres se sont engagés à assurer, en coopération avec l'Organisation des Nations Unies, le respect universel et effectif des droits de l'Homme et des libertés fondamentales,

**Considérant** qu'une conception commune de ces droits et libertés est de la plus haute importance pour remplir pleinement cet engagement, l'Assemblée générale proclame la présente Déclaration universelle des droits de l'Homme comme idéal commun à atteindre par tous les peuples et toutes les nations afin que tous les individus et tous les organes de la société, ayant cette Déclaration constamment à l'esprit, s'efforcent, par l'enseignement et l'éducation, de développer le respect de ces droits et libertés et d'en assurer, par des mesures progressives d'ordre national et international, la reconnaissance et l'application universelles et effectives, tant parmi les populations des États membres eux-mêmes que parmi celles des territoires placés sous leur juridiction.

### Article 1er

Tous les êtres humains naissent libres et égaux en dignité et en droits. Ils sont doués de raison et de conscience et doivent agir les uns envers les autres dans un esprit de fraternité.

### Article 2

Chacun peut se prévaloir de tous les droits et de toutes les libertés proclamés dans la présente Déclaration, sans distinction aucune, notamment de race, de couleur, de sexe, de langue, de religion, d'opinion politique ou de toute autre opinion, d'origine nationale ou sociale, de fortune, de naissance ou de toute autre situation. De plus, il ne sera faite aucune distinction fondée sur le statut politique, juridique ou international du pays ou du territoire dont une personne est ressortissante, que ce pays ou territoire soit indépendant, sous tutelle, non autonome ou soumis à une limitation quelconque de souveraineté.

### Article 3

Tout individu a droit à la vie, à la liberté et à la sûreté de sa personne.

### Article 4

Nul ne sera tenu en esclavage ni en servitude ; l'esclavage et la traite des esclaves sont interdits sous toutes leurs formes.

### Article 5

Nul ne sera soumis à la torture, ni à des peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants.

### Article 6

Chacun a le droit à la reconnaissance en tous lieux de sa personnalité juridique.

### Article 7

Tous sont égaux devant la loi et ont droit sans distinction à une égale protection de la loi. Tous ont droit à une protection égale contre toute discrimination qui violerait la présente Déclaration et contre toute provocation à une telle discrimination.

### Article 8

Toute personne a droit à un recours effectif devant les juridictions nationales compétentes contre les actes violant les droits fondamentaux qui lui sont reconnus par la constitution ou par la loi.

### Article 9

Nul ne peut être arbitrairement arrêté, détenu ou exilé.

### Article 10

Toute personne a droit, en pleine égalité, à ce que sa cause soit entendue équitablement et publiquement par un tribunal indépendant et impartial, qui décidera soit de ses droits et obligations, soit du bien-fondé de toute accusation en matière pénale dirigée contre elle.

### Article 11

Toute personne accusée d'un acte délictueux est présumée innocente jusqu'à ce que sa culpabilité ait été légalement établie au cours d'un procès public où toutes les garanties nécessaires à sa défense lui auront été assurées. Nul ne sera condamné pour des actions ou omissions qui, au moment où elles ont été commises, ne constituaient pas un acte délictueux d'après le droit national ou international. De même, il ne sera infligé aucune peine plus forte que celle qui était applicable au moment où l'acte délictueux a été commis.

### Article 12

Nul ne sera l'objet d'immixtions arbitraires dans sa vie privée, sa famille,

son domicile ou sa correspondance, ni d'atteintes à son honneur et à sa réputation. Toute personne a droit à la protection de la loi contre de telles immixtions ou de telles atteintes.

#### **Article 13**

Toute personne a le droit de circuler librement et de choisir sa résidence à l'intérieur d'un État. Toute personne a le droit de quitter tout pays, y compris le sien, et de revenir dans son pays.

#### **Article 14**

Devant la persécution, toute personne a le droit de chercher asile et de bénéficier de l'asile en d'autres pays. Ce droit ne peut être invoqué dans le cas de poursuites réellement fondées sur un crime de droit commun ou sur des agissements contraires aux buts et aux principes des Nations Unies.

#### **Article 15**

Tout individu a droit à une nationalité. Nul ne peut être arbitrairement privé de sa nationalité, ni du droit de changer de nationalité.

#### **Article 16**

A partir de l'âge nubile, l'homme et la femme, sans aucune restriction quant à la race, la nationalité ou la religion, ont le droit de se marier et de fonder une famille. Ils ont des droits égaux au regard du mariage, durant le mariage et lors de sa dissolution. Le mariage ne peut être conclu qu'avec le libre et plein consentement des futurs époux. La famille est l'élément naturel et fondamental de la société et a droit à la protection de la société et de l'État.

#### **Article 17**

Toute personne, aussi bien seule qu'en collectivité, a droit à la propriété. Nul ne peut être arbitrairement privé de sa propriété.

#### **Article 18**

Toute personne a droit à la liberté de pensée, de conscience et de religion ; ce droit implique la liberté de changer de religion ou de conviction ainsi que la liberté de manifester sa religion ou sa conviction seule ou en commun, tant en public qu'en privé, par l'enseignement, les pratiques, le culte et l'accomplissement des rites.

#### **Article 19**

Tout individu a droit à la liberté d'opinion et d'expression, ce qui implique le droit de ne pas être inquiété pour ses opinions et celui de chercher, de recevoir et de répandre, sans considération de frontières, les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit.

#### **Article 20**

Toute personne a droit à la liberté de réunion et d'association pacifiques. Nul ne peut être obligé de faire partie d'une association.

#### **Article 21**

Toute personne a le droit de prendre part à la direction des affaires publiques de son pays, soit directement, soit par l'intermédiaire de représentants librement choisis. Toute personne a droit à accéder, dans des conditions d'égalité, aux fonctions publiques de son pays. La volonté du peuple est le fondement de l'autorité des pouvoirs publics ; cette volonté doit s'exprimer par des élections honnêtes qui doivent avoir lieu périodiquement, au suffrage universel égal et au vote secret ou suivant une procédure équivalente assurant la liberté du vote.

#### **Article 22**

Toute personne, en tant que membre de la société, a droit à la sécurité sociale ; elle est fondée à obtenir la satisfaction des droits économiques, sociaux et culturels indispensables à sa dignité et au libre développement de sa personnalité, grâce à l'effort national et à la coopération internationale, compte tenu de l'organisation et des ressources de chaque pays.

#### **Article 23**

Toute personne a droit au travail, au libre choix de son travail, à des conditions équitables et satisfaisantes de travail et à la protection contre le chômage. Tous ont droit, sans aucune discrimination, à un salaire égal pour un travail égal. Quiconque travaille a droit à une rémunération équitable et satisfaisante lui assurant ainsi qu'à sa famille une existence conforme à la dignité humaine et complétée, s'il y a lieu, par tous autres moyens de protection sociale. Toute personne a le droit de fonder avec d'autres des syndicats et de s'affilier à des syndicats pour la défense de ses intérêts.

#### **Article 24**

Toute personne a droit au repos et aux loisirs et notamment à une limitation raisonnable de la durée du travail et à des congés payés périodiques.

#### **Article 25**

Toute personne a droit à un niveau de vie suffisant pour assurer sa santé, son bien-être et ceux de sa famille, notamment pour l'alimentation, l'habillement, le logement, les soins médicaux ainsi que pour les services sociaux nécessaires ; elle a droit à la sécurité en cas de chômage, de maladie, d'invalidité, de veuvage, de vieillesse ou dans les autres cas de perte de ses moyens de subsistance par suite de circonstances indépendantes de sa volonté.

La maternité et l'enfance ont droit à une aide et à une assistance spéciales. Tous les enfants, qu'ils soient nés dans le mariage ou hors mariage, jouissent de la même protection sociale.

#### **Article 26**

Toute personne a droit à l'éducation. L'éducation doit être gratuite, au moins en ce qui concerne l'enseignement élémentaire et fondamental. L'enseignement élémentaire est obligatoire. L'enseignement technique et professionnel doit être généralisé ; l'accès aux études supérieures doit être ouvert en pleine égalité à tous en fonction de leur mérite. L'éducation doit viser au plein épanouissement de la personnalité humaine et au renforcement du respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales. Elle doit favoriser la compréhension, la tolérance et l'amitié entre toutes les nations et tous les groupes raciaux ou religieux, ainsi que le développement des activités des Nations Unies pour le maintien de la paix. Les parents ont, par priorité, le droit de choisir le genre d'éducation à donner à leurs enfants.

#### **Article 27**

Toute personne a le droit de prendre part librement à la vie culturelle de la communauté, de jouir des arts et de participer au progrès scientifique et aux bienfaits qui en résultent. Chacun a droit à la protection des intérêts moraux et matériels découlant de toute production scientifique, littéraire ou artistique dont il est l'auteur.

**Article 28**

Toute personne a droit à ce que règne, sur le plan social et sur le plan international, un ordre tel que les droits et libertés énoncés dans la présente Déclaration puissent y trouver plein effet.

**Article 29**

L'individu a des devoirs envers la communauté dans laquelle seul le libre et plein développement de sa personnalité est possible.  
Dans l'exercice de ses droits et dans la jouissance de ses libertés, chacun n'est soumis qu'aux limitations établies par la loi exclusivement en vue d'assurer la reconnaissance et le respect des droits et libertés d'autrui et afin de satisfaire aux justes exigences de la morale, de l'ordre public et du bien-être général dans une société démocratique.  
Les droits et libertés ne pourront, en aucun cas, s'exercer contrairement aux buts et aux principes des Nations Unies.

**Article 30**

Aucune disposition de la présente Déclaration ne peut être interprétée comme impliquant pour un État, un groupement ou un individu un droit quelconque de se livrer à une activité ou d'accomplir un acte visant à la destruction des droits et libertés qui y sont énoncés.

## Références

\*Pour faciliter la compréhension, la traduction française des titres anglais suit entre crochets à la fin de chaque référence.

- « A Meal and a Chance to Learn », in *The Washington Post*, 27 avril 2005.  
<http://www.washingtonpost.com/wp-yn/content/article/2005/04/27/AR2005042701927.html>  
 [Un repas et l'occasion d'apprendre]
- Abu-Zayd, Gehan, « À la quête du pouvoir politique – les femmes au parlement en Égypte, en Jordanie et au Liban », in *Les femmes au parlement : au-delà du nombre*, International IDEA, Stockholm.  
[http://www.idea.int/publications/wip/upload/chapter\\_02b-CS\\_Egypt.pdf](http://www.idea.int/publications/wip/upload/chapter_02b-CS_Egypt.pdf)
- Afrobarometer, *Round 4 Survey Manual*, The Afrobarometer Network, 2007.  
[http://polisci.msu.edu/afrobarometer/questionnaires/R4surveymanual\\_4feb08\\_FINAL.pdf](http://polisci.msu.edu/afrobarometer/questionnaires/R4surveymanual_4feb08_FINAL.pdf)  
 Voir aussi : Afrobaromètre, *Round 4 - La qualité de la démocratie et de la gouvernance au Burkina Faso*, 2008, [http://www.afrobarometer.org/questionnaires/bur\\_R4questionnaire\\_23sep08\\_final.pdf](http://www.afrobarometer.org/questionnaires/bur_R4questionnaire_23sep08_final.pdf)
- Alexander, Nancy et Tim Kessler, *The Roles of the US Government and World Bank in the Drive to Privatise Basic Services in Developing Countries*, Bank Information Center, IFI Info Brief, No.4, juillet 2006.  
 [Le rôle du gouvernement américain et de la Banque mondiale dans la privatisation des services de base dans les pays en développement]
- Amelga, Misgana, *Identifying Gender Issues Using the Beneficiary Assessment Approach: A Guide for Practitioners*, Banque mondiale, Washington, DC, 2003. [Recenser les questions de genre à l'aide d'une approche axée sur l'évaluation des bénéficiaires]
- Arndt, Christiane et Charles Oman, *Les indicateurs de gouvernance. Usage et abus*, Études du Centre de développement, OCDE, Paris, 2006.
- Australian Bureau of Statistics, *How Australians Use Their Time, 2006*, Publication 4153.0, 2006.  
<http://unstats.un.org/unsd/methods/timeuse/tusresource.htm>  
 [Comment les Australiens gèrent leur temps]
- Banque asiatique de développement, *Nepal: Promoting Pro-Poor and Gender Responsive Service Delivery Project*, 2007 <http://www.adb.org/Documents/Reports/Consultant/38059-NEP/38059-NEP-TACR.pdf>.  
 [Népal : Promotion d'un projet de fourniture de services pro-pauvres et sensible à la dimension de genre]
- Banque asiatique de développement, *Nepal Secondary Education Support Project - Loan 1917, 20 Sep 2003*.  
<http://www.adb.org/Gender/loans/nep.asp>  
 [Projet d'appui à l'éducation secondaire au Népal]
- Banque mondiale, « Governance and Gender Equality », in *Gender and Development Briefing Notes*, Gender and Development Group, 2006.  
[http://siteresources.worldbank.org/INTGENDER/Resources/governance\\_briefing.pdf](http://siteresources.worldbank.org/INTGENDER/Resources/governance_briefing.pdf)  
 [Gouvernance et égalité des sexes]
- Banque mondiale, « Les dimensions de genre », in *Rapport sur le développement dans le monde 2008 – L'agriculture au service du développement*, Banque mondiale, Washington, DC, 2007
- Bastick, Megan et Kristin Valasek (éds), « Gender & Security Sector Reform Toolkit », in *The Gender and Security Sector Reform Toolkit Series*, DCAF, OSCE/ODIHR, UN-INSTRAW, Genève, 2008  
 [Boîte à outils sur le genre et la réforme du secteur de la sécurité]
- Beck, Tony, *Gender Sensitive Indicators: A Reference Manual for Governments and Other Stakeholders*, 1999.  
[http://www.thecommonwealth.org/shared\\_asp\\_files/uploadedfiles/%7BD30AA2D0-B43E-405A-B2F0-BD270BCEFA3%7D\\_ugsi\\_ref.pdf](http://www.thecommonwealth.org/shared_asp_files/uploadedfiles/%7BD30AA2D0-B43E-405A-B2F0-BD270BCEFA3%7D_ugsi_ref.pdf)  
 [Indicateurs sensibles à la dimension de genre : manuel de référence pour les pouvoirs publics et autres parties prenantes]
- Beck, Tony et Morton Stelcner, *Guide des indicateurs tenant compte des écarts entre les hommes et les femmes*, Agence canadienne de développement international. [http://www.acdi-cida.gc.ca/inet/images.nsf/vLUIImages/Policy/\\$file/WID-GUID-F.pdf](http://www.acdi-cida.gc.ca/inet/images.nsf/vLUIImages/Policy/$file/WID-GUID-F.pdf)
- Buvinic, Mayra, Andrew R. Morrison, A. Waafas Ofosu-Amaah et Mirja Sjoblom (éds), *Equality for Women: Where Do We Stand on Millennium Development Goal 3? The International Bank for Reconstruction and Development*, Washington, DC, 2008.  
 [Égalité pour les femmes : où en sommes-nous en ce qui concerne l'objectif du Millénaire pour le développement 3 ?]
- Carter, Danielle, *Data Codebook, Round 3 Afrobarometer Survey in South Africa*, Michigan State University, Michigan, 2007.  
 [Guide de codification des données – Enquête Afrobaromètre, Round 3 en Afrique du Sud]
- Cockroft, Anne et als, *Social Audit of Governance and Delivery of Public Services - National Report Pakistan 2004/05*, Project Report, CIET, Islamabad, 2005.  
 [Audits sociaux de la gouvernance et des prestations de services publics au Pakistan]
- Département des affaires économiques et sociales des Nations Unies (DAES), « Principles and Recommendations for Population and Housing Censuses Revision 2 », in *Statistical papers Series*, M No. 67/Rev.2, Statistics Division, New York, 2008.  
 [Principes et recommandations concernant les recensements de la population et de l'habitat - deuxième révision]
- Development as Accountability, *Accountability Innovators in Action*.  
<http://www.accountability21.net>  
 [Développement et redevabilité : Innovateurs en action pour la redevabilité]
- Diprose, Rachael, « Safety and Security: A Proposal for Internationally Comparable Indicators of Violence », in *OPHI Working Paper Series*, University of Oxford, Oxford, 2008.  
 [Sécurité : proposition pour des indicateurs de la violence comparables sur le plan international]
- Fonds de développement des Nations Unies pour la femme (UNIFEM), *Engendering the Nepal National Population and Housing Census 2001*, Asia-Pacific Regional Programme on Engendering Economic Governance ; préparé à partir de documents fournis par Mme Shavitri Singh ; révisé en avril 2004, à paraître.  
 [Préparation du recensement de la population et de l'habitat 2001 au Népal. Basé sur des documents fournis par Mme Shavitri Singh]

Fonds de développement des Nations Unies pour la femme (UNIFEM), *Frequently Asked Questions about Gender Budgets: Examples Worldwide*. [http://www.unifem.org/gender\\_issues/women\\_poverty\\_economics/gender\\_budgets\\_3.php](http://www.unifem.org/gender_issues/women_poverty_economics/gender_budgets_3.php)  
[Foire aux questions sur les budgets sensibles au genre ; exemples dans le monde entier]

Fonds de développement des Nations Unies pour la femme (UNIFEM), *Le Progrès des femmes à travers le monde 2008/2009*, « Qui est responsable envers les femmes ? – Genre & Redevabilité », Partie II OMD et Genre, New York, 2008.

Fonds monétaire international (FMI), *Nepal: Poverty Reduction Strategy Paper*, Rapport pays FMI n°03/305, Washington, D.C., 2003. <http://www.imf.org/external/pubs/ft/scr/2003/cr03305.pdf>  
[Népal : Document de stratégie de réduction de la pauvreté]

Gender Action, *Why Gender Action No Longer Engages in PRSPs*, Washington, DC, 2006.  
<http://www.genderaction.org/engendering.html>  
[Pourquoi Gender Action ne participe plus aux DSRP]

Glick, Peter, Rumki Saha et Stephen D. Younger, *Integrating Gender into Benefit Incidence and Demand Analysis*, Programme pour l'alimentation et la nutrition, Cornell University, Ithaca, 2004.  
[Intégrer le genre dans l'analyse de l'incidence des bénéfices et de la demande]

Guidelines for conducting the Urban Governance Index. Mongolie.  
<http://www.un-mongolia.mn/web/publications3.html>  
[Directives pour l'indice de gouvernance urbaine]

Ibrahim, Solava et Sabina Alkire, « Agency & Empowerment: A Proposal for Internationally Comparable Indicators », in *OPHI Working Paper Series*, University of Oxford, Oxford, 2007.  
[Action & autonomisation : proposition pour des indicateurs comparables sur le plan international]

Jones, Nicola, Rebecca Holmes et Jessica Espy, « Gender and the MDGs: A Gender Lens is Vital for Pro-poor Results », in *Briefing Paper 42*, Overseas Development Institute (ODI), Londres, 2008.  
[Genre et OMD : le prisme du genre est vital pour obtenir des résultats pro-pauvres]

Kaufmann, Daniel, « Human Rights and Development: Towards Mutual Reinforcement », version révisée d'un document préparé pour une conférence organisée par Ethical Globalization Initiative, the NYU Center for Human Rights et Global Justice, décembre 2004. <http://www.worldbank.org/wbi/governance/pdf/humanrights.pdf>  
[Droits de l'homme et développement : vers un renforcement mutuel]

Kes, Aslihan et Hema Swaminathan, *Gender and Time Poverty in Sub-Saharan Africa*. International Center for Research on Women (ICRW), Washington, DC, et Levy Institute, Annandale on Hudson, 2005.  
[http://www.levy.org/undp-levy-conference/powerpoint/Session6\\_Kes.pdf](http://www.levy.org/undp-levy-conference/powerpoint/Session6_Kes.pdf)  
[Genre et pauvreté de temps en Afrique subsaharienne]

Logan, Carolyn, Tetsuya Fujiwara et Virginia Parish, « Citizens and the State in Africa: New Results from Afrobarometer Round 3 », in *A Com-*

*pendium of Public Opinion Findings from 18 African Countries, 2005-2006*, Working Paper No. 61, Afrobarometer Network, Cape Town, Accra et Michigan, 2006.  
[Les citoyens et l'État en Afrique : les derniers résultats de l'Afrobaromètre, Round 3]

MacPherson, Eleanor, « Invisible Agents: Women in Service Delivery Reforms », in *IDS Bulletin*, Volume 38(6): 38-46, University of Sussex, Brighton, 2008.  
[Agents invisibles: les femmes et les réformes de la fourniture de services]

Mouzou, Jenny et Toni Makkai, *Women's Experiences of Male Violence – Findings from the Australian Component of the International Violence against Women Survey (IVAWS)*, Research and Public Policy Series, n°56, Australian Institute of Criminology, Canberra, 2004.  
[L'expérience de la violence masculine vécue par des femmes]

Nankhuni, Flora, « Environmental Degradation, Resource Scarcity and Children's Welfare in Malawi: School Attendance, School Progress, and Children's Health », in *Agricultural Economics and Demography*, The Pennsylvania State University, University Park, 2004.  
[Dégradation environnementale, pénurie de ressources et bien-être des enfants au Malawi : scolarisation, progrès scolaires et santé des enfants]

Nations Unies, *Objectifs du Millénaire pour le développement – Rapport 2008*, ONU, New York, 2008  
[[http://mdgs.un.org/unsd/mdg/Resources/Static/Products/Progress2008/MDG\\_Report\\_2008\\_fr.pdf](http://mdgs.un.org/unsd/mdg/Resources/Static/Products/Progress2008/MDG_Report_2008_fr.pdf)]

Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), *Donor Approaches to Governance Assessments: Sourcebook*, version finale, OCDE/DAC Network on Governance, Paris, juin 2008  
[Approches des donateurs pour les évaluations de la gouvernance : recueil de textes]

Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), *Des partenariats locaux pour une meilleure gouvernance*, OCDE, Paris, 2001. [http://www.oecd.org/document/28/0,3343,fr\\_2649\\_34455\\_31532060](http://www.oecd.org/document/28/0,3343,fr_2649_34455_31532060)

Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), *Les nouvelles formes de gouvernance et le développement économique*, OCDE, Paris, 2004. [http://www.oecd.org/document/6/0,3343,fr\\_2649\\_34453\\_40357830\\_1\\_1\\_1\\_1,00.html](http://www.oecd.org/document/6/0,3343,fr_2649_34453_40357830_1_1_1_1,00.html)

Pact and The Impact Alliance, *Local Governance Barometer. Implementation Process Handbook*, Version 2.0, Washington, DC, 2006.  
[http://www.pactworld.org/galleries/resource-center/local\\_gov\\_barometer\\_handbook.pdf](http://www.pactworld.org/galleries/resource-center/local_gov_barometer_handbook.pdf)  
[Baromètre de la gouvernance locale. Manuel pratique]

Panggabean, Adrian T. P., « Expanding Access to Basic Services in Asia and The Pacific Region: Public-Private Partnerships For Poverty Reduction », in *ERD Working Paper No. 87*, Banque asiatique de développement, Manille, 2006.  
[Améliorer l'accès aux services de base dans la région Asie-Pacifique : partenariats public-privé pour la réduction de la pauvreté]



- Parsons, Jim, Monica Thornton, Hyo Eun (April) Bang, Ben Estep, Kaya Williams et Neil Weiner, *Developing Indicators to Measure the Rule of Law: A Global Approach*, Vera Institute of Justice, New York, 2008.  
[Formuler des indicateurs pour mesurer l'état de droit : une approche globale]
- Paul, Samuel and Gopakumar K. Thampi, « Citizen Report Cards Score in India », in *Development Outreach*, Banque mondiale, Washington, DC, mars 2004.  
Voir aussi, des mêmes auteurs : *Les fiches d'appréciation citoyenne en Inde*, Capacity.org. [http://www.capacity.org/fr/revue/outils\\_methodes/les\\_fiches\\_d\\_appreciation\\_citoyenne\\_en\\_inde](http://www.capacity.org/fr/revue/outils_methodes/les_fiches_d_appreciation_citoyenne_en_inde)
- Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), *Indicateurs de gouvernance : guide de l'utilisateur, 2ème édition*, Centre d'Oslo pour la gouvernance, Oslo, 2006.
- Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), *Measuring Democratic Governance: A Framework for Selecting Pro-poor and Gender Sensitive Indicators*, Oslo Governance Centre, Oslo, 2006.  
[Mesurer la gouvernance démocratique : cadre de sélection d'indicateurs pro-pauvres et sensibles à la dimension de genre]
- Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), « Tackling Corruption, Transforming Lives: Accelerating Human Development in Asia and the Pacific », in *Asia-Pacific Human Development Report 2008*, Centre régional du PNUD, Colombo, 2008.  
[http://www.undprcc.lk/ext/crhdr/crhd\\_report/RHDR\\_Full%20Report\\_Tackling\\_Corruption\\_Transforming\\_Lives.pdf](http://www.undprcc.lk/ext/crhdr/crhd_report/RHDR_Full%20Report_Tackling_Corruption_Transforming_Lives.pdf)  
[S'attaquer à la corruption, transformer des vies : accélérer le développement humain en Asie et dans le Pacifique]
- Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et Global Integrity, *Un Guide de l'utilisateur pour mesurer la corruption*, Centre d'Oslo pour la gouvernance, Oslo, 2008.
- Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et IDL Group, « Accountability and Voice for Service Delivery at the Local Level », Background paper for the UNDP regional training event *Developing Capacities for Accountability and Voice*, Centre régional de Bratislava et Centre d'Oslo pour la gouvernance, Oslo, 2008.  
<http://www.undp.org/oslocentre/events/sofia.html>  
[Redevabilité et voix pour la fourniture de services au niveau local. Note pour l'atelier régional de formation du PNUD « Développement des capacités pour la redevabilité et la voix »]
- Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et Institut chinois pour la réforme et le développement, *China Human Development Report 2007/08, Access for All: Basic Public Services for 1.3 billion People*, Beijing, 2008.  
[Chine 2008. Rapport sur le développement humain en Chine 2007/2008, Accès pour tous : services publics de base pour 1,3 milliard de personnes]
- Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), Centre d'Oslo pour la gouvernance, *A User's Guide to Measuring Public Administration Reform*, Centre d'Oslo pour la gouvernance, Oslo, à paraître.  
[Guide de l'utilisateur pour mesurer la réforme des administrations publiques]
- Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), *Innovative Approaches to Promoting Women's Economic Empowerment*, UNDP, New York, 2008.  
[Approches innovantes pour la promotion de l'autonomisation économique des femmes]
- Programme des Nations Unies pour les habitats humains (ONU-Habitat), *Urban Governance Index (UGI), A Tool to Measure Progress in Achieving Good Urban Governance*.  
[http://www.unhabitat.org/downloads/docs/2232\\_80907\\_UGIndex.doc](http://www.unhabitat.org/downloads/docs/2232_80907_UGIndex.doc)  
[Indice de la gouvernance urbaine, un outil pour mesurer les progrès en matière de bonne gouvernance urbaine]
- Raes, Florence, *What Can We Expect From Gender Sensitive Budgets? Strategies in Brazil and in Chile in a Comparative Perspective*, 2005.  
<http://www.gender-budgets.org/>  
[Que pouvons-nous attendre des budgets sensibles à la dimension de genre ? Perspective comparative des stratégies au Brésil et au Chili]
- République du Burundi, *Étude diagnostique sur la gouvernance et la corruption au Burundi – Rapport d'enquête au Burundi*, Bujumbura, mai 2008.  
<http://siteresources.worldbank.org/EXTWBIGOVANTCOR/Resources/GACSurvey.pdf>
- Robinson, Mark et Vinod Vyasulu, « Democratizing the Budget: Fundar's Budget Analysis and Advocacy Initiatives in Mexico », in *Lessons from Civil Society Budget Analysis and Advocacy Initiatives*, 2006.  
<http://www.internationalbudget.org/Mexico-Fundar.pdf>  
[Démocratisation du budget : analyse budgétaire de Fundar et initiatives de plaidoyer au Mexique]
- Samman, Emma, « Psychological and Subjective Well-being: A Proposal for Internationally Comparable Indicators », in *OPHI Working Paper Series*, University of Oxford, Oxford, 2007.  
[Bien-être psychologique et subjectif : proposition d'indicateurs comparables au niveau international]
- Selormey, Edem, Joseph Asunka et Daniel Armah-Attoh, *Summary of Results Round 3 Afrobarometer Survey in Ghana. A Comparative Series on National Public Attitude Surveys on Democracy, Markets and Civil Society in Africa*, Afrobarometer Network, Cape Town, Accra et Michigan, 2005. <http://www.afrobarometer.org/Summary%20of%20Results/Round%203/gha-R3SOR-231jan07-final.pdf>  
[Synthèse des résultats du Round 3 de l'enquête Afrobaromètre au Ghana. Série comparative des enquêtes nationales sur l'attitude du public concernant la démocratie, les marchés et la société civile en Afrique]
- Seppänen, Maaria et Pekka Virtanen, *Corruption, Poverty and Gender, With Case Studies of Nicaragua and Tanzania*, ministère des Affaires étrangères de la Finlande, Helsinki, 2008.  
<http://formin.finland.fi/public/default.aspx?contentid=130591&nodeid=15458&contentlan=2&culture=en-US>  
[Corruption, pauvreté et genre ; cas d'étude au Nicaragua et en Tanzanie]
- Sustainable Society Foundation, *Sustainable Society Index 2008*, 2008.  
[www.sustainableindex.com](http://www.sustainableindex.com)  
[Indice pour une société durable]

Thampi, Gopakumar K., *PSDA on Drinking Water and Education, A Pilot Citizen Report Card in Zanzibar*, Tanzania, présentation Power Point, à paraître.

<http://siteresources.worldbank.org/INTPCENG/1143141-1116501474243/20507530/Zanzibar%5B1%5D.ppt>

[AAPEP sur l'eau potable et l'éducation, un rapport d'évaluation citoyenne pilote à Zanzibar, en Tanzanie]

Transparency International, *Rapport sur le baromètre mondial de la corruption de 2007 de Transparency International*, Département études et recherches, Transparency International – Secrétariat international, Berlin, 2007.

UNICEF, PLAN, « A Child's First Right », troisième Conférence régionale d'Asie sur l'enregistrement des naissances, Bangkok, Thaïlande, 6-9 janvier 2003, Introduction.

<http://www.plan-international.org/ubr/>

[Le premier droit d'un enfant]

Valasek, Kristin, « Gender and Democratic Security Governance », in *Handbook for Civil Society Organizations on Public Oversight of the Security Sector*, Caparini, Cole, Kinzelbach (éds.), UNDP, DCAF, Bratislava, à paraître.

[Genre et gouvernance démocratique de la sécurité]

Valasek, Kristin, « Security Sector Reform and Gender », in *Gender and Security Sector Reform Toolkit*, Megan Bastick et Kristin Valasek (éds.), DCAF, OSCE/ODIHR, UN-INSTRAW, Genève, 2008.

[Réforme du secteur de la sécurité et genre.]

Valdés, Teresa, Ana María Muñoz et Alina Donoso, 1995-2003: *Have women progressed? Latin American index of fulfilled commitment*, UNIFEM, New York et Université latino-américaine de Sciences sociales (FLACSO), Santiago du Chili, 2005.

[Les femmes ont-elles progressé ? Indice latino-américain des engagements respectés]

Vera Institute of Justice, *Measuring Progress toward Safety and Justice: A Global Guide to the Design of Performance Indicators across the Justice Sector*, New York, 2003. [http://www.vera.org/publication\\_pdf/207\\_404.pdf](http://www.vera.org/publication_pdf/207_404.pdf)

[Mesurer les progrès accomplis en termes de sécurité et de justice ; guide mondial de la formulation d'indicateurs de performance dans le secteur de la justice]

Zavaleta, Diego, « The Ability to Go About Without Shame: A Proposal for Internationally Comparable Indicators », in *OPHI Working Paper Series*, University of Oxford, Oxford, 2007.

[La capacité de se promener sans honte : proposition pour des indicateurs comparables au niveau international]

\*Pour faciliter la compréhension, la traduction française des titres anglais suit entre crochets à la fin de chaque référence.





**Programme des Nations Unies pour le développement  
Centre d'Oslo pour la gouvernance**

Borggata 2B  
N-0650 Oslo, Norvège

[www.undp.org/oslocentre](http://www.undp.org/oslocentre)